

# La carrière publique de Michel Dufour (1768-1843) jusqu'en 1810

par  
Pierre-Alain PUTALLAZ

## PREMIÈRE PARTIE (1768 – AOÛT 1802)

### Remarques liminaires

Le patronyme Dufour – aux variantes nombreuses jadis : *De Furno*, *Dou For*, *du Four*, *Du Fourd*, *Dufourd*, *Duffourd* – remonte au Moyen Age, indique «une relation avec un four par fonction (qui cuit au four ou gardien d'un four) ou par voisinage»<sup>1</sup>, et se retrouve dans diverses régions d'Europe, dont la Suisse.

Il existe en Valais une famille Dufour, la branche dite de Vionnaz<sup>2</sup>, qui compte, jusque vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, nombre de curiaux, de métraux, de syndics et de notaires. L'abbé Clément, évoquant le métral de Vionnaz, cette «espèce de juge subalterne», écrit : «Il y en a eu une grande suite de la famille Dufour»<sup>3</sup>.

Mais, dans le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> et dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la renommée des Dufour de Vionnaz va largement dépasser le cadre local et valaisan : grâce au chanoine Nicolas (1746-1809), à son cousin Michel (1768-1843) et à plusieurs enfants de ce dernier, en particulier Louis (1788-1863), Pierre-Marie (1790-1862) et Casimir (1797-1858), les Dufour de Vionnaz vont se faire connaître bien au-delà des frontières du Valais, principalement en Suisse, en France, dans les Etats italiens et dans les Etats habsbourgeois.

C'est pourquoi nous nous sommes intéressé à ceux-ci, tout en privilégiant leur vie publique au détriment de leur vie privée.

<sup>1</sup> *Nouvel Armorial*, t. II, p. 79, art. *Dufour*.

<sup>2</sup> La présence d'une famille Dufour, «d'origine française» (*Personnages du Valais*, p. 205), est attestée à St-Maurice dès le XIII<sup>e</sup> siècle et c'est, semble-t-il, un Pierre Dufour de St-Maurice qui s'installe à Vionnaz en 1307.

<sup>3</sup> AV, Clément, n° 4, p. 119. – «N'oublions pas de dire que le souverain Etat avait aussi accordé à la paroisse de Vionnaz un juge en première instance, sous le nom de métral, qui, primitivement, n'était qu'un lieutenant du châtelain de Monthey et l'exécuteur de ses ordres et de ses décrets, avec cependant quelque basse juridiction.» (*Ibidem*, p. 15.)

Ce choix, il est vrai, s'est imposé à nous au cours de nos recherches, vu que les fonds de famille, accessibles aux historiens, et les archives d'Etat contiennent peu de documents concernant la vie privée des personnes que nous désirons faire revivre. Ce qui explique aussi la discrétion sur ce point des rares textes qui ont été publiés sur l'un ou l'autre membre des Dufour de Vionnaz, tels, notamment, une étude sommaire de Paul de Rivaz sur Pierre-Marie Dufour, parue dans les *Annales valaisannes* de 1934, et quelques articles nécrologiques.

Le texte que nous proposons aujourd'hui aux lecteurs et qui présente les activités publiques de Michel Dufour jusqu'en août 1802 est donc comparable à la première pierre d'un édifice que nous souhaiterions achever au fil des prochaines années.

Ceci précisé, il nous reste à signaler que nous avons modernisé l'orthographe et la ponctuation des citations tirées des écrits, essentiellement des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, auxquels nous nous sommes référé, afin d'en rendre la compréhension plus aisée.

## Des liens familiaux étendus

Les grands-parents de Michel Dufour, Pierre et Marie Dufaux, ont eu, semble-t-il, six enfants, trois garçons, dont Barthélemy († 1800), et trois filles, dont Jeanne-Françoise († avant 1780)<sup>4</sup>.

Comme la confrérie du Saint-Esprit de Vionnaz avait créé un fonds en vue de l'entretien, dans la paroisse, d'un «prêtre-régent» qui s'occuperait principalement de l'enseignement de la jeunesse, Barthélemy Dufour et ses trois sœurs vont l'accroître, en 1767 au plus tard, par un don de 5000 florins afin qu'on puisse «procéder à un établissement aussi pieux qu'avantageux à la communauté»<sup>5</sup>. C'est principalement ce don qui permettra en effet de

<sup>4</sup> Selon une généalogie en possession du Dr Michel Dufour que nous remercions de son obligeante communication, les six enfants de Pierre Dufour seraient Michel, Barthélemy, Emmanuel, Judith, [Jeanne-]Françoise et Anne-Marie qui aurait épousé Pierre Delseth. D'une part, l'on constate que les prénoms qui nous sont connus s'y trouvent, ce qui donne de la crédibilité à cette généalogie; d'autre part, l'on peut supposer que Michel ainsi qu'Emmanuel sont décédés avant que leur frère Barthélemy et leurs trois sœurs offrent 5000 fl. à la confrérie du St-Esprit de Vionnaz (voir paragraphe suivant).

<sup>5</sup> VEUTHEY I, p. 537. – Ce prêtre-régent, «en fonction en plaine», devra «former les jeunes à la piété non moins qu'aux principes de la doctrine chrétienne», les initier «à l'alphabet, à l'écriture et à la lecture; de plus, il donnera des éléments de latin et même d'arithmétique à ceux qu'il trouverait capables». Entre autres encore, il dira «une messe par semaine», «applicable au soulagement des fidèles défunts de la famille Dufour, fondateurs et donateurs, et pour leurs successeurs», et remplacera le curé de la paroisse en cas de maladie ou d'absence légitime de celui-ci. Enfin, «un régent séculier» exercera «à la montagne» «à l'aide des deniers de la commune pendant la durée de cinq à six mois de l'année». (*Ibidem*, pp. 547 et 548.)



réaliser, en 1779, le vœu de la confrérie<sup>6</sup> et il ne peut que nous amener à conclure que la famille de Pierre Dufour est fort aisée<sup>7</sup>.

Barthélemy Dufour, propriétaire terrien, métral et curial de Vionnaz, a épousé, en premières noces, Cécile Raboud qui lui a donné une fille prénommée Victoire († 1814)<sup>8</sup>; et, en secondes noces, Marie Raboud. C'est de cette dernière union que naît en 1768 Michel(-Barthélemy), seul enfant de ce couple, à l'époque où le Bas-Valais est encore sujet des Sept-Dizains formant le Haut-Valais et où Vionnaz fait partie du gouvernement de Monthey.

Après des études classiques suivies aux collèges de Brigue et de Bellay, Michel Dufour se rend à Besançon où il obtient son doctorat en droit<sup>9</sup>. De retour dans sa patrie, il est reçu notaire épiscopal et exerce comme notaire et avocat.

\*

Le 3 juillet 1787, à Vionnaz, Michel Dufour (fig. 1) épouse Marie-Marguerite Du Fay (1767-1852) (fig. 4), fille de Pierre-François-Louis (1736-1788) (fig. 2) et de Thérèse Burgener (1745-1820) (fig. 3).

De cette union naîtront huit enfants, six garçons et deux filles:

- Louis (1788-1863), mercenaire au service d'Espagne, puis au service de France, qui mettra fin à sa carrière en 1845, alors qu'il sera lieutenant-colonel du 2e régiment étranger au service du Saint-Siège.
- Pierre-Marie (1790-1862), mercenaire au service de France et au service de Naples; blessé lors de l'insurrection populaire de la mi-mai 1848 contre le roi Ferdinand II, il prendra sa retraite de général de brigade peu après. En 1836, il épousera Eugénie de Rivaz (1808-1903), fille de Benjamin (1783-1830) et de Louise Joris (1783-1823).
- Adrien (vers 1791/1792-1812), mercenaire au service de France; incorporé dans l'armée française lorsque le Valais sera devenu le département du Simplon, il trouvera la mort durant la campagne de Russie.
- Marguerite (1795-1843) qui, en 1817, épousera l'avocat et notaire Charles Bovier (1787-1863).
- Casimir (1797-1858), lieutenant au service de France et une figure de proue du radicalisme valaisan; il sera, entre autres, membre du gouvernement provisoire valaisan (décembre 1847 - janvier 1848) et député au Grand Conseil (1847-1852).

<sup>6</sup> TAMINI et DÉLÈZE, p. 138. – D'après ces auteurs, un recteur est déjà présent à Vionnaz avant 1779, mais le rectorat institué «avec les fonds du St-Esprit» date bien du «20 mai 1779».

<sup>7</sup> En 1800, la fortune de l'hoirie Barthélemy Dufour – ce dernier est décédé le 20 août 1800 – est considérée comme «la plus forte de la commune» de Vionnaz. (AV, Vionnaz, P 902/1, p. 3.)

<sup>8</sup> AV, Vionnaz, P 814; *Nouvelliste*, n° 11 du 7 fév. 1834; Rp de Vouvy, mariage de Victoire avec Hyacinthe Cornut en janv. 1803 et décès de celle-ci en juin 1814.

<sup>9</sup> *Courrier du Valais*, n° 2 du 6 janv. 1844, p. 6. – Curieusement, dans *Personnages du Valais*, p. 205, on lit que «M. Dufour [...] a obtenu le grade de docteur en droit à Chambéry».

- Joseph (1800 - après 1864), mercenaire au service de France, puis au service de Naples où il deviendra 1er lieutenant et prendra sa retraite en 1850; s'étant marié dans la péninsule italienne et y ayant fait souche, il ne reviendra pas au pays.
- Frédéric (1804-1839), mercenaire au service de Naples où il deviendra sous-lieutenant.
- Henriette (1807-1887), demeurée célibataire.

\*

Le mariage de Michel Dufour aura des conséquences heureuses sur sa carrière publique, sans que nous puissions les déterminer avec précision. Il est cependant d'évidence que la famille Du Fay, par ses liens de parenté, joue un rôle important non seulement dans le dizain de Monthey, mais aussi dans un périmètre bien plus large<sup>10</sup>.

Le beau-père de Michel Dufour, après avoir été banneret des élus, puis châtelain de Monthey, est devenu banneret général. Sa belle-mère est la fille de feu François-Joseph Burgener (1697-1767) qui a été gouverneur de Monthey de 1727 à 1729 et grand bailli de 1742 à 1761.

Sa belle-sœur Louise (1765-1843) épousera en 1795 l'inventeur Isaac de Rivaz (1752-1828), membre de la Chambre administrative du Valais, responsable, dès 1801, du réseau routier de ce canton sous la République helvétique; inspecteur en chef des Ponts et Chaussées du Valais romand, commissaire des chemins du dizain de Saint-Maurice, tinnier des sels du même dizain, enfin conseiller d'Etat en 1809 et en 1810 sous la République «indépendante».

Son beau-frère Pierre-Louis (1768-1843) (fig. 5) épousera en 1794 Patience de Chaignon († 1821), fille de Pierre (1703-1787) qui fut résident de France en Valais; il sera sous-préfet du district de Monthey de 1798 à 1802, député à la Diète valaisanne de 1802 à 1810 dont il sera le vice-président de 1802 à 1809, grand châtelain du dizain de Monthey de 1802 à 1805, président de ce dizain de 1805 à 1810.

Son beau-frère Emmanuel (1770-1839), qui se mariera en 1795 avec Judith de Lavallaz (1775-1836), est mercenaire au service de Piémont; à l'époque de la République helvétique, il sera secrétaire et caissier de la Chambre administrative valaisanne et, sous la République «indépendante», secrétaire au département des Finances et trésorier de l'Etat.

Sa belle-sœur Sophie (1772-1850) épousera en 1790, en premières noces, Gabriel-Ignace de Werra (1769-1796), mercenaire au service de Sardaigne; et, en 1816, en secondes noces, Jean-Séverin Duc (1769-1827), alors député à la Diète du Valais et membre du tribunal suprême de ce canton.

<sup>10</sup> «[...] M. Dufour s'est mis au niveau des premières familles du pays en épousant une demoiselle Du Fay de Monthey.» (*Personnages du Valais*, p. 205.)

Sa belle-sœur Patience (1773-1850) (fig. 6) se mariera en 1799 avec le notaire François-Emmanuel Joris (1761-1814) (fig. 7), notamment sous-préfet du district de Sembrancher (= d'Entremont) de 1798 à 1802, député à la Diète valaisanne de 1802 à 1808, président du dizain de Sembrancher de 1802 à 1807, puis vice-président de ce dizain; ils donneront naissance au célèbre radical Alexis Joris (1800-1867).

Sa belle-sœur Marie-Julie (1774-1842) épousera en 1801 Gaspard-Etienne Delasoie (1768-1844) qui sera membre de la Chambre administrative et juge cantonal sous la République helvétique; grand châtelain du dizain de Sembrancher, membre du tribunal suprême – dont il deviendra, en 1805, le grand juge ou, autrement dit, le président – de 1802 à 1807, vice-bailli de 1805 à 1808, député à la Diète en 1809 et en 1810, et président du dizain de Sembrancher à la même époque.

Son beau-frère Guillaume (1775-1830), qui s'engagera comme mercenaire au service de Sardaigne où il deviendra officier dans le régiment de Streng et qui, après être revenu quelque temps au pays, passera au service de France, est resté connu pour des raisons tragiques: major dans le 1er régiment suisse de la Garde royale, il sera massacré par la foule lors des émeutes parisiennes de 1830, le 29 juillet précisément.

Sa belle-sœur Domitille (1779-1842) se mariera en 1797 avec le notaire Hyacinthe Darbellay (1774-1857), receveur du dizain de Monthey et, de 1807 à 1810, vice-président de ce dizain.

Parmi les autres belles-sœurs de Michel Dufour, mentionnons Catherine (1782-1863) qui épousera, en 1828, Joseph Torrent (1795-1885), agriculteur et propriétaire foncier, et Marie (1786-1860) qui unira sa destinée, en 1820, à l'avocat et notaire Pierre Torrent (1792-1859)<sup>11</sup>.

On constate donc que, par son épouse, Michel Dufour est ou sera apparenté à des branches des familles Du Fay, Burgener, de Rivaz, de Chaignon, de Lavallaz, de Werra, Joris, Delasoie, Darbellay et, après 1810, Duc et Torrent.

En fait, si nous tenons compte plus globalement de la généalogie des Du Fay, nous pouvons dire que Michel Dufour, par son mariage, devient notamment le neveu d'Ignace de Courten (1734-1796), époux de Marie-Marguerite Du Fay (1734-1807), et le cousin – à des degrés divers – de personnes telles que Jean Devantéry (1736-1808), Emmanuel Gay (1773-1842), Gabriel Guerraty (1771-1827), Joseph-Alphonse de Nucé (1753-1814), Hyacinthe de Nucé (1762-1811), Louis d'Odet (1743-1836) et ses enfants dont Charles (1776-1846), et telles que Charles-Emmanuel de Rivaz (1753-1830) qui est lui-même apparenté, entre autres, à des branches des familles de Nucé, Macognin de la Pierre, Marclay, de Quartéry et Tousard d'Olbec. Et nous

<sup>11</sup> Voir, notamment, MICHELET, pp. 343-347; DONNET IV, pp. 9 et 10; PAPILLOUD, pp. 87-89. – Vu les limites temporelles de notre étude, nous n'avons pas cru devoir évoquer, au-delà de 1810, les carrières des beaux-frères de Michel Dufour, mis à part quelques indications partielles sur celle de Jean-Séverin Duc.

pourrions aller plus loin encore: lorsque, le 22 janvier 1806, le grand bailli Antoine Augustini (1742-1823) écrit à Joseph Caamaño, ambassadeur d'Espagne auprès de la Confédération helvétique, afin de lui demander notamment que Louis Dufour, le fils aîné de Michel, soit «le plus tôt possible» reçu cadet dans le régiment de Courten (qui va devenir incessamment le régiment de Preux), il ne manque pas de signaler qu'il est apparenté à Marie-Marguerite, née Du Fay, et donc aussi à Michel, son époux, et à Louis Dufour, ce qui laisse entrevoir l'importance et l'étendue des liens de parenté de Michel Dufour par son mariage avec Marie-Marguerite Du Fay<sup>12</sup>.

De plus, vu que les registres paroissiaux de Vionnaz d'avant le 20 août 1800 ont brûlé, il nous est difficile d'évoquer les liens familiaux du côté des Dufour avec précision. Tout au plus savons-nous que Michel Dufour est un cousin du chanoine Nicolas Dufour; que, par sa mère, il est apparenté à des Raboud; que, par le mariage de sa demi-sœur Victoire en 1803, il sera allié à des Cornut et à des Bonjean; et que, selon la généalogie en possession du Dr Michel Dufour, il est encore apparenté, outre à des Dufaux et à des Delseth, à diverses familles dont des Barberini, des Guérin, des Guerraty, des Preux, des Vannay, et nous nous arrêterons là, nous contentant de ne citer que des noms que nous retrouverons au cours de notre étude.

Pour le moins, il faudrait connaître avec précision la généalogie de toutes les familles des notables valaisans, ce qui est pratiquement impossible, pour avoir une idée exacte et complète du réseau familial de Michel Dufour et de son influence. Et l'on peut donc supposer que nous sommes loin d'être exhaustif sur ce sujet, quand bien même il nous arrivera ci-dessous de signaler encore divers exemples le concernant.

On pourrait peut-être nous objecter que certains liens de famille se distendent au fil du temps et se perdent dans les tourbillons de la vie. N'oublions pas cependant que nous sommes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup>, à une époque où le sens de la famille est en général plus fort qu'aujourd'hui et que nous sommes en Valais, petit pays où les notables ne sont pas légion à l'époque et ont le sentiment d'appartenir à quelques castes privilégiées. Nous avons d'ailleurs la preuve que, dans des lettres d'ordre privé, Charles-Emmanuel de Rivaz et Charles d'Odet, d'une part, Michel Dufour, d'autre part, font allusion à leur cousinage<sup>13</sup>. De plus, il est heureux que les lettres que François-Emmanuel Joris, beau-frère de Michel Dufour depuis 1799, a écrites à son épouse Patience Du Fay aient été conservées: elles nous permettent de constater que les liens familiaux sont fort vivaces entre les Du Fay eux-mêmes, entre les enfants de Pierre-François-Louis – ainsi que leurs conjoints et leurs conjointes – et certaines familles parentes et alliées. Parmi ces dernières, si nous nous en tenons aux années 1801-1805,

<sup>12</sup> AV, M, vol. 27, pp. 11 et 12: Augustini à Caamaño, St-Maurice, 22 janv. 1806, minute.

<sup>13</sup> Voir, par exemple, AV, Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 7: Dufour à de Rivaz, Vionnaz, 29 oct. 1790, orig.; AV, fonds d'Odet 1, cart. 6, fasc. 14, n° 53: Charles d'Odet à Dufour, Sion, 22 août 1800, minute.

nous pouvons citer les Courten, les Gay, les Rivaz, plus précisément Charles-Emmanuel et son épouse Marie-Catherine, née de Nucu (1759-1834).

Il va de soi que ce n'est pas parce que l'on a des liens familiaux avec une personne que, nécessairement, l'on peut compter sur son soutien politique. Cependant, il ne fait aucun doute que, dans le Bas-Valais tout particulièrement, Michel Dufour jouit d'un réseau familial dense qui a un poids politique certain et que cet état de fait n'a pu que faciliter, surtout à partir de 1798, plusieurs de ses nominations et de ses élections, même si ses qualités personnelles sont grandes et lui auraient sans doute permis, à elles seules, de faire une brillante carrière.

Jean-Henri Papilloud, évoquant le personnel politique valaisan de 1802 à 1848, écrit :

Le tissu serré des alliances augmente [...] le poids politique d'un petit nombre de familles influentes. [...] Les factions apparaissent dans toute leur importance lorsqu'il s'agit d'obtenir une place pour un de leurs membres. Les parents, les alliés, les obligés jouent le rôle d'une troupe que son ou ses chefs monnaient au gré des circonstances. Dans cette optique, l'appartenance à un clan se révèle déterminante pour la réussite politique. [...] Les réseaux familiaux n'ont pas pour seule conséquence de renforcer l'influence de leurs membres au niveau supérieur ; ils permettent aussi un accroissement de leur emprise locale. Dans leur fonction d'intermédiaires entre les différents échelons de la vie publique, les membres de l'élite s'imposent comme les représentants les plus efficaces de leur région dont « ils arrangent toutes les affaires ». Dès lors, il n'est pas facile de contester une personnalité qui dispose de relations importantes, qui a le « bras long »<sup>14</sup>.

Ces affirmations pourraient fort bien s'appliquer, souvent en tout cas, à la carrière de Michel Dufour que nous allons présenter, mais il faut rester prudent sur ce point, d'autant plus qu'il est rare, faute de renseignements sur l'attitude des uns et des autres, de pouvoir juger en toute connaissance de cause, et que les relations humaines sont trop complexes pour être réduites à quelque loi générale que ce soit, aussi convaincante puisse-t-elle paraître.

Un exemple cependant nous est connu : Gaspard-Etienne Delasoie ne semble guère avoir l'estime du clan dont les Du Fay sont le centre. Son mariage – le 2 juillet 1801 – avec Marie-Julie n'est pas très bien vu par divers membres de la famille. Le 6 août 1801, François-Emmanuel Joris écrit à son épouse Patience : il dit être allé rendre visite à leur tante Marie-Marguerite de Courten, née Du Fay, qui a « reçu Delasoie honnêtement, mais froidement » : elle n'a « pas bonne idée de ce mariage », car le nouvel époux passe pour avoir soutenu « l'ancienne aristocratie du Haut-Valais » et pour être très « attaché » à elle<sup>15</sup>. Et ce dernier ne paraît pas changer ses opinions

<sup>14</sup> PAPILLOU, pp. 87 et 89.

<sup>15</sup> AV, fonds Joris, P 89, n° 7 : Joris à son épouse Patience, Sion, 6 août 1801, orig. – Evoquant l'élection, par la Diète valaisanne, de Gaspard-Etienne Delasoie à la fonction de conseiller d'Etat en mai 1815, Anne-Jos. de RIVAZ, t. II, p. 138, affirme qu'il est « très recommandable par lui-même et très agréable aux Haut-Valaisans ».

politiques puisque, le 16 novembre 1805, François-Emmanuel Joris parle à son épouse d'un prochain dîner où se trouvera notamment «l'ostrogoth et austro-russe Delasoie»<sup>16</sup> ! Il faut bien quelques moutons noirs dans les familles pour nous rappeler que, même sans tenir compte des petites brouilles et des petites rancœurs qu'on garde pour soi ou pour quelques intimes, l'harmonie des esprits et des cœurs n'y sera jamais parfaite, nature humaine oblige !

Mais il est à relever que Gaspard-Etienne Delasoie et son épouse ne sont nullement mis au ban du clan familial, soit parce que l'affection et la considération pour Marie-Julie prévalent, soit parce que les liens familiaux sont sacrés malgré les divergences politiques. Et peut-être même pour ces deux raisons à la fois.

De plus, on préfère le mouton noir, surtout s'il n'est pas dénué de qualités, s'il est de la famille et s'il est destiné à devenir vice-bailli, à des loups sur lesquels on n'a aucune emprise. N'est-ce pas ce même François-Emmanuel Joris qui, le 6 mai 1805, après avoir été confirmé président du dizain de Sembrancher, s'adresse en privé à son parent Charles-Emmanuel de Rivaz, alors conseiller d'Etat, afin d'obtenir que Gaspard-Etienne Delasoie puisse demeurer grand châtelain – activité dans laquelle il a été reconduit par les électeurs du dizain de Sembrancher – malgré qu'il ait été élu vice-bailli le 1er décembre 1804 et qu'il doive entrer en fonction dans quelques semaines ? Il lui écrit en effet :

[...] Je viens par la présente vous prier particulièrement et très instamment de vouloir bien faire tout ce qui dépendra de vous, comme j'en suis persuadé, pour que la confirmation de M. Delasoie dans la place de grand châtelain puisse avoir lieu. Le bien public de mon dizain l'exige impérieusement. Les cabalistes ont employé continuellement, depuis six à sept mois, tous les moyens imaginables pour se faire nommer aux premières places de ce dizain. Jusqu'ici ils n'ont pu, malgré les sacrifices considérables qu'ils ont faits, parvenir aux places où ils pourraient faire le plus de mal, mais, si la nomination de M. Delasoie n'était pas confirmée par le Conseil d'Etat, cet emploi tombera [*sic*] vraisemblablement entre [de] mauvaises mains, la justice ne s'administrera qu'à prise d'argent, le crime restera impuni et le crime se propagera<sup>17</sup>.

Et, ce 6 mai 1805 encore, François-Emmanuel Joris s'adresse, de façon officielle, au Conseil d'Etat pour le prier de décider «si la place de vice-bailli est compatible avec celle de grand châtelain ainsi que le conseil de dizain l'a déferée à M. Delasoie, devenu vice-bailli».

Dans sa séance du 10 mai 1805, le Conseil d'Etat, affirmant que rien, dans la constitution, n'interdit «cette réunion d'emplois», arrête par conséquent que «l'office de vice-bailli est compatible avec celui du grand châtelain de son dizain»<sup>18</sup>. Voilà le vœu de François-Emmanuel Joris exaucé !

<sup>16</sup> AV, fonds Joris, P 89, n° 34 : Joris à son épouse Patience, Sion, 16 [et 18] nov. 1805, orig.

<sup>17</sup> AV, Rz, cart. 55, fasc. 55, n° 1 : Joris à de Rivaz, Orsières, 6 mai 1805, orig.

<sup>18</sup> AV, M, vol. 15, n° 615, pp. 454 et 455 : protocole du Conseil d'Etat, séance du 10 mai 1805.

Quant à Gaspard-Etienne Delasoie, il ne peut être que reconnaissant envers ce beau-frère qui est intervenu en sa faveur et il continuera, fort probablement, d'ignorer qu'il est peu ou prou le mouton noir d'une famille dont, par ses fonctions, il accroît à l'évidence l'influence.

Afin d'illustrer, partiellement, mais de façon éclatante, les contacts qui unissent les membres du clan Du Fay et le poids politique de celui-ci, nous donnerons encore trois exemples parmi d'autres.

Primo, ces extraits de la lettre des 16 et 18 novembre 1805 – lors de la Diète d'automne – que François-Emmanuel Joris écrit à son épouse Patience, alors à Orsières:

Je m'empresse, ma bonne amie, de m'entretenir avec toi. Je suis arrivé ici [à Sion] jeudi [le 14 novembre] sur les 9 heures, heureusement. Je n'ai pas encore eu le temps de voir tes parents, à l'exception de ton frère chevalier [Emmanuel] qui est bien portant, ainsi que Pierre-Louis et [Michel] Dufour qui m'ont dit que notre petite Virginie [(1802-1867)] se porte à merveille. [...] Je suis invité à dîner demain [le 17] chez le docteur [Emmanuel] Gay avec tes frères et beaux-frères. [...].

Je n'ai pu achever la présente pour te l'envoyer samedi dernier [...]. Je la continue aujourd'hui, lundi [18]. J'ai vu hier ta sœur [Louise] de Rivaz avec son mari [Isaac], bien portants, chez le cousin [Emmanuel] Gay où nous nous sommes trouvés à six beaux-frères à dîner [Gaspard-Etienne Delasoie, Michel Dufour, Isaac de Rivaz, Emmanuel Du Fay et son frère Pierre-Louis, François-Emmanuel Joris]. Nous avons été traités magnifiquement. Ta sœur de Rivaz m'a dit qu'elle descendrait à Monthey sur la fin de ce mois et qu'elle désirait beaucoup t'y voir en même temps. Je lui ai fait des reproches de ce qu'elle n'était [pas] venue à Fully<sup>19</sup> comme elle me l'avait promis et que, si elle voulait t'avoir à Monthey, il fallait qu'elle vienne te prendre à Orsières, mais que tu ne pourrais descendre qu'après la boucherie; etc. Elle m'a encore promis de t'y venir chercher<sup>20</sup>.

Secundo, cet extrait d'une autre lettre que François-Emmanuel Joris adresse à son épouse Patience en février 1805, alors même qu'une légère brouille l'oppose à Michel Dufour:

Le grand bailli [Antoine Augustini] m'a écrit dernièrement qu'il y avait encore deux sous-lieutenances vacantes en Espagne [dans le régiment de Courten], appartenant à ce dizain [Sembrancher]. Tu diras en conséquence à [Michel] Dufour que, s'il veut y placer un de ses fils, il est d'autant plus assuré de réussir que l'Entremont n'a pas de sujets présentables et qu'il faudrait pour cela qu'il s'occupe à acquérir incessamment un droit de communauté en Entremont, tel que celui de Vollèges qu'il aura pour 12 à 15 louis ou celui de [Bourg-]S[ain]t-P[ier]re qu'il aura au même prix; mais que, s'il voulait acquérir le droit de bourgeoisie de cette dernière commune, il lui coûterait 28 louis. Quoiqu'il ait été l'inventeur de la belle épithète que l'on m'a donnée [?] ou le souffleur de la maman [Thérèse Du Fay, née Burgener], si je puis lui être utile dans cette occasion, je le ferai avec plaisir, n'ayant pas l'esprit vindicatif.

<sup>19</sup> A l'époque des vendanges. Les Joris possèdent en effet des vignes situées sur le territoire de la commune de Fully.

<sup>20</sup> AV, fonds Joris, P 89, n° 34.

La suite de la lettre montre que François-Emmanuel Joris est plus touché qu'il ne veut bien l'admettre d'abord par l'«épithète» qui lui a été décernée et que ses relations avec plusieurs membres de sa famille d'alliance se sont détériorées, puisqu'il affirme qu'il préfère séjourner à Saint-Maurice plutôt qu'à Monthey «où, affirme-t-il, je sers, depuis trois ans révolus, d'aliment à la critique, tantôt de l'un, tantôt de l'autre»<sup>21</sup>. Il est d'autant plus remarquable que, dans cette circonstance, par amour de son épouse et, probablement, par désir de retrouver l'estime de certains de ses parents, il fasse montre d'un esprit de clan du plus bel effet. Quant à Michel Dufour, il tergiversera, nous ignorons pourquoi, et, après avoir encore laissé échapper le tour du dizain de Martigny, il se décidera d'acquérir, probablement au tout début de janvier 1806, un droit de communauté à Nax, dans le dizain d'Hérémente; ce droit permettra à son fils Louis d'être proposé par le Conseil d'Etat pour une place de sous-lieutenant porte-drapeau dans le régiment de Courten – incessamment de Preux – au service d'Espagne quand le tour du dizain d'Hérémente viendra, étant entendu que, d'abord, il doit y servir comme cadet durant trois mois<sup>22</sup>.

Tertio, le tableau qui suit et qui comprend tous les membres du pouvoir exécutif de la République «indépendante» du Valais, qui sont au nombre de seize (dont neuf en tout cas sont apparentés à Michel Dufour), à savoir Antoine Augustini, Gaspard-Etienne Delasoie, Joseph de Lavallaz (1758-1834), Michel Dufour, Bruno Gay (1760-1830), Emmanuel Gay, Casimir Lang (1767-1815), Pierre-Antoine de Preux (1746-1810), Jacques de Quartéry (1750-1826), Janvier de Riedmatten (1763-1846), Charles-Emmanuel de Rivaz, Isaac de Rivaz, Nicolas Roten (1754-1839), Léopold de Sépibus (1759-1832), Valentin Sigristen (1733-1808) et Gaspard-Eugène de Stockalper (1750-1826). (Tableau I.)

Après de tels exemples, tout commentaire supplémentaire se révélerait, nous semble-t-il, superflu<sup>23</sup>.

<sup>21</sup> *Ibidem*, n° 31 : Joris à son épouse Patience, Orsières, 21(?) fév. 1805, orig.

<sup>22</sup> AV, M, vol. 16 et 17, n° 505, pp. 418 et 419 : protocole du Conseil d'Etat, séance du 4 janv. 1806; *ibidem*, n° 513, pp. 424 et 425 : séance du 7 janv. 1806.

<sup>23</sup> Désormais nous n'indiquerons plus, à de très rares exceptions près, les dates de naissance et de mort des personnes que nous évoquerons. On voudra bien se reporter, pour les connaître, à l'*Index des noms de personnes* qui se trouvera, dans l'un des prochains numéros des *Annales valaisannes*, à la fin de la seconde partie de notre étude.



Fonction	Grand bailli	Vice-grand bailli	Cons. d'Etat Justice	Vice-Cons. d'Etat Justice	Cons. d'Etat Finances	Vice-Cons. d'Etat Finances
août 1802	<i>Augustini</i>	de Preux	<i>Ch.-Emm. de Rivaz</i>	<i>de Lavallaz</i>	de Stockalper	<i>de Quartéry</i>
juin 1805	<i>Augustini</i>	Delasoie*	<i>Ch.-Emm. de Rivaz</i>	<i>de Lavallaz</i>	Sgristen	<i>de Quartéry</i>
juin 1806	<i>Augustini</i>	Delasoie*	<b>Dufour</b>	<i>Emm. Gay</i>	Sgristen	<i>de Quartéry</i>
juin 1807	<i>Augustini</i>	Delasoie*	<b>Dufour</b>	<i>Emm. Gay</i>	Sgristen	de Riedmatten
juin 1808	de Sépibus	de Preux	<b>Dufour</b>	<i>Emm. Gay</i>	Lang	de Riedmatten
juin 1809	de Sépibus	de Preux	Is. de Rivaz*	<i>B. Gay</i>	Lang	de Riedmatten
juin 1810	de Stockalper	de Preux	Is. de Rivaz*	<i>B. Gay</i>	Lang	<i>Roten</i>

Les beaux-frères de Michel Dufour sont désignés par un astérisque. Ses cousins, par alliance et à des degrés divers, sont indiqués en italiques. Il va de soi que nous n'avons tenu compte que des liens de parenté qui nous sont connus. Il n'est donc pas impossible que ce tableau soit incomplet sur ce point!

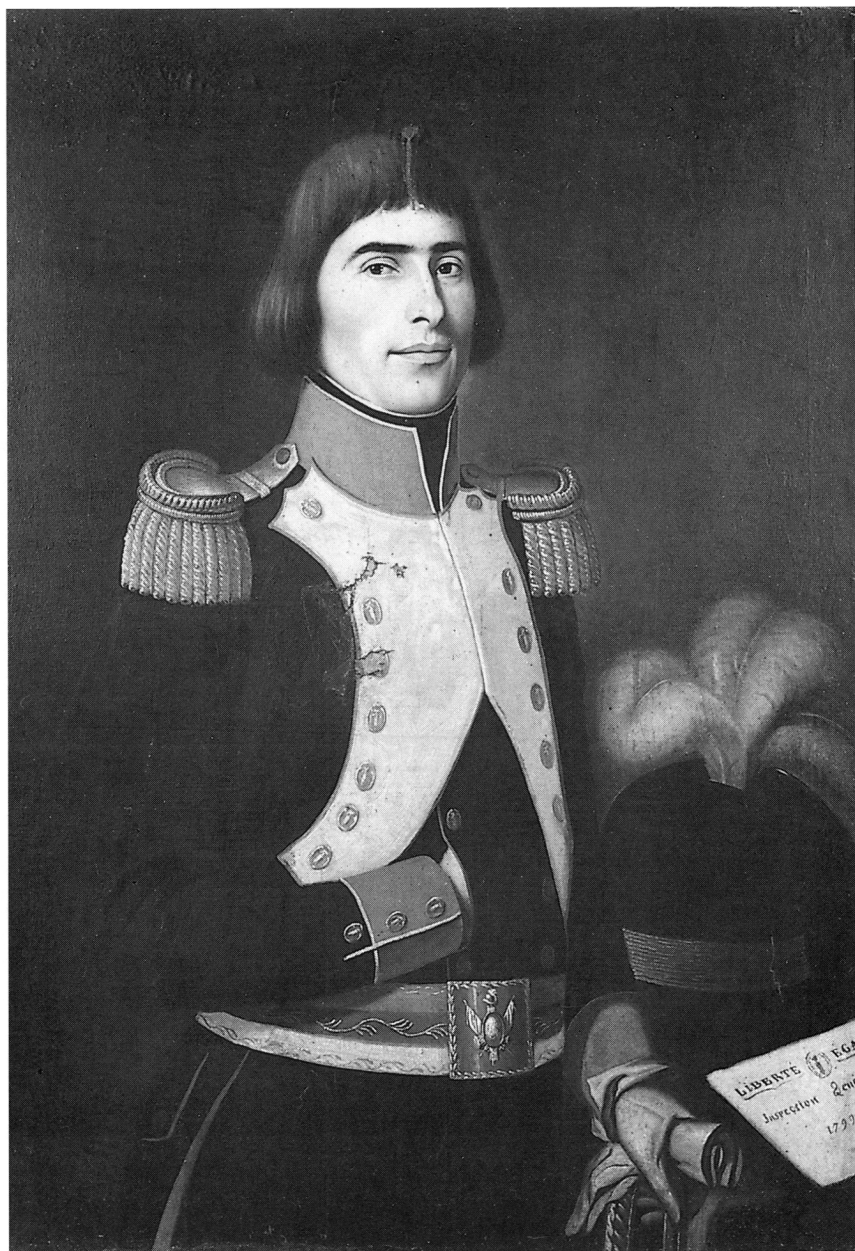
A titre de curiosité et sans souci d'exhaustivité, nous signalerons que

1) c'est le mariage de Marie-Anne Du Fay (1740-1815), sœur de Pierre-François-Louis, avec Jean-Joseph Gay qui entraîne la parenté d'Emmanuel Gay et de Bruno Gay avec les Du Fay;

2) les épouses de Gaspard-Etienne Delasoie, de Michel Dufour et d'Isaac de Rivaz ont pour mère Thérèse Burgener, alors que Jacques de Quartéry et Nicolas Roten ont pour mères des demi-sœurs de celle-ci, respectivement Marie-Catherine Burgener (1724-1767) et Marie-Anne Burgener (1718-1855), toutes trois étant filles de l'ancien grand bailli François-Joseph Burgener;

3) en avril 1810, Ferdinand de Stockalper (1785-1855) se mariera avec Crésence Burgener (\*1785); elle est une petite-fille de l'ancien grand bailli François-Joseph Burgener et il est le fils du futur grand bailli Gaspard-Eugène de Stockalper...

Tableau I – Membres du Conseil d'Etat sous la République «indépendante» avec l'indication des parents de Michel Dufour



2. Michel Dufour (1768-1843). Portrait par Félix Cortey, 1799. Propriété privée, Sion. Photo OMAH: Jean-Marc Biner, Bramois.



Fig. 2 – Pierre-François-Louis Du Fay (1736-1788), par Joseph Rabiato en 1763. Sion, p.p. Photo AEV: Jean-Marc Biner, Bramois.



Fig. 3 – Thérèse Burgener (1745-1820), par un anonyme en 1771. Sion, p.p. Photo AEV: Jean-Marc Biner, Bramois.



Fig. 4 – Marie-Marguerite Du Fay (1767-1852), par Félix Cortay en 1832. Sion, p.p. Photo OMAH: Jean-Marc Biner, Bramois.



Fig. 5 – Pierre-Louis Du Fay (1768-1843), par Buecher en 1789. Monthey, p.p. Photo AEV: Jean-Marc Biner, Bramois.



Fig. 6 – Patience Du Fay (1773-1850), par Laurent Ritz en 1830 ou 1831. Sion, p.p. Photo AEV: Jean-Marc Biner, Bramois.

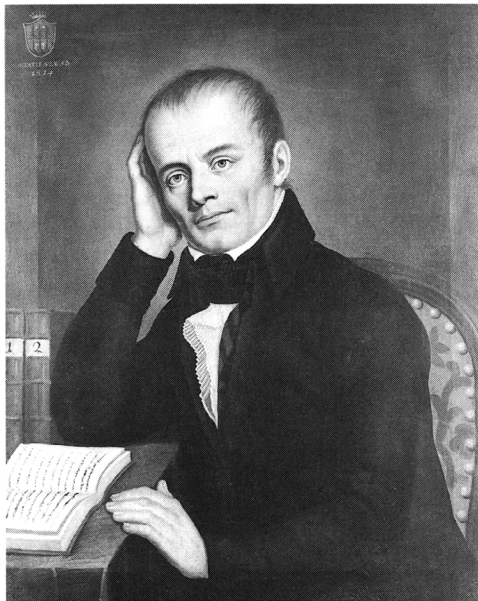


Fig. 7 – François-Emmanuel Joris (1761-1814), par Antoine Hecht en 1814. Sion, p.p. Photo AEV: Jean-Marc Biner, Bramois.



Fig. 9 – Maison Dufour à Monthey. Photo OMAH: Jean-Marc Biner, Bramois.



Fig. 8 – Ferdinand Venetz (1764-1822), par Franz Josef Loacker en 1822. Sion, p.p. Photo OMAH: Jean-Marc Biner, Bramois.

Liberté

Republique Helvétique une et indivisible

Egalité

Au Citoyen Duvour préfet National du Canton de Valais

Le Citoyen Duvour à. Devant Major

Citoyen Préfet.

J'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré conjointement avec l'amitié du Directeur exécutif du 20 de la Bréas. Je suis extrêmement sensible à la marque de confiance que le gouvernement vient de me donner. Ce n'est ni mon mérite, ni l'ancienneté de mes services qui peuvent la justifier, je n'y ai d'autre titre, que celui de mon attachement à la république et de mon zèle à la servir et de la bonté jete me flatte de répondre à vos vus.

Maître bien Citoyen préfet, Ma reconnaissance de votre bienveillance, elle me doit être dans toutes les circonstances infiniment précieuse, mais surtout dans le Nouveau poste que j'occupe. Je ne voudrais pas à faire parvenir au minute de la guerre mon acceptation...

Salut et respect

Sion 28 juil 1798.

Duvour

Fig. 10 – Ecriture et signature de Michel Dufour en 1798. (Lettre à Ch.-Emm. de Rivaz, préfet national, à la suite de sa nomination comme inspecteur des milices de la partie française du Valais, AV, H, vol. 2, no 116.)

## 1790-1798: des débuts prometteurs

### *Tourmente politique sur le Valais*

Dès le mois de décembre 1789, le mandement de Monthey est gouverné par Hildebrand Schiner, homme tyrannique, orgueilleux et cynique, et Michel Dufour n'apprécie pas l'attitude de celui-ci qui, notamment, n'hésite pas à condamner à des amendes exagérées diverses personnes. Aussi, quand un certain Bressoud est condamné à payer 120 livres «pour batterie jusqu'au sang et pour contravention à la haute chasse dans les terres défendues et sans permission», intercède-t-il en sa faveur et parvient-il à réduire son amende à 24 livres, Schiner lui faisant «grâce du reste»<sup>24</sup>.

Ainsi, la première image que nous ayons de Michel Dufour, jeune adulte, est celle d'un homme qui prend la défense du faible, qui ose contester une décision inique d'un gouverneur et qui obtient, en partie du moins, gain de cause.

Le 8 septembre 1790, Hildebrand Schiner est malmené par Pierre-Maurice Rey-Bellet, dit le Gros-Bellet, et par Jean-Joseph Rey, avant de réussir à fuir de son château (dans la cour, le gouverneur reçoit encore un violent coup de pied de Pierre Rey), en compagnie de son épouse Marie-Joséphine, née de Courten, sous les huées de la foule qui va saccager sa résidence. Le couple se réfugie, tout d'abord, dans la maison du châtelain de Monthey Barthélemy Galley qui, inquiet, fait signe, d'une fenêtre, à Michel Dufour et au procureur Jean-Michel Torrenté de monter chez lui; lorsqu'ils y sont et après qu'ils ont entendu Hildebrand Schiner et son épouse se plaindre de leurs malheurs, Barthélemy Galley leur demande d'aller avertir Jean Devantéry, capitaine général du gouvernement de Monthey, de ce qui se passe. Ils partent donc dans l'intention de se rendre chez Devantéry, mais ils le rencontrent en chemin: il a en effet déjà été informé de la situation et souhaite apaiser la colère populaire. Torrenté lui dit qu'il s'agit d'«une révolte ouverte» et Dufour, que le gouverneur a été chassé de son château<sup>25</sup>. Jean Devantéry décide alors de tenter de protéger les Schiner qu'il croit encore chez Barthélemy Galley, mais ceux-ci ont déjà repris leur fuite.

Le lendemain, le gouverneur de Saint-Maurice, Bertrand Dallèves, quitte précipitamment le bourg de Saint-Maurice: le Bas-Valais, en effet, est en ébullition et divers serviteurs du régime sont peu ou prou menacés, voire molestés.

Ces actes demeurent relativement mineurs grâce à la modération et à la sagesse de personnalités bas-valaisannes influentes qui ne veulent pas que la

<sup>24</sup> Gabr. GUERRATY I, p. 100, note 58 comprise.

<sup>25</sup> AV, Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 248-253: déposition de Jean Devantéry devant une commission haut-valaisanne, 8 déc. 1790; *ibidem*, pp. 237-240: déposition de Barthélemy Galley devant la même commission, 7 déc. 1790.



situation dégénère, car elles espèrent obtenir par la négociation quelques concessions des Sept-Dizains et éviter ainsi toute intervention armée de ceux-ci.

Des autorités provisoires sont mises en place, diverses réunions, diverses assemblées – nous ne les évoquerons pas toutes – ont lieu afin d'arrêter l'attitude à prendre envers les Sept-Dizains. Le 9 septembre 1790, une délégation de deux personnes ou plus, dont en tout cas le curial et notaire Barthélemy Guillot, est envoyée à Ernen auprès du grand bailli Valentin Sigristen, munie de deux lettres écrites par le capitaine Devantéry au nom de la bannière de Monthey, narrant les événements de la veille<sup>26</sup>.

Michel Dufour, comme l'un des représentants de la communauté de Vionnaz, participe à l'assemblée qui se tient à Monthey du 16 au 19 septembre, et il y est désigné pour représenter le mandement de Monthey à celle de Martigny qui a lieu le 20. Il fait, de plus, partie de la députation qui se rend à Sion ce 20 septembre encore et qui, le lendemain, rencontre le grand bailli Sigristen, puis la Diète pour leur donner connaissance d'un mémoire réclamant, entre autres, la suppression des gouverneurs et la mise sur pied d'une commission qui, réunie à Sion, examinerait les plaintes et les propositions des Bas-Valaisans. Cette démarche se fait avec modération et diplomatie si l'on en croit cet extrait des recès de la Diète:

S[on] Ex[cel]l[en]ce [Sigristen] annonça à la H[au]te Assemblée que les envoyés du gouvernem[en]t de Monthey et de la châtellenie de S[ain]-t-Maurice s'étaient présentés chez lui le matin et, les larmes aux yeux, lui avaient fait exposer par le capit[aine] Devantéry combien l'événement du 8 du c[ou]r[a]nt les affligeait, qu'ils avaient manqué, mais que, si on examinait tout, il était certain qu'ils n'avaient pas tous les torts; qu'ils demandent indulgence, assurant qu'ils ont été incités, partie par les Savoyards, partie par les Vaudois<sup>27</sup> [...]; [ils] prient de pouvoir soumettre un mémoire [...] contenant les représentations qu'ils ont à faire. Celui-ci fut lu devant l'Assemblée<sup>28</sup>.

Si la Diète refuse d'entrer en matière sur la suppression des gouverneurs, elle accepte de mettre sur pied une commission et laisse aux Bas-Valaisans un délai de 9 à 10 jours afin qu'ils puissent «rédiger d'une manière convenable leurs griefs et réunir leurs pièces de défense»<sup>29</sup>.

<sup>26</sup> Voir DEVANTHEY II, pp. 72 et 73, qui, dans la note 3, montre qu'il y a quelques difficultés à connaître la composition de cette députation. S'il n'est pas impossible que Dufour en ait fait partie, c'est néanmoins, selon cet auteur, peu probable. – Les émissaires semblent avoir regagné Monthey le 16 septembre, «avec une réponse fort gracieuse du grand bailli» (CLÉMENT, p. 337); Sigristen souhaite en effet le bonheur des Bas-Valaisans et se dit prêt à écouter avec attention leurs griefs.

<sup>27</sup> Affirmation exagérée, quoique non dénuée de fondement, cf. DEVANTHEY II, pp. 177-185.

<sup>28</sup> AV, L 23, p. 648.

<sup>29</sup> *Ibidem*, p. 649.

C'est probablement dans la dernière décade du mois de septembre 1790 qu'il faut situer un document non daté, qui est écrit de la main de Michel Dufour et qui contient des récriminations concernant une dizaine d'injustices commises par des gouverneurs de Monthey, dont Hildebrand Schiner, soit directement par eux, soit sous leur responsabilité. Michel Dufour a donc recueilli les témoignages de diverses personnes de Vionnaz et des environs sur ces injustices et son rapport, avec d'autres du même type, va permettre au mandement de Monthey d'illustrer, à l'intention de la commission mise en place par la Diète, l'arbitraire des gouverneurs, dans l'espoir que la charge de gouverneur sera supprimée. Il serait trop long de citer ce document en entier; aussi contentons-nous d'en extraire les deux passages suivants:

Un particulier fut châtié de 20 louis pour ne s'être pas laissé assassiner. Voici le cas: ce particulier, qui était un jeune homme de 18 ans revenant d'un endroit où il avait passé la journée, fut attaqué à l'entrée de la nuit par deux hommes qui le maltraitèrent cruellement et dont il est probable qu'il ne se serait pas débarrassé encore s'il ne leur avait crié qu'il allait leur enfoncer son couteau dans le ventre s'ils ne l'abandonnaient. Ces menaces seules pouvaient-elles être criminelles dans ces circonstances, tandis que l'exécution même en eût été permise? Eh bien, les agresseurs, que l'on oserait croire avoir été postés par des personnes intéressées au désordre, vont se plaindre au gouverneur en montrant quelques légères égratignures que le jeune homme aurait bien pu leur avoir faites en se défendant ou qu'eux-mêmes auraient pu malicieusement s'occasionner. Le jeune homme est cité et, quoique accusé, on lui administre le serment, on l'interroge. Il est aussitôt chargé de deux crimes: de parjure, sans savoir comment, et d'avoir voulu attenter à la vie de son semblable. Epouvanté par les menaces, il donne 800 florins qu'on lui demande sur la déposition inconnue de deux accusateurs qui, seuls, étaient punissables comme agresseurs, et qu'on ose recevoir sans craindre la honte que la publicité d'une pareille injustice devait couvrir [?].

Et encore:

Un particulier fut accusé d'en avoir battu un autre. Le gouverneur, comme on n'en saurait douter, ne manqua pas de faire toutes les enquêtes et perquisitions possibles, mais on ne put établir aucune preuve quelconque contre lui. Cependant, le gouverneur ne laissa pas, pour l'exemple disait-il, de le faire mettre en prison où il resta pendant huit jours. Cette punition, à supposer qu'il eût été convaincu de ce dont il était accusé, aurait déjà été trop exagérée. Cependant, il a dû encore, pour pouvoir être en liberté, payer 16 louis sans rémission, ce qui, certainement, n'était pas pour l'exemple, puisqu'on n'a eu connaissance que dans ce moment de cette contribution qui a cependant été faite il y a plusieurs années<sup>30</sup>.

<sup>30</sup> AV, Rz, cart. 70, fasc. 10, pp. 43-72: «Griefs du gouvernement de Monthey sur diverses ordonnances publiées par ordre des gouverneurs»; le document rédigé par Dufour se trouve aux pages 65-72; les extraits cités, aux pages 66-67, 71-72.



Dans ces pages, qui ont un objet bien précis et qui sont au service d'une cause, Michel Dufour peint évidemment la réalité en une couleur uniformément noire, sans se préoccuper des éclaircies qui ont bien dû exister cependant.

Après que les Bas-Valaisans ont achevé de rédiger leurs «griefs» et leurs «pièces de défense», une nouvelle députation, dont fait encore partie Michel Dufour, se rend à Sion le 29 septembre 1790 et, les jours suivants, elle présente les observations et les revendications des Bas-Valaisans à la commission prévue à cet effet. Certains membres de la députation étant retournés chez eux, ce sont les délégués restés à Sion, à savoir Jean Devantéry, Charles-Emmanuel de Rivaz, major de la bannière de Monthey, Hyacinthe Cornut, syndic de Vionnaz, Michel Pignat, châtelain de Vouvry, Barthélemy Guillot, Michel Dufour et d'autres encore qui élaborent, à l'auberge de *La Croix-Blanche*, une sorte de cahier de doléances, appelé le *Mémorial* des quarante articles. Mais rien de tangible n'est obtenu par les Bas-Valaisans.

Par la suite, et notamment, Michel Dufour prend part au conseil du gouvernement de Monthey qui se tient chez Jean Devantéry le 13 octobre 1790; il participe à la rédaction d'un cahier justifiant les requêtes des Bas-Valaisans; et, avec Jacques de Quartéry, châtelain de Saint-Maurice, Nicolas de Quartéry, châtelain de Monthey, et le curial Joseph-Alphonse de Nuced, il se rend à Bex et rencontre, le 18 octobre, Emmanuel-Frédéric Fischer, plénipotentiaire du gouvernement vaudois dans le Pays de Vaud, espérant de LL. EE. de Berne une médiation en faveur du Bas-Valais<sup>31</sup>.

Le 28 octobre, l'évêque Joseph-Antoine Blatter écrit un monitoire à l'adresse des Bas-Valaisans. Ce qui nous intéresse en l'occurrence, c'est que nous connaissons le sentiment de Michel Dufour à ce sujet, et c'est une des rares fois où nous pouvons individualiser une de ses réactions en 1790. Le 29 octobre, en effet, Michel Dufour écrit à son cousin Charles-Emmanuel de Rivaz afin de l'engager à se rendre le lendemain à Monthey où vont se réunir «les procureurs des communautés du gouvernement» pour étudier le monitoire et pour «délibérer sur la manière d'y répondre», et l'on souhaite pouvoir bénéficier des «conseils» et des «lumières» du major de Rivaz. Et Michel Dufour d'affirmer notamment:

Nous avons reçu aujourd'hui un monitoire de Monseigneur notre évêque, en date du 28, adressé à toutes les communautés du gouvernement. La guerre [!] est suspendue et on nous invite aux prières, à demander au Tout-Puissant la paix, les dons de conseil et d'intelligence. Quant à celui-ci [*sic*]<sup>32</sup>, je crois que nous ferions fort bien de le demander pour eux [les Haut-Valaisans], car, s'il ne leur vient pas d'en haut, je ne sais pas d'où il leur viendra. On n'a pu encore leur faire comprendre que

<sup>31</sup> Fischer a déjà reçu quatre notables du Bas-Valais le 11 oct. 1790. Ignorant l'identité de ceux-ci, nous ne savons pas si Michel Dufour était l'un d'eux.

<sup>32</sup> *Lapsus calami*. Dufour pense au mot «esprit», cf. fin de la note suivante.

nous n'insistons plus sur la suppression des gouverneurs; ils sont toujours dans la persuasion que nous ne voulons pas les recevoir. C'est là en partie le sujet des longues exhortations et remontrances du monitoire<sup>33</sup>.

A l'évidence, Michel Dufour est quelque peu exaspéré par l'attitude de l'évêque et des Haut-Valaisans, et, dans une lettre destinée à quelqu'un de son camp, il se permet un ton plus libre que celui qu'impose la diplomatie et qu'il sait fort bien adopter quand il le faut.

Cependant, les espoirs et l'agitation des Bas-Valaisans se révèlent vains: les Sept-Dizains, après avoir donné un temps l'impression d'être prêts à diverses concessions, reprennent en main la situation sans céder toutefois à la tentation d'une répression arbitraire et sanglante. Le Valais n'a donc connu que quelques trépидations politiques, à défaut de séisme.

Notons cependant que, dans la première moitié de décembre 1790, à Sion, plusieurs Bas-Valaisans sont interrogés ou auditionnés afin que toute la lumière soit faite sur les troubles et l'esprit de révolte qui ont sévi dans les territoires sujets, ainsi que sur les responsables de ceux-ci. Le 14 décembre, le chanoine Jacques d'Odet écrit: «[...] J'ai ouï dire que l'affaire n'allait pas si bien, soit p[ou]r M. Devantéry, les deux MM. Guillot, M. Dufour et [M.] Tormaz»<sup>34</sup>. Si nous nous limitons à ces personnes auxquelles nous ajouterons cependant Charles-Emmanuel de Rivaz, nous pouvons dire ceci: nous savons que Jean Devantéry, Barthélemy Guillot et le major de Rivaz ont été effectivement entendus; nous savons que les deux derniers, qui viennent d'être mentionnés, ainsi que Pierre Guillot et Jean-Claude Tormaz, se sont vu reprocher leur attitude à un moment ou à un autre de la révolution; nous savons que Charles-Emmanuel de Rivaz, qui a pu craindre un temps – en novembre 1790 – d'être arrêté, est parvenu à se disculper; que Barthélemy Guillot a dû «faire amende honorable» et qu'il a été «exclu de toutes charges pour trois ans»; que son père Pierre a été «destitué à vie de sa charge de syndic»<sup>35</sup>. Mais aucun document, mis à part la lettre de Jacques d'Odet,

<sup>33</sup> AV, Rz, cart. 95, fasc. 138, n° 7. – L'évêque écrivait notamment: «La situation affligeante de la chère patrie étant de nature à exciter Notre sollicitude pastorale envers le troupeau qui Nous est confié, Nous avons cru devoir faire parvenir à Nos chères brebis ces dernières exhortations apostoliques à la soumission et à un retour en eux-mêmes pour éviter le mal qui les menace et que l'obstination pourra provoquer et rendre inévitable. Ah! mes chers peuples, ne présumez pas à perte de pouvoir vous soustraire à l'autorité légitime, ne pensez jamais à la proscription ou suppression des gouverneurs!» Et il ajoutait: «Conjurez, Mes chers peuples, conjurez donc avec Nous le Seigneur que dans Sa colère Il Se souvienne de Sa miséricorde, de pardonner à Son peuple, de ne pas abandonner aux fléaux terribles un héritage qui Lui fut en général toujours si cher. Réunis de cœur et par des prières publiques et ferventes, suivies de la bénédiction du saint sacrement, que vos pasteurs vous accorderont de Notre mandement, demandons au ciel l'esprit de sagesse et d'intelligence, l'esprit de conseil, d'humilité, de piété et de crainte de Dieu, l'esprit de justice et de paix.» (Cité dans JUNOD, pp. 151 et 152.)

<sup>34</sup> AV, Rz, cart. 51, fasc. 7. n° 15: Jacques d'Odet à Marie-Julienne de Nucé, Vouvry, 14 déc. 1790, orig.

<sup>35</sup> DEVANTHEY II, p. 156.

ne fait allusion à Michel Dufour. Qu'en conclure? Soit le témoignage du chanoine est digne de foi, et l'on peut penser alors que Michel Dufour a dû, lui aussi, se justifier de diverses accusations et qu'il y est parvenu sans grande difficulté<sup>36</sup>; soit la rumeur rapportée par Jacques d'Odet mentionne à tort Michel Dufour et, dans ce cas, il est intéressant de noter qu'il ne paraît nullement étonnant à certains contemporains, au chanoine d'Odet en tout cas, que Michel Dufour ait des comptes à rendre aux autorités haut-valaisannes, ce qui confirme qu'il a tenu un rôle loin d'être négligeable dans l'effervescence bas-valaisanne qui a suivi l'expulsion du gouverneur Hildebrand Schiner.

Nous pouvons encore signaler une activité de Michel Dufour, en lien avec la révolution bas-valaisanne de 1790 et qui a trait à l'élaboration d'un code pénal. La proposition de rédiger un code pénal pour le Bas-Valais est exprimée lors de la Diète de mai 1790; aussi, après les événements de septembre de la même année, les Bas-Valaisans revendiquent-ils

un double code, civil et pénal. Ils en ressentaient vivement la nécessité et pensaient qu'il aurait une influence décisive sur l'amélioration de leur état futur. C'est lui, en effet, qui, en définitive et en toute réalité, devait mettre fin à un esclavage injustifié, en coupant court à la cupidité fiscale et à la multitude des abus judiciaires: arbitraire, vénalité, caprice, abus de pouvoir, partialité, passe-droit, rigorisme, etc., contre lesquels ils se sentaient douloureusement et exaspérément impuissants<sup>37</sup>.

La Diète de décembre 1790 charge une commission de trois magistrats d'élaborer un code pénal pour le Bas-Valais. Celle-ci présente son projet, en mai 1791, à la Diète qui décide d'en adresser une copie à chaque dizain et quelques exemplaires aux Bas-Valaisans qui pourront faire part de leurs remarques en vue d'éventuelles modifications, ce que, en particulier, le gouvernement de Monthey avait expressément demandé. Le temps passe et, en mai 1792, la Diète accorde «aux Bas-Valaisans jusqu'à la Diète suivante pour présenter leurs propositions à ce sujet»<sup>38</sup>. Le 28 novembre 1792, le conseil du gouvernement de Monthey, présidé par Jean Devantéry, donne procuration à ce même Devantéry, à Charles-Emmanuel de Rivaz, à Barthélemy Dognier, châtelain de Val-d'Illiez, et à Michel Dufour, «aux fins de paraître à la prochaine Diète et [de] se présenter très humblement par-devant Leurs Excellences Nos Souverains Seigneurs au sujet du code»<sup>39</sup>. Les

<sup>36</sup> Le procès-verbal de la Diète de déc. 1790 précise que, outre les gens nommément cités, «plusieurs autres témoins furent examinés, mais leurs dépositions étaient de peu de conséquence parce qu'ils [ne] déposèrent que par ouï-dire, ou ce ne furent que des témoins particuliers et uniques». Signalons aussi que la communauté de Vionnaz s'est parfois distancée des initiatives du gouvernement de Monthey. (AV, Rz, cart. 70, fasc. 31, respectivement, pp. 8, 3 et 4.)

<sup>37</sup> DEVANTÉRY II, pp. 305 et 306.

<sup>38</sup> *Ibidem*, p. 162.

<sup>39</sup> AV, cart. 86, fasc. 3, n° 21: «acte de procuration», Monthey, 28 nov. 1792, signé par Jean-Antoine Guerraty, secrétaire du gouvernement de Monthey, orig. – Les quatre délégués doivent aussi faire «des représentations [...] au Souverain pour diminuer le poids inégal des contributions du gouvernement de Monthey». (AV, Clément, n° 72, p. 229.)

quatre délégués quittent Monthey le 2 décembre et, en compagnie de ceux des deux bannières de Saint-Maurice et d'Entremont, ils se présentent à la Diète qui siège du 3 au 15 décembre 1792 avec une «résolution unanime», les deux assemblées tenues par les Bas-Valaisans ayant arrêté une position commune quant aux modifications à apporter au code. Les délégués des régions sujettes soumettent leurs propositions, écrit Jean Graven,

en protestant qu'ils avaient agi dans les plus pures intentions, sans oser prescrire quoi que ce fût à leurs Seigneurs et Supérieurs, mais en les priant de le leur accorder par grâce. Que, s'ils l'obtenaient, ils ne doutaient pas que cette faveur paternelle apaiserait les esprits des sujets et les animerait à demeurer fidèles, ce à quoi ne devait pas peu contribuer l'adoption immédiate du projet.

La Diète désigne alors une commission d'étude chargée d'«entendre leurs représentations» qui, pour la plupart, paraissent acceptables à celle-ci<sup>40</sup>. Aussi, lorsque Michel Dufour et ses trois compagnons regagnent Monthey le 16 décembre 1792, ils sont porteurs d'espoir: le code pénal sera bientôt une réalité. La présence de Michel Dufour – docteur en droit, rappelons-le, – dans cette délégation nous permet de supposer qu'il a étudié, comme les autres délégués d'ailleurs, le projet de code et qu'il a pu être à la base de l'une ou de l'autre modification proposée. Faute de documents explicites sur ce point, nous ne pouvons malheureusement pas être plus précis.

En mai 1793, la commission présente le résultat de ses travaux à la Diète qui s'en montre pleinement satisfaite, sans que nous sachions dans quelle mesure il a été finalement tenu compte des propositions élaborées par les Bas-Valaisans. Le code pénal pour les régions sujettes est imprimé en français dans le courant de 1794, semble-t-il. L'introduction qu'il contient montre cependant que les Souverains ne sont pas prêts à lâcher une parcelle de leur pouvoir; sa teneur est en effet la suivante:

Nous, Grand Bailli [Valentin Sigristen] et Conseil de la souveraine République du Valais, etc., etc., etc.,

Considérant que la liberté, comme l'entend le grand nombre, est une chimère et que cette liberté, d'ailleurs si aimable dans l'état de nature, est le germe de destruction le plus prompt et le plus actif pour la société;

Considérant que le premier article du Pacte social est le renoncement à sa liberté et l'aveu de son obéissance aux lois;

Considérant que l'obéissance aux lois est le véritable amour de la liberté, puisque la vraie liberté consiste à vouloir ce que les lois veulent;

Considérant que les peuples n'ont été heureux et les gouvernements, florissants, qu'en raison de l'obéissance aux lois et du maintien de la Constitution;

Considérant que le renversement des lois et de la Constitution amène nécessairement la chute et la ruine des Etats les mieux fondés,

<sup>40</sup> Voir, respectivement, GRAVEN, p. 74; AV, L 23, pp. 711 et 713.

des gouvernements les plus solides, puisque, sur leurs débris, il ne peut s'élever que *l'anarchie*, ce fléau terrible, qui, semblable à un volcan, déchire, dévore et consume tout ce qui se rencontre à son passage;

Considérant que les lois, pour faire le bonheur d'un peuple, doivent être conformes à ses mœurs et au climat qu'il habite; que ces lois, surtout en matière pénale, doivent être précises, claires et énoncées de façon à prévenir toute interprétation arbitraire, toute extension illimitée ou tels autres abus que l'esprit de système, de chicane ou de méchanceté pourrait faire naître au préjudice du peuple;

Ainsi, jaloux de mériter la confiance de Nos chers et fidèles sujets et toujours attentifs à tout ce qui peut faire leur bien, procurer leur bonheur et leur tranquillité, Nous avons cru devoir Nous occuper de la rédaction d'un *code pénal*, comme Nous Nous en sommes sérieusement occupés pendant quelque temps; et, aux fins de lui donner toute l'authenticité et [toute] la publicité possibles, Nous avons trouvé à propos (après avoir examiné attentivement les sages observations de Nos chers et fidèles sujets) de le faire imprimer et distribuer dans les communes du Bas-Valais.

Nous avons tout lieu de croire que Nos chers et fidèles sujets recevront cet ouvrage comme un gage de l'attachement paternel que Nous avons et que Nous aurons toujours pour eux. Nous Nous flattons du doux espoir que cet ouvrage intéressant servira de bouclier au faible contre le fort, de frein au méchant, de joug honorable aux bons citoyens, sous lequel ils trouveront également réunis les avantages de la vraie liberté et de l'association civile<sup>41</sup>.

Aussi ne nous étonnons pas si ce code fait grincer plus d'une mâchoire. Le notaire Gabriel Guerraty, qui est âgé d'environ 23 ans au moment de son édition, y fera encore allusion avec amertume quelque trente ans plus tard: évoquant cet ouvrage «où la liberté des peuples est traitée de chimère», il écrira en effet:

Mais la plupart des amendes furent indéterminées et laissées à l'arbitraire des gouverneurs sous le nom d'obole d'or.

Ce code a été fait uniquement pour gouverner des sujets, comme s'il n'y avait que *des sujets* qui soient capables de délits et à qui il faille des lois répressives; ce qui ferait supposer que le peuple libre n'en avait pas besoin. [...] Il semble que le gouvernement aurait dû faire ce code pour toute l'étendue de la République puisque les lois doivent être uniformes et les mêmes pour tous, et qu'elles sont indispensables pour le bon ordre social; ou bien qu'il n'y avait que le pays sujet à qui il eût fallu ce code pénal et que le pays libre n'en avait pas besoin. Dans ce cas, l'on doit dire que la liberté est une chose bien précieuse puisque le peuple qui en jouissait se passait d'un tel code. Cela étant, le gouvernement aurait dû être frappé de cette raison et se persuader qu'il fallait bien mieux accorder au Bas-Valais la liberté qui produisait un si heureux effet sur les mœurs<sup>42</sup>.

<sup>41</sup> *Code pénal*, 1794, pp. 1 et 2.

<sup>42</sup> Gabr. GUERRATY II, p. 513.

Il est à noter cependant que ce code – dont les paragraphes liminaires, en tout cas, n'ont pu satisfaire Michel Dufour – n'a pas été promulgué officiellement avant 1798 et donc qu'il n'a jamais été appliqué vu les changements politiques survenus alors<sup>43</sup>...

### *Une carrière qui prend corps*

Après l'effervescence de 1790, la vie publique de Michel Dufour a repris un cours moins agité. Dès 1791 au plus tard, il est juge de Vionnaz. Le 4 mai 1791, en effet, constatant que

Hyacinthe Cornut, syndic de Vionnaz agissant au nom de la communauté, m'a exposé les plaintes, qui lui ont été faites par plusieurs particuliers, que vous auriez chassé et maltraité leurs animaux qui paissaient dans votre marais de *Pro d'Enfer*, qui n'est encore ni fermé ni ensemené,

il défend à Joseph Cornut d'agir de la même façon à l'avenir, sous peine d'amende, tant que son marais ne sera ni clôturé ni ensemencé, et lui signale qu'il peut faire opposition à ce jugement<sup>44</sup>. Le 15 juin 1793, Michel Dufour interdit de faire dévaler le bois des montagnes de Vouvry nommées Savalenaz et Blancsex sur les montagnes de Vionnaz en raison des dommages qu'il y occasionne, sous peine d'une amende de trois livres mauriçoises «sur chaque contrevenant» et de la confiscation du bois<sup>45</sup>. Le 20 juillet 1794, il somme Nicolas Vannay de ne plus faire paître «sur les communs» de Vionnaz «une vache étrangère» qui appartient à son beau-fils Jean-Claude Borgeaud; Vannay a vingt-quatre heures, «dès l'intimation du présent» mandat pour, écrit Michel Dufour,

sortir la susdite vache de sur les communs sous la peine d'un ducaton [= monnaie d'argent], prescrite par les arrêts, laquelle [vous] encourez chaque jour que [vous] laisserez ledit animal sur les communs depuis les vingt-quatre heures fixées ci-dessus, réservant lesdits syndics [de Vionnaz] les dédommagements que le conseil trouvera bon de vous imposer envers la communauté pour l'herbe qu[e vous] avez fraudée, outre l'amende fixée par les arrêts [...]<sup>46</sup>.

<sup>43</sup> Après avoir signalé les raisons que PIERRE-ANTOINE GRENAT indique, dans son *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 646 p., pour expliquer les tergiversations qui ont retardé la mise en vigueur de ce code, Jean Graven se montre quelque peu circonspect sur sa non-application avant 1798 (GRAVEN, pp. 74 et 75), une non-application que ne met nullement en doute DEVANTHEY II, p. 163.

<sup>44</sup> AV, Vionnaz, P 804.

<sup>45</sup> *Ibidem*, P 816/1. – Les «opposants» à cette décision peuvent faire valoir leurs arguments, dans des conditions qui sont précisées à la fin du document.

<sup>46</sup> AV, Vionnaz, P 832. – Nicolas Vannay, après avoir fait mine d'ignorer ce mandat, comparaît, le 2 août 1794, devant Barthélemy Dufour, «juge de cette question» en l'absence de Michel Dufour; il affirme, sous serment, qu'il a acheté l'animal le 21 juillet et que, dès lors, «l'animal lui appartient». (*Ibidem*.)

Ces trois exemples illustrent le type de problèmes dont Michel Dufour, en tant que juge, doit s'occuper et l'on constate qu'il s'agit de questions mineures qui, pourtant, peuvent susciter quelque émoi dans une collectivité locale et envenimer les relations entre habitants.

De plus, en avril 1792, Michel Dufour est devenu major de la bannière de Monthey<sup>47</sup> et il doit par conséquent diriger «les manœuvres, les revues, faisant l'office d'instructeur» de plusieurs centaines d'hommes<sup>48</sup>. Nous n'avons trouvé qu'un seul document illustrant cette fonction. Il s'agit d'une lettre de Jean Devantéry, alors banneret général du gouvernement de Monthey, datée du 19 octobre 1796, à une époque où la République française paraît menaçante, car fortement impérialiste, où le nord de l'Evêché de Bâle et la Savoie ont déjà été envahis et annexés par elle. S'adressant à Hyacinthe de Riedmatten, colonel commandant les troupes bas-valaisannes, qui est inquiet des séismes politiques qui ébranlent une partie de l'Europe et dont les ondes se font de plus en plus ressentir jusqu'en Suisse, Devantéry écrit :

Très illustre et honoré Seigneur,

Je me sais bon gré, en conséquence de la lettre dont vous venez de m'honorer, d'avoir conseillé à M. le major Dufour de continuer à faire ses revues dans les paroisses du gouvernement, malgré la mauvaise saison qui semblait s'y opposer. Nous les avions seulement commencées le jour de la S[ain]t-Michel [le 29 septembre] à Monthey et dans les Quartiers d'En-bas. Les dimanches suivants [2 et 9 octobre] ont été destinés pour Vionnaz et Vouvry; et, dimanche passé [16 octobre], il l'a fait au Val d'Illiez [= la commune de Val-d'Illiez?] et à Troistorrents, dans un temps si mauvais que chacun s'attendait à être contremandé. Il a trouvé les armes en bon état, les troupes exerçant bien, et en a été très content. Il me paraît que cette opération, faite dans l'arrière-saison, tandis que l'usage était de la faire à meilleure heure, a l'air de quelque chose d'extraordinaire et doit suffire pour entrer dans les vues de nos voisins et pour leur faire voir que nous ne nous endormons pas et que nous sommes prêts à tout événement. Sans doute que la munition n'a pas été pesée, mais je les en crois suffisamment pourvus et, si on la pesait dans ce moment, cela ferait un plus grand éclat qu'il ne semble que vous désiriez. J'ai cru ne [pas] devoir m'en occuper sans un nouvel ordre, d'autant plus qu'on dit que la levée de boucliers des Bernois n'aura plus lieu depuis les nouvelles récentes d'Allemagne [défaites des armées françaises face aux Autrichiens]. Quoi qu'il en soit, je ne doute pas que les troupes du gouvernement de Monthey ne montrent à présent la même ardeur et le même zèle qu'elles ont marqués autrefois dans

<sup>47</sup> AV, Clément, n° 4, p. 17; AV, Vionnaz, P 806; etc. – Ceux qui affirment que Dufour a été nommé major en 1793 commettent donc une erreur.

<sup>48</sup> DHBS, t. VII, p. 27, art. *Valais (militaire)*. – Il existait encore, dans chaque bannière, trois autres officiers, soit «le grand banneret qui convoquait, présidait les réunions et portait la bannière; le capitaine général qui commandait les effectifs dans les exercices, les parades et en campagne; [...] le banneret des élus, nommé par les soldats depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, qui] servait d'aide à ses collègues». (*Ibidem*.)

toutes les circonstances critiques où elles ont été plus exposées que le reste du pays, et qu'elles ne se conduisent de façon à mériter encore les suffrages et l'approbation de leurs supérieurs et du Souverain, qu'elles ont toujours remportés avec honneur et dont j'ai bonne preuve. J'espère qu'elles n'ont pas dégénéré depuis trois ans qu'une partie a marché avec un empressement louable dont M. le major et commandant [Elie de] Courten a rendu un très bon compte et qu'elles seront toujours les mêmes dans l'occasion<sup>49</sup>. [...].

[P.-S.] Quoique je sois persuadé que les élections sont parfaitement en état de partir au premier ordre qu'elles recevront, j'ai cru entrer dans vos sentiments et dans ceux de LL. EE. de faire aviser la première, par les premiers sergents dans leurs paroisses, de se tenir prête à marcher, sans cependant donner une alarme inutile, ainsi que vous le souhaitez<sup>50</sup>.

N'est-il pas touchant de voir, en 1796, Jean Devantéry et Michel Dufour servir consciencieusement le gouvernement du Valais, alors qu'ils ont tenté d'ébranler sa souveraineté sur le Bas-Valais en 1790 et qu'ils récidiveront en 1798?

Quoi qu'il en soit, durant la période de 1790 à 1798, la notoriété régionale de Michel Dufour s'accroît en raison de ses charges et de ses talents de diplomate. Aussi la communauté de Vionnaz ne manque-t-elle pas de faire appel à ses services en diverses occasions. C'est du moins ce que laisse à penser l'épisode suivant : en 1792, le torrent dit la Greffaz, dans son impétuosité, cause moult ravages à la commune de Vionnaz et change de lit. Michel Dufour, au nom du conseil de Vionnaz, se rend alors auprès du gouvernement valaisan et revient dire aux siens

que notre gracieux Souverain, vivement touché de nos malheurs, a témoigné beaucoup de sensibilité envers la communauté, qu'il a approuvé toutes les mesures déjà prises à ce sujet, [a] permis d'acheter les fonds nécessaires<sup>51</sup>, [a] commis, en évitation des frais, le s[e]i[g]n[eu]r gouverneur [Pierre-Antoine de Preux] pour liquider les différends, en

<sup>49</sup> Les Valaisans craignaient alors une attaque des troupes de la Convention qui, en nov. 1792, a déclaré, « au nom de la nation française », vouloir prêter « fraternellement aide à tous les peuples » souhaitant « obtenir leur liberté » et qui a chargé « le pouvoir exécutif de donner l'ordre aux généraux de porter secours à ces peuples et de protéger les citoyens qui seraient persécutés au sujet de la liberté ». (AV, L 23, p. 704.)

<sup>50</sup> AV, de Preux, P 96. – « L'armée se composait de trois classes : la première élection, choisie par les conseils de chaque communauté, à raison de 100 hommes par gouvernement du Bas-Valais, d'après la fortune ; la deuxième élection, choisie de la même façon (de là le nom d'élus) à raison de 300 par gouvernement [...] ; enfin, la généralité, comprenant deux groupes : la première généralité, dont faisaient partie, sans égard à la fortune, tous les chefs de famille, non élus, capables de porter les armes ; puis la seconde généralité, composée de tous les autres capables de porter les armes. » (TAMINI, pp. 70 et 71.)

<sup>51</sup> A savoir des terres devant dédommager « tous ceux dont les propriétés sont occupées par le nouveau lit ». (AV, Vionnaz, P 806.)



cas qu'il y en ait, et [a] accordé pour soulagement une coupe de deux cents plants de gros sapins et [a] acquiescé en tout aux prières de la communauté [...]»<sup>52</sup>.

Cette citation prouve que Michel Dufour a pleinement répondu, en la circonstance, à l'attente du conseil de Vionnaz.

### *Considérations sur le Michel Dufour de cette période*

Même s'il est parfois difficile de le bien préciser, le rôle tenu par Michel Dufour durant les événements de 1790 est digne d'intérêt; il prouve que le Bas-Valaisan jouit d'une certaine notoriété dans sa région, notoriété qui a dû croître au fil des responsabilités politiques qu'il a bien voulu assumer pendant cette période. Il apparaît que, sans être un révolutionnaire, Michel Dufour, homme modéré, sage, responsable et courageux, accepte mal la sujétion du Bas-Valais telle qu'elle existe à l'époque, et qu'il fait partie des hommes épris de liberté, de changement et de progrès, ce qui lui a valu la sympathie de beaucoup de Bas-Valaisans; quant à sa prudence et à son sens de la diplomatie, ils lui ont permis d'éviter, contrairement à l'un ou à l'autre notable montheysan, de s'aliéner l'estime des Haut-Valaisans. Ses activités, dans les années postérieures à 1790, confirment d'ailleurs pleinement cette esquisse de portrait.

Enfin, on peut supposer que Michel Dufour a suivi avec beaucoup d'intérêt et d'espérance les débuts de la révolution qui est en train de forger la France nouvelle; qu'il a ensuite été déçu et attristé par la déclaration de guerre, votée le 20 avril 1792 par l'Assemblée législative, au «roi de Bohême et de Hongrie», puis horrifié par l'extrémisme des Montagnards; et que, après l'exécution de Robespierre, il a espéré que la France retrouverait la voie de la modération et pourrait redevenir un phare de progrès aux yeux de tous les Européens qui souhaitent une amélioration de leur sort politique sans avoir recours à la violence aveugle. Mais il garde secret cet espoir, qu'il considère peut-être comme irréaliste, et, s'étant fait une raison, il remplit consciencieusement sa fonction de major, sans manquer, à chaque fois qu'il le peut, de défendre en toute légalité les intérêts des Bas-Valaisans ou de telle ou telle de leurs communautés.

Comment, en effet, aurait-il pu imaginer une seule seconde les bouleversements futurs qui vont entraîner le Valais et la Confédération helvétique dans leurs tourbillons?

<sup>52</sup> *Ibidem*. – Anne-Joseph de Rivaz écrit: «Il y a, un peu au-dessus de Vionnaz, un torrent qui a souvent submergé ce village, mais on lui a opposé depuis près d'un siècle un mur fort long et très épais qui l'a mis depuis lors à l'abri de ses ravages. Le souverain Etat fit les frais de la main-d'oeuvre. Ce torrent de Vionnaz s'appelle la Greffaz» (AV, Rz, vol. 6, p. 216). Une fois de plus la nature s'est donc montrée plus forte que l'œuvre de l'homme et de nouveaux travaux devront être entrepris pour tenter de dompter ce torrent parfois trop impétueux (AV, Vionnaz, P 808 et P 863).

## Sous la République helvétique

### Les premiers mois de 1798: le temps d'une certaine exaltation

Le dimanche 28 janvier 1798, alors que le Pays de Vaud est envahi par des troupes françaises, la révolution éclate à Saint-Maurice; un comité provisoire y est désigné et un arbre de la liberté, planté. Le lendemain, le conseil de la bannière de Monthey se réunit; il proclame l'indépendance «absolue et illimitée» du territoire qui est sous sa juridiction, souhaite que celui-ci forme «*un nouveau dizain* avec toutes les prérogatives et prééminences qui appartiennent aux autres dizains»<sup>53</sup> et constitue un comité provisoire d'administration de quinze membres, qui est présidé par Jean Devantéry et qui comprend encore, notamment, Michel Dufour, son beau-frère Pierre-Louis Du Fay, châtelain de Monthey, et son cousin Charles-Emmanuel de Rivaz. Ce comité s'empresse, le 29 janvier encore, d'envoyer auprès du résident français Mangourit, qui est installé à Saint-Maurice, Charles-Emmanuel de Rivaz, le châtelain Jean-Michel Nantermod et Michel Dufour afin de l'informer, entre autres, de la proclamation de l'indépendance; ils doivent aussi contacter le comité provisoire qui a été mis en place dans ce bourg. De plus, le 30 janvier, Michel Dufour et Emmanuel Turin, le lieutenant de Muraz, sont chargés de se rendre le lendemain à Sion afin d'y rencontrer des représentants de la Diète, dont Emmanuel Barberini, banneret de Sion, et de les informer que la bannière de Monthey souhaite dorénavant former un dizain.

Le 4 février s'ouvre, à Saint-Maurice, l'Assemblée générale des communes du Bas-Valais à laquelle Michel Dufour participe en tant que représentant de la commune de Vionnaz. Le 5 février, cette Assemblée décide la création d'un Comité général (6 février 1798-16 mars 1798) qui devra s'occuper des affaires publiques; ce Comité comprendra, au 16 février, quatorze membres, cinq représentant la bannière d'Entremont, quatre, celle de Saint-Maurice, et cinq – Charles-Emmanuel de Rivaz, Pierre-Louis Du Fay, Grégoire Marclay, notaire et curial de Val-d'Illiez, Joseph Raboud, juge de paix de Troistorrens, et Michel Dufour –, celle de Monthey. Michel Dufour est l'un des sept membres qui a siégé continûment à ce Comité<sup>54</sup>. Ce dernier, tout en élaborant notamment un projet de constitution et un projet de réunion avec les Sept-Dizains, doit entreprendre «les démarches nécessaires pour que l'acte d'affranchissement de la domination du Haut-Valais soit ratifié par les communes» du Haut-Valais<sup>55</sup>. Le 6 février déjà, le Comité

<sup>53</sup> DONNET III, t. I, p. 92.

<sup>54</sup> Ce qui est aussi le cas, notamment, d'Isaac de Rivaz, de Ch.-Emm. de Rivaz, de Pierre-Louis Du Fay et de François-Emm. Joris qui, par son mariage de l'année suivante, entrera dans le clan Du Fay. Quant aux deux secrétaires officiels du Comité général, ils ont pour nom Joseph-Alphonse de Nucé et Louis Tousard d'Olbec...

<sup>55</sup> DONNET III, t. I, p. 154.

général décide l'envoi d'une députation, composée d'un membre par bannière, auprès de la Diète à Sion, afin que les communes du Haut-Valais ratifient l'indépendance du Bas-Valais. Cette députation, dont font partie Pierre-Joseph Dallèves, banneret général d'Entremont, Michel Dufour et le notaire Joseph-Antoine Favre, se rend dans la capitale le 7, munie de la pétition suivante :

Les représentants du Bas-Valais, qui ont reçu en leur comité du 4 courant des mains de la haute commission [du Haut-Valais]<sup>56</sup> l'acte de reconnaissance de son indépendance, ont déjà eu l'honneur, en la recevant, de lui observer combien la ratification de toutes les communes du Haut-Valais tranquilliserait les opinions. La haute commission en a senti l'importance et a fait espérer que cette ratification couronnerait le premier ouvrage sans effort. Le Comité provisoire national, mettant à cet acte toute l'importance que l'on ne peut en effet méconnaître, a cru devoir, Magnifiques Seigneurs, vous montrer ses sollicitudes à son égard et le poids qu'il doit y attacher. L'empressement qu'il met à vous réitérer sa sollicitation par la députation des c[itoyens] banneret Dallèves, major Dufour et curial Favre, qu'il vous adresse, doit vous en persuader. Vous n'envisagerez pas, Magnifiques Seigneurs, cette démarche comme un témoignage de méfiance, mais utile et nécessaire encore pour la gloire des premiers pas qui nous ont portés les uns et les autres aux rencontres.

Le Comité ne doit pas se flatter que sa délégation puisse rentrer avec l'acte de ratification, mais il ose espérer que, cette démarche étant accueillie comme juste et prudente, vous accélérerez la ratification avec toute la solennité dont elle est digne<sup>57</sup>.

Le 9 février 1798, la députation est de retour à Saint-Maurice: ses membres ont été fort bien accueillis par les Haut-Valaisans, «ils ont remis leur pétition» à la Diète qui leur a exprimé «le désir de voir heureusement opérer la réunion des deux peuples et leur a témoigné que le Haut-Valais ferait tous les sacrifices possibles pour y parvenir»; les députés de la Diète ont d'ailleurs rejoint «leurs dizains respectifs pour convoquer les assemblées, les informer des événements, les consulter et prendre des pouvoirs positifs à cet effet»<sup>58</sup>.

Le 20 février, le Comité général, ayant appris la présence du général français Brune auprès de Mangourit, à Saint-Maurice, charge immédiatement une députation, composée de l'avocat Joseph-Louis Pittier, de Gaspard-Etienne Delasoie, du banneret Jean-Nicolas Joris, d'Orsières, de Pierre-Louis Du Fay, de Michel Dufour et du châtelain Jean-Joseph Reuse,

<sup>56</sup> Le 31 janv. 1798, les Sept-Dizains ont désigné une députation de huit membres qui a quitté Sion le 1<sup>er</sup> fév. pour gagner St-Maurice. Elle emporte avec elle, notamment, une «déclaration par laquelle le Haut-Valais renonce pleinement à tous ses droits souverains sur le Bas-Valais et exprime le vœu que les deux peuples fraterniseront». (DONNET III, t. I, pp. 104, 105 et 109.)

<sup>57</sup> Cité dans DONNET I, p. 16.

<sup>58</sup> DONNET III, t. I, p. 178; DONNET I, pp. 21 et 22.

de Fully, de le rencontrer. Ce qui est fait. Le jour même encore, cette députation est de retour à Monthey et elle peut s'enorgueillir d'avoir reçu un «accueil flatteur» de la part du général Brune qui l'a assurée que la France protégerait la liberté fraîchement acquise par le Pays de Vaud sur l'Etat de Berne<sup>59</sup>.

Michel Dufour, on le constate, est fort actif durant cette période, ce qui n'a pas l'heur de plaire à tout le monde. En effet, il est accusé par la rumeur publique «d'avoir tenu des propos contraires à notre sainte religion catholique, apostolique et romaine». Aussi, le 25 février 1798, demande-t-il au Comité général une déclaration infirmant les bruits qui courent à ce sujet et celui-ci la lui accorde-t-il sans tarder, en ces termes:

Sur la représentation faite au Comité général du Bas-Valais que des gens malintentionnés répandaient dans le public que le c[itoyen] major Dufour aurait émis dans le Comité des opinions qui tendaient à l'avilissement et à la destruction de notre sainte religion, et que, pour arrêter ce bruit, il serait convenable que le Comité lui donnât une déclaration justificative, le Comité général, après délibération, a arrêté de déclarer que, ni dans le Comité ni en dehors, il n'a jamais été entendu par aucun de ses membres le moindre propos de la part du major Dufour qui fût contraire à la religion catholique, apostolique et romaine, et que ses opinions se sont constamment accordées avec celles de ses collègues pour son honneur et à sa conservation<sup>60</sup>.

Michel Dufour a-t-il réellement tenu les propos antireligieux qu'on lui prête? Si c'est le cas, il a bénéficié d'un certificat de complaisance. Si ce n'est pas le cas, on peut imaginer que cette rumeur est due à quelques adversaires politiques qui cherchent à lui nuire. N'oublions pas que, aux yeux des tenants de l'Ancien Régime qui ont en mémoire ce qui s'est passé notamment en France depuis 1789, la révolution ne peut être qu'anticatholique. Il n'est qu'à lire ce que l'abbé Clément écrit, le 31 janvier 1798, à propos des événements qui secouent alors le Valais: il fait allusion à «la nombreuse classe des impies soi-disant philosophes» qui ont l'intention «de détruire autant que possible la religion et ses ministres», de «désaccoutumer» le peuple de celle-là et de ceux-ci jusqu'à ce qu'il les méprise; et d'ajouter:

[...] Le discours le plus funeste dont les impies lui [= le vulgaire] battent sans cesse les oreilles est de lui répéter que, dans tout ceci, la religion n'est pas attaquée, tandis que tous les efforts de l'impie tendent sans cesse à la détruire par tous les moyens<sup>61</sup>.

Mais, ce qu'il faut souligner, c'est que Michel Dufour semble être le seul membre du Comité général à être accusé d'avoir tenu des propos anticatholiques. Serait-ce parce que sa pratique religieuse n'est pas sans failles ou que, de notoriété publique, il n'apprécie pas le conservatisme politique dont ont fait preuve nombre d'ecclésiastiques avant 1798? On comprendrait alors, en

<sup>59</sup> *Ibidem*, p. 51.

<sup>60</sup> Cité dans *ibidem*, p. 82.

<sup>61</sup> AV, Clément, n° 43, pp. 98-100.

effet, que, si les propos antireligieux qu'on lui prête sont pure invention, on cherche à le calomnier en utilisant des arguments qui puissent paraître plausibles à beaucoup. Il se peut aussi que Michel Dufour pâtisse des remous que l'attitude de son cousin, le chanoine Nicolas Dufour, a soulevés dans certains milieux valaisans, principalement durant les années 1786-1789: s'étant rendu dans l'Empire habsbourgeois en 1768, il y est devenu un précepteur et un ecclésiastique de renom et il a soutenu la politique religieuse de Joseph II, contribuant même à l'appliquer dans les Pays-Bas autrichiens, ce qui lui a valu d'être dénoncé comme janséniste, fébronien, voire rationaliste, par divers libelles publiés dans les «Etats belgiques», comme l'on disait à l'époque, et de souffrir de cette image dans sa patrie. Le 18 novembre 1788, de Bruxelles, Nicolas Dufour ne se plaignait-il pas d'être la victime, en Valais, de «clameurs vulgaires qui ne craignent pas de rendre suspecte l'orthodoxie de ma mission aux Pays-Bas [autrichiens]»<sup>62</sup>? Or la rumeur publique n'a pas la mémoire courte et d'aucuns ont pu craindre que Michel Dufour, partageant les idées religieuses de son cousin, veuille profiter de son influence politique pour contribuer à distendre, voire à rompre les liens qui unissent l'Eglise du Valais à Rome, et à mettre celle-ci sous la coupe de l'Etat nouveau.

En soi, cet épisode de février 1798 est sans grand intérêt, mais il prend toute sa saveur au vu de l'attitude que certains de ses enfants auront envers le clergé et la religion catholiques, nous pensons surtout à Pierre-Marie, auteur, en compagnie de Louis, d'un fameux esclandre en l'église paroissiale de Monthey à la fin du printemps ou en été 1815<sup>63</sup>, et à Casimir, radical fougueux, violemment anticlérical.

Le 2 mars 1798, le résident Mangourit, à la demande, notamment, du général tricolore Chastel qui commande les troupes françaises et vaudoises stationnées à Aigle, invite le Comité général de Saint-Maurice à lui fournir 400 hommes en renfort: le 24 janvier 1798, le Pays de Vaud, sujet de Berne, a proclamé son indépendance avant d'être occupé par une armée du Directoire tricolore dont le but est, plus globalement, d'installer en Suisse un régime révolutionnaire; mais la région des Ormonts est restée fidèle à Berne et il est temps de la mettre au pas, d'autant plus qu'elle est soutenue dans sa rébellion par le colonel Beat Emanuel von Tscharner à la tête d'un contingent bernois. Dans la nuit du 2 au 3 mars, le Comité général de Saint-Maurice accepte de lever 400 volontaires; il ordonne à «chaque bannière» de nommer «pour son contingent un capitaine, un lieutenant et un sous-lieutenant» qui devront être choisis «parmi des citoyens qui aient déjà eu des emplois au service étranger»; il précise que ces nominations seront faites «par les députés des bannières, présentement réunis à Saint-Maurice, et, pour Monthey, par le Comité central»; et il désigne le commandant en chef du bataillon en la personne de Joseph-Emmanuel de Bons qui fut capi-

<sup>62</sup> AV 107, famille Dufour, n° 2.

<sup>63</sup> Sur cet esclandre, voir ANNE-JOS. DE RIVAZ, t. II, pp. 159-162.

taine dans le régiment de Courten au service de France et qui devra nommer l'adjudant-général qui «fera le service pour tout le bataillon, sans égard aux différences de bannière»<sup>64</sup>.

Joseph-Emmanuel de Bons, préférant qu'il y ait trois adjudants-majors, soit un par bannière, le Comité général, le 4 mars au matin, acquiesce à sa demande, tout en lui laissant le soin de les choisir. Tandis que le Comité nomme Jean-Théodose Devantéry (1776-1800) capitaine du contingent de la bannière de Monthey, Joseph-Emmanuel de Bons en désigne l'adjudant-major, soit Michel Dufour. On peut s'étonner quelque peu de cette dernière nomination puisque Michel Dufour n'a jamais été mercenaire. Certes, ses activités de major et son zèle révolutionnaire, réapparu au grand jour, peuvent l'expliquer. Mais il n'est pas inintéressant de signaler que Joseph-Emmanuel est le frère d'Hélène de Bons et que celle-ci a épousé François Burgener, fils de l'ancien grand bailli François-Joseph et donc oncle de Marie-Marguerite Du Fay, l'épouse de Michel Dufour, et que d'autres liens unissent encore les Bons et les Du Fay<sup>65</sup>. Et quand nous aurons ajouté que Jean-Théodose, lui non plus, n'a jamais été mercenaire, qu'il est le fils de Jean et qu'il est donc apparenté aux Du Fay, il sera difficile de nier le poids politique d'un certain clan familial...

Les quelque 400 Valaisans, dont ceux de la bannière de Monthey, arrivent à Aigle le 4 mars 1798. Avec les troupes françaises et vaudoises, ils participent à la brève campagne des Ormonts qui capitulent le 6; et, si la colonne dont ils ont fait partie n'a rencontré que peu de résistance, elle n'en a pas moins connu des conditions pénibles: le milieu naturel a rendu sa progression harassante et les vivres ont manqué.

C'est grâce au témoignage de Joseph-Emmanuel de Bons que nous savons que Michel Dufour «a marché comme volontaire à la course des Ormonts et fait le service d'adjudant-major»<sup>66</sup>, et c'est tout ce que nous connaissons de lui lors de cet épisode. Mais cette information, ajoutée à celle que nous venons d'indiquer, permet de rappeler, à la suite d'autres historiens valaisans, que, contrairement à ce qu'il a été écrit parfois<sup>67</sup>, Michel Dufour ne commandait pas les troupes bas-valaisannes à cette occasion. De plus, comme il va de soi qu'il se trouvait dans le contingent de la bannière de Monthey, nous pouvons raisonnablement supposer qu'il a quitté Monthey le 4 mars et qu'il est arrivé le jour même à Aigle; que, dans la nuit du 4 au 5 mars, vers minuit, il est parti de cette bourgade en direction des Ormonts et

<sup>64</sup> Cité dans DONNET I, p. 102.

<sup>65</sup> Joseph-Emm. de Bons est frère de Jacques qui s'est marié en 1772 avec Marie-Madeleine Burgener, fille de ce même grand bailli... Quel petit monde que celui des notables valaisans!

<sup>66</sup> AV, Rz, cart. 58, fasc. 13, n° 16: de Bons à Ch.-Emm. de Rivaz, s.l., 19 nov. [1798], et non 1799 comme l'indique par inadvertance de Rivaz, orig.

<sup>67</sup> Cf. RIBORDY, p. 34, note 1; et JACQUES CALPINI, *Les milices valaisannes du XVIIIe au XXe siècle*, Sion, 1974, p. IV (Coll. «Le Shako»).

qu'il a rejoint Bex le 5, à 22 heures, «après une marche continuelle et fort pénible dans la vallée des Ormonts, à travers les glaces et les neiges», précise Isaac de Rivaz qui ajoute:

Cette vallée a été abandonnée par les troupes ennemies qui se sont retirées à mesure que les autres avançaient. Les maisons sur la route étaient aussi abandonnées; néanmoins, de quelques-unes il a été tiré des coups de fusil. Notre troupe a été jusqu'au poste de La Croix [d'Arpille] et [est] revenue par Gryon à Bex extrêmement harassée, ayant couru toute la nuit et le jour presque sans aucune nourriture<sup>68</sup>.

Le 6 mars 1798, à Bex, le contingent valaisan, ainsi que les troupes vaudoises et françaises, rendent les honneurs au capitaine vaudois Albert Forneret tué à La Croix d'Arpille. Le lendemain matin, le général Chastel passe en revue les troupes valaisannes. Dans l'après-midi, il est à Saint-Maurice où il rencontre les membres du Comité général et ceux du comité de Saint-Maurice; et il «loue avec une espèce d'enthousiasme la constance infatigable» des troupes valaisannes qui, «à peine arrivées à Aigle, ont supporté une marche de dix-huit heures dans les montagnes, les glaces et les neiges, presque sans prendre de repos, et il promet d'en rendre un compte flatteur au général en chef Brune»<sup>69</sup>.

Quant aux troupes valaisannes, elles vont être cantonnées à Bex jusqu'au 21 mars pour les unes, jusqu'au 2 avril 1798 pour les autres<sup>70</sup>, mais nous allons voir que Michel Dufour a regagné le Valais avant le 16 mars.

\*

Après que l'indépendance du Bas-Valais a été proclamée et ratifiée par le Haut-Valais, après qu'une constitution – largement inspirée par le résident français Mangourit – qui met sur le même pied Haut- et Bas-Valais a été élaborée, le Comité général se dissout et laisse la place à une Assemblée provisoire représentative qui doit se constituer à Saint-Maurice, nommer un pouvoir exécutif provisoire et préparer l'organisation d'un Valais indépendant et uni.

Le 16 mars 1798, l'Assemblée représentative provisoire se réunit: les députés du Bas-Valais et ceux du Haut-Valais forment un seul collège, et Michel Dufour est l'un des représentants du nouveau dizain de Monthey. Le 17 mars,

<sup>68</sup> Cité dans DONNET III, t. I, p. 310.

<sup>69</sup> Cité dans DONNET I, p. 125.

<sup>70</sup> ACM, F 77 et F 770. Voir aussi AV, H, cart. 22, fasc. 14, n° 7 et n° 8: décompte des soldes encore dues aux Valaisans qui ont participé à l'expédition des Ormonts, établi par Joseph-Emm. de Bons, [1805], orig. – Il ressort de ces documents que le contingent valaisan était formé de quatre compagnies, les compagnies Joseph Chapelet, Jean-Théodose Devantéry, Bonaventure de Preux et une compagnie de chasseurs commandée par Jacques Dupré; que les effectifs de la compagnie Devantéry – en partie ou en totalité – ont été remplacés par une seconde «levée» du 22 mars au 2 avril 1798, ce qui a probablement été le cas des trois autres aussi; et que presque toutes les communes ont payé, à l'époque, la solde de leurs hommes jusqu'au 8 mars inclus.

l'Assemblée élit un bureau ou comité préparatoire de cinq membres. Ce bureau devra non seulement établir l'ordre du jour de l'Assemblée, mais aussi rédiger ses arrêtés; il s'occupera sur-le-champ de l'organisation et de la date des assemblées primaires.

Sept membres sont en fait désignés, à savoir Maurice Zurbriggen, Isaac de Rivaz, Jacques Theiler, Pierre-Louis Du Fay, Michel Dufour, François-Emmanuel Joris, sous la présidence de Pierre-Joseph de Riedmatten<sup>71</sup>.

Le 16 mars encore, l'Assemblée représentative provisoire élit un Directoire exécutif provisoire dont les trois membres sont Pierre-Joseph de Chastonay, Charles-Emmanuel de Rivaz et Valentin Sigristen.

Mais le Valais n'est plus maître de son destin. Sous la pression du Directoire de la République française et après consultation des assemblées communales, il accepte, en avril 1798, de faire partie de la nouvelle République helvétique dont il devient l'un des cantons, c'est-à-dire une simple division administrative.

Tandis que l'assemblée électorale, réunie à Sion du 25 avril au 6 mai 1798, désigne notamment, dans les premiers jours de mai, les députés au Sénat et au Corps législatif helvétiques et les membres de la Chambre administrative, une insurrection éclate dans le Haut-Valais.

Le 4 mai, le Directoire exécutif provisoire ordonne une levée de troupes: ainsi, le dizain de Monthey doit rassembler, dès la réception de l'arrêtés gouvernemental, 400 hommes «qui seront pris parmi les citoyens, depuis l'âge de 20 ans jusqu'à 50» et qui devront se rendre à Sion. Ce 4 mai toujours, dans l'après-midi, Mangourit adresse une proclamation aux communes du Valais occidental où il écrit notamment:

Venez, accourez autour de vos représentants pour assurer le repos de la patrie. Je vous y convie, vous tous, amis de l'indépendance et de la liberté. Hâtez-vous, surtout vous qui avez cueilli des lauriers aux Ormonts, venez former une enceinte impénétrable autour de l'olivier de la paix.

Quant au comité central du dizain de Monthey, c'est dans la soirée du 4 mai qu'il demande aux communes qu'elles mettent sur pied leurs contingents qui doivent se trouver à Monthey le dimanche 6 mai, à 7 heures du matin, et qui seront formés, semble-t-il, d'hommes tirés au sort et de volontaires<sup>72</sup>. Le «premier détachement de cette troupe», commandé par Guillaume Du Fay, beau-frère de Michel Dufour, quitte Monthey ce 6 mai encore<sup>73</sup> et, dans les jours qui suivent, d'autres hommes de ce dizain partiront à leur tour.

<sup>71</sup> DONNET III, t. II, pp. 20 et 21.

<sup>72</sup> Voir AV, Clément, n° 43, pp. 170 et 171; DONNET II, p. 93; DONNET III, t. II, pp. 132 et 133.

<sup>73</sup> AV, H, cart. 22, fasc. 5, n° 11: certificat délivré à Guillaume Du Fay par le comité central du dizain de Monthey, Monthey, 6 mai 1798, minute.



Pendant que les Bas-Valaisans s'activent, les Haut-Valaisans, commandés alors par Joseph de Courten, s'approchent de Sion. A l'aube du 7 mai, les Bas-Valaisans, présents dans la capitale et dont le nombre a grossi « d'heure en heure », constatent que la ville est près d'être cernée par les rebelles ; aussi la plupart de leurs troupes quittent-elles Sion et se rendent-elles au pont de la Morge qu'elles doivent garder ; mais elles sont bientôt obligées de se replier jusqu'au pont de Riddes où elles sont rejointes, le 8, par leur arrière-garde qui leur apprend que les insurgés se sont emparés de Sion sans coup férir et ont fait prisonnier Joseph-Emmanuel de Bons. Le 17 août 1798, évoquant cette première insurrection haut-valaisanne, Charles de Bons, frère de Joseph-Emmanuel, écrit notamment :

[...] Pleins de ces premiers succès, ils [les Haut-Valaisans] volent sur nos pas ; quelques légères escarmouches s'engagèrent [à Riddes notamment, toujours le 8 mai,] et ne purent point nous mettre à l'abri d'être coupés par les hauteurs de Nendaz, Isérable, [...] Levron, au-dessus de Saxon, par où ils pénétrèrent dans la vallée de Bagnes [...]. Leur voyage ne fut pas long ; les premiers Vaudois qui furent appelés se portèrent sur Sembrancher, leur coupèrent le pont de la Dranse ainsi que celui de [...] Branson à Fully. C'est ce qui les nécessita de s'en retourner par où ils avaient abordé en cette vallée. Rentrés dans la grande [la vallée du Rhône], ils eurent à soutenir, non loin d'Ecône, [le 9 mai,] une bataille rangée contre notre troupe et deux bataillons vaudois. La nuit qui était proche fit qu'on se battit assez en désordre de part et d'autre ; le nombre des tués et [des] blessés ne fut pas considérable. De notre côté, nous nous retirâmes à Martigny ; les Allemands, à Riddes. Dès cette affaire, les Bas-Valaisans, peu animés aux combats, restèrent de l'arrière. Cinq bataillons vaudois, deux d'infanterie légère française, un régiment de hussards, soutenus de six pièces de canon, marchèrent à petites journées sur Sion ; quelques dragons éclairaient la marche et faisaient replier peu à peu les avant-postes jusque par-delà le pont de la Morge où le gros de l'armée s'était retranché, bien décidé à vaincre ou mourir [...] <sup>74</sup>.

Michel Dufour a participé à la première phase de cette campagne. En effet, Joseph-Emmanuel de Bons affirme qu'il a « volé au secours de Sion » <sup>75</sup> ; et Dionys Imesch précise qu'il est un des principaux officiers à la tête des troupes qui, se rendant à Sion, rencontrent, le 8 mai, près d'Ardon les Bas-Valaisans qui ont dû abandonner la capitale <sup>76</sup> ; c'est alors le repli sur Riddes, puis, le lendemain, Michel Dufour a certainement livré bataille à Ecône ; enfin, alors qu'il s'est retiré avec les troupes bas-valaisannes du côté de Martigny et qu'il se trouve au camp d'Ottan, sur la commune de La Bâtiаз, Michel Dufour écrit à Pierre-Louis Du Fay, le 14 mai :

<sup>74</sup> AV, fonds d'Odet 2, P 284.

<sup>75</sup> AV, Rz, cart. 58, fasc. 13, n° 16.

<sup>76</sup> IMESCH, p. 50.

Vous aurez sans doute appris, mon très cher [beau]-frère, tout ce qui s'est passé de ces côtés. J'aurais désiré vous en instruire moi-même, mais j'espère que mes occupations seront à vos yeux une excuse légitime. Jusqu'ici je n'aurais eu à vous annoncer que des choses peu agréables<sup>77</sup>. Aujourd'hui, cela change de face. Les Allemands demandent avec instance à composer; Joseph de Courten a écrit; j'ai vu sa lettre; il commence à supplier et s'excuse en défaut qu'il a été forcé à prendre le commandement. Je sais à quoi m'en tenir à son égard<sup>78</sup>.

Le premier article de la réponse qui leur a été faite est *que le Haut-Valais ne peut être admis à traiter*; on les envisage comme des rebelles. On leur dicte les conditions et ils ont jusqu'à demain à 6 heures du matin pour se décider. Sion et Sierre se sont détachés des quatre autres, mais je doute que cela puisse les sauver.

Nous sommes toujours en bivouac à Ottan, assez mal logés et nourris. J'ai écrit hier à notre président [Jean Devantéry] et je lui marquai qu'il nous manquait beaucoup de monde. Mais je dois vous observer qu'il paraît qu'il n'y ait que notre bannière qui ait mis en exécution le dernier arrêté concernant la levée de garçons. Du moins, les autres ne le font pas bien scrupuleusement. Aussi pourquoi le ferions-nous? D'ailleurs j'ai appris que cet arrêté ne paraissait pas bien légal; on ne sait qui doit l'avoir rendu. Veuillez y faire attention<sup>79</sup>.

Les Allemands se sont considérablement repliés. Les Français ont reconnu hier quelques avant-postes et ils sont à présent à Riddes. Votre frère [Guillaume Du Fay] est en détachement aux Follaterres [sur la commune de Fully] où il y a quatre compagnies. Nous irons probablement coucher demain à Sion; les soldats dirigent volontiers leur marche de ce côté [...] <sup>80</sup>.

<sup>77</sup> La Chambre adm. du Valais juge sévèrement l'attitude des Bas-Valaisans lors de la première phase de la guerre; elle écrit en effet: «Sion a capitulé, les troupes des dizains inférieurs sont sorties avec leurs armes et se sont repliées successivement, mais ce qui a rendu notre position plus affligeante, c'est que ces troupes rassemblées à la hâte, n'étant pas encore organisées à la prise de Sion, presque sans chefs pour les conduire, répugnant même, il faut le dire, à combattre les troupes des dizains supérieurs qui répandent adroitement qu'elles ne veulent que fraterniser avec elles, ces troupes [...] n'ont fait que peu ou point de résistance, se sont débandées et ont empêché même les mouvements des troupes du Léman, en sorte que celles-ci ont été forcées de se retirer en dessous de Martigny au pont du Trient en laissant les Valaisans fidèles pour la défense de Martigny et de la vallée d'Entremont qui n'ont pas encore été attaquées.» (AF, B, vol. 895, pp. 97-104: la Chambre adm. au Directoire, St-Maurice, 11 mai 1798, orig.)

<sup>78</sup> Joseph de Courten dit vrai cependant; voir DONNET III, t. II, pp. 125 et 126.

<sup>79</sup> Nous ignorons à quoi exactement Michel Dufour fait allusion. – Le 5 mai 1798, à 18 heures, «le Directoire provisoire adresse à toutes les communes du Valais occidental l'ordre d'envoyer à Sion le contingent entier, en dépit de l'arrêté du même jour», lequel «a réduit provisoirement à 200 hommes par dizain la levée de 400 hommes ordonnée la veille» et lequel ne sera révoqué que le lendemain 6 mai (DONNET III, t. II, p. 133). Faut-il voir dans cette confusion une cause possible des propos tenus par le Bas-Valaisan? Ce 5 mai, le Directoire provisoire aurait-il pris quelque(s) initiative(s) sans l'aval de l'assemblée représentative provisoire? Ou Dufour considère-t-il que le pouvoir de décision était alors du ressort de la Chambre adm. élue par l'assemblée électorale le 4 mai probablement, le préfet du canton n'ayant pas encore été désigné?

<sup>80</sup> ACM, F 120. – Sur le soulèvement du Haut-Valais en mai 1798 et sur ce que dit Michel Dufour dans sa lettre, voir DONNET III, t. II, pp. 124-292. On remarquera que le témoignage du Bas-Valaisan – quoique partiel – reflète correctement la réalité, à deux exceptions près, l'une venant d'être signalée dans la note 78 et l'autre l'étant ci-dessous, p. 35.

Il est difficile de préciser, en raison de la carence des documents et en raison du manque d'organisation des troupes bas-valaisannes, le rôle joué par Michel Dufour durant cette première quinzaine de mai 1798. Un document, qui n'est hélas! qu'un brouillon, nullement officialisé par quelque signature, de plus non daté, et qui est conservé aux Archives communales de Monthey, ne manque cependant pas d'intérêt. On y lit:

Le comité central du district de Monthey, considérant que son contingent d'hommes qui a marché dans le Haut-Valais se trouve dépourvu d'officiers et qu'il importe qu'une troupe ait des chefs qui méritent la confiance publique, a nommé et nomme le citoyen Dufour chef de son bataillon, et les citoyens [Jean-Théodose] Devantéry, [Guillaume Du] Fay, [Barthélemy] Trombert et [Hyacinthe] Dubosson, capitaines, lesquels auront le plein pouvoir de nommer les lieutenants et s[ous]-lieutenants et les sous-officiers<sup>81</sup>.

Il est vraisemblable en effet que Michel Dufour, en tant que dernier major en exercice, s'est trouvé à la tête des troupes du dizain de Monthey, sans que nous puissions préciser la date de sa nomination. Il est même possible qu'il ait été à la tête des renforts bas-valaisans qui rejoignent vers Ardon les contingents qui ont abandonné la ville de Sion aux insurgés et qu'il ait même dirigé quelques heures durant l'ensemble de ces troupes, comme le suppose le chanoine Anne-Joseph de Rivaz qui écrit:

L'armée des révolutionnaires, commandée je ne sais par qui, à moins que ce soit par le citoyen Dufour, ci-devant major de la bannière de Monthey, accourt en grande hâte et en grand nombre à Riddes pour garder le pont de bois sur le Rhône<sup>82</sup>.

En revanche, nous avons la certitude que Michel Dufour n'a jamais été officiellement le commandant en chef des troupes bas-valaisannes; cette fonction a d'abord été confiée à Joseph-Augustin de Riedmatten par l'assemblée électorale ou par le Directoire exécutif provisoire, puis, le 7 mai 1798, au Vaudois Louis Clavel par la Chambre administrative du Valais.

Comme Charles de Bons l'a signalé, après que les Bas-Valaisans se sont retirés dans la région de Martigny, les troupes françaises et vaudoises vont remonter la vallée du Rhône. Le 17 mai, commandées par le général tricolore Lorge, elles s'emparent de la ville de Sion et l'insurrection haut-valaisanne fait long feu. Il est quasi certain que Michel Dufour n'a pas participé à cette seconde phase de la guerre, contrairement à ce qu'il pensait le 14 mai, car les Bas-Valaisans, répugnant à combattre leurs concitoyens du Haut, ont obtenu de laisser les troupes françaises et vaudoises défendre l'ordre nouveau et sont restées à l'arrière.

C'est, à en croire l'abbé Clément, le 20 mai 1798 que les troupes monthesannes ont été licenciées<sup>83</sup>.

<sup>81</sup> ACM, F 230.

<sup>82</sup> ANNE-JOS. DE RIVAZ, t. I, p. 52.

<sup>83</sup> AV, Clément, n° 43, p. 173. L'abbé Clément y affirme que les troupes du dizain de Monthey «ont été cantonnées pendant quinze jours (du 6 au 20 mai) en divers postes dans la plaine depuis La Verrerie vers le pont du Trient jusque vers le pont de Riddes, aux Follaterres, à Fully, etc.». Rappelons cependant que ces troupes ont participé aux premiers combats, comme indiqué ci-dessus.

- ☆ Avril 1798: mise en vigueur de la constitution de la République helvétique, qui fait de la Suisse un Etat unitaire, centralisé. Le pouvoir exécutif est confié au *Directoire* (sont élus, le 12 avril: Louis Bay, Maurice Glayre, Luc Legrand, Victor Oberlin et Alphonse Pfyffer); le pouvoir législatif, au *Grand Conseil* et au *Sénat*.
- Juin 1798: Pierre Ochs et Frédéric-César de Laharpe remplacent les directeurs Bay et Pfyffer. Charles-Emmanuel de Rivaz devient préfet national du Valais.
- Août 1798: traité d'alliance offensive et défensive entre la République française et la République helvétique.
- Juin 1799: Ochs, obligé de démissionner, est remplacé par Philippe Secretan. Celui-ci, Jean-Rodolphe Dolder, Laharpe, Oberlin et François-Pierre Savary sont les cinq membres du Directoire à la fin de ce mois.
  
- ☆ 7 janvier 1800: un coup d'Etat des unitaires modérés renverse le Directoire. Le lendemain 8, le pouvoir exécutif est confié à une *Commission exécutive* de sept membres, dont Dolder, Glayre et Savary.
- 7/8 août 1800: le Grand Conseil et le Sénat étant ajournés, un *Conseil exécutif* de sept membres, dont Dolder, Glayre et Savary, et un *Conseil législatif* de quarante-trois membres sont mis en place. Un projet de constitution, «essentiellement unitaire», est élaboré; il est achevé le 8 janvier 1801.
- Avril-mai 1801: Bonaparte écarte ce projet de constitution qui lui a été soumis et il en impose un autre, connu sous le nom de «constitution de Malmaison» qui fait de la Suisse une Confédération d'Etats dont le Valais est exclu. Le 29 mai 1801, le Conseil législatif adopte ce dernier projet et, le 30 mai, le gouvernement le promulgue.
- Août-octobre 1801: la plupart des cantons élaborent «leurs constitutions particulières» «qui devront être mises en vigueur après l'acceptation définitive de la Constitution fédérale». C'est aussi le cas du Valais, sur décision du Conseil exécutif helvétique dont la majorité des membres s'impatiente devant les attermoissements de la France quant à l'avenir politique de cette région. Une Diète nationale est élue; elle s'ouvre le 7 septembre 1801. Alors qu'elle devait se contenter de ratifier la constitution du 29 mai 1801, elle arrête une constitution fortifiant «les principes unitaires» et rend au Valais «sa qualité de canton».
  
- ☆ 26 octobre 1801: décision de Bonaparte d'occuper militairement le Valais.
- Arrivée du général Turreau à Sion, le 23 novembre 1801.
- 27/28 octobre 1801: coup d'Etat des fédéralistes. La Diète est dissoute, la constitution qu'elle a préparée déclarée nulle. L'exécutif est confié à un *Petit Conseil* présidé par un landamman; le législatif, à un *Sénat*.
- 27 février 1802: un projet de constitution fédérale est adopté.
  
- ☆ 17 avril 1802: coup d'Etat des unitaires modérés qui empêchent que la constitution du 27 février 1802 soit appliquée.
- 20 mai 1802: le Sénat ayant été ajourné, c'est une assemblée de quarante-sept notables qui arrête une nouvelle constitution fédérale.
- 2 juillet 1802: cette constitution, après avoir été soumise au peuple, est mise en vigueur officiellement. Le pouvoir exécutif appartient au *Conseil d'exécution*, présidé par un landamman; le pouvoir législatif, à la *Diète* et au *Sénat*.
- août-septembre 1802: le Valais, officiellement séparé de la République helvétique, est érigé en République indépendante.

*N.B.* En règle générale, le pouvoir exécutif helvétique s'appuie, «pour la direction immédiate des diverses branches de l'administration», sur des ministres (DIERAUER, p. 4). - Pour l'ensemble du tableau, cf. DHBS, t. IV, art. *helvétique (République)*, pp. 25-60; DIERAUER; STRICKLER; SALAMIN I, pp. 245-250.

## Juillet 1798 – août 1802: le temps des soucis et de l'adversité

De juillet 1798 au mois d'août 1802, Michel Dufour est membre du tribunal cantonal; de novembre 1798 au mois d'août 1802, il est inspecteur des milices de la partie française du Valais (fig. 10).

Désigné comme électeur valaisan par l'assemblée primaire de la commune de Vionnaz le 20 octobre 1799, Michel Dufour demeure membre du collège électoral à la suite du tirage au sort effectué à Sion, le 30 octobre 1799, et il participe ainsi à l'assemblée électorale qui s'ouvre le 6 novembre et aux diverses nominations qui incombent à celle-ci<sup>84</sup>. (Tableau II.)

En été 1801, selon la volonté du Conseil exécutif helvétique, une Diète cantonale, composée de vingt-six membres, doit être mise sur pied afin de préparer une constitution pour le Valais: ce dernier pourrait être intégré dans une République helvétique fédéraliste et régie par la constitution dite «de la Malmaison» qui a été imposée à la Suisse, le 9 mai 1801, par Napoléon Bonaparte et qui, d'ailleurs, ne fait pas mention du Valais comme canton, puisque le Premier consul souhaite alors annexer à la France une partie de ce territoire et rattacher l'autre à un canton suisse.

Après avoir été désigné électeur par la municipalité de Vionnaz, Michel Dufour participe à l'assemblée du district de Monthey qui se réunit vers la fin du mois de juillet: celle-ci désigne comme députés à cette Diète Charles-Emmanuel de Rivaz qui, également élu par le district de Sion, choisit d'y représenter ce dernier; Pierre-Louis Du Fay et Jean Devantéry, qui refusent leur élection. Aussi l'assemblée désigne-t-elle finalement Isaac de Rivaz et son beau-frère Michel Dufour<sup>85</sup>. Ce dernier, hésitant, réserve sa réponse: il ne paraît guère croire à l'utilité de cette Diète qui doit s'ouvrir le 1er août 1801, vu les projets du Premier consul touchant au Valais. Le 3 août 1801, de Rivaz écrit à Pierre-Louis Du Fay:

J'ai l'honneur de vous accuser réception du procès-verbal des opérations de l'assemblée électorale de votre district, qui a été rédigé avec beaucoup de soin et d'exactitude. J'ai vu avec peine, dans la lettre qui l'accompagnait, que le citoyen Dufour n'avait pas encore voulu se déterminer à accepter sa nomination. Il me paraît que, ayant joui de deux emplois considérables dans le nouveau gouvernement, il ne peut pas lui

<sup>84</sup> Cf. SALAMIN I, pp. 84-86 et 241-243. – Le Valais ne connaîtra plus ce genre d'élections jusqu'à son indépendance, en raison de la loi du 18 août 1800 qui révoque celle «du 31 juillet 1800, relative à la tenue des assemblées primaires et électorales pour le renouvellement des autorités» (art. 1) et qui précise que «les membres des autorités locales conserveront leurs places jusqu'au temps où une nouvelle constitution aura été acceptée par le peuple et mise en activité» (art. 3). (AV, H, cart. 18/1, cahier 8, n° 19: loi du 18 août 1800, promulguée le 20, affiche imprimée; STRICKLER, t. VI, pp. 47 et 48, texte allemand.)

<sup>85</sup> ACM, F 413.

convenir de refuser ses services dans cette occasion et, en conséquence, j'espère toujours qu'il se rendra aux invitations qui lui ont été faites à cet égard<sup>86</sup>.

Et c'est, probablement, sur les instances du préfet de Rivaz que Michel Dufour finit par accepter son élection, tout en ne se pressant pas de se rendre à cette Diète, comme en témoigne son beau-frère François-Emmanuel Joris qui, le 6 août écrit:

Dufour est aussi député, mais il n'est pas encore venu. Il a eu grand tort, il est bon discuteur et il nous aurait été très utile. J'espère néanmoins qu'il viendra, d'après une lettre que j'ai reçue de lui aujourd'hui. Je vais lui écrire pour l'y engager à monter promptement<sup>87</sup>.

Et cette citation est intéressante, car elle nous indique une qualité du Bas-Valaisan qu'il s'agit de mettre en évidence: il est un bon orateur qu'il doit être difficile de décontenancer et qui, de plus, sait être fort persuasif.

Si nous avons la certitude que Michel Dufour a finalement siégé dans cette Diète – il y est présent le 10 août au plus tard<sup>88</sup> –, nous ignorons cependant quelles furent les opinions qu'il y défendit. Toujours est-il qu'elle établit une constitution cantonale nettement antidémocratique, qu'elle exprime le «vœu» que le Valais puisse «rester inviolablement» uni «à la Confédération helvétique» et qu'elle désigne Charles-Emmanuel de Rivaz, Antoine Augustini, Jean-Joseph Duc et Valentin Sigristen comme délégués à la Diète fédérale qui doit entériner le projet «de la Malmaison»<sup>89</sup>. Cette Diète fédérale s'ouvre le 7 septembre 1801 à Berne et, au grand dam de la France, elle adopte, le 24 octobre, une constitution de tendance unitaire qui ne sera cependant jamais appliquée. En effet, dans la nuit du 27 au 28 octobre, un coup d'Etat, fomenté par des fédéralistes avec le soutien actif de la France, a lieu et, le 28, la Diète est dissoute et ses actes déclarés nuls. Mais, comme nous le verrons, le sort du Valais, qui n'aura pas à mettre en vigueur la constitution cantonale dont il s'est doté en août 1801, n'en est pas réglé pour autant.

Des diverses activités de Michel Dufour que nous venons de mentionner, les deux premières, touchant au tribunal cantonal et à l'inspectorat des milices, méritent d'être développées. Aux deux subdivisions qui vont leur être consacrées et qui concerneront essentiellement les années 1798-1801, nous en ajouterons une troisième qui aura plus particulièrement pour objet l'attitude du Bas-Valaisan face aux agissements du général Turreau et de ses sbires durant les huit premiers mois de 1802.

<sup>86</sup> AV, H, vol. 35, n° 6561, pp. 502 et 503: de Rivaz à Du Fay, [Sion,] 3 août 1801, copie. Voir aussi *ibidem*, n° 6545, pp. 484-490: de Rivaz au ministre de l'Intérieur, [Sion,] 27 juillet 1801, copie. – Parmi les 26 députés à cette Diète, citons trois beaux-frères de Michel Dufour: Isaac de Rivaz (district de Monthey), Delasoie et Joris (Sembrancher); et deux cousins: Ch.-Emm. de Rivaz (Sion) et Augustini (Loèche). (*Nouvelliste*, n° 83, du 11 août 1801, p. 4.)

<sup>87</sup> AV, fonds Joris, P 89, n° 7.

<sup>88</sup> AV, Rz, cart. 72, fasc. 28, n° 11 (verso): vote des députés sur une question de procédure, 10 août 1801, minute.

<sup>89</sup> SALAMIN I, pp. 151 et 152; CH.-EMM. DE RIVAZ, p. 31.

*Michel Dufour, membre du tribunal du canton du Valais*

Dans le domaine judiciaire, la constitution helvétique de 1798 instaure un Tribunal suprême qui, dans un cadre qu'elle délimite, «est le juge des membres des Conseils législatifs et du Directoire exécutif» (art. 87), qui «juge, en outre, en dernier ressort [...] les causes criminelles qui emporteraient peine de mort ou de réclusion ou de déportation, pour dix ans ou plus» (art. 88); et qui «casse aussi, en matières civiles, les sentences des tribunaux inférieurs que le défaut de compétence, l'oubli des formes ou une violation manifeste du texte de la loi rendraient nulles» (art. 89).

Dans chaque canton, elle instaure un tribunal de canton de treize juges, élus par le corps électoral (art. 98). Le préfet nomme l'un d'entre eux président et celui-ci choisit son lieutenant parmi les douze autres (art. 96 et 98). Elle prévoit, de plus, des suppléants, au nombre de treize également, «pour les temps de vacance et de maladie, ou lorsqu'ils [les juges] sont députés au Corps législatif» (art. 100). «Le tribunal du canton prononce, en première instance, dans les causes criminelles majeures et, en dernière instance, dans les autres causes criminelles, dans les causes civiles et dans celles de police» (art. 97).

L'article 93 mentionne que

toute accusation pour fait de crimes d'Etat, de forfaiture, de malversation et de vénalité directe ou indirecte des suffrages ou des votes sera portée devant le tribunal du lieu du délit ou, si ce lieu n'est pas déterminé, devant le tribunal du lieu où le principal ou premier accusé a son domicile habituel. Ce tribunal examinera, préalablement, s'il y a lieu à accusation et, dans ce cas, il convoquera ses suppléants et formera avec eux un tribunal criminel en première instance.

De plus, «il y a, [...] dans le chef-lieu et les districts de chaque canton, des justices inférieures pour les matières civiles et de police, composées de neuf membres qu'élit le corps électoral», les présidents de ces tribunaux de district étant nommés par le préfet national du canton qui les choisit parmi les assesseurs (art. 102).

Enfin, le Directoire exécutif a la possibilité de «destituer les tribunaux» et de «les remplacer jusqu'aux élections prochaines» (art. 105), la constitution fixant, bien entendu, la périodicité et la modalité de ces élections<sup>90</sup>.

Est-il besoin de préciser que, en l'absence d'un code pénal – qui sera accepté par le Grand Conseil le 1er avril 1799 et par le Sénat le 4 mai suivant – et d'un code civil, qui ne verra pas le jour, «un état de grande confusion» va régner dans le domaine judiciaire, plus particulièrement dans les premiers temps de la République helvétique, et ce malgré la promulgation de diverses lois et arrêtés, et malgré quelques directives données par le département de la Justice<sup>91</sup>?

<sup>90</sup> STRICKLER, t. I, pp. 581-585.

<sup>91</sup> Le DHBS, t. IV, p. 58, art. *helvétique (République)*, affirme: «Les nouvelles autorités judiciaires étaient tenues d'appliquer les anciennes lois et coutumes jusqu'à la promulgation de codes unifiés. Mais la multiplicité de ces lois créa un état de grande confusion et d'insécurité qui devint un tourment aussi bien pour les juges que pour les parties.»

C'est le 22 juillet 1798 que Michel Dufour est élu juge au tribunal du canton dont Pierre-Joseph de Riedmatten devient le président et Joseph-Augustin de Riedmatten, l'accusateur public.

Il ne nous est pas possible, vu les lacunes des nombreux documents consultés, de présenter toute l'activité du Bas-Valaisan comme membre de ce tribunal. Certes, plusieurs sentences, plusieurs causes qui y sont plaidées nous sont connues; mais nous ignorons presque toujours si, parmi les juges, se trouve Michel Dufour ou s'il est remplacé par un suppléant, ce qui est arrivé souvent, vu sa tâche d'inspecteur des milices, qui l'accaparerait beaucoup à certains moments, vu sa santé quelque peu fragile et vu d'autres raisons particulières encore.

Malgré tout, il y a beaucoup à dire à ce sujet, d'autant plus que nous allons privilégier des exemples et des considérations qui concernent, bien sûr, d'une façon ou d'une autre, Michel Dufour, mais qui permettent souvent aussi de montrer combien il est difficile et ingrat, sous la République helvétique, de rendre la justice.

### L'affaire Robriquet

Commençons par l'affaire Louis Robriquet, un Français d'origine, né à Monthey. Celle-ci prend sa source en 1791, époque où a lieu en Valais

la conjuration dite «des Crochets», qui tendait à obtenir la libération du Bas-Valais par un coup de force terroriste consistant, d'une part, à assassiner quelque cent soixante magistrats et personnes influentes liées au régime d'occupation dans le secteur compris entre Vouvry et Martigny et, d'autre part, à mettre à sac les maisons des magistrats en fonction, de même que l'abbaye de Saint-Maurice et le couvent de Collombey.

Le nom de la conjuration, qui devait être découverte par une indiscretion, vient de ce qu'il s'agissait notamment de pendre quelques notables sur le pont de Monthey au moyen de crochets fabriqués dans ce but par un maréchal du lieu.

A la suite de la découverte du complot, le Bas-Valais est occupé militairement et les principaux suspects arrêtés. Une commission judiciaire, siégeant au château de Monthey, condamne à des peines diverses plusieurs conjurés dont la responsabilité paraît secondaire.

Les principaux suspects, au nombre de sept, sont conduits à Sion où, à l'issue de leur procès, ils sont condamnés: en novembre 1791, deux d'entre eux, Pierre Guillot et Barthélemy Tormaz, sont décapités; trois autres, Jean-Louis Borrat, Jean-Joseph Durier, Pierre Rey, sont pendus et les deux derniers, Jean-Maurice Rey et Gaspard Thomas, sont bannis perpétuellement après qu'ils ont été obligés d'assister à l'exécution des cinq premiers, tandis que les biens des sept condamnés sont confisqués au profit de l'Etat<sup>92</sup>.

<sup>92</sup> WOLFG. GUERRATY, pp. 150 et 153. Voir aussi DEVANTHEY I.



Mais tous les suspects n'ont pu être arrêtés et entendus, et notamment deux individus sur qui pèsent de lourdes charges. C'est ainsi que, lors de la Diète de Noël 1791,

Mes[sei]g[neu]rs, en considération des mauvaises conduites de Jean-Claude Tormaz, bourgeois [de Monthey], et Louis Robriquet, habitant de Monthey, lesquels [ne] se sont pas seulement rendus très suspects par leur fuite, mais sont chargés, par leurs démarches pernicieuses, du crime de haute trahison et de perturbateurs du repos public, selon les informations et indices existants, ont mis cent [petits] écus sur chacun d'eux, payables à quiconque les traduira vivants et cinquante [petits] écus pour ceux ou celui qui les livrera morts<sup>93</sup>.

Louis Robriquet, dont la présence, durant l'année 1791, a été signalée en Savoie, est de retour dans le district de Monthey en 1798, probablement sûr de son impunité et avec l'arrogance d'être du côté des vainqueurs. Il s'étonne que d'anciens maîtres du Valais fassent partie des nouvelles autorités et il n'a pas la sagesse de voir que celles-ci ne sont nullement, dans leur quasi-totalité, des fanatiques. Et son manque de prudence va donner lieu à des péripéties pour le moins rocambolesques.

Le gouvernement helvétique ayant demandé de lui signaler toutes les personnes suspectes par leurs propos et par leurs actes, le sous-préfet de Monthey, Pierre-Louis Du Fay, dans son rapport concernant la période du 2 au 15 septembre 1798, dénonce au préfet de Rivaz Louis Robriquet qui lui paraît un individu dangereux. Aussi, le 20 septembre, le préfet charge-t-il l'accusateur public Joseph-Augustin de Riedmatten de faire surveiller ledit Robriquet et, le 22, de Riedmatten demande-t-il au tribunal du district de Monthey de mener une enquête sur cet individu.

Le tribunal de district commence celle-ci le 26 septembre 1798; il entend divers témoins et, le 3 octobre 1798, il décerne un mandat d'arrêt contre Louis Robriquet, l'accusant «de tenir des propos affreux contre les autorités constituées et la religion, et de faire des menaces contre quelques citoyens». L'accusé réussit cependant à échapper à la force publique alors qu'il était sur le point d'être arrêté; aussi «l'ordre de le surveiller et de le traduire dans les prisons» est-il «donné dans toutes les communes du district»; mais Robriquet est probablement déjà en route pour Lucerne afin d'«y solliciter protection»<sup>94</sup>.

Le 11 octobre, le Directoire demande à Charles-Emmanuel de Rivaz de lui fournir «des renseignements sur Louis Robriquet et de lui envoyer la procédure des enquêtes qui ont eu lieu dernièrement contre lui». Le 22 octobre, le préfet communique les désirs du pouvoir exécutif au sous-préfet Pierre-Louis Du Fay; il dit ignorer les motivations du Directoire, mais

<sup>93</sup> AV, Vieux Monthey, P 248. Voir encore AV, L 23, p. 688.

<sup>94</sup> Voir, respectivement, AV, Vieux Monthey, P 272, verso du fol. 2, et AV, Rz, cart. 73, fasc. 27, [pièce 3], fol. 12 à 26: mémoire justificatif que le tribunal cant., destitué le 26 avril 1799, adressera au gouvernement helvétique, s.l.n.d, copie, cf. verso du fol. 15. – Sur Robriquet, voir Annexe 1.

suppose – avec quelque perspicacité – « que c’est sur des réclamations qui lui seront parvenues »<sup>95</sup>. Il ne peut cependant se douter de l’importance que va prendre cette affaire.

Le 29 octobre 1798, de Rivaz adresse au Directoire diverses informations, accablantes pour Robriquet, et il ajoute que

les faits dont il [Robriquet] est chargé ont engagé ce tribunal [du district de Monthey] à lancer contre lui un mandat d’arrêt, auquel il s’est soustrait par la fuite, et [qu’il] est cité par publications à comparaître sous peine de subir un jugement par contumace, conformément à la forme de procédure jusqu’ici usitée dans ce canton<sup>96</sup>.

Le tribunal du district de Monthey continue d’instruire cette affaire et, considérant bientôt qu’il s’agit là d’une cause majeure, il décide officiellement, le 18 décembre, de transmettre la procédure en cours au tribunal cantonal et de renvoyer Robriquet devant ce dernier.

Le 9 décembre 1798, le préfet de Rivaz informe le ministre de la Justice, François-Bernard Meyer, de l’enquête menée contre Robriquet, tout en précisant :

L’accusateur public [Pierre-Joseph de Riedmatten] insistant pour la continuation de cette procédure, le tribunal [du district de Monthey] a cru que, au préalable, il devait faire constituer en prison ledit citoyen Louis Robriquet qu’il a appris être à Lucerne et, en conséquence, j’ai été prié de faire les démarches nécessaires pour qu’il soit traduit ici.

Comme le Directoire a été informé de cette affaire dont je lui ai envoyé les pièces par ses ordres, j’ai cru devoir m’adresser directement à vous, citoyen ministre, pour vous prier de décider quelles étaient les mesures à prendre en cette circonstance<sup>97</sup>.

Le 18 décembre 1798, le ministre de la Justice avertit l’administration valaisanne

que Louis Robriquet a quitté Lucerne et doit être retourné dans son canton et lui dit que le mandat d’arrêt devra lui être notifié dans les formes et exécuté si possible, sinon qu’on pourra procéder contre lui par contumace et l’on devra aussi lui notifier régulièrement la sentence qui sera prononcée contre lui [...] <sup>98</sup>.

Le 31 décembre 1798, Robriquet est arrêté et incarcéré dans les prisons de Monthey. Mais c’est un homme qui n’est pas de nature à subir les événements sans réagir : il semble ne douter de rien et cela s’explique par le fait qu’il jouit d’appuis d’importance ; il est probable que, en France, il bénéficie du soutien de quelques personnes haut placées qui ont demandé à divers membres influents de la République helvétique de suivre l’affaire de près, ayant présenté l’accusé comme une victime de l’esprit réactionnaire de certains plus que comme un coupable. A Lucerne, Louis Robriquet « a

<sup>95</sup> AV, H, vol 29 bis, n° 524, p. 397 : de Rivaz à Du Fay, Sion, 22 oct. 1798, copie.

<sup>96</sup> AF, B, vol. 895, pp. 487-490 : de Rivaz au Directoire, Sion, 29 oct. 1798, orig.

<sup>97</sup> *Ibidem*, vol. 1702, pp. 225-228 : de Rivaz au ministre de la Justice, Sion, 9 déc. 1798, orig.

<sup>98</sup> AV, Rz, cart. 73, fasc. 27, [pièce 3,] verso du fol. 16.

sollicité tous ceux de qui il pouvait espérer un appui contre les lois<sup>99</sup>; il a notamment adressé une pétition au Grand Conseil helvétique<sup>100</sup> et pris langue avec le Directoire helvétique pour «lui demander sa protection», vu qu'il redoute «les violences» du tribunal cantonal qui doit le juger, et, le 3 décembre 1798, le pouvoir exécutif s'est adressé au préfet de Rivaz qui a écrit à son tour, le 12, au tribunal cantonal, afin de lui conseiller la prudence en cette affaire.

Quoique le Directoire ne mette pas en doute votre amour pour la justice, précise de Rivaz, il m'a néanmoins chargé de vous inviter particulièrement à toute impartialité et [à toute] justice dans cette affaire.

J'ai l'honneur de remplir ses intentions, bien convaincu d'avance de vos dispositions à ne juger ce citoyen que conformément à la loi<sup>101</sup>.

Le tribunal du canton n'apprécie guère cette mise en garde, flairer un traquenard et demande que Robriquet soit jugé par un tribunal d'un autre canton, auquel serait transmise «la procédure instruite au tribunal de Monthey» contre cet individu. Le 16 décembre 1798, le préfet de Rivaz, s'adressant à Meyer, le ministre de la Justice, se fait l'écho de cette proposition; il écrit notamment:

Je suis persuadé que vous rendrez service au tribunal de ce canton en le débarrassant du soin de juger le procès du citoyen Robriquet dont les préventions contre les autorités de ce canton paraissent telles qu'il crierait toujours à l'injustice, quelle que fût la décision qui émanerait d'elles. En lui donnant des juges absolument inconnus, il n'aura aucune réclamation à faire contre leur équité.

Ce citoyen, à son retour de Lucerne, a dit, dans les cabarets de Monthey, lieu de son domicile, que le président [du tribunal de Monthey, Jean Devantéry,] et le sous-préfet du district [Du Fay] allaient être bientôt destitués pour l'avoir persécuté. Le sous-préfet m'en a fait le rapport dans sa lettre du 12 courant, et il me témoigne le mauvais effet que peut avoir sur le public l'appui que ledit citoyen se flatte de trouver dans le Directoire exécutif; il me dit que ce bruit est propre à enhardir les malintentionnés et à décourager les fonctionnaires publics qui se sont crus autorisés à sévir contre lui [...]<sup>102</sup>.

Le 23 décembre, Meyer dit avoir «été peiné» par la «trop grande sensibilité» du tribunal cantonal et il ajoute:

L'intention du Directoire n'a point été de révoquer en doute l'impartialité ni la justice de ce tribunal, mais seulement de l'y rendre attentif, afin de prévenir d'avance toute défaveur qu'il [Robriquet] paraît craindre lui-même résulter de cette affaire à son égard.

<sup>99</sup> *Ibidem*.

<sup>100</sup> Voir Annexe 2.

<sup>101</sup> AV, H, cart. 19, cahier 3, n° 15: de Rivaz au tribunal cant., Sion, 12 déc. 1798, orig.; AV, Rz, cart. 73, fasc. 26, [pièce 1,] fol. 1: le même au même, [Sion,] 12 [déc.] 1798, copie, et non 12 oct. comme indiqué.

<sup>102</sup> AF, B, vol. 1702, pp. 241-244: de Rivaz au ministre de la Justice, Sion, 16 déc. 1798, orig., et AV, H, vol. 29 bis, n° 914, pp. 684 et 685, copie.

La jactance de ce citoyen, qui prône la prétendue protection qu'il a trouvée au Directoire, ne pourra certainement imposer à personne, et l'instruction même de son affaire prouve que, si le Directoire protège les citoyens honnêtes, son intention n'est jamais de soustraire ceux qui se sont écartés de leurs devoirs à ce que la loi commande;

aussi charge-t-il officiellement le tribunal cantonal de «prononcer dans l'affaire du citoyen Robriquet»<sup>103</sup>.

Après que le tribunal cantonal, siégeant à Sion, a terminé la procédure qu'il a reprise le 29 décembre 1798, après que l'accusateur public, Joseph-Augustin de Riedmatten, a demandé que Louis Robriquet soit décapité et que sa tête soit brûlée par le bourreau, Louis Robriquet est condamné, le 1er février 1799,

1° à une réclusion perpétuelle dans une maison de force ou de travail; 2° à tous les frais et dépens résultant de cette procédure; 3° à être exposé au public, pendant une heure de temps, dans cette commune de Sion au lieu accoutumé, ayant un bâillon à la bouche qui lui sera enlevé après l'exposition; 4° à porter, dans cet intervalle pendant lequel lecture de sa sentence lui sera faite publiquement, un écriteau à son col portant ces mots: «*Blasphémateur et perturbateur du repos public*», lequel écriteau il devra porter à sa sortie du Valais jusqu'à S[ain]-t-Maurice inclusive-ment; 5° à faire amende honorable tant devant l'église-cathédrale de ce lieu que devant la maison [de] commune et que [*sic*] finalement une copie de cette sentence et du verbal de son exécution sera envoyée à Monthey pour y être affichée au lieu usité<sup>104</sup>.

Louis Robriquet fait appel de ce jugement au Tribunal suprême. Le 12 février 1799, le préfet de Rivaz adresse au ministre de la Justice la procédure instruite contre le condamné, et l'affaire suit donc un cours légal qui n'a pas lieu d'inquiéter qui que ce soit en Valais, vu la lettre de Meyer du 23 décembre 1798.

Pourtant, on semble faire grand cas, en haut lieu, de Louis Robriquet. Meyer, tout en transmettant au Tribunal suprême les pièces de la procédure concernant Louis Robriquet, l'avertit «que les prisons de ce canton [le Valais] sont dans un tel état que l'humanité prescrit un adoucissement à la clôture de ceux qui y sont détenus»<sup>105</sup>. Aussi le Tribunal suprême, par l'intermédiaire de ce même ministre, demande-t-il, le 1er mars 1799, à l'administration valaisanne, de veiller «à procurer une détention plus saine, mais

<sup>103</sup> AV, H, cart. 19, cahier 4, n° 13: le ministre de la Justice à de Rivaz, Lucerne, 23 déc. 1798, copie.

<sup>104</sup> AV, ABS, tir. 245, liasse 7, n° 11, pp. 49 et 50. Voir aussi SALAMIN I, p. 87. – Une loi du 12 fév. 1799 annule «toutes les peines imposées par les ci-devant gouvernements pour causes d'opinions religieuses» (AV, H, cart. 18/1, cahier 2, n° 13: loi du 12 fév. 1799, affiche imprimée, et STRICKLER, t. III, pp. 1075-1077). Le tribunal cant. joue de malchance: aurait-il condamné si lourdement Robriquet s'il avait pu se douter qu'une telle décision serait prise?

<sup>105</sup> AV, H, vol. 30, n° 1246, pp. 389 et 390: Bernardini, lieutenant du préfet, au tribunal cant., [Sion.] 12 mars 1799, copie. – Il ne fait aucun doute pour nous que Meyer est néanmoins resté étranger aux intrigues menées par les partisans de Robriquet. (Cf. AF, B, vol. 519, pp. 201 et 202: le ministre de la Justice au Directoire, Berne, 18 sept. 1799, orig.)

sûre, au nommé Robriquet»<sup>106</sup>. L'inquiétude du Tribunal suprême sur ce point est d'autant plus fondée que c'est le tribunal cantonal lui-même qui, le 20 décembre 1798, dénonçait les abjectes conditions de vie des condamnés dans les prisons sédunoises par une lettre adressée à la Chambre administrative du Valais, dont celle-ci s'est empressée de fournir copie au ministre de la Justice, dans l'espoir, probablement, d'obtenir quelques fonds<sup>107</sup>! Le 24 janvier 1799, le ministre de la Justice a d'ailleurs accordé à la Chambre administrative l'autorisation de réparer les prisons et lui a donné quelques instructions à ce sujet, à défaut de fonds semble-t-il<sup>108</sup>.

Le 11 mars 1799, en l'absence du préfet de Rivaz qui est à Lucerne du 22 février au 12 mars à l'invitation du Directoire<sup>109</sup>, son lieutenant Bernardini répond à Meyer, le ministre de la Justice, que la volonté du Tribunal suprême

sera exécutée du mieux que possible et autant que les localités des prisons de cette commune [de Sion] pourront le permettre, lesquelles sont vraiment en partie seulement insalubres, mais bien rudes, n'en ayant pas même de celles moins rudes que [sic] l'on puisse s'en servir, sauf quelques-unes qui ne peuvent servir que dans la saison qui n'exige plus d'échauffer les chambres.

Je ferai de mon mieux pour qu'il lui soit procuré une détention moins rude<sup>110</sup>.

Voilà beaucoup de sollicitude pour un criminel, dut-on se dire dans les milieux judiciaires et administratifs valaisans. Et, cependant, le coup d'assommoir reste à venir. Le 28 mars 1799, l'accusateur public Koller dépose ses conclusions auprès du Tribunal suprême: il condamne avec vigueur la justice valaisanne et ses procédés, ainsi que le sous-préfet de Monthey, Pierre-Louis Du Fay, qui, d'après lui, s'est montré partial dans cette affaire et très défavorable à Robriquet, le traitant notamment, dans une lettre datée du 12 décembre 1798 et adressée à l'accusateur public près du tribunal de district de Monthey, d'«homme dangereux et sanguinaire». Aussi Koller, demande-t-il que la procédure contre Robriquet soit déclarée nulle, qu'il soit «remis en liberté» et «que la conduite des autorités qui ont agi d'une manière si scandaleuse et si contraire aux formalités soit mise sous les yeux du Directoire exécutif»<sup>111</sup>.

<sup>106</sup> *Ibidem*, vol. 1702, pp. 487 et 488: Bernardini au ministre de la Justice, Sion, 11 mars 1799, orig., et AV, H, vol. 30, n° 1227, p. 379, copie.

<sup>107</sup> Voir l'Annexe 3, ainsi que l'Annexe 4.

<sup>108</sup> AF, B, vol. 1702, pp. 383 et 384: de Rivaz au ministre de la Justice, Sion, 4 fév. 1799, orig.

<sup>109</sup> Cette invitation n'est pas liée à l'affaire Robriquet, même si de Rivaz l'aura probablement évoquée. Les directeurs ont souhaité connaître personnellement les préfets et obtenir d'eux le plus grand nombre d'informations sur leurs cantons respectifs.

<sup>110</sup> AF, B, vol. 1702, pp. 487 et 488.

<sup>111</sup> AV, Rz, cart. 73, fasc. 27, [pièce 1,] fol. 1 à 4: «Traduction des conclusions de l'accusateur public près le tribunal suprême concernant Louis Robriquet», cf., respectivement, fol. 1 (recto), fol. 3 (verso) et fol. 4 (recto).

Le 19 avril 1799, le Tribunal suprême casse la sentence du tribunal cantonal contre Louis Robriquet et renvoie celui-ci devant le tribunal du canton du Léman, sans cependant le faire remettre en liberté; et la décision est communiquée au tribunal cantonal du Valais par une lettre datée du même jour<sup>112</sup>; puis, le 26 avril, le Directoire helvétique prend trois arrêtés: le premier destitue le tribunal du district de Monthey et le sous-préfet de Monthey; le deuxième destitue le tribunal du canton du Valais et décide de la voie à suivre pour la nomination des nouveaux membres de celui-ci, tout en précisant que les juges «qui n'ont pris aucune part» à la procédure et au jugement de Louis Robriquet pourront être maintenus; le troisième destitue Joseph-Augustin de Riedmatten, l'accusateur public auprès du tribunal cantonal.

Notamment, l'on reproche au tribunal du district de Monthey et au sous-préfet d'avoir couvert «l'illégalité des enquêtes secrètes» menées contre Robriquet; audit tribunal d'être animé par un esprit réactionnaire, de s'être référé aux anciennes lois du Valais en l'absence de nouvelles lois [!], d'avoir «osé poursuivre un citoyen pour ses opinions religieuses, au mépris de la constitution [de 1798] qui a proclamé une tolérance illimitée» en cette matière et de s'être abandonné «au fanatisme et à la passion». Le tribunal du canton, lui, est accusé d'avoir continué la procédure du tribunal de district, au lieu de l'annuler, d'avoir considéré les idées religieuses de Robriquet comme «un crime capital», de s'être montré partial et d'avoir été animé par des «principes [...] dignes des inquisiteurs barbares du XIII<sup>e</sup> siècle» et de compter dans ses rangs «plusieurs des ci-devant gouvernants du Valais qui avaient voté en 1790 la proscription des patriotes valaisans». Quant à l'accusateur public, Joseph-Augustin de Riedmatten, il lui est reproché d'avoir fait montre, en cette affaire, de «passion» et de «principes persécuteurs»<sup>113</sup>.

Pour Michel Salamin, cette affaire Robriquet serait susceptible de faire «apparaître [...] soit une cabale dirigée contre le tribunal cantonal du Valais dont plusieurs membres furent gouverneurs sous l'Ancien Régime, soit l'existence d'influences étrangères sur les autorités centrales»<sup>114</sup>.

Il semble bien que ces deux raisons expliquent l'attitude des hautes autorités politiques et judiciaires, et que le directeur Pierre Ochs ainsi que Koller, l'accusateur public auprès du Tribunal suprême, ont été d'ardents défenseurs de Robriquet et de non moins ardents pourfendeurs de ceux qui ont, d'une façon ou d'une autre, contribué à le faire condamner.

<sup>112</sup> AV, H, cart. 19, cahier 9, n° 16: Hürner, le greffier du Tribunal suprême, au tribunal cant., Lucerne, 19 avril 1799, orig. – Pour la sentence du Tribunal suprême, voir Annexe 5.

<sup>113</sup> *Bull. off.*, n° 3 du 3 mai 1799, pp. 17-19. Voir aussi STRICKLER, t. IV, pp. 300-302.

<sup>114</sup> SALAMIN I, p. 88, note 152. – Rapinat, le commissaire français auprès de l'armée française en Helvétie, avait «fortement désapprouvé» l'élection de certains membres au tribunal cant. en juillet 1798 (AV, Rz, cart. 73, fasc. 27, [pièce 2.], fol. 5 à 11: «Justification du Tribunal du canton de Valais sur son jugement contre Louis Robriquet natif de Monthey, qui a été cassé par le tribunal suprême et suivi de la destitution des deux tribunaux [du canton et du district de Monthey]», s.l.n.d., copie, recto du fol. 8).

Si nous considérons la composition du tribunal cantonal qui a condamné Louis Robriquet, deux remarques s'imposent: primo, les juges sont au nombre de vingt-trois comme le prévoit, pour de tels cas, la loi du 17 août 1798 qui se réfère à l'article 93 de la constitution; secundo, parmi les membres élus juges et juges suppléants à ce tribunal en juillet 1798, plusieurs ne se sont pas occupés de l'affaire en tant que juges, à savoir Charles-Emmanuel de Rivaz et François-Emmanuel Joris appelés depuis à des fonctions administratives; Jean-François Taffiner qui a toujours refusé d'y siéger; Antoine Roten qui s'est récusé, ayant failli être assassiné par l'accusé; Barthélemy Dognier (\* 1720), en raison de son âge qui ne lui permet plus de s'éloigner de son domicile à Val-d'Illiez; Léopold de Sépibus et Gaspard-Eugène de Stockalper qui se sont annoncés malades; Joseph-Antoine Barman qui a été choisi par Robriquet pour être son défenseur «officieux»; et Michel Dufour<sup>115</sup>; tertio, il a donc fallu faire appel à six remplaçants provisoires qui ont été désignés par les juges et par les suppléants restants, au scrutin secret et à la majorité absolue des voix<sup>116</sup>.

Nous pouvons nous demander pourquoi Michel Dufour n'a pas siégé au tribunal du canton pour juger Robriquet. Plusieurs documents, dont un du 30 janvier 1799 et un autre du 2 février 1799, nous indiquent qu'il était malade. Curieusement, une notice du 21 février 1801 mentionne que le Bas-Valaisan n'a pas pu remplir sa fonction de juge «pour avoir été indiqué comme témoin»<sup>117</sup>. Où est la vérité? Dans sa sentence du 1er février 1799, le tribunal cantonal signale, entre autres, que le juge Antoine Roten s'est récusé «comme ayant été menacé de par ledit Robriquet» qui l'a mis en joue «de son fusil chargé» et que «Michel Dufour [...] s'est pareillement refusé de voter dans ce jugement, ayant été présent à ladite menace et indiqué comme témoin»; de plus, nous avons retrouvé une lettre rédigée, le 27 janvier, par le docteur Chrétien Desloges et adressée à Pierre-Joseph de Riedmatten, le président du tribunal cantonal, laquelle tient lieu de certificat médical et où il est écrit:

<sup>115</sup> AV, H, cart. 19, cahier 5, n° 7: de Rivaz au tribunal cant., Sion, 30 janv. 1799, orig.; *ibidem*, vol. 31, n° 2423, pp. 103-108: de Rivaz au ministre de la Justice, Sion, 20 juillet 1799, copie; etc.

<sup>116</sup> Il s'agit de Charles Bonvin, Jean-Jacques Bruttin, Ignace-Adrien Dubuis, Charles d'Odet, Emmanuel de Riedmatten et Alphonse-Félix de Torrenté. – Les juges, élus en juillet 1798, qui ont fait partie du tribunal qui a condamné Louis Robriquet, sont les suivants: Alphonse Ambuel, Adrien Bonivini, Bernard-Antoine Cropt, Valentin Darbellay, Luc Deschalen, Pierre-Antoine Follonier, Joseph-Alphonse de Nucé, Hyacinthe de Riedmatten, Pierre-Joseph de Riedmatten, auxquels se sont joints huit suppléants, élus en juillet 1798 également, soit François Bridy, Ignace-Sébastien Briguët, Pierre-Antoine Forclaz, Elie Gay, Emmanuel Gay, Michel Lamon, Stanislas Morency, François Zurbriggen.

<sup>117</sup> Voir, respectivement, AV, H, vol. 30, n° 1266, pp. 131-133: de Rivaz au tribunal cant., Sion, 30 janv. 1799, copie; AF, B, vol. 1702, pp. 379-382: de Rivaz au ministre de la Justice, Sion, 2 fév. 1799, orig.; et AV, Rz, cart. 73, fasc. 26, [pièce 2], fol. 2 et 3: «Notes sur le jugement de Louis Robriquet du 21 février 1801», minute ou copie.

Appelé pour soigner le citoyen Dufour, juge au tribunal de canton, je suis chargé de sa part de vous prévenir qu'il est travaillé d'un violent mal de gorge et qu'il ne pourra par conséquent pas se rendre actuellement à son poste<sup>118</sup>.

Les deux raisons avancées sont donc véridiques, d'autant plus que nous voyons mal Michel Dufour jouer la comédie du malade imaginaire et Chrétien Desloges, révolutionnaire fougueux, se prêter à un tel jeu. Il serait intéressant de savoir si le tribunal cantonal, à la fin janvier et au début février 1799, s'occupe d'autres causes encore. Si c'est le cas, le certificat médical se justifie; sinon, il faudrait supposer que le Bas-Valaisan aurait dû prendre part au jugement de Louis Robriquet, ce qui paraît peu probable. Quoi qu'il en soit, les circonstances l'ont servi à un moment où sa fonction d'inspecteur ne lui prenait pas encore trop de temps et ne lui aurait donc pas permis de justifier ses absences aux séances du tribunal cantonal.

Voilà Michel Dufour dans une curieuse situation: le tribunal cantonal est destitué, mais, pour n'avoir pas pris part au jugement de Robriquet, lui-même pourrait être maintenu dans sa fonction de juge selon le dire du pouvoir exécutif! Il ne peut cependant qu'éprouver un fort sentiment d'injustice à l'égard des trois arrêtés du Directoire du 26 avril 1799, et il aurait pu en être durablement très affecté dans la mesure où ces arrêtés touchent des membres du clan Du Fay, soit Jean Devantéry, juge au tribunal du district de Monthey, Pierre-Louis Du Fay, sous-préfet du même district, Charles d'Odet et Emmanuel Gay, membres du tribunal cantonal qui a condamné Louis Robriquet; dans la mesure où, probablement, il a également de l'estime pour plusieurs autres juges de l'un ou de l'autre échelon, les uns pour les bien connaître, d'autres pour avoir siégé avec eux afin de prononcer diverses sentences; dans la mesure enfin où il considère Louis Robriquet comme un extrémiste dangereux. Mais, dès la deuxième semaine de février 1799, sa tâche d'inspecteur de la milice l'accaparant tout entier, il n'a vraisemblablement guère le temps de ruminer l'ampleur et la sévérité des sanctions ainsi que l'image négative qui est donnée de la justice valaisanne.

<sup>118</sup> Voir, respectivement, AV, ABS, tir. 245, liasse 7, n° 11, p. 49, et AV, H, cart. 19, cahier 5, n° 4: Desloges à de Riedmatten, Monthey, 27 [janv.] 1799, orig. – Dans une lettre destinée au sous-préfet de Sion, Charles Bernardini (qui est aussi lieutenant du préfet), et datée de Monthey, le 29 janv. 1799, Michel Dufour écrit, en *post-scriptum*: «Vous voudrez bien m'adresser l'envoi des tabelles [pour le recensement des citoyens aptes à servir dans la milice] et vos lettres à Monthey où je suis retenu par une indisposition qui m'est survenue.» En lisant cette phrase et si l'on sait que Dufour demande que les tabelles lui parviennent le 5 fév. au plus tard, l'on constate que l'inspecteur pense que son indisposition le retiendra encore de nombreux jours à Monthey (cf. Annexe 12, P.-S. notamment). Mieux encore: le 28 janv. 1799, alors que son état est si mauvais ce jour-là qu'il est incapable de tenir la plume, Michel Dufour fait envoyer une lettre à Repond où l'on peut lire: «Une indisposition qui m'est survenue m'oblige de me servir d'une main étrangère pour avoir l'honneur de vous écrire». Même la signature – Dufour – n'est pas tracée par lui. (AF, B, vol. 3022, fol. 274: Dufour au ministre de la Guerre, Monthey, 28 janv. 1799, orig.)



Cependant, les décisions du Directoire exécutif sont trop précipitées et tombent à un mauvais moment. L'insurrection qui embrase le Haut-Valais en mai 1799, après avoir couvé pendant quelques semaines, et le fait que le préfet de Rivaz, soutenu par le commissaire helvétique Buxtorf, prend le parti de la plupart des personnes destituées et affirme qu'il ne se trouvera guère de gens disposés à les remplacer mettent le pouvoir exécutif dans une situation délicate. Non seulement, il ne va pas notifier officiellement leur destitution aux tribunaux concernés et à Pierre-Louis Du Fay, mais encore il réhabilite ce dernier vers la fin du mois de mai déjà, rendant «justice» à ses «talents» et à son «patriotisme»<sup>119</sup>!

Le 13 juin 1799, Charles-Emmanuel de Rivaz écrit au ministre de la Justice pour lui faire savoir qu'il souhaite maintenir tel quel le tribunal du district de Monthey, dont il prend la défense; Meyer s'en réfère au pouvoir exécutif, lequel, le 17 juin, estime «que les raisons qui ont nécessité la destitution de ce tribunal sont trop fondées pour qu'il puisse permettre sa réintégration dans sa totalité»<sup>120</sup>. Cependant, le 24 juillet, quelques semaines après que Philippe Secretan y a remplacé Pierre Ochs, le Directoire charge le préfet de Rivaz, «de concert avec le citoyen commissaire [Louis] de Loës [qui a remplacé Buxtorf], de composer [...] ce tribunal de la manière que vous jugerez la plus convenable au bien de la chose publique»; et il va bientôt leur laisser également le soin de repourvoir au remplacement du tribunal cantonal destitué<sup>121</sup>.

Le 29 août, en accord avec le commissaire de Loës, Charles-Emmanuel de Rivaz, propose deux seuls changements dans le tribunal de Monthey: Pierre-Didier Fay et Joseph Parvex seraient fort aptes à y remplacer Jean-François Vannay, «déjà appelé comme suppléant à la Chambre administrative», et Emmanuel Turin «qui paraît être celui d'entre les juges le moins propre à remplir ces fonctions»<sup>122</sup>, ce qui n'entraînera ni objection ni approbation de la part du ministre Meyer. Le 9 septembre 1799, de Rivaz suggère, toujours avec le soutien du commissaire de Loës, que seul le juge Léopold de Sépibus et les suppléants Gaspard-Eugène de Stockalper et Jean-François Taffiner soient exclus du tribunal cantonal, à cause de leur soutien à l'insurrection haut-valaisanne de 1799; et il précise que Barthélemy Dognier, vu

<sup>119</sup> *Bull. off.*, n° 29 du 4 juin 1799, t. 7, p. 233. – C'est le 25 mai que le commissaire André Buxtorf a reçu du Directoire ex. l'ordre de «réintégrer dans sa fonction» le sous-préfet Pierre-Louis Du Fay (AF, B, vol. 896, pp. 487 et 488: Buxtorf au Directoire, Sierre, 25 mai 1799, orig.). Quant à l'accusateur public Joseph-Augustin de Riedmatten, c'est en vain qu'il a demandé fort humblement sa réhabilitation au pouvoir ex. (voir Annexe 6).

<sup>120</sup> AF, B, vol. 1702, pp. 581-584: de Rivaz au ministre de la Justice, Sion, 13 juin 1799, orig., et AV, H, vol. 30, n° 2166, p. 860, copie; AF, B, vol. 519, p. 191: lettre du Directoire au ministre de la Justice, Berne, 17 juin 1799, copie, signée notamment par Pierre Ochs, son président.

<sup>121</sup> *Ibidem*, p. 193: le Directoire au préfet de Rivaz, Berne, 24 juillet 1799, copie; SALAMIN I, p. 90.

<sup>122</sup> AV, H, vol. 31, n° 2731, pp. 291 et 292: de Rivaz au ministre de la Justice, [Sion,] 29 août 1799, copie.

son grand âge, et François-Emmanuel Joris, vu sa fonction de sous-préfet de Sembrancher, ne peuvent plus y siéger, de même, il va sans dire, que lui-même. Quant à Michel Dufour, il

est en même temps, écrit-il, inspecteur général, mais le ministre de la Guerre [Nicolas Repond] lui a écrit que ces deux places n'étaient pas incompatibles et, en conséquence, je ne crois pas qu'il y ait lieu à le remplacer<sup>123</sup>.

Et Charles-Emmanuel de Rivaz de proposer de laisser les places devenues vacantes jusqu'aux prochaines élections de novembre 1799. Et d'aller plus loin encore; il affirme en effet:

En attendant que le Directoire ait rendu un nouvel arrêté pour la réorganisation du tribunal, j'ai cru devoir le convoquer de nouveau pour juger deux détenus dont l'un était dans les prisons de Sembrancher et l'autre [André Genoud] a été renvoyé ici [à Sion] depuis Oron. Il s'est assemblé hier [8 septembre] pour la première fois depuis sa destitution [...]<sup>124</sup>.

Le préfet de Rivaz a en effet demandé, le 31 août 1799, au président Pierre-Joseph de Riedmatten de réunir le plus tôt possible le tribunal cantonal afin de juger ces deux détenus, et de Riedmatten a chargé le greffier de Torrenté de convoquer les juges, dont Michel Dufour, pour le 9 septembre 1799<sup>125</sup> et l'on peut donc dire que Michel Dufour est rétabli dans sa fonction de juge en septembre 1799 par le préfet du Valais, voire à l'extrême fin août si l'on se réfère à la date de la lettre par laquelle de Rivaz invite le tribunal à siéger.

A en croire Charles-Emmanuel de Rivaz, c'est donc finalement le 8 septembre que le tribunal cantonal s'est réuni. Si nous savons que Hyacinthe de Riedmatten succède, comme accusateur public, à Joseph-Augustin de Riedmatten qui n'a pas l'heur de plaire au gouvernement, nous ignorons si Michel Dufour a répondu à la convocation ou s'il a dû être remplacé par un suppléant. On peut raisonnablement supposer cependant qu'il a trouvé le temps de s'y rendre, satisfait de se voir confirmé comme juge et de constater que le préfet de Rivaz a réhabilité le tribunal cantonal, quelques-uns de ses membres exceptés.

Mais Dufour ainsi que ses pairs vont connaître une nouvelle désillusion, car Charles-Emmanuel de Rivaz, fort du soutien de deux commissaires helvétiques successifs, de Loës, puis François-Samuel Wild, et des reculades du Directoire, est allé trop loin: le pouvoir exécutif, le 4 octobre 1799, va en

<sup>123</sup> C'est à la suite de la lettre que Dufour lui a envoyée le 28 nov. 1798 que Repond a dû préciser ce point. (Voir ci-dessous, p. 68.) – Notons que ce n'est pas l'avis du ministre de la Justice Meyer pour lequel «une des deux fonctions exclut l'autre» (AF, B, vol. 519, pp. 201 et 202: le ministre de la Justice au Directoire, Berne, 18 sept. 1799, orig.). Le pouvoir ex. n'a cependant pas suivi cet avis, probablement parce que Dufour n'exerce officiellement sa fonction d'inspecteur qu'à mi-temps.

<sup>124</sup> AF, B, vol. 1702, pp. 695-700: de Rivaz au ministre de la Justice, Sion, 9 sept. 1799, orig., et AV, H, vol. 31, n° 2785, pp. 333-337, copie.

<sup>125</sup> *Ibidem*, cart. 19, cahier 12, n° 9: lettre du préfet de Rivaz à de Riedmatten, Sion, 31 août 1799, orig., suivie de la liste des juges – dont Michel Dufour – qui doivent être convoqués.

effet déclarer nuls les jugements rendus par le tribunal cantonal, en raison de sa destitution<sup>126</sup>. Il est à noter que ce ne sera pas le cas pour les sentences rendues par le tribunal du district de Monthey, comme le confirmera Meyer, le ministre de la Justice, dans une lettre du 24 octobre, ce qui dénote bien l'incohérence d'un gouvernement en proie à de multiples difficultés et à des tensions internes<sup>127</sup>.

Le 31 octobre 1799, de Rivaz adresse aux sous-préfets «la liste des citoyens élus» par les assemblées primaires des sept dizains inférieurs, «qui ont été appelés par le sort à composer l'assemblée électorale pour l'année 1799», et l'on constate que Michel Dufour est l'un des six électeurs du district de Monthey<sup>128</sup>. En novembre, l'assemblée électorale cantonale élit les treize juges et les treize suppléants du tribunal valaisan: huit juges anciens, dont Michel Dufour, se voient confirmés dans leurs fonctions, ainsi que deux suppléants. Et les autorités helvétiques accepteront ce verdict populaire sans sourciller.

Il est intéressant de constater que Michel Dufour, en ces circonstances pénibles, a conservé l'estime et des autorités helvétiques et des électeurs. Le fait que, selon la version corroborée à l'époque par le préfet de Rivaz, la maladie l'a empêché de juger Louis Robriquet et le fait qu'il est un inspecteur de la milice tenace et zélé, malgré les difficultés quasi insurmontables qu'il rencontre dans cette activité, servent sa cause auprès du gouvernement. Mais aurait-il été élu s'il s'était désolidarisé du tribunal cantonal – exception faite de Léopold de Sépibus, de Jean-François Taffiner et de Gaspard-Eugène de Stockalper – et s'il avait donné l'impression de ne pas soutenir les intérêts du Valais? La réponse à cette question est assurément négative. On peut même affirmer que les injustices que le juge Dufour a subies l'ont servi; Michel Salamin, s'appuyant notamment sur le témoignage du préfet de Rivaz, n'écrit-il pas en effet:

<sup>126</sup> Le tribunal cant. a jugé un Italien accusé d'«un vol domestique» et André Genoud, accusé d'avoir «fabriqué et négocié de fausses lettres de créance pour la somme de 2470 écus de 25 batz» (AV, H, cart. 19, cahier 12, n° 9; *ibidem*, vol. 31, n° 2637, pp. 240 et 241: de Rivaz au tribunal militaire du canton d'Oberland, [Sion.] 15 août 1799, copie). Le 26 sept. 1799, de Rivaz adresse au ministre de la Justice «la procédure et le jugement» concernant le Valaisan «qui en a appelé au Tribunal suprême» (AF, B, vol. 1702, p. 723: de Rivaz au ministre de la Justice, Sion, 26 sept. 1799, orig.). Genoud, «pour avoir fabriqué de fausses obligations», a été condamné par le tribunal cant. «à huit ans de fers, déduit le temps de sa détention, aux frais de la procédure, à la réparation des dommages et intérêts envers les particuliers lésés» (AV, H, vol. 7, n° 37: table de la procédure contre André Genoud, orig.). – C'est le tribunal cant. du Valais, élu en nov. 1799, qui sera chargé de le rejurer. (*Ibidem*, vol. 8, n° 69: le tribunal cant. à de Rivaz, Sion, 27 nov. 1799, orig.)

<sup>127</sup> AV, Rz, cart. 73, fasc. 27, [pièce 3,] verso du fol. 13.

<sup>128</sup> AV, H, vol. 31, n° 3143, pp. 554-556: circulaire du préfet de Rivaz aux sous-préfets, [Sion,] 31 oct. 1799, copie.

Dans les districts du Bas-Valais, [...] on dit bien haut son mécontentement de voir le gouvernement destituer ce que le peuple a établi et l'on réprouve la révocation que les tribunaux du canton et de Monthey ont encourue «pour un jugement rendu contre un citoyen totalement perdu dans l'estime publique par son immoralité et ses principes anarchiques»<sup>129</sup>?

Voilà donc Michel Dufour de nouveau juge au tribunal cantonal, ce qui, d'une part, doit flatter son orgueil, et, d'autre part, l'inquiéter un peu, car «l'acceptation des places dans la situation où se trouve notre République est un sacrifice que l'on fait à sa patrie; l'ambition et la cupidité n'y trouvent pas leur compte»<sup>130</sup>.

Preuve en est d'ailleurs la difficulté que le préfet de Rivaz éprouve à trouver quelqu'un qui serait disposé à faire office d'accusateur public auprès du tribunal cantonal. Le 22 novembre 1799, faute d'avoir trouvé un candidat, il demande aux juges du tribunal cantonal de désigner l'un d'entre eux pour faire office d'accusateur public, mais son désir n'est pas suivi d'effet, car aucun membre du tribunal ne souhaite remplir «cet emploi honorable, mais pénible et délicat»<sup>131</sup>. Il continue ses consultations, se heurte à d'autres refus et ce n'est qu'au début du mois de décembre que Xavier Julier accepte cette place, avec quelques réticences semble-t-il; il donnera d'ailleurs sa démission vers la fin de l'année 1800. Le 18 janvier 1801, c'est le greffier Alphonse-Félix de Torrenté qui sera désigné pour lui succéder; ce à quoi il donnera son accord le 22.

Une fois les élections de novembre 1799 passées, le tribunal cantonal se met au travail sans plus soulever trop de vagues. Il est vrai qu'il peut se référer dorénavant au code pénal et qu'il se montre prudent: au moindre doute sur l'interprétation d'un article du code ou d'une directive ministérielle, il s'empresse de prendre l'avis du préfet qui, lui-même, demande à plusieurs reprises au ministre de la Justice, François-Bernard Meyer, de l'éclairer...

### L'affaire Venetz

La prudence dont fait preuve le tribunal cantonal à la suite de l'affaire Robriquet se manifeste notamment à propos de Ferdinand Venetz (fig. 8). Ce Valaisan, originaire de Gampel, baptisé à Viège le 21 avril 1764, a été officier au régiment de Courten au service de France; après le licenciement de ce régiment, il a rejoint les émigrés français à Coblençe et a servi dans le corps de Hohenhole en tant que capitaine; enfin, il a pris les armes contre la République helvétique en mai 1798: lors de la retraite des Haut-Valaisans, il a été l'un de leurs chefs; fait prisonnier, il a été incarcéré, avec d'autres rebelles, à Sion, puis à Chillon et, enfin, à Berne où il est bientôt remis en liberté.

<sup>129</sup> SALAMIN I, p. 97.

<sup>130</sup> AV, Rz, cart. 73, fasc. 27, [pièce 2,] verso du fol. 5.

<sup>131</sup> AV, H, vol. 8, n° 41: le tribunal cant. à de Rivaz, Sion, 22 nov. 1799, orig.

Dans un premier temps, Venetz cherche à se faire oublier et, dans un second temps, il s'enhardit même à faire des offres de service au gouvernement: il envoie au préfet de Rivaz un «plan [...] pour la levée d'un corps de 600 hommes», qu'il lui demande de transmettre au Directoire! Le 4 février 1799, le préfet écrit au ministre de la Guerre; il lui fait part de cette curieuse proposition, tout en lui suggérant de se méfier du Haut-Valaisan, animé soudainement des meilleures intentions envers la République helvétique<sup>132</sup>. Bien entendu, il ne sera pas donné suite à ce plan, et c'est un Venetz déçu et frustré que, quelques semaines plus tard, l'on retrouve parmi les commandants des insurgés haut-valaisans qui seront de nouveau vaincus!

Après avoir fui à l'étranger et avoir songé à s'engager au service d'Angleterre, après avoir été signalé du côté de Domodossola en février 1800, Venetz revient au pays: vers le 20 mai, il se trouve à Unterbäch et, à la demande du commissaire Wild, il est bientôt arrêté et emprisonné à Sion. Mais son cas est épineux: il est apparenté à Nicolas Roten, membre de la Chambre administrative, à Alexis Allet, suppléant de la même Chambre, et au juge du tribunal cantonal Adrien Bonivini dont il est le beau-frère; de plus, beaucoup de Bas-Valaisans ne tiennent guère à raviver les souvenirs de ces périodes douloureuses et à donner de nouvelles raisons de mécontentement à nombre de Haut-Valaisans que seule la force a fait plier sous le joug de la République helvétique. Le 3 juin 1800, le tribunal du canton, réuni à la hâte selon le désir du préfet, doit pourtant s'occuper de Ferdinand Venetz: c'est un cas considéré comme grave qui demande la réunion des juges et de leurs suppléants. Or ils sont peu nombreux à être présents: Bonivini s'est refusé en raison de ses liens de parenté avec l'accusé; plusieurs de ceux qui sont absents pourront prendre prétexte, au dire du président du tribunal Pierre-Joseph de Riedmatten, du «passage nombreux et journalier des troupes dans le lieu de leur domicile», allusion au passage de l'armée de réserve du Premier consul par le Grand Saint-Bernard. Il y a mieux encore, cependant: Michel Dufour s'est bien rendu à Sion, mais il «a été rappelé aussitôt après son arrivée pour l'accouchement de sa femme (les statuts autorisent une absence fondée sur ce motif)».

Décidément, Michel Dufour a l'art d'esquiver, souvent ou toujours, des procès épineux! Les circonstances le servent une fois encore et il ne se fait pas prier pour en profiter. Mais qui reprocherait à un époux de regagner son domicile quand sa femme est sur le point d'accoucher<sup>133</sup>?

Ce 3 juin 1800 encore, Pierre-Joseph de Riedmatten s'adresse au préfet pour lui dire qu'à son avis il n'y aura guère que «le quart des juges principaux» qui siégeront; de plus, comme certains suppléants sont apparentés à Ferdinand Venetz et que celui-ci, vraisemblablement, récusera quelques

<sup>132</sup> AF, B, vol. 3051, fol. 171: de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 4 fév. 1799, orig.

<sup>133</sup> Ce qui prouve que Joseph Dufour est bien né en 1800, mais pas le 19 mai comme indiqué dans AV, de Stockalper, cart. 1, n° 2, II, recto du fol. 13.

membres du tribunal, «les uns et les autres ne formeront donc probablement que la moitié ou peu au-delà du tribunal ordinaire», ce qui implique qu'il faudra compléter le tribunal de la même façon que lors du procès de Robriquet. Et de Riedmatten ajoute :

Il y a, de plus, une rumeur publique que les insurgés, à la tête desquels doit avoir été le détenu, avaient prononcé le pillage du Bas-Valais ; il y a preuve que leur haine avait surtout pour objet les autorités constituées<sup>134</sup>. Ce caractère est à la vérité commun à la plupart des insurrections helvétiques, mais on l'attribue principalement aux instigations des auteurs et, si l'accusé devait être prouvé tel, comme on peut le présumer, les juges seraient exposés à la tentation de la haine personnelle et seraient juges dans leur propre cause ; ils sont presque tous du Bas-Valais, et un jugement sévère de leur part pourrait être regardé comme une vengeance ou une revanche de ceux de 1791 et perpétuerait les haines entre le Haut et le Bas, qu'il serait si urgent de dissiper. Le correctif du Tribunal suprême n'effacerait pas l'intention supposée aux juges du tribunal de canton.

Si, d'une autre part, les enquêtes n'offraient pas de preuves d'initiation et d'instigation de l'insurrection et que le tribunal se trouva dans le cas de prononcer l'absolution ou de déclarer qu'il [Venetz] est compris dans l'amnistie [du 28 février 1800], la partie du canton irritée ou malveillante l'accuserait infailliblement de timidité et, peut-être, de connivence criminelle ; d'où il résulte que, quel que soit son jugement, il n'évitera pas le soupçon d'avoir jugé avec partialité.

Toutes ces difficultés ont fait naître l'idée de proposer par votre canal au ministre de la Justice [Meyer] de déférer ce procès à un tribunal d'un autre canton, chez lequel n'existeraient pas les mêmes inconvénients ; une commission, tirée du sein du tribunal, ferait avec l'accusateur public les enquêtes préliminaires jusqu'à la maturité du jugement d'accusation ; d'ici là, la réponse du ministre réglerait la marche ultérieure<sup>135</sup>.

On le constate, l'affaire Robriquet n'est pas oubliée même si, en l'occurrence, d'autres facteurs jouent aussi un rôle. Un point est sûr : de nombreux juges et suppléants ne veulent pas de ce procès, ce qui explique en grande partie leur absence.

Ce 3 juin 1800 encore, de Rivaz adresse une copie de la lettre de Pierre-Joseph de Riedmatten au ministre de la Justice et dit attendre ses directives à ce sujet, tout en précisant «qu'il y aura peut-être quelque difficulté à trouver, en nombre suffisant, des personnes qui [...] aient la volonté et la capacité» de juger Ferdinand Venetz<sup>136</sup>. Dans l'attente de la décision qui

<sup>134</sup> Une rumeur court également comme quoi Venetz et Maurice Perrig auraient ordonné «de fusiller les prisonniers de même que tous ceux du Bas-Valais qui» refusaient de «marcher avec eux», mais, au 12 juin 1800, le commissaire Wild n'a pas trouvé de preuves qui permettaient d'étayer cette accusation gravissime. (AV, H, cart. 19, cahier 15, n° 12 : Wild au tribunal cant., Martigny, 12 juin 1800, orig.).

<sup>135</sup> AF, B, vol. 1703, pp. 223-225 : de Riedmatten à de Rivaz, Sion, 3 juin 1800, copie certifiée conforme par le préfet.

<sup>136</sup> *Ibidem*, pp. 221 et 222 : de Rivaz au ministre de la Justice, Sion, 3 juin 1800, orig.

sera prise en haut lieu, il souhaite cependant, afin de ne pas perdre de temps, que le tribunal du canton siège le 9 juin, mais, le 7, il reçoit une missive de l'accusateur public Xavier Julier qui affirme ne pas vouloir exercer sa charge lors du procès<sup>137</sup>!

Le 20 juin 1800 enfin, le tribunal se réunit et nous ignorons quelle est sa composition exacte; ce qui est certain, c'est que Julier a persisté dans son refus d'assumer l'accusation publique et que c'est Etienne-Joseph Bastian qui le remplace à la demande du préfet de Rivaz; ce qui est possible, c'est que Michel Dufour, ayant invoqué le passage de l'armée de réserve par le Grand Saint-Bernard, soit absent<sup>138</sup>.

Cette affaire Venetz est si burlesque qu'elle mérite qu'on s'y attarde quelque peu.

Le matin du 20 juin, jour où Ferdinand Venetz doit être présenté devant le tribunal du canton, il réussit à s'évader des prisons de Sion avec quatre autres détenus! Voilà les travaux du tribunal paralysés avant même d'avoir commencé! Alors que Venetz est en fuite, le commissaire Wild s'adresse à la Commission exécutive pour tenter de venir en aide à ses amis valaisans. Il écrit notamment:

Le citoyen Venetz n'est pas plus coupable que beaucoup d'autres qui marchent le front levé par ce pays ici. Il n'a été général que pour l'ostensible, car, du reste, c'était le conseil de guerre qui dirigeait tout, et beaucoup de ceux qui siégeaient dans ce conseil de guerre sont aujourd'hui tranquilles chez eux, couverts par l'amnistie<sup>139</sup>.

Et, après avoir demandé s'il faut vraiment que la justice s'occupe encore de Venetz, il ajoute:

J'observerai seulement ici que le tribunal de ce canton n'est guère dans une position à empoigner une poursuite de cette nature à cause de l'influence d'un parentage [*sic*] très étendu et d'une cause que la très majeure partie du peuple regardera encore longtemps d'un œil de faveur<sup>140</sup>.

<sup>137</sup> *Ibidem*, pp. 233 et 234: lettre du même au même, Sion, 7 juin 1800, orig.

<sup>138</sup> Vers cette époque, l'attitude de l'inspecteur Dufour, quelque peu ambiguë, ne nous permet pas de nous prononcer catégoriquement sur ce point; voir ci-dessous, pp. 100-102.

<sup>139</sup> La loi d'amnistie du 28 fév. 1800 précise que «tous les délits commis contre la sûreté de l'Etat et la tranquillité publique, depuis le 1er janvier 1798, époque du commencement de la révolution, jusqu'à la promulgation de la présente loi, sont pardonnés et oubliés» (art. 1), à certaines conditions du moins; «sont [notamment] exceptés de cette amnistie les chefs principaux et les premiers auteurs de conjuration contre la République helvétique une et indivisible, soit qu'ils se trouvent dans l'enceinte du territoire de la République, soit au dehors» (art. 2), le Corps législatif pouvant cependant accorder à ces derniers des «grâces particulières» «lorsqu'il le trouvera convenable» (art. 4). (AV, H, cart. 18/1, cahier 7, n° 4: loi du 28 fév. 1800, affiche imprimée, et STRICKLER, t. V, pp. 783-785, texte allemand.)

<sup>140</sup> AF, B, vol. 1703, pp. 339-342: Wild à la Commission ex., Sion, 6 août 1800, orig.

Revenu à une résipiscence feinte ou réelle, Ferdinand Venetz rend une visite impromptue, vers la mi-août, à 23 heures, à l'ancien sous-préfet de Loèche, Joseph Matter, et lui dit que, si l'on veut bien faire table rase de son récent passé, il est disposé à servir la République, et il laisse entrevoir qu'il pourra aider à déjouer diverses actions que des Haut-Valaisans préparent en catimini contre l'ordre public. Matter informe Antoine Roten, son successeur, et, le 17 août, ils vont tous deux trouver Charles-Emmanuel de Rivaz pour lui faire part des propositions de Venetz. Si le préfet de Rivaz n'apprécie guère ce dernier, il ne rejette pas son offre – sans cependant s'engager dans des promesses formelles – car des rumeurs de «complots» lui sont effectivement parvenues du Haut-Valais et, qui sait, Venetz pourra-t-il rendre de réels services au gouvernement. C'est aussi une façon de donner l'occasion à l'ancien rebelle de se racheter et, peut-être, de lui éviter un procès qui créerait de nouvelles tensions en Valais. Le préfet réussit à faire partager son point de vue au commissaire Wild et les deux hommes décident d'utiliser Venetz comme indicateur et délateur.

Mais ce dernier, trop sûr de son impunité, parade sans retenue dans le Haut-Valais, ce qui met de plus en plus dans l'embarras le préfet, d'autant qu'il ne reçoit de son nouveau protégé que des informations insignifiantes. Aussi, le 1er octobre 1800, de Rivaz fait-il part au ministre Meyer de sa déception, constate-t-il que Venetz se montre au grand jour, au vu et au su de tout le monde, sans paraître craindre quoi que ce soit, alors qu'il est censé être recherché afin d'être emprisonné et d'être présenté devant le tribunal du canton, et propose-t-il «de le faire expatrier», car il «n'est pas méchant et [...] ne peut être nuisible dès qu'il a perdu la confiance des malveillants»<sup>141</sup>. La réaction du Conseil exécutif ne se fait guère attendre: vers la mi-octobre 1800, il exige que l'ancien chef des insurgés quitte le territoire helvétique sous peine d'être arrêté et jugé<sup>142</sup>.

Après avoir été signalé à Gampel et à Oberwald en novembre 1800, après avoir tenté, durant le même mois, de persuader des jeunes gens du Haut-Valais de quitter avec lui le territoire de la République helvétique sous prétexte qu'ils risquent d'être enrôlés de force par l'armée française, Venetz est finalement arrêté à la fin du mois de janvier 1801.

Cette fois, considérant les prisons de Sion comme peu sûres – et pour cause –, le préfet de Rivaz le fait transférer à Chillon où il est incarcéré le 2 février au soir. Meyer, le ministre de la Justice, ayant ordonné qu'il paraisse devant le tribunal du canton du Valais qui devra déterminer «si le citoyen Venetz doit jouir de l'amnistie» et, dans le cas contraire, le juger, le préfet de Rivaz le rend attentif au fait que cette décision implique le retour de l'accusé dans les prisons de Sion afin que le tribunal puisse l'interroger; or celles-ci,

<sup>141</sup> AV, H, vol. 34, [1re partie,] n° 5362, pp. 1-12: de Rivaz au ministre de la Justice, [Sion,] 1er oct. 1800, copie.

<sup>142</sup> *Ibidem*, n° 5472, pp. 99 et 100: de Rivaz à Ignace Lang, [Sion,] 17 oct. [1800], copie.



où certaines transformations nécessaires n'ont pas encore été effectuées, sont dans un tel état qu'«une seconde fuite» de Venetz est «très probable».

J'attendrai donc, ajoute Charles-Emmanuel de Rivaz, de nouveaux ordres de votre part avant de le faire transférer ici et, dans le cas que vous pensiez ne pouvoir différer cette mesure, je ferai ce qui dépendra de moi pour prévenir une nouvelle évasion<sup>143</sup>.

Comme le ministre de la Justice veut que la procédure reprenne en Valais, le tribunal cantonal propose, le 28 février 1801, de siéger à Martigny dont les prisons sont plus sûres que celles de Sion, et ce d'autant plus que «les juges de la partie supérieure [du canton] sont presque tous récusés par raison de parenté», et ce n'est que le 13 mars que de Rivaz transmet cette suggestion à son supérieur, tout en ne la soutenant guère: en effet, il rappelle qu'il est alors question que la France annexe bientôt une partie du Valais, dont la commune de Martigny, et que celle-ci «pourrait subir [ce changement] pendant le cours de cette procédure», et il ajoute:

[...] Le défenseur officieux du prévenu, le greffier du tribunal [de Torrenté] et l'accusateur public établi *ad hoc* [Bastian?], d'après la récusation de l'autre [Alphonse-Félix de Torrenté], sont domiciliés à Sion et auront sans doute quelques frais à faire de plus s'ils doivent suivre le tribunal à Martigny<sup>144</sup>.

Quant au ministre de la Justice, il demande que Venetz soit conduit et incarcéré à Martigny et qu'il soit transféré à Sion à la veille de comparaître devant le tribunal cantonal qui devra continuer de siéger dans la capitale. Venetz est donc conduit sous escorte de Chillon à Martigny... et de Martigny à Sion, le 25 mars, le sous-préfet de Martigny, Frédéric Gross, n'ayant pas fait appliquer les ordres reçus pour une raison que nous ignorons. Aussi Charles-Emmanuel de Rivaz s'empresse-t-il, le 27 mars 1801, d'exiger de son lieutenant André Ducrue que le prisonnier soit ramené à Martigny<sup>145</sup>!

Le 20 avril 1801, le tribunal cantonal demande le transfert de Ferdinand Venetz à Sion afin de pouvoir «s'occuper au plus tôt de son jugement d'accusation»<sup>146</sup>. Aussi le Haut-Valaisan est-il conduit, le 22 avril, à Sion où il est incarcéré. Le 23 avril, André Ducrue fait part de ses inquiétudes au préfet: craignant une seconde évasion, il a pris diverses précautions et, notamment, il a mis sur pied «une garde bourgeoise continue, forte de quatre hommes», qui devra surveiller l'enceinte de la prison<sup>147</sup>.

<sup>143</sup> AF, B, vol. 1703, pp. 709-712: de Rivaz au ministre de la Justice, Sion, 18 fév. 1801, orig.

<sup>144</sup> *Ibidem*, pp. 705-708: de Rivaz au ministre de la Justice, Sion, 13 mars 1801, orig. – Voir aussi AV, H, vol. 14, n° 406: lettre du tribunal cant. à de Rivaz, Sion, 28 fév. 1801, signée par Joseph[-Antoine] Barman, «juge-président *ad hoc*», orig.

<sup>145</sup> *Ibidem*, vol. 15, n° 31: de Rivaz à Ducrue, Sion, 27 mars 1801, orig. – Voir également *ibidem*, n° 30: la municipalité de Riddes à Ducrue, Riddes, 25 mars 1801, orig.

<sup>146</sup> *Ibidem*, n° 93: lettre du tribunal cant. à de Rivaz, Sion, 20 avril 1801, signée par Barman, «juge président *ad hoc*», orig.

<sup>147</sup> *Ibidem*, n° 112: Ducrue à de Rivaz, Sion, 23 avril 1801, orig.

Ce 23 avril, Venetz est condamné par le tribunal cantonal à deux ans de réclusion, sans que nous sachions si Michel Dufour y a siégé, et, le soir même, vers vingt heures, il s'évade grâce à la complicité d'un gardien, Joseph Zumoffen, qui s'enfuit en sa compagnie<sup>148</sup>! Et, bientôt, Venetz a même le front de faire appel de la sentence prononcée contre lui au Tribunal suprême! Le 18 novembre 1801 cependant, une amnistie générale, concernant «tous les délits, soit politiques, soit militaires, commis contre l'Etat ou le gouvernement depuis le 1er janvier 1798 jusqu'à ce jour» est décrétée par le Sénat helvétique<sup>149</sup>. Le 10 janvier 1802, Venetz écrit à Charles-Emmanuel de Rivaz pour s'assurer qu'il n'a rien à craindre en rentrant en Valais et, le 16 janvier, le préfet lui répond qu'il peut se «présenter dans ce canton en toute sûreté», à condition qu'il paie les frais de son procès et que, dans les quinze jours qui suivent son retour, il se présente devant le sous-préfet de son district afin «de déposer entre ses mains la promesse d'obéissance aux lois existantes et de fidélité envers le gouvernement»<sup>150</sup>.

Voilà une affaire qui n'a en tout cas pas, même si elle se termine bien, rehaussé l'image de la justice et des prisons valaisannes à l'extérieur du canton!

### Une fonction peu considérée

Quant à Michel Dufour, il attend vainement d'être officiellement réhabilité, comme tous les juges du tribunal du canton et de celui du dizain de Monthey destitués en avril 1799 qui n'ont pas pris part, de près ou de loin, à l'insurrection haut-valaisanne de 1799.

C'est seulement dans les semaines et les mois qui suivent les élections de novembre 1799, qu'il n'a pas voulu influencer, que l'ancien tribunal cantonal sort de sa réserve. Il dénonce point par point la plupart des accusations dont il a été l'objet, n'admettant, à la rigueur, que quelques reproches mineurs qui n'auraient jamais dû attirer sur lui les foudres du gouvernement. Par exemple, il rappelle que, au moment où il a jugé Louis Robriquet, «le code pénal [helvétique] n'existait pas encore», que le nouvel «ordre des choses» était «vague» et «indéterminé», seules quelques circulaires ministérielles ayant apporté diverses précisions sur tel ou tel point d'ordre juridique; il affirme avoir «eu la satisfaction de voir [...] le directeur Pierre Ochs, l'auteur principal de la destitution du tribunal, destitué lui-même et pour

<sup>148</sup> Voir Annexe 7.

<sup>149</sup> STRICKLER, t. VII, pp. 718 et 719.

<sup>150</sup> Celui qui omettrait cette dernière «formalité sera envisagé comme ayant renoncé de plein gré au bénéfice de l'amnistie et sera dès là même conduit à ses propres frais au-delà des frontières de la République» (STRICKLER, t. VII, p. 719, art. 3).

suivi dans sa retraite de la haine nationale et du mépris des journaux»<sup>151</sup>; et, même si le tribunal du canton du Léman a prononcé «un jugement extrêmement doux» contre Robriquet<sup>152</sup> qui a, d'ailleurs, à nouveau fait appel auprès du Tribunal suprême, il persiste à le considérer comme un individu «très immoral, très dangereux, très redoutable» et fait de lui un portrait sans complaisance, rappelant notamment

[qu'] il avait [...] la réputation d'un mauvais sujet de longue date, d'un perturbateur du repos public, d'un frondeur des gouvernants quelconques en place parce qu'il n'en était pas, d'un mauvais fils, d'un mauvais époux, d'un mauvais père, d'un mauvais voisin;

et il multiplie les attaques contre l'accusateur public Koller qui n'a eu de cesse de défendre Robriquet, «son protégé», avec une partialité des plus criantes<sup>153</sup>.

En novembre 1800, de Rivaz, profitant des changements intervenus dans le gouvernement, demande que soient «rapportés et regardés comme non avenue» les deux arrêtés du 26 avril 1799 qui ne l'ont pas encore été, et il ajoute:

Le tribunal de canton ose espérer que le Conseil exécutif n'hésitera pas à anéantir de cette manière des actes qui, tant qu'ils seront maintenus, laisseraient subsister, dans l'esprit du peuple et de tous les fonctionnaires publics, les préjugés les plus pernicieux sur les principes du gouvernement<sup>154</sup>.

Mais, à l'évidence, d'autres problèmes préoccupent alors les gouvernants de la République helvétique. Le tribunal cantonal va cependant saisir une nouvelle occasion pour remettre sur le tapis ce qu'il continue à considérer comme une injustice. Le 7 mai 1801, en effet, il écrit au préfet de Rivaz:

La Chambre administrative vient de renvoyer au tribunal les comptes faits sur les indemnités arriérées pour être corrigés dans l'esprit de sa destitution, c'est-à-dire par la déduction de tout l'intervalle depuis la date de l'arrêt du Directoire [le 26 avril 1799] à celle de la réélection du tribunal [en novembre 1799], en comptant les séances intercalaires sur l'estimation des suppléants. Par ce dispositif du ministre de l'Intérieur

<sup>151</sup> Le 25 juin 1799, Pierre Ochs, sous la pression de Frédéric-César de Laharpe et de ses partisans, a été obligé de démissionner. «Son rôle politique en Suisse était terminé. Il avait manqué de fermeté à l'égard des prétentions et des ruses diplomatiques des Français, et de générosité à l'égard d'adversaires politiques honorables, et maintenant» il «avait l'amère déception d'être forcé à la retraite par ses anciens amis. Il rentra silencieusement dans la vie privée à Bâle, où il regagna l'estime dans la suite par ses recherches historiques et par ses consciencieux travaux dans le domaine de l'éducation.» (DIERAUER, pp. 91 et 92.)

<sup>152</sup> Le tribunal cant. du Léman n'a retenu qu'une partie des accusations qui avaient été portées contre Louis Robriquet. «Il n'a [...] été question que de quelques discours tenus contre les autorités et de quelques menaces contre des citoyens.» (*Nouvelliste*, n° 48 du 15 juin 1799, suppl.)

<sup>153</sup> Pour l'ensemble du paragraphe, voir AV, Rz, cart. 73, fasc. 27, [pièces 2 et 3,] fol. 5 (recto), 6 (verso), 8 (verso), 9 (recto) et fol. 23 (recto). Cf. également Annexes 8 et 9.

<sup>154</sup> AV, Rz, cart. 73, fasc. 26, [pièce 4,] fol. 8 à 13: de Rivaz au Conseil ex., s.l., nov. 1800, minute de la main de Louis Tousard d'Olbec.

[Albrecht Rengger] qui demande cette soustraction, le tribunal voit avec douleur que l'opinion de sa destitution, loin d'être regardée par le gouvernement comme non avenue, se conserve au contraire, et d'une manière bien préjudiciable à ses membres dont aucun n'avait mérité cette animadversion, outrée dans ses prémices et injuste dans ses conséquences. Il a donc résolu de faire de son mémoire justificatif un usage officiel, après l'avoir infructueusement confié en particulier à un membre distingué du Conseil exécutif dans l'espérance qu'il en résulterait une réparation quelconque<sup>155</sup>. Sur la connaissance qu'a le tribunal de la haute opinion que vous avez inspirée au gouvernement, le tribunal vous invite, citoyen préfet, de vouloir bien vous charger de la transmission de ce mémoire au Conseil exécutif, de l'accompagner de votre sanction et de quelques observations tirées des pertes qu'ont essuyées une bonne partie des membres du tribunal, de sorte que, la déposition supposée juste, il serait digne néanmoins d'un gouvernement paternel de restaurer, par manière de gratification, des fonctionnaires fidèles au principe de la justice et de l'ordre, malgré la persécution des deux parties.

Si quelques membres ont montré du relâchement dans leur zèle, il date, vous en conviendrez, citoyen préfet, depuis cette destitution désastreuse; et, si le tribunal n'obtient pas au moins une partie de sa demande, le découragement s'emparera en entier des anciens membres, et les nouveaux n'en seront pas édifiés. Le tribunal espère que vous suggérerez au gouvernement un remède salutaire pour ranimer un corps découragé dont, au surplus, le public ne se plaint pas. Si l'événement ne répondait pas à son attente, le tribunal est persuadé d'avance que l'amitié que vous lui avez toujours témoignée n'aura rien négligé<sup>156</sup>.

Charles-Emmanuel de Rivaz repart donc à la charge le 14 mai 1801: il s'adresse de nouveau au Conseil exécutif, lui transmettant la lettre-pétition, le «mémoire apologétique et six pièces justificatives» que Pierre-Joseph de Riedmatten, au nom du tribunal de canton, lui a fait parvenir. En vain, puisque, le 5 juin 1801, il écrit à de Riedmatten:

[...] Le Conseil [exécutif] a pris le parti de passer à l'ordre du jour sur cet objet. [...] J'espère néanmoins que ce refus, qui peut être fondé sur des motifs de convenances publiques à nous inconnus, ne ralentira pas votre zèle ni celui des juges de l'ancien tribunal qui siègent encore dans le nouveau et que vous n'en continuerez pas moins vos services envers vos concitoyens avec le même dévouement que vous leur avez montré jusqu'ici<sup>157</sup>.

<sup>155</sup> Quel est ce «membre distingué du Conseil exécutif»? Nous l'ignorons. Il ne peut s'agir cependant que de l'une de ces sept personnalités: Jean-Rodolphe Dolder, Charles-Albert Frisching, Maurice Glayre, Vincent Rüttiman, François-Pierre Savary, Jean-Joseph Schmid, Charles-Frédéric Zimmermann.

<sup>156</sup> AV, H, vol. 15, n° 187: le tribunal cant. à de Rivaz, Sion, 7 mai 1801, orig.

<sup>157</sup> Voir, respectivement, *ibidem*, vol. 35, n° 6285, p. 223: de Rivaz au Conseil ex., [Sion,] 14 mai [1801], copie; *ibidem*, n° 6373, pp. 323 et 324: de Rivaz à de Riedmatten, [Sion,] 5 juin 1801, copie. – Certains documents auxquels se réfère de Rivaz pourraient se trouver, sous forme de copies, en Rz, cart. 73, fasc. 26 et fasc. 27, ou, pour le moins, s'inspirer de celles-ci.

Décidément, la lutte pour la réhabilitation de l'ancien tribunal du canton du Valais – qui demeurera vaine – aurait pu inspirer un nouveau Cervantès.

En outre, non seulement, Michel Dufour a vu ses indemnités diminuées : de 100 louis neufs par année au début, soit 1600 francs, elles passent, dès le 12 avril 1799, à 1440 francs, puis, dès le 21 août 1799, à 1200 francs<sup>158</sup>, mais encore, nous venons de le voir, le gouvernement helvétique refuse de prendre en compte la période durant laquelle le tribunal cantonal a été injustement destitué ; ce qui, en fait, à cette époque, ne change pas grand-chose, car, de 1798 à 1802, l'Etat n'a pas l'habitude de payer régulièrement ses serviteurs.

Il est vrai cependant que les juges cantonaux sont loin de crouler sous la tâche et qu'ils sont trop payés. Soucieux de seconder, pour le bien du pays, les projets d'économie du Petit Conseil, le nouveau pouvoir exécutif, Charles-Emmanuel de Rivaz écrit au ministre de la Justice, le 17 novembre 1801 ; il constate que le tribunal cantonal, greffier compris, coûte environ 15 000 francs par an, alors qu'il « n'est pas [même] assemblé dans ce canton [le Valais] le quart de l'année », et il fait les propositions suivantes :

L'Etat gagnerait beaucoup à mettre les frais de ces juges à la charge des parties qui les feraient rassembler dans les causes civiles, ainsi que cela est déjà ordonné pour les tribunaux de district, et de leur fixer un tant par jour, je suppose 8 francs par jour à chacun, dans les causes criminelles qu'ils seraient appelés à décider<sup>159</sup>. [...] Les procédures criminelles étant, par la loi, instruites par les tribunaux de district, celui de canton n'aurait qu'à prononcer dans les causes majeures et dans celles d'appelation. Or ces prononciations, qui sont assez rares, n'exigeraient pas que

<sup>158</sup> *Bull. des lois*, cahier III, Lausanne, 1799, pp. 38-39 (loi du 17 mai 1799) et p. 193 (décret du 21 août 1799). Voir aussi STRICKLER, t. IV, pp. 554 et 1222-1224, textes allemands.

<sup>159</sup> L'Etat a bien tenté quelques réformes à ce sujet : le 1er juillet 1799, le Directoire décide que « le ministre des Finances autorisera les chambres administratives à employer les émoluments de justice à payer aux membres des tribunaux des acomptes sur leurs appointements échus » (STRICKLER, t. IV, p. 909). Mais cette résolution ne semble pas avoir été suivie d'effets, car, les 31 mars et 9 avril 1800, les Conseils législatifs prennent une décision d'ordre général allant dans le même sens (*ibidem*, t. V, pp. 917 et 918, texte allemand). Le 7 mai 1800, le Conseil ex., se référant à cet arrêté, fixe « les émoluments de justice pour les causes civiles et criminelles » dans trois cantons dont celui du Valais à partir du 20 mai 1800 et précise que, dans ceux-ci, les émoluments perçus par chaque tribunal de district et de canton devront être partagés entre les juges et les greffiers – présents aux audiences – de chacun desdits tribunaux (*ibidem*, pp. 1079 et 1080). Le 30 août 1800, le ministre des Finances Rothpletz informe la Chambre adm. valaisanne que, en raison de la loi du 9 avril 1800, « la nation » est « déchargée du paiement des juges de canton et de district », ce que la Chambre adm. conteste dans une lettre du 3 sept. 1800 : selon elle, les tribunaux de canton « demeurent à la charge de l'Etat », et les émoluments versés ne servent qu'à payer aux juges des acomptes, puisque « leurs indemnités accoutumées » leur sont conservées par l'arrêté du 7 mai 1800 (AF, B, vol. 2116, fol. 203 et 204 : la Chambre adm. au ministre des Finances, Sion, 3 sept. 1800, orig). Et ce que de Rivaz écrit le 17 nov. 1801 – de même ce que nous savons par ailleurs – laisse penser que l'arrêté du 7 mai 1800 n'a été appliqué que fort partiellement aux tribunaux de canton.

les juges restassent longtemps rassemblés. On peut donc croire, d'après l'expérience du passé, que cette mesure économisera à l'Etat au moins 800 francs par mois, l'un dans l'autre<sup>160</sup>.

Donc, d'après de Rivaz, qui ne peut être suspect d'animosité à l'égard du tribunal cantonal valaisan, ses membres sont trop rémunérés et il serait, de plus, facile à l'Etat de faire des économies substantielles, moyennant quelques modifications dans l'organisation de la justice. Et, ce qu'il ne dit pas, c'est que, en diminuant ses charges, l'Etat ne pourrait que plus facilement payer régulièrement et en totalité les magistrats cantonaux. Ses observations sont jugées intéressantes par le ministre de la Justice qui promet de les communiquer au gouvernement, lequel, dans l'attente d'une nouvelle constitution, souhaite cependant «ne pas faire, dans ce moment, quelque innovation à cet égard»<sup>161</sup>. Le 3 janvier 1802, le département de l'Intérieur demande à de Rivaz un rapport circonstancié sur les tribunaux du canton du Valais. Et c'est le 16 janvier 1802 que le préfet le rédige. Il y parle notamment du tribunal cantonal, y estime cette fois précisément son coût à 16 800, l'accusateur public non compris, et il ajoute aux propositions qu'il a faites le 17 novembre 1801 celle de réduire le nombre des juges de 13 à 9. Et d'affirmer que, depuis l'élection des juges en novembre 1799 jusqu'au 1er janvier 1802, «soit vingt-cinq mois et demi», le tribunal cantonal

n'a été saisi que de dix-neuf causes criminelles dont l'une ne l'a occupé qu'une seule séance, ayant été renvoyée comme mineure au tribunal du district de Sion. Il ne reste donc que dix-huit causes [dont celle de Venetz] qui aient exigé des informations et des interrogatoires<sup>162</sup>.

Et d'écrire encore :

Dans l'espace de vingt-cinq mois et demi, le tribunal n'a eu que trente-six causes civiles à son audience, dont plusieurs même ont été accordées avant qu'il prononçât. Ce résultat, que j'ai tiré des tabelles que m'a transmises le greffier du tribunal [de Torrenté], ne donne que deux causes civiles par mois. Aussi le tribunal a-t-il eu des vacances très fréquentes et très longues; et, en récapitulant les diverses sessions de ce tribunal tant pour le civil que pour le criminel, il n'[est] pas resté

<sup>160</sup> AF, B, vol. 1703, pp. 1071-1074: de Rivaz au ministre de la Justice, Sion, 17 nov. 1801, orig., et AV, H, vol. 35, n° 6678, pp. 593 et 594, copie. – Déjà dans sa lettre du 3 sept. 1800 au ministre Rothpletz, la Chambre adm. déclarait: «Ce n'est pas, citoyen ministre, que nous nous érigions en coryphées de ces tribunaux de canton, au contraire. Si nous étions consultés, nous opinerions pour une économie majeure à leur occasion, et nous sommes vraiment étonnés que des corps, dont les membres sont au nombre de 240 dans l'Helvétie, n'attirent pas davantage les regards économiques du gouvernement.» (AF, B, vol. 2116, fol. 203 et 204.)

<sup>161</sup> AV, Rz, cart. 57, fasc. 19, n° 2: Hirzel, membre du Petit Conseil chargé du dép. de la Justice, à de Rivaz, Berne, 26 nov. 1801, orig.

<sup>162</sup> Le préfet de Rivaz estime que les juges ont siégé 159 jours durant l'époque considérée.

assemblé sept mois pendant ledit terme, y compris les voyages des juges. Il est donc d'une grande inconvenance de payer comme permanent un tribunal qui ne reste guère en fonction que le quart de l'année<sup>163</sup>.

Mais ce rapport n'est pas suivi d'effet, car le gouvernement préfère toujours attendre la mise en place d'une nouvelle constitution avant d'agir en ce domaine.

De plus encore, Michel Dufour doit supporter que, dès le début de 1800 au plus tard, Louis Robriquet, qui semble avoir été acquitté par le Tribunal suprême, se pavane en Valais; lui et Jean-Evangéliste Baruchet sont alors considérés comme «les deux principaux agitateurs» dans le district de Monthey: ils répandent le bruit que le Valais sera bientôt réuni à la France et se montrent d'ardents propagandistes de cette solution<sup>164</sup>. Le 5 octobre 1800, Robriquet ira même jusqu'à envoyer, en vain il est vrai, via le préfet de Rivaz, une pétition au Conseil exécutif «pour obtenir un tribunal devant lequel il puisse agir pour la restitution de ses effets et [de ses] habillements»<sup>165</sup>.

Enfin, d'une part, nous pourrions évoquer diverses péripéties qui ne sont pas essentielles au sujet que nous traitons, raison pour laquelle nous ne nous y attarderons pas; mentionnons simplement, à titre d'exemple, que la circulaire du ministre de la Justice Meyer, du 19 octobre 1799, qui «prescrit aux tribunaux de canton de connaître seuls de toutes les causes criminelles» «est annulée et déclarée de nul effet» comme contraire à la constitution, mais seulement le 13 février 1800 par le Grand Conseil et le 25 par le Sénat<sup>166</sup>. Enfin, d'autre part, nous constaterons ci-dessous que, en 1802, au moment où le général français Turreau et ses créatures se conduiront en despotes, le tribunal cantonal rencontrera de nouvelles difficultés.

### Le jugement de Pierre Caldo

Nous ne connaissons qu'un seul jugement du tribunal cantonal, daté du 7 juillet 1802, où la présence effective de Michel Dufour est mentionnée. C'est la raison pour laquelle nous allons en donner la teneur. Auparavant, il

<sup>163</sup> AV, H, vol. 36, n° 6920, pp. 233-243: de Rivaz au dép. de l'Intérieur, Sion, 16 janv. 1802, copie. – Le 22 avril 1802, la Chambre adm. du Valais, mise en place par le général Turreau, estimera que les juges au tribunal cant. «ont à peine soixante séances par année» et rappellera que chacun d'entre eux reçoit un traitement annuel de «75 louis [= 1200 francs] pour autant, au plus, de jours de séance». (AV, Rz, cart. 57, fasc. 6, n° 14: la Chambre adm. au conseiller d'Etat chargé du dép. de l'Intérieur, Sion, 22 avril 1802, copie.)

<sup>164</sup> SALAMIN I, p. 136. – Sur le probable acquittement de Robriquet, cf. Annexe 11, note 23. Sur Baruchet, voir Annexe 10.

<sup>165</sup> AV, H, vol. 34, [1re partie,] n° 5387, p. 34: de Rivaz au ministre de la Justice, [Sion,] 6 oct. [1800], copie; *ibidem*, n° 5438, p. 71: de Rivaz à Robriquet, [Sion,] 13 oct. [1800], copie. Voir Annexe 11 pour le texte de la pétition.

<sup>166</sup> STRICKLER, t. V, p. 776. – La circulaire se trouve en *ibidem*, pp. 270 et 271.

nous faut dire quelques mots du condamné, à savoir Pierre Caldo, un Piémontais: soupçonné d'avoir volé un cheval dans le district d'Aigle, il a été condamné au fouet, puis banni à perpétuité de l'Helvétie; mais, à plusieurs reprises, il enfreint l'interdiction dont il est frappé en pénétrant sur le territoire valaisan, et son obstination, sa fâcheuse tendance à commettre de petits larcins et les changements d'ordre politique vont causer sa perte, comme nous allons le voir.

Dans le courant de l'année 1802, à nouveau accusé de vol, Pierre Caldo est arrêté et emprisonné dans le district de Sembrancher; il est considéré comme un individu dangereux; en effet, on a retrouvé sur lui, lors de son arrestation, «des couteaux et des outils offensifs», il a proféré des menaces contre des membres du tribunal du district de Sembrancher et l'on suppose qu'il a «tué de ses semblables en dispute dans son pays et celui d'Aoste»<sup>167</sup>. A la suite de sa comparution devant le tribunal du canton, cet individu est condamné en ces termes:

Le tribunal du canton du Valais,

Assemblée le 7 juillet 1802, auquel étaient présents les citoyens Michel Dufour, Valentin Darbellay, Vincent Favre, [Gaspard-]Etienne Delasoie, Pierre Ribordy, Jean[-Joseph] Duc, ex-sénateur suppléant, juges du tribunal convoqués sous la présidence du citoyen Pierre-Joseph [de] Riedmatten;

Vu l'acte d'accusation dressé contre le nommé Pierre Caldo, dit le sourd, de la paroisse de Cuornè, diocèse de Turin en Piémont et

Où les conclusions de l'accusateur public tendant à ce que ledit Pierre Caldo (lequel, après avoir été précédemment condamné pour crime de vol par le Tribunal suprême sous le 5 mars 1799 à la fustigation et banni ensuite à perpétuité du territoire de la République helvétique, a commis un vol d'une marmite chez le citoyen ex-curial Dallèves, à Sembrancher, dans la nuit du 18 au 19 mai dernier, étant chargé au surplus des indices graves d'avoir commis d'autres vols et notamment de celui de deux draps de lit appartenant à Sébastien Moix de Vollèges, ayant encore enfreint deux fois par son retour les bans qui lui étaient imposés) soit condamné à vingt-quatre ans de fers et, après l'expiration desquels, au bannissement perpétuel du territoire helvétique et aux frais;

Où les moyens défensionnaux du citoyen Charles [d']Odet, capitaine dans les troupes helvétiques, nommé défenseur officieux en faveur dudit Pierre Caldo;

Ledit tribunal, considérant qu'il conste [= apparaît certain] par la procédure criminelle que le nommé Pierre Caldo est coupable du crime dont il est accusé, vu les aveux faits par lui dans les différents constituts par-devant le tribunal du district de Sembrancher par lesquels il est

<sup>167</sup> AV, H, vol. 16, n° 234: lettre du tribunal du district de Sembrancher à de Rivaz, 6 janv. 1802, orig.



convaincu du vol commis chez le citoyen ex-curial Dallèves dans la nuit du 18 au 19 mai dernier; vu les indices graves résultant des enquêtes prises contre lui qui le chargent de différents autres vols et notamment de celui de deux draps appartenant à Sébastien Moix; considérant que ledit Caldo avait déjà précédemment, pour un délit de même genre, été condamné par le Tribunal suprême à la fustigation et au bannissement perpétuel; considérant que, au mépris de ce jugement, il est entré dans ce canton [du Valais], que, traduit par-devant les tribunaux et condamné pour de nouveaux vols, il a enfreint encore deux fois le ban qui lui avait été imposé; considérant l'incorrigibilité manifestée par tout ce qui précède et qu'il importe au public de mettre la société à l'abri d'un tel sujet qu'on a raison de redouter par les menaces qu'il a osé se permettre, même envers les juges;

déclare et prononce:

Le nommé Pierre Caldo, de Piémont, est condamné à vingt ans de fers et, ensuite, il sera banni à perpétuité du territoire de la République et à tous les frais.

Ainsi jugé et prononcé l'an et jour comme sus.

Le président du tribunal du canton: [Pierre-Jos. de] Riedmatten.

Pour le tribunal du canton: [de] Torrenté, greffier.

Le présent jugement ayant été notifié au détenu Pierre Caldo par l'organe de son défenseur officieux, il y a acquiescé, ainsi que l'accusateur public.

Autre temps, autre justice!

Les frais des deux procédures – devant le tribunal du district de Sembrancher et devant celui du canton – se montent à 213 livres et 9 batz 1/2<sup>168</sup>.

Le 8 juillet 1802, Charles-Emmanuel de Rivaz communique la sentence au conseiller d'Etat chargé du département de la Justice et il le prie d'indiquer dans quelle «maison de force» le condamné devra purger sa peine<sup>169</sup>. Sans nouvelle de Berne, de Rivaz réitère sa demande le 20 juillet et il reçoit enfin une réponse le 5 août. Le 6 septembre, le Valais étant devenu une république «indépendante», l'ancien préfet communique cette réponse au tout nouveau Conseil d'Etat en ces termes:

[...] Le Conseil d'exécution, écrit-il, estimait que c'était au gouvernement du Valais à soigner l'exécution de cette sentence et d'en supporter les frais; que ledit Caldo serait reçu dans une des maisons de force dans

<sup>168</sup> AF, B, vol 1703, pp. 1167-1170: jugement du tribunal cant. contre Pierre Caldo, 7 juillet 1802, orig.; *ibidem*, pp. 1171-1174: «Etat des frais de deux procédures criminelles occasionnées [...] par le prévenu Pierre Caldo de Piémont», copie.

<sup>169</sup> AF, B, vol. 1703, pp. 1175-1178: de Rivaz au conseiller d'Etat chargé du dép. de la Justice, Sion, 8 juillet 1802, orig., et AV, H, vol. 36, n° 7073, pp. 439 et 440, copie.

l'Helvétie pourvu que le gouvernement valaisan se charge des dépenses que cette détention pourrait occasionner, à moins qu'il ne préfère le bannir à perpétuité du Valais sous due communication<sup>170</sup>.

Il n'y a pas de petites économies! On notera, de plus, l'élégance du gouvernement central qui se refuse à prendre en charge un individu condamné par un tribunal qui a prononcé son jugement selon le code pénal de la République helvétique, dont le Valais faisait encore officiellement partie malgré qu'il fût occupé militairement par des troupes françaises.

Aussi, dans sa séance du 7 septembre 1802, le Conseil d'Etat valaisan se propose-t-il de demander aux députés de la Diète, dès qu'ils seront nommés, de commuer la peine infligée à Pierre Caldo en un «bannissement perpétuel» et, le 1er octobre, il décide d'envoyer aux représentants du peuple une circulaire ainsi qu'une proposition d'arrêté. Vingt députés – dont, semble-t-il, Michel Dufour – sur vingt-quatre ayant accepté ce dernier, le Conseil d'Etat ordonne, le 23 octobre 1802, de bannir à perpétuité Pierre Caldo du Valais «sous peine d'être pendu» s'il ne respecte pas cette résolution<sup>171</sup>.

Hélas! pour lui, Pierre Caldo – un pauvre bougre, n'en doutons pas – reviendra dans ce Valais qui semble l'attirer irrésistiblement: ce sera son dernier périple terrestre, car il y sera exécuté<sup>172</sup>.

\*

Si le principal intérêt de la subdivision qui s'achève réside, croyons-nous, dans l'esquisse de la justice valaisanne sous la République helvétique, dont Michel Dufour a été l'un des membres, la subdivision suivante, qui traite de sa fonction d'inspecteur, va nous permettre de le faire apparaître de nouveau au premier plan.

### *Michel Dufour, inspecteur général des milices*

Suite au traité d'alliance offensive et défensive passé, le 19 août 1798, entre la République française et la République helvétique et devant les risques que se crée une nouvelle coalition contre la France, le gouvernement suisse prend des mesures d'ordre militaire, dont l'une nous intéresse plus particulièrement: l'organisation de la milice sédentaire, promulguée le 13 décembre 1798.

<sup>170</sup> *Ibidem*, n° 7130, pp. 507 et 508: de Rivaz au Conseil d'Etat, s.l., 6 sept. 1802, copie. Voir aussi AV, Rz, cart. 57, fasc. 19, n° 18: le dép. de la Justice à de Rivaz, Berne, 5 août 1802, orig.

<sup>171</sup> AV, M, vol. 11, n° 8, pp. 5 et 6; n° 115, pp. 81 et 82; n° 197, pp. 127 et 128: protocole du Conseil d'Etat, séances du 7 sept.; du 1er oct.; du 23 oct. 1802.

<sup>172</sup> Pierre Caldo reviendra «clandestinement» en Valais durant le mois de sept. 1803: après s'être battu à Sembrancher et avoir été blessé, il est arrêté à Martigny et il est exécuté en oct. 1803, après le 13. (AV, M, vol. 13, n° 91, pp. 58 et 59; n° 146, pp. 94 et 95; n° 194, pp. 130 et 131: protocole du Conseil d'Etat, séances du 24 sept.; du 13 oct.; du 2 nov. 1803.)

Tous les citoyens actifs et valides de 25 à 40 ans, sauf exceptions diverses, peuvent être appelés à en faire partie, afin de former le contingent d'élite et le contingent de réserve. «Tandis que le premier est toujours prêt à se porter à la défense du pays, le second sert à compléter constamment l'élite et à lui porter aide si les circonstances l'exigent et à maintenir la sécurité intérieure»<sup>173</sup>.

Le territoire helvétique est réparti en huit départements de huit arrondissements chacun, un arrondissement comprenant 3000 hommes, 1000 d'élite et 2000 de réserve, et étant lui-même divisé en deux sections qui, chacune, compte quatre divisions d'élite, soit quatre fois 125 hommes.

### Nomination de Michel Dufour

Sans attendre la promulgation de cette loi qui subira quelques modifications secondaires au fil des mois, le gouvernement commence à mettre sur pied l'organisation de cette milice. Le 20 novembre 1798, par un arrêté du Directoire exécutif, Michel Dufour est nommé inspecteur général des milices de la partie française du Valais et il lui est alloué la moitié du traitement touché par un inspecteur général de canton<sup>174</sup>.

Le 28 novembre 1798, Michel Dufour écrit au préfet de Rivaz et au ministre de la Guerre – alors Nicolas Repond – pour les aviser qu'il accepte le poste qui lui est confié. Avec une humilité qui laisse à penser qu'il est, partiellement au moins, conscient des difficultés qui l'attendent, le Bas-Valaisan s'adresse au premier, en ces termes notamment: «Veuillez bien, citoyen préfet, m'accorder la continuation de votre bienveillance; elle me doit être, dans toutes les circonstances, infiniment précieuse, mais surtout dans le nouveau poste que je vais occuper.»

Et il écrit au second:

<sup>173</sup> SALAMIN I, p. 58. – Dès la fin du mois d'oct. 1798, le préfet de Rivaz a tenté, sans succès ou presque, de mettre sur pied un semblant d'«organisation militaire helvétique en Valais», selon les vœux du Directoire. (*Ibidem*, pp. 64-66.)

<sup>174</sup> AF, B, vol. 733a, p. 601 : arrêté du Directoire nommant Casimir Lang inspecteur général de la partie allemande du canton du Valais, et Michel Dufour, inspecteur général de la partie française du même canton, 20 nov. [1798], minute. – Un arrêté du Directoire, du 7 déc. 1798, accordera aux inspecteurs des milices «1000 livres d'appointements annuellement et L. 160 pour chacun des bataillons de leur canton» (STRICKLER, t. III, p. 735). Un arrêté de la Commission ex., du 30 janv. 1800, précisera que «les ci-devant inspecteurs généraux des cantons seront nommés à l'avenir inspecteurs des milices du canton de ...»; que «la somme accordée pour frais extraordinaires d'organisation ne sera point payée pour la présente année», mais que les inspecteurs recevront 10 livres par mois et par bataillon pour les indemniser «des frais de bureau et de correspondance». (AV, H, cart. 22, fasc. 11, n° 9 : arrêté du 30 janv. 1800, copie manuscrite, et STRICKLER, t. V, pp. 686 et 687).

Citoyen ministre,

Le préfet national m'a remis l'arrêté du Directoire exécutif du 20 du courant que vous lui aviez transmis, par lequel il m'a nommé à la place d'inspecteur général des milices de la partie française de ce canton. J'ai appris avec d'autant plus de surprise le choix du Directoire qu'à mon âge [30 ans] je n'ai encore pu le justifier par le mérite ni par l'ancienneté de mes services. Ceux qui auront dirigé les yeux du Directoire sur moi n'auront pu lui répondre que de mon attachement à la République et de mon zèle à la servir et, sous ce rapport, j'ose me flatter de répondre à ses vues. J'espère, citoyen ministre, trouver, dans vos instructions et dans la correspondance dont vous voudrez bien m'honorer, les lumières qui me manquent pour bien exercer l'emploi auquel je suis appelé, et ma confiance dans le ministre qui doit me diriger me rassure sur le défaut de mes talents. Veuillez, citoyen ministre, présenter au Directoire l'assurance de ma reconnaissance et de mon dévouement à le servir dans le poste qu'il m'assigne.

Je vous prie, citoyen ministre, de vouloir bien m'instruire si je suis dans le cas d'entrer incessamment en exercice, parce que, étant membre du tribunal de canton, j'en cesserai les fonctions aussitôt que je devrai en prendre de nouvelles<sup>175</sup>.

Sa nomination au poste d'inspecteur général, laquelle récompense sans aucun doute son zèle révolutionnaire, n'est pas due, comme on pourrait le croire, à quelque suggestion de Charles-Emmanuel de Rivaz. En effet, le ministre de la Guerre pense d'abord nommer Bonaventure de Preux et il fait part de son intention au préfet du Valais en sollicitant son avis; celui-ci, le 10 novembre 1798, lui signale qu'il a des liens de parenté avec de Preux qu'il estime, mais qui ne sait pas l'allemand, et il ajoute: «[...] Je le regarde comme très recommandable pour une place de chef de bataillon, mais moins pour l'inspection générale qui exige davantage de talents et de moyens.»

Et de Rivaz de proposer Joseph de Courten, [Joseph-]Augustin de Riedmatten, Joseph-Emmanuel de Bons auxquels il adjoint, le 19 novembre, Pierre-Marie de Lavallaz et Philippe de Torrenté<sup>176</sup>. Comme on le constate, il n'y a pas trace de Michel Dufour. Pourtant, le ministre de la Guerre, après avoir décidé le Directoire à nommer deux inspecteurs généraux, l'un pour le Haut, l'autre pour le Bas-Valais, va le proposer alors que, semble-t-il, il ne pensait nullement à lui au début du mois de novembre. Il faut voir dans cette nomination l'influence de certains Valaisans, membres du Grand

<sup>175</sup> Voir, respectivement, AV, H, vol. 2, n° 116: Dufour à de Rivaz, Sion, 28 nov. 1798, orig.; AF, B, vol. 2941, fol. 180: Dufour au ministre de la Guerre, Sion, 28 nov. 1798, orig. – Nous avons vu que Michel Dufour n'aura pas à abandonner ses fonctions de juge cant. et il ne fait aucun doute pour nous que Nicolas Repond a dû lui faire savoir que ses fonctions de juge cant. ne sont pas incompatibles avec celles d'inspecteur, qu'il est censé, d'ailleurs, exercer à mi-temps.

<sup>176</sup> Voir AF, B, vol. 2941, fol. 177 et 179: de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 10 nov. 1798, orig., et AV, H, vol 29 bis, n° 636, pp. 477-479, copie; AF, B, fol. 2941, fol. 175 et 176: le même au même, Sion, 19 nov. 1798, orig., et AV, H, vol. 29 bis, n° 684, pp. 512 et 513, copie.

Conseil helvétique et sénateurs, surtout celle du député Joseph-Emmanuel de Bons: de Rivaz, dans sa lettre du 10 novembre, encourage le ministre de la Guerre à consulter la députation valaisanne et, plus particulièrement, Joseph-Emmanuel de Bons. Et celui-ci, le 19 novembre 1798, écrit au préfet du Valais de façon fort alambiquée:

Pour revenir à ce choix d'inspecteur si difficile à trouver dans ce moment, je vous avouerai ingénument que nos directeurs, m'ayant consulté il y a une quinzaine de jours à ce sujet, en me proposant Bonaventure [de] Preux, ce qui ne m'a pas peu surpris, [je] ne pus m'empêcher de leur dire que je ne le croyais point propre pour cette partie, ne sachant pas d'ailleurs l'allemand, mais un excellent cap[i]-t[ain]e de grenadiers, de sorte qu'ils insistèrent à ce que je leur disse quel serait l'homme le plus propre en Valais, possédant les deux langues et sur le civisme duquel on puisse compter. Je leur dis que j'y ai assez de collègues [= d'anciens officiers mercenaires] pensant comme moi, mais les uns trop vieux et d'autres placés, qui ne savent la langue, et qu'il n'y avait que vous à les juger mieux que personne.

Le peu de choix que nous avons a dû vous inquiéter pour leur désigner des hommes tels qu'il faut avoir.

Sans contredit, Joseph [de] Courten est bien le plus capable, mais on [n']ose pas compter sur son civisme, et ce nom ne plaît pas. Quant à Auguste [de] Riedmatten, qui serait le plus propre après le premier, entre nous soit dit, il n'a pas plu, puisqu'il n'en fut pas question. Quant à Bonaventure [de] Preux, je n'ai su que leur répéter ce que je leur avais dit à ma première entrevue. De sorte que, de nouveau sollicité pour en désigner un, et crainte de déplaire aux vives instances qu'ils me firent, je leur dis qu'il fallait dans le Haut-Valais un homme connu, conciliant, actif, propre à la plume, vu tous les détails et comptes à rendre, qualité première pour y réussir sur ces esprits auxquels il faut un homme qui ne leur déplaît, et avec du génie et quelques connaissances militaires. Cela vaudra mieux qu'un Prussien qui ne saura pas leur en inspirer, ce qu'ils approuvèrent, s'appellent le président [Frédéric-César de] La Harpe et le ministre de la Guerre [Repond]; et ce dernier me sollicitant pour un nom, je lui dis que, dans le Haut, il y avait Casimir Lang, connu par un vrai civisme et des talents propres à tout ainsi qu'à inspirer de la confiance, avec les deux langues, d'ailleurs d'un dizain [Viège] qui s'était le mieux montré dans le principe, dont le ministre de la Guerre prit note.

Mais quand j'ai voulu lui dire que celui-là ne pouvait pas, dans ce moment, remplir cette place dans le Bas-Valais où il faut un homme du même genre, le ministre me reprit en me disant qu'il n'en faut qu'un par canton, vu la dépense, et que, vu la même langue, celui du Léman pouvait y faire la même besogne. Je lui répliquai bien vite que cela ne ferait qu'aigrir nos Bas-Valaisans si on leur ôtait deux à [sic] trois majors en qui ils ont de la confiance, et surtout le major Dufour qui a tous les talents pour cette partie et d'un civisme rare et qui, quoique père de famille, a marché comme volontaire à la course des Ormonts et fait le service d'adjudant-major, volé au secours de Sion [en mai 1798] et, dans toutes les occasions, pour la cause de la liberté. A quoi il me dit: «C'est un homme trop essentiel à conserver, mais c'est l'embarras d'en payer deux.»

Je lui dis: «Le major Dufour est du tribunal de canton qui n'est pas toujours occupé; il se fera un plaisir de se rendre utile et ne marchandera pas. Ils partageront le gâteau si l'on ne peut rien faire de plus», en priant le ministre de vous consulter encore pour savoir si vous approuvez ce choix, au cas que le Directoire approuve les renseignements que je lui ai donnés.

Citoyen préfet, si je n'eus craint de faire crier nos ci-devant et ne pas trop fatiguer Dufour de la besogne du Haut, où je crois que les esprits ne sont pas encore rassés et qu'il ne faut pas heurter, c'est bien le seul qui, à tous égards, est le plus méritant, qui, à ce que je crois, sait un peu d'allemand, est connu dans le Haut. Car, de mes chers collègues retirés [= anciens mercenaires], il n'y a que l'ami [Louis d']Odet qui sache un peu d'allemand, et leur silence me fait croire qu'aucun d'eux [ne] s'en est soucié.

Quant à Casimir Lang, on m'assure qu'il sera vite au fait de la besogne, ayant déjà été chargé de quelques détails militaires à Viège; et, se concertant avec le zélé Dufour et aidés de vos conseils, ils s'en tirent bien et ne se refuseront pas à ces places, d'autant plus que l'organisation presse. Telle est ma façon de voir.

[...] Je ne saurais m'empêcher de vous prévenir du tout, au cas que le Directoire ou [le] ministre [de la Guerre] confirme ce projet et vous en fasse part, en vous consultant, et si tant arrivait qu'on en voulut qu'un.

Si Dufour sait assez d'allemand, il n'y aurait pas à hésiter, si l'on ne craignait pas trop [de] faire crier et [d']aigrir ceux du Haut, tout comme ceux du Bas si on leur donne un Allemand dans ce moment.

Si le Directoire veut un de ces deux, il vaut mieux leur [*sic*] répondre les raisons que vous leur détaillerez mieux que moi et auxquelles ils auront plus de confiance, en leur répondant que, dans ce moment, [ils] auront assez à faire pour ramener les esprits et les engager à s'organiser volontairement; qu'au reste, on peut les éprouver pour juger celui qui conviendra et plaira le plus au peuple. [...].

Si ces deux s'y refusaient, dites-leur que, pour l'honneur valaisan, je craindrais que l'on nous en envoyât d'autres<sup>177</sup>.

Le ministre de la Guerre s'est donc finalement rendu aux arguments de Joseph-Emmanuel de Bons.

Lorsqu'il était à la tête du contingent valaisan envoyé en renfort aux Ormonts et lors de la première phase de la lutte contre les Haut-Valaisans insurgés en mai 1798, de Bons a pu juger des mérites de Michel Dufour. Il ne fait aucun doute pour nous, en effet, qu'il ne se permettrait pas de le proposer pour le poste d'inspecteur s'il n'était pas persuadé qu'il a les qualités requises pour exercer une telle fonction. Quant au préfet de Rivaz, il n'a pas pensé à Michel Dufour, car il s'agissait, dans son esprit, de nommer un inspecteur des milices pour l'ensemble du canton et il sait que le Bas-Valaisan ne maîtrise pas suffisamment cette langue, voire qu'il n'en connaît que quelques bribes.

<sup>177</sup> AV, Rz, cart. 58, fasc. 13, n° 16.

Voilà donc Michel Dufour inspecteur général de la partie française du Valais: il doit procéder au recensement des citoyens aptes à servir dans les milices, aussi bien dans l'élite que dans la réserve, mettre sur pied ces milices, les commander, veiller à leur instruction, les passer en revue; «il a immédiatement sous ses ordres, dans chaque arrondissement, un commandant d'arrondissement militaire avec le rang de chef de bataillon»; il a la responsabilité, conjointement avec le préfet, de proposer au ministre de la Guerre des candidats aux postes d'officiers, après s'être assuré de «leurs mérites et [de] leur patriotisme»<sup>178</sup>, et il s'occupe, entre autres encore, de la discipline, de certaines sanctions et des réclamations, notamment d'ordre pécuniaire, des miliciens. Mais la République helvétique étant un Etat centralisé, ses marges de manœuvre sont infimes: il doit appliquer les décisions du gouvernement, les ordres du ministre de la Guerre et du préfet du Valais, et il doit se référer sans cesse à ceux-ci. De plus, nombre de municipalités et certains fonctionnaires, par leur laxisme, par leur impéritie ou par leur mauvaise volonté, ne vont pas lui faciliter la tâche; et ne parlons pas de la réticence de beaucoup de Valaisans francophones à faire partie de la milice...

Cette fonction de Michel Dufour n'est donc pas une sinécure, d'autant plus qu'elle s'exerce dans une période troublée où se mêlent la précipitation des autorités centrales légiférant en surabondance, diverses levées de troupes en parallèle à la mise en place de la milice, les difficultés financières de l'Etat, l'opposition des milieux conservateurs au nouveau régime, les guerres menées contre la France et ses alliés, et nous en passons. Dans ce contexte difficile, le Bas-Valaisan va obtenir quelques résultats non négligeables, surtout en comparaison de l'impuissance des inspecteurs Casimir Lang, puis Pierre-Marie de Lavallaz – ce dernier, nommé le 23 janvier 1799, donnera sa démission en septembre de la même année – qui se heurtent à un Haut-Valais farouchement hostile à la République helvétique.

### Les premières activités de l'inspecteur Dufour

Dès les premiers jours de janvier 1799, Michel Dufour étudie avec attention la loi du 13 décembre 1798, dont il vient de recevoir un exemplaire, et il prépare la planification de ses activités futures qui doivent aboutir, espère-t-il, à une organisation sans faille des milices du Valais francophone. Il se montre d'ailleurs optimiste, écrivant notamment au ministre Repond: «Je crois [...] pouvoir vous prévenir que l'exécution de cette loi n'éprouvera aucun obstacle de la part des peuples de la partie qui m'est confiée. Je me flatte, au contraire, de ne trouver partout que de la bonne volonté et du zèle.»<sup>179</sup> Sa première tâche, pense-t-il, sera de faire procéder au

<sup>178</sup> STRICKLER, t. III, respectivement, p. 765, art. LXII, et p. 761, art. XXXVI de la loi du 13 déc. 1798. – La partie francophone du Valais compte deux arrondissements.

<sup>179</sup> AF, B, vol. 3022, fol. 269: Dufour au ministre de la Guerre, Monthey, 3 janv. 1799, orig.

recensement, et c'est une fois que celui-ci sera achevé qu'il pourra vraiment commencer à organiser méthodiquement et patiemment la milice valaisanne. En fait, son désir ne sera pas exaucé. Vu les périls extérieurs et intérieurs qui pourraient menacer et qui menacent la Suisse, le Directoire se montre pressé et le ministère de la Guerre ne va cesser de harceler Michel Dufour sans tenir compte des difficultés qu'il rencontre et sans lui accorder le temps et les moyens qui seraient nécessaires à la réussite d'une telle organisation.

Au début, et comme il l'avait prévu, l'inspecteur bas-valaisan s'occupe du recensement. Il fait parvenir aux sous-préfets et, par leur intermédiaire, aux agents des communes les tableaux à remplir, et recommande à tous «la plus grande diligence» afin de pouvoir continuer son travail à partir de ce recensement<sup>180</sup>. Mais l'opération, pour des raisons diverses, dure plus longtemps que prévu, et le ministre s'impatiente. Ce n'est que le 12 février que Michel Dufour reçoit les dernières tabelles concernant le recensement, tabelles qu'il expédie le lendemain au ministre de la Guerre qui, déjà, lui a réclamé de pouvoir procéder à la nomination des officiers.

Mieux que quelques considérations générales, les missives que Michel Dufour envoie au ministre Repond, les 17 et 18 février 1799, sont fort évocatrices des problèmes et des soucis qui l'assaillent. Le 17, en réponse à des reproches qu'il juge infondés et qui, quoi qu'il dise, semblent lui être destinés, il écrit à son supérieur:

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 8 courant et qui ne m'est arrivée que le 15. Si cette lettre n'eût été timbrée circulaire, j'aurais cru que les reproches qu'elle contient m'étaient personnels, mais je ne puis me persuader que ma conduite ait pu m'en attirer de pareils.

L'organisation des milices ne pouvait commencer qu'après le recensement, et cette opération a été exécutée dans mon département avec toute l'activité que les circonstances locales permettaient.

J'ai eu l'honneur de vous informer, citoyen ministre, qu'une partie des tabelles de recensement ne m'est parvenue que fort tard. La distribution de ces tabelles a été très lente par la difficulté des communications. Mon département a 18 lieues de long. Sur une partie de cette étendue, je n'ai point de courrier et, sur l'autre, il n'y en a que deux par semaine. Je ne puis suppléer aux courriers par des exprès que dans la plaine. Il me faudrait vingt courriers pour toutes les communes des montagnes et des vallées latérales. Et que ferais-je encore dans des moments où les communications des montagnes sont interrompues par les neiges pendant huit et quinze jours? Je n'avais pas cru devoir vous rendre compte, citoyen ministre, des difficultés qui tiennent à la situation physique et topographique de notre canton et qui sont sûrement à votre connaissance.

<sup>180</sup> *Ibidem*, fol. 273: le même au même, Sion, 18 janv. 1799, orig. – Voir Annexe 12.



Le recensement a éprouvé ensuite les retards que les opérations les plus simples éprouvent naturellement avec des agents ignorants et incapables [pour] la plupart, dont une partie même ne savent [*sic*] pas écrire comme il doit être dans des peuplades de montagnards et de pâtres. La nature du local et des hommes entravera toujours, dans ce pays, toutes les opérations du gouvernement. Il doit l'éprouver dans tous les départements du ministère et c'est un calcul qu'il faut faire dans ce canton pour l'exécution de toutes les dispositions générales. La volonté, le zèle et l'activité des fonctionnaires supérieurs ne peuvent vaincre les obstacles. J'ai fait de ma personne tout ce que j'ai pu faire et, si le Directoire conserve quelques doutes sur mon zèle ou mes moyens d'activité et d'aptitude, je suis prêt à renoncer à des fonctions dont j'avais prévu la difficulté et que je n'ai acceptées que par dévouement aux intérêts de ma patrie. Mais j'aurai, quel que soit son jugement, la conviction intime de l'avoir servie de toute l'étendue de mes facultés et, j'ose dire, aussi bien qu'il pouvait l'être.

Vous devez actuellement avoir reçu, citoyen ministre, le résultat du recensement que vous m'avez demandé et que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 13. J'aurai celui de vous rendre compte des progrès de l'organisation et des mesures que je prendrai pour l'accélérer toutes les semaines, suivant votre intention, et je ferai mon possible pour répondre aux vues du Directoire s'il me conserve sa confiance<sup>181</sup>.

Alors que sa lettre du 17 février 1799 est un véritable plaidoyer en sa faveur, celle qu'il adresse le lendemain au ministre de la Guerre confirme les difficultés qu'il rencontre. Il y affirme en effet :

En conformité de vos ordres du 9 février, qui ne me sont parvenus que le 15, je me suis transporté hier auprès du préfet national pour dresser conjointement avec lui la double proposition que vous me demandez pour les officiers des bataillons d'élite. Le peu de temps que vos ordres me laissent, la rareté des sujets me mettent dans l'impossibilité de remplir vos intentions. Cependant, pour y satisfaire autant qu'il est possible, j'ai dressé, d'accord avec le citoyen préfet national, une double liste pour les officiers supérieurs jusqu'aux capitaines inclusivement, que j'ai l'honneur de vous envoyer<sup>182</sup>. J'attendrai, pour compléter ma liste, que j'aie reçu les renseignements qui me seront envoyés par les sous-préfets de district et, si vous pouvez suspendre votre premier choix des principaux officiers jusqu'à ce moment, peut-être pourrai-je vous fournir un plus grand nombre de sujets. Je dois avoir l'honneur de vous dire en général, citoyen ministre, que la classe des citoyens lettrés ou qui ont quelque talent est épuisée par le nombre considérable de charges civiles auxquelles ils ont été appelés ; que, dans notre ancien régime,

<sup>181</sup> AF, B, vol. 3022, fol. 281 et 282 : le même au même, Sion, 17 fév. 1799, orig.

<sup>182</sup> « Le défaut de renseignements suffisants, ainsi que le trop court intervalle avant le départ du courrier, ne nous a pas permis de vous proposer la liste des lieutenants et sous-lieutenants ; elle nous a d'ailleurs paru moins urgente que celle des capitaines qui, une fois nommés, pourraient, en cas d'extrême nécessité, y pourvoir provisoirement. » (AF, B, vol. 3022, fol. 226 et 229 : de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 18 fév. 1799, orig., et AV, H, vol. 30, n° 1462, pp. 276 et 277, copie.)

notre canton suffisait à tout parce que les places civiles et les places militaires étaient moins nombreuses et pouvaient s'accumuler sur une même tête; que, dans l'état actuel, le complément des officiers civils n'a laissé en grande partie que des paysans et des gens illettrés et sans talent connu pour les places militaires<sup>183</sup> et que ceux qui ne sont pas de cette classe n'offrent en général pas de grandes assurances de patriotisme, en sorte que c'est une charge également difficile et périlleuse que de vous présenter un aussi grand nombre de sujets. Je ferai cependant mon possible pour éviter que le choix du Directoire puisse s'égarer d'une manière trop dangereuse.

Le choix du commandant de bataillon étant un des plus importants, ne pourriez-vous pas, citoyen ministre, donner le temps au citoyen préfet et à moi de nous assurer de l'acceptation d'un sujet même marié pour cette place? Nous pourrions alors étendre un peu plus notre choix et le faire meilleur, surtout pour l'arrondissement de la partie supérieure<sup>184</sup>.

Je suivrai toujours mes opérations suivant vos instructions, en attendant de nouveaux ordres<sup>185</sup>.

Sans doute échaudé par les reproches du ministre de la Guerre, qu'il trouve injustifiés, Dufour s'en est plaint au préfet de Rivaz qui, ce 18 février, écrit également à Repond pour confirmer le dire de l'inspecteur quant à la liste incomplète des nominations proposées et pour prendre sa défense. N'écrit-il pas:

Je puis témoigner qu'il [Dufour] a à cœur non seulement de répondre à la confiance que le Directoire lui a témoignée, mais encore qu'il est plein de dévouement à sa patrie et à la cause qu'il est appelé à servir, et qu'il la sert par conviction personnelle<sup>186</sup>?

Le 21 février 1799, Michel Dufour adresse au ministre de la Guerre «la liste double de proposition pour la nomination des [deux] chefs d'arrondissement», tout en lui signalant qu'il n'est pas encore en mesure de lui communiquer «la liste pour la nomination des officiers inférieurs». Le 26, il lui envoie une «seconde liste de citoyens» concernant «les places d'officiers de tout grade des bataillons d'élite»; il lui demande de ne pas tenir compte de la première, expédiée le 18, qui était incomplète et précise:

<sup>183</sup> L'article III de la loi sur l'organisation de la milice exempte de service «les membres des autorités suprêmes, des chambres administratives de canton, des tribunaux de canton [et] de district, les préfets nationaux, [sous]-préfets de district et agents, les receveurs généraux de canton, les personnes nécessaires pour les bureaux des autorités suprêmes et les chefs de bureau des autorités de canton», ainsi que «les personnes employées par l'Etat à l'instruction publique, les employés nécessaires aux postes». (STRICKLER, t. III, p. 755.)

<sup>184</sup> Le contingent de la milice est formé de volontaires et de jeunes gens célibataires tirés au sort, dans des cas que définit l'art. XIII, 2°; si le nombre de ceux-ci est insuffisant, les hommes mariés «devront commencer à tirer au sort entre eux» (art. XV), mais «sont, dans tous les cas, exemptés du tirage au sort les hommes mariés âgés de 30 ans révolus et qui ont famille» (art. XVII). (STRICKLER, t. III, p. 757.)

<sup>185</sup> AF, B, vol. 2941, fol. 181 et 182: Dufour au ministre de la Guerre, Sion, 18 fév. 1799, orig.

<sup>186</sup> *Ibidem*, vol. 3022, fol. 226 et 229.

Je ne vous offre pas encore une liste aussi nombreuse que vous l'auriez désirée, parce que je n'ai pu obtenir des renseignements suffisants de la part des sous-préfets, quoique je les aie assez attendus, comme vous en pouvez juger par le retard de cette expédition, et, peut-être, parce que la rareté réelle des sujets que j'ai déjà eu l'honneur de vous annoncer ne leur aura pas donné la possibilité de m'en indiquer un plus grand nombre<sup>187</sup>.

Le 22 février, le ministre de la Guerre réclame à Michel Dufour «un état nominatif des commis d'exercice ainsi que des communes auxquelles ils sont rattachés». Le 4 mars, le Bas-Valaisan lui indique qu'il ne peut répondre à son exigence, puisque les commandants d'arrondissement n'ont pas encore été nommés et que c'est à eux de «faire la présentation des sujets» à l'inspecteur<sup>188</sup>! Et, dans la même lettre, tout en signalant que l'organisation de la milice se poursuit, il affirme – un peu imprudemment – que, s'il pourra bien former deux bataillons, l'un sera au complet alors que l'autre ne comptera que 900 hommes environ, du fait que quelques citoyens, tirés au sort, ont été réformés et qu'«un certain nombre de jeunes gens» ont été enrôlés dans les troupes helvétiques<sup>189</sup>.

Parallèlement à ces diverses activités, Michel Dufour doit procéder – avec l'aide du préfet – à l'inventaire des armes et à leur inspection, sans attendre la désignation des commandants d'arrondissement qui auraient pu lui faciliter grandement la tâche en l'occurrence. Sachant fort bien que le résultat en sera décevant, il en avertit Repond, le 26 février 1799, écrivant notamment :

Vous n'ignorez pas sans doute, citoyen ministre, que les trois districts de l'arrondissement supérieur [Hérémence, Sierre et Sion] se trouvent sans armes. Depuis qu'elles leur ont été enlevées, aucun citoyen ne peut en avoir qu'avec la permission du préfet national. Ceux qui ont eu cette permission n'auront que des fusils de chasse, les autres ne montreraient pas celles qu'ils pourraient avoir<sup>190</sup>.

Michel Dufour s'exécute pourtant, met sur pied des revues d'inspection d'armes qui n'ont pas de quoi l'enchanter : dans l'arrondissement occidental, il y a 223 «fusils de calibre» pour 989 hommes d'élite et 497 pour 2014

<sup>187</sup> Voir, respectivement, *ibidem*, vol. 2941, fol. 203 : le même au même, Sion, 21 fév. 1799, orig.; *ibidem*, fol. 205 et 206 : le même au même, Sion, 26 fév. 1799, orig. – A propos de la liste expédiée le 18 fév., le préfet de Rivaz écrivait, le jour même : «[...] Si la nomination de ces places peut souffrir quelque retard, l'inspecteur attend incessamment des renseignements, à cet égard, de divers districts, et il vous en transmettra le précis pour rectifier soit les erreurs, soit les omissions que nous aurions pu commettre dans ce travail un peu précipité et que la nécessité d'allier du patriotisme avec quelque capacité rend assez difficile dans ce canton.» (*Ibidem*, vol. 3022, fol. 226 et 229.)

<sup>188</sup> Ironie du sort, c'est le 4 mars que ces commandants sont nommés par le Directoire. (Cf. ci-dessous, p. 77.) – Un commis d'exercice est un subalterne qui doit s'occuper de l'instruction de trente hommes au moins et d'une centaine au plus.

<sup>189</sup> AF, B, vol. 3022, fol. 287 : Dufour au ministre de la Guerre, Martigny, 4 mars 1799, orig.

<sup>190</sup> *Ibidem*, vol. 3212, fol. 241 et 248 : Dufour au ministre de la Guerre, Sion, 26 fév. 1799, orig.

miliciens de la réserve, et, dans l'arrondissement oriental, 46 «fusils de calibre» pour 919 hommes d'élite et 84 pour 1838 miliciens de la réserve, dont certains ont besoin de réparations; à quoi s'ajoutent, dans l'ensemble du Valais francophone, 65 carabines et 321 «fusils non calibrés» qui ne sont cependant pas utilisés dans la milice<sup>191</sup>; «quant aux munitions», elles manquent, car «il n'y a aucun magasin de l'Etat dans ce canton qui puisse [...] en fournir». Et le nombre très insuffisant de «fusils de calibre» provoque – pour le moment – des situations burlesques comme en témoigne Dufour, le 28 mars 1799, qui écrit au ministre de la Guerre:

La troupe d'élite a fait plusieurs fois l'exercice dans chaque commune d'après les ordres que vous m'aviez transmis. Mais il paraît inutile de les répéter aussi souvent tant que le soldat est sans armes; on ne peut lui apprendre que les mouvements du corps qui ne demandent pas un exercice bien long. C'est ce qui m'avait empêché d'indiquer de[s] revues par demi-bataillon jusqu'à ce jour, et d'autant plus que j'ai cru remarquer que les soldats en reconnaissaient eux-mêmes l'inutilité et que des déplacements fatigants, qui n'auraient été d'aucun avantage pour le service, n'étaient propres qu'à les indisposer. Il paraît qu'un moyen d'animer le zèle et le patriotisme des soldats d'élite serait de leur faire distribuer des armes, au moins pour les moments d'exercice et de revues, afin de leur donner le goût du service et cette confiance qui naissent de l'habitude du maniement des armes et de l'expérience de ses propres forces. J'avais eu l'honneur aussi de vous demander des livres d'instruction pour l'exercice, mais ils ne me sont pas encore parvenus<sup>192</sup>.

Il ne semble pas qu'il sera donné suite à ces requêtes. Pire, l'incurie du gouvernement – aux prises, il est vrai, avec de graves difficultés pécuniaires – est telle qu'il ne prendra aucune disposition pour remédier à ce manque de fusils et de munitions. Quant aux manuels d'instruction, il faudra les attendre des mois encore...

Passons sur les diverses demandes et exigences du ministre de la Guerre destinées à créer, au sein de la milice valaisanne, un corps d'artilleurs, alors que le préfet de Rivaz et l'inspecteur Dufour s'évertuent à lui répéter qu'un tel corps n'existait pas naguère en Valais où il n'y a, d'ailleurs, que deux canons tout juste bons à être fondus; qu'un seul homme s'est porté volontaire pour faire partie d'un tel corps – et encore veut-il obtenir un grade – et qu'il est donc inutile de réclamer que l'on dresse une liste d'officiers pour commander des artilleurs fantômes!

Ce n'est pas tout cependant. Le 1er avril, Charles-Emmanuel de Rivaz annonce au ministre de la Guerre que lui et Michel Dufour, comme ils en

<sup>191</sup> *Ibidem*, fol. 207: Dufour au ministre de la Guerre, Sion, 14 mars 1799, orig.; *ibidem*, fol. 208: état de l'armement des deux arrondissements de la partie française du canton du Valais, 16 mars 1799, un tableau, orig. ou copie.

<sup>192</sup> *Ibidem*, fol. 209-211: Dufour au ministre de la Guerre, St-Maurice, 28 mars 1799, orig.

avaient reçu la permission, ont nommé divers capitaines afin que ceux-ci, «à la première revue, pussent faire [le] choix de leurs sous-officiers»<sup>193</sup>; qu'ils ont également procédé à la nomination de quelques lieutenants et sous-lieutenants, mais qu'ils attendent «la première revue pour pouvoir» nommer aux places encore vacantes de lieutenants et de sous-lieutenants «avec plus de discernement», étant entendu que chaque désignation faite doit recevoir l'aval du gouvernement qui adresse ensuite leur brevet aux hommes choisis s'ils sont acceptés par lui<sup>194</sup>. Or, à cette date du 1er avril, nous savons qu'il n'y a qu'un chef d'arrondissement en fonction; il s'agit de Louis d'Odet, chef de l'arrondissement oriental (ou 1er arrondissement), nommé le 4 mars. Quant à l'arrondissement occidental, il n'a pas trouvé preneur, Joseph Chapelet, désigné le 4 mars 1799 également, ayant refusé sa nomination. De façon générale, entre les propositions faites par le préfet et l'inspecteur et les nominations décidées par le gouvernement et parfois – ou souvent – refusées par leurs bénéficiaires, il n'est pas facile de se retrouver: la confusion est grande, et la précipitation avec laquelle on tente d'organiser la milice valaisanne n'arrange rien, surtout quand, à Lucerne, on confond, lors des nominations, l'arrondissement oriental et l'arrondissement occidental<sup>195</sup>!

Il n'empêche que, le 4 avril 1799, de Rivaz informe le Directoire qu'un des bataillons de la milice d'élite est au complet – 1000 hommes – tandis que l'autre, qui est mis en place dans des régions plus proches du Haut-Valais, ne compte alors que 425 hommes<sup>196</sup>. Ce même jour, Michel Dufour s'adresse au ministre de la Guerre et fait preuve d'un bel optimisme en affirmant notamment: «[...] Vous pouvez regarder notre corps d'élite comme prêt à marcher.»<sup>197</sup> Le préfet et l'inspecteur se gardent bien d'évoquer une fois encore les principaux problèmes qui demeurent. Il est vrai qu'ils peuvent alors espérer qu'il sera remédié aux graves déficiences que des circonstances plus

<sup>193</sup> «Les capitaines choisiront les sous-officiers et les caporaux [...] avec l'approbation du chef de l'arrondissement» (art. XXXVII), ainsi que «les tambours» (art. XXXVIII). (STRICKLER, t. III, p. 761.)

<sup>194</sup> AF, B, vol. 2941, fol. 201 et 202: de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 1er avril 1799, orig.

<sup>195</sup> C'est d'autant plus gênant que la loi du 13 déc. 1798 mentionne que «les inspecteurs devront, autant que possible, ne présenter, dans la liste pour l'état-major d'un bataillon, que des citoyens du département d'où est tiré le bataillon» et que les inspecteurs «devront, autant que possible, ne présenter pour officiers des compagnies que des citoyens de l'arrondissement militaire qui fournit la compagnie». (STRICKLER, t. III, pp. 760 et 761, art. XXXIV et XXXV.)

<sup>196</sup> *Ibidem*, t. IV, pp. 456 et 457: de Rivaz au Directoire, Sion, 4 avril 1799, orig.

<sup>197</sup> AF, B, vol. 3022, fol. 298 et 299: Dufour au ministre de la Guerre, Sion, 4 avril 1799, orig. – Cette lettre révèle cependant une nouvelle lacune dans l'organisation de la milice. «Ce qui nous manque dans ce moment, y écrit Dufour, ce sont des tambours instruits. Il est des compagnies qui n'en ont aucun. J'ai fait faire dans chacune un choix de sujets propres à se former. Leur instruction se fera sans doute aux frais de la République. Mais comment se fera cette instruction? Quels battements doit-on leur montrer? Pourra-t-on employer quelques bons tambours qui sont dans le pays pour instituteurs ou doit-on les envoyer dehors pour apprendre de nouveaux battements? Je prendrai sur moi, en attendant vos ordres, de leur faire donner quelques leçons.»

ou moins imprévues ne vont pas tarder à mettre cependant au grand jour; il est vrai que Michel Dufour est persuadé, à juste titre, qu'il a fait tout son possible, allant même jusqu'à l'extrême limite de ses forces. N'écrit-il pas en effet qu'il a passé des jours et des nuits à cette organisation, pour laquelle, d'ailleurs, maugrée-t-il, «je n'ai eu jusqu'ici personne pour me seconder»<sup>198</sup>?

### L'insurrection haut-valaisanne de 1799

Le 10 avril, sur l'ordre du ministre de la Guerre, quatre divisions des troupes d'élite de la milice de la partie française du Valais, soit un demi-bataillon de 500 hommes, doivent partir pour Zofingue, afin de contribuer à défendre les frontières de la République helvétique, du côté du Rhin. En fait, seuls 338 miliciens, armés de 118 fusils, arriveront sur place<sup>199</sup>! C'est de bien mauvaise augure: non seulement, il ne reste en Valais que douze divisions d'élite, mais encore il est à craindre que l'état de celles-ci laissent aussi à désirer...

Alors qu'une certaine agitation se développe dans diverses régions du Haut-Valais, André Buxtorf, commissaire helvétique en Valais, s'adresse au Directoire, le 15 avril 1799. Son inquiétude est grande: les troupes du Valais francophone ne disposent que de 1200 à 1300 cartouches et l'on manque de poudre et de plomb pour en fabriquer. De plus, écrit-il,

l'inspecteur général [Dufour] vient d'arriver du Bas-Valais; il m'assure que le corps d'élite est parti plein de bonne volonté. Il va expédier l'ordre que le restant du bataillon d'élite soit toujours prêt à marcher; que, pour cet effet, la réserve ait à prêter ses armes à ceux qui n'en ont pas; ce corps d'élite se monte de douze à treize cents hommes; s'il devait marcher, il serait très nécessaire de lui joindre de l'artillerie.

Tandis qu'il discute avec Michel Dufour, il apprend que l'insurrection s'étend et il s'empresse de terminer sa lettre, en ajoutant:

Je vais en conséquence diligenter les ordres pour ramasser ce que je pourrai de troupes afin de comprimer, autant que possible, les insurgés, mais je dois vous dire que le préfet du canton et l'inspecteur m'assurent qu'il n'y a pas un officier en état de commander, que la milice, à peine organisée, est la plupart sans armes et qu'il n'y a pas de cartouches. Les chefs de bataillon ne sont pas encore nommés. Trouvez bon que je supplée provisoirement, en attendant vos ordres, au cas de besoin.

Voilà qui est confirmé: Michel Dufour, qui s'est heurté à toutes sortes de difficultés, n'a pas eu assez de temps pour organiser comme il faut les milices du Valais francophone et le gouvernement n'a rien fait pour remédier aux

<sup>198</sup> AF, B, vol. 3212, fol. 209-211.

<sup>199</sup> *Ibidem*, vol. 3022, fol. 288: Dufour au ministre de la Guerre, Orsières, 7 mars 1799, orig.; *ibidem*, vol. 3051, fol. 188: de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 29 avril 1799, orig., et AV, H, vol. 30, n° 1875, copie; etc.

lacunes qui lui ont été signalées. Et c'est la raison pour laquelle Buxtorf est obligé de prendre diverses initiatives, de s'occuper, par exemple, de compléter, avec l'aide du gouvernement, l'armement des miliciens. Dans une première phase, c'est d'ailleurs lui qui dirige les préparatifs de guerre. Michel Dufour, n'étant qu'un de ses auxiliaires, passe au second plan: il n'est qu'à lire les rapports suivants de Buxtorf pour constater qu'il n'y est guère fait mention de celui-là, comme si le commissaire n'avait que peu de considération à son égard. Et Buxtorf de tirer la couverture à soi; par exemple, d'adresser au Directoire, le 22 avril 1799, les mots suivants:

Je désirerai bien que vous puissiez faire soutenir par quelques compagnies françaises le bataillon d'élite qui se battra plus volontiers contre d'autres que les Haut-Valaisans, mais qui feront [*sic*] cependant bien, à ce que je puis croire, si j'ai de quoi les entremêler un peu. Un autre point rend encore cela nécessaire, c'est que dans ce bataillon il n'y a point d'officiers qui aient la moindre expérience et que je n'ai pu trouver quelqu'un à lui mettre en tête<sup>200</sup>.

Si Buxtorf éclipse Michel Dufour avec un dédain certain, il n'en reste pas moins que quelques renseignements sur l'activité du second durant cette période nous sont connus. Le 29 avril 1799, le préfet de Rivaz informe Lanther, qui est chargé depuis peu du ministère de la Guerre, que

le surplus de [nos] deux bataillons a été requis par le citoyen Buxtorf, commissaire du gouvernement dans ce canton. Le rassemblement a eu lieu, partie ici [à Sion] le 18 et partie à Sierre le 20. Actuellement, tout est réuni à Sierre où se trouvent ledit commissaire et l'inspecteur général pour comprimer l'insurrection de la partie allemande de ce canton, qui est en armes et a des avant-postes en face des nôtres<sup>201</sup>.

Les troupes du Valais francophone, auxquelles un corps de milice vaudoise va se joindre, «prennent position en amont de Sierre, sur l'axe Saint-Maurice de Laques – Chippis, en passant par Venthône, Miège, les rives de la Raspile et du Rhône»<sup>202</sup>. Le 2 mai, les combats commencent et les constitutionnels sont bientôt obligés de se replier jusqu'à Riddes le 2 mai encore, puis jusqu'au pont du Trient, le 5. Tandis que les insurgés sont victorieux, les rapports que Buxtorf expédie au Directoire se succèdent et, dans l'un d'entre eux seulement, il fait allusion à Michel Dufour et à l'impuissance de celui-ci, sans toutefois l'accabler. Il écrit en effet, le 6 mai à 11 heures du matin, que, la veille au soir, il voulait «retourner à Riddes», et il ajoute:

J'étais à peine hors de Martigny qu'un exprès m'apprit que ce poste était attaqué; de suite, je mis en marche pour l'aller soutenir par trois cents hommes qui venaient d'arriver de la réserve du Bas-Valais que j'ai

<sup>200</sup> Voir, respectivement, AF, B, vol. 896, pp. 103-106: Buxtorf au Directoire, Sion, 15 avril 1799, orig.; *ibidem*, pp. 167-170: le même au même, Sion, 22 avril 1799, orig.

<sup>201</sup> *Ibidem*, vol. 3051, fol. 188. – Le Directoire helvétique «fit avancer un corps de 1300 Bas-Valaisans, avec cinq canons, sous les ordres de l'inspecteur général Dufour. Cette troupe, arrivée à Sion le 19 avril, fut passée en revue à la Planta le 20», écrit RIBORDY, p. 80, auquel nous accordons moins de crédit qu'à Charles-Emm. de Rivaz.

<sup>202</sup> DE COURTEN, p. 56 (introduction par MICHEL SALAMIN).

trouvée peu pressée à accélérer sa marche, à un quart d'heure de lieue de Martigny. Je vis déjà arriver beaucoup de fuyards qu'il me fut impossible de rallier; le reste du bataillon et l'artillerie ne tarda [*sic*] pas à arriver de même. J'appris de l'inspecteur général [Dufour] que ces lâches avaient lâché pied au premier coup de fusil, sans écouter ni menaces ni remontrances. Cette horde, sans doute rebelle dans le cœur, se jeta presque pêle-mêle avec les insurgés dans Martigny. Je fis passer lestement l'artillerie et la braquai contre les fuyards que je parvins à arrêter.

Et Buxtorf, après avoir donné encore divers renseignements sur lesquels nous passons, déclare, désabusé: «Le cœur me saigne de voir les malheureux événements qui peuvent résulter de cette insurrection du Valais si, comme j'ai lieu de le craindre, je ne reçois [pas] assez de bonnes troupes pour l'étouffer.»<sup>203</sup>

Comme en 1798, ce sont des troupes vaudoises et françaises, aidées cette fois par les Valaisans légalistes, qui vont permettre de rétablir la situation. Selon le témoignage de Félix Barras, Michel Dufour se trouve dans les premières lignes des Valaisans francophones, non loin du bois de Finges, vers la mi-mai, alors que l'ensemble de l'armée est commandé par le général François-Joseph-Ignace Schiner. Et c'est sans doute vrai puisque Michel Dufour écrit le 22 mai:

J'ai cru de mon devoir, dans les circonstances critiques où nous nous trouvions, de marcher à la tête de cette troupe [environ 1300 hommes de l'élite du Valais francophone]; les dangers croissants ne m'ont pas permis de la quitter et je suis encore dans ce moment à l'armée<sup>204</sup>.

Mais rien n'a vraiment changé dans l'encadrement des miliciens valaisans, comme le préfet de Rivaz le signale au ministre de la Guerre, le 21 mai: il affirme que nombre d'officiers nommés «ont refusé leur emploi»; il énumère les places vacantes – on apprend ainsi que l'arrondissement occidental n'a pas de commandant, que le bataillon oriental n'a pas de chef! – et il ajoute:

<sup>203</sup> AF, B, vol. 896, pp. 275 et 276: Buxtorf au Directoire, du bivouac de La Balma, 6 mai 1799, orig. – Dans son *Journal historique*, Louis-François-Régis de Courten, ancien capitaine dans le régiment de Courten au service de France, écrit: «Arrivé à Martigny, le 4 mai sur le soir, je fus me présenter au commissaire du gouvernement [Buxtorf]. Il accueillit avec bonté mes offres de service et me nomma major général de l'armée à ses ordres. Une circonstance particulière fut cause que je n'exerçai point les fonctions de cette place, attendu la rivalité que cela pouvait exciter vis-à-vis de l'inspecteur général des troupes d'élite du Bas-Valais [Dufour] recommandé et protégé par le préfet national du canton [de Rivaz]. Le commissaire du gouvernement me rassura à cet égard en me disant que mon zèle n'en serait pas moins agréable, que je devais le suivre dans tout le cours de cette expédition, qu'il se rencontrerait assez d'occasions d'être utile à la chose publique et qu'il aurait un vrai plaisir à rendre un témoignage avantageux de ma conduite au gouvernement.» (DE COURTEN, pp. 60 et 61.) Ce qui paraît confirmer le manque d'estime de Buxtorf pour Michel Dufour qu'il ménage cependant pour, semble-t-il, ne pas indisposer Ch.-Emm. de Rivaz.

<sup>204</sup> Voir, respectivement, BARRAS, pp. 128 et 129; AF, B, vol. 3022, fol. 296 et 297: Dufour au ministre de la Guerre, Sion, 22 mai 1799, orig.



[...] Les places d'état-major sont encore la plupart vacantes. La difficulté de les pourvoir de sujets capables et l'état de troubles dans lequel se trouve ce canton n'a pas encore permis de le faire; et le commissaire du gouvernement [Buxtorf], informé de l'embarras qu'il y avait à y pourvoir dans ce moment, n'a pas désapprouvé que la chose fût remise jusqu'au rétablissement de la tranquillité publique<sup>205</sup>.

Quant à «la réserve elle-même», forte de quelque 1500 hommes, elle «a dû marcher» durant dix jours, mais l'inspecteur Dufour reconnaît, le 22 mai, que sa mise en place était loin d'être achevée lorsque l'insurrection haut-valaisanne était près d'éclater. «Je l'ai organisée provisoirement, admet-il, fort à la hâte; aussi cette organisation n'a pu se faire dans les formes, et elle est très imparfaite. Je ne tarderai probablement pas à me retirer et, dès que je serai libre, je m'occuperai aussitôt de ce travail»<sup>206</sup>.

Le 6 juin, assuré d'une victoire prochaine, le Grand Conseil helvétique a beau décréter «que les troupes lémanes [= vaudoises] et valaisannes [...] ont bien mérité de la patrie»<sup>207</sup>, son affirmation ne saurait nous faire oublier l'état de désorganisation des milices du Valais francophone. Ce ne sera qu'en août que l'insurrection haut-valaisanne sera définitivement vaincue. Il faut dire que, cette fois, elle est mêlée à la tourmente des guerres de la seconde coalition antifranaïse au point que des troupes autrichiennes, soutenues par un corps auxiliaire russe, ont pénétré dans le Valais oriental avant d'en être chassées par l'armée franco-helvétique.

Il y a eu suffisamment de généraux français en Valais – tels Lollier, Xaintrailles, Lecourbe, Turreau, sans parler du général Schiner et des commissaires helvétiques, le Bâlois André Buxtorf et le Vaudois Louis de Loës, – pour que Michel Dufour n'ait pas eu de rôle important à jouer dans la seconde phase de cette guerre, ce qui lui a évité d'avoir une quelconque responsabilité dans les horreurs commises, lesquelles semblent être la constante de toutes les guerres. Secondaire aussi est devenu le rôle des miliciens valaisans dont le nombre, d'ailleurs, s'est réduit comme peau de chagrin. Guillaume Du Fay, dans une lettre adressée le 29 juin 1799 au préfet de Rivaz, parlant «de la situation du bataillon d'élite valaisan», affirme en effet que

<sup>205</sup> AV, H, vol. 30, n° 2038, pp. 750-752: de Rivaz au ministre de la Guerre, [Sion,] 21 mai 1799, copie.

<sup>206</sup> AF, B, vol. 3022, fol. 296 et 297. Ce document nous apprend aussi que, le 13 mai, Lanther s'est adressé à Michel Dufour pour s'étonner de ne pas recevoir des rapports bimensuels de sa part «sur les progrès de l'organisation militaire» en Valais, comme il le lui avait demandé! La bureaucratie serait-elle une tour d'ivoire, coupée des réalités? – C'est durant l'été 1799 que l'organisation de la réserve sera plus ou moins achevée par Michel Dufour, du moins sur le papier... (Voir notamment *ibidem*, fol. 300: Dufour au ministre de la Guerre, Monthey, 3 juillet 1799, orig.)

<sup>207</sup> *Nouvelliste*, n° 49 du 18 juin 1799, suppl. – Sur l'insurrection de 1799 et sur quelques désertions, voir BARRAS, pp. 115-138.

la force des seize compagnies de ce bataillon [incomplètes dès le début] se trouve réduite à 577 hommes. Dix compagnies sont depuis quatre à cinq jours campées à Tourtemagne; une comp[agni]e est à Brigue depuis environ trois semaines, à la suite des canons, et les cinq autres sont aux environs de Sierre, dont deux à Chippis où elles sont depuis le commencement des opérations militaires,

et qu'on lui a «dit que leur destination devait aussi être à Tourtemagne»<sup>208</sup>. Plus le temps s'écoule et plus les problèmes sont aigus: vers le 18 juillet, certaines compagnies, qui sont alors à Viège, n'ont «plus de munitions» et manquent de «pierres à fusil» et, le 1er août, le corps de la milice valaisanne ne dépasse que légèrement 400 hommes, y compris une centaine d'officiers et de sous-officiers<sup>209</sup>! Et quand, le 12 août 1799, le Directoire donne la possibilité d'accorder quelques congés aux militaires et aux miliciens, le préfet de Rivaz est bien emprunté: sur moins de 400 Valaisans qu'il reste alors, quatre seulement ont «témoigné la volonté de continuer le service», ce qui ressemblerait fort à un licenciement du corps si tous les congés demandés étaient accordés<sup>210</sup>! Ce ne serait cependant pas une catastrophe, à lire l'adjudant-général Pierre von der Weid, commandant dans les troupes helvétiques en Valais, qui écrit que «les cinq compagnies» – dans lesquelles on a regroupé les miliciens bas-valaisans restants – «ont [...] beaucoup souffert» et qu'il leur «manquait un chef [...] qui eût les moyens nécessaires à leur donner des leçons du service militaire et d'exercice dont elles n'avaient pas les notions nécessaires à pouvoir être employées pour le service de campagne»<sup>211</sup>.

Finalement, les cinq compagnies encore en activité – dont les effectifs ont continué à diminuer – ne seront licenciées que le 24 septembre.

Dans les circonstances troublées du printemps et de l'été 1799, il serait malvenu de critiquer les miliciens valaisans dont beaucoup ont, à un moment ou à un autre, déserté: non seulement ces hommes étaient souvent mal équipés, insuffisamment armés – Dufour a même pris l'initiative de créer une compagnie de carabiniers –, mal encadrés et peu désireux de combattre leurs compatriotes haut-valaisans, mais encore, une fois les principaux renforts arrivés, ils paraissent avoir été considérés – et pour cause –

<sup>208</sup> AV, H, vol. 5, n° 167: Guillaume Du Fay, quartier-maître dans le corps d'élite valaisan, à de Rivaz, Sion, 29 juin 1799, orig. – On notera qu'il n'y a plus que 577 hommes au lieu des 1500 possibles et au lieu des quelque 1300 effectivement réunis. Ce ne sont ni la maladie survenue en service ni le nombre des morts et des blessés – qui se monte alors à septante-cinq – qui expliquent la plus grande part de ce déficit d'un peu plus de 700 hommes, mais les désertions.

<sup>209</sup> AV, H, vol. 31, n° 2411, pp. 93 et 94: de Rivaz à de Loës, Sion, 18 juillet 1799, copie; AF, B, vol. 3051, fol. 189 et 190: de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 1er août 1799, orig., et AV, H, vol. 31, n° 2515, pp. 170-172, copie.

<sup>210</sup> AF, B, vol. 3051, fol. 194: de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 22 août 1799, orig., et AV, H, vol. 31, n° 2684, p. 265, copie. – Il est vrai que ce problème se pose probablement un peu partout dans les troupes helvétiques comme le laisse penser le document suivant: AF, B, vol. 3051, fol. 383 et 386: Pierre von der Weid au ministre de la Guerre, Loèche, 24 août 1800, orig.

<sup>211</sup> *Ibidem*, fol. 388: le même au même, Sierre, 1er sept. 1799, orig.

comme quantité négligeable par les hiérarchies française et helvétique. De telle sorte que Michel Dufour pourra écrire au ministre de la Guerre:

L'élite du Valais a marché tout entière et toute à la fois, soit sur le Rhin, soit dans le canton. Elle est restée en campagne contre les insurgés depuis le 17 avril jusqu'au 24 septembre; pendant cet intervalle de temps, elle a toujours occupé des positions qui rendaient leur [*sic*] service des plus pénibles; toujours au bivouac ou campée tantôt dans des marais fangeux et malsains, tantôt dans d'autres lieux déserts et non moins incommodes, sans avoir jamais eu un moment de relâche dans les lieux habités. Une partie des bataillons des autres cantons sont restés dans les villes et [les] bourgades. Dans ces positions malsaines et pénibles, l'élite du Valais a souvent manqué de vivres, en sorte que de ceux qui sont restés sous les drapeaux il en est mort plusieurs de fatigue et de misère, quelques-uns languissant encore dans leur lit. [...] Je dois vous rappeler en même temps que 1 500 hommes de notre réserve ont marché pendant dix jours, qu'ils n'ont eu que deux fois les vivres, qu'ils n'ont reçu aucune solde [...]<sup>212</sup>.

Quant à Michel Dufour, personne, semble-t-il, ne lui fait des reproches directs, même pas le commissaire Buxtorf. Voudrait-on lui en faire? Il peut évoquer le manque de temps et l'incurie du gouvernement; il peut répondre que, dès la mise en place des troupes bas-valaisannes dans la région sierroise avant le début des combats, il a dû se contenter de seconder Buxtorf et que, lorsque la guerre a éclaté, il a courageusement assumé ses responsabilités en allant au feu à la tête des miliciens, sans pour autant avoir quelque influence sur la stratégie adoptée. Il peut même, d'une part, se référer à la proclamation du Grand Conseil helvétique, du 6 juin, qu'il est possible de considérer, dans une certaine mesure au moins, comme un satisfecit implicite à son égard; et, d'autre part, se targuer du soutien inconditionnel du préfet de Rivaz, lequel est bien placé pour savoir qu'il n'aurait guère été raisonnable d'envisager que la milice du Valais francophone fût pleinement opérationnelle, quand on connaît les conditions dans lesquelles elle a dû être mise sur pied.

Et, comme la meilleure défense est encore l'attaque, Michel Dufour est allé jusqu'à dénoncer la passivité du gouvernement devant les désertions, en écrivant au préfet de Rivaz, le 8 août 1799:

J'ai appris qu'on avait congédié une partie des officiers de nos bataillons d'élite<sup>213</sup> et qu'on avait réduit le nombre des compagnies en en réunissant plusieurs ensemble. Cette mesure me fait conjecturer qu'il n'est plus question du licenciement de ce corps et qu'on va le laisser encore sur pied. Si cela est, je prévois qu'il va se réduire à rien par la

<sup>212</sup> *Ibidem*, fol. 292-294: Dufour au ministre de la Guerre, Sion, 13 déc. 1799, orig. – Les miliciens qui se sont rendus à la frontière rhénane ont été licenciés à la suite d'un arrêté du Directoire du 22 juin 1799 et ont dû rester « de piquet » en Valais sans y reprendre du service. (*Ibidem*, fol. 189 et 190; STRICKLER, t. IV, pp. 843-845.)

<sup>213</sup> Nous avons vu ci-dessus, p. 82, que, le 1er août, il restait une centaine d'officiers et de sous-officiers pour quelque 300 hommes.

défection, attendu que chacun sait qu'elle reste impunie. On voit ici [à Monthey], comme ailleurs, les déserteurs se montrer publiquement et tourner même en ridicule ceux qui font leur devoir. Je ne puis, citoyen préfet, vous dissimuler combien je suis indigné d'une conduite pareille. Mais ce qui me révolte le plus, c'est que les lois paraissent les y autoriser<sup>214</sup>.

On peut penser en effet que cette indignation est calculée. Il se peut que Dufour veuille donner l'impression aux autorités qu'il est un inspecteur avide de fermeté et que, s'il ne tenait qu'à lui, les désertions, dans la milice, n'auraient pas été si nombreuses. En fait, nous l'avons vu, il comprend – sans les excuser sans doute – les défaillances des miliciens valaisans qui, en ces temps difficiles où le gouvernement est quelque peu dépassé, n'ont guère à craindre que des mesures soient prises contre eux et surtout pas de la part de leur inspecteur qui n'a pas à empiéter en ce domaine sur les pouvoirs des autorités civiles et militaires.

Force est de constater, plus généralement, que, comme lors de la révolte haut-valaisanne de 1798, les circonstances ont servi Michel Dufour: sans qu'il ait failli à son devoir, d'autres portent l'essentiel des responsabilités dans les combats et dans la répression de l'insurrection – de même qu'envers les désertions – puisque, à chaque fois, il n'est allé au front que dans la phase la moins sanglante de la guerre, et ce, sans jamais être investi officiellement du commandement des troupes bas-valaisannes. C'est là un constat important, car son image, notamment en Valais, ne ressort nullement ternie des deux insurrections de 1798 et de 1799, alors qu'un tel risque existait bel et bien s'il avait été chargé, en ces occurrences, de jouer un rôle majeur et durable. Il est bon quelquefois de n'être qu'un subalterne. Même si, on va le voir, les soucis ne manquent pas...

<sup>214</sup> AV, H, vol. 6, n° 165: Dufour à de Rivaz, Monthey, 8 août 1799, orig. – Le 1er août 1799, le préfet de Rivaz a évoqué l'arrêté du Directoire du 22 juin qui, notamment, promettait «l'oubli du passé» aux déserteurs «du corps de troupes d'élite destiné à concourir à la défense des frontières orientales et septentrionales de la République» dont fait partie un demi-bataillon de la milice valaisanne, à condition qu'ils se rendent, à la date qui leur sera fixée, «dans le chef-lieu de leurs cantons respectifs»; il a constaté que l'effet de cette clause a été quasi nul auprès de ceux qui auraient pu en bénéficier et il a souligné la difficulté et le danger de prendre des sanctions contre les miliciens déserteurs en affirmant: «Plusieurs, dans le district de Monthey surtout, ont fui et passé dans les montagnes du département du lac Léman. Je crains les mêmes résistances pour l'avenir et, si des mesures de contrainte sont prises pour les traduire à leur corps, la plupart s'exileront plutôt que de servir.» (AF, B, vol. 3051, fol. 189 et 190; STRICKLER, t. IV, pp. 843-845.)

## Problèmes divers

Le 19 mai 1799, alors que le soulèvement haut-valaisan est loin d'être écrasé, Lanther, le ministre de la Guerre, écrivant au préfet de Rivaz, demande que lui parvienne au plus tôt la liste de tous les citoyens qui ont servi dans des corps étrangers et qui, «pour cette raison, peuvent être utiles à l'instruction de la milice», ainsi que divers renseignements les concernant. Le 22, le préfet de Rivaz communique à Michel Dufour la volonté du ministre et lui dit :

Il paraît, par la teneur littérale de cet ordre, que c'est à vous, citoyen inspecteur, à rassembler les éléments de ce rapport, en recueillant dans chaque district, dans chaque commune, toutes les notes nécessaires pour en remplir les indications. Je vous prie en conséquence de vouloir bien vous les procurer dans le plus court délai qu'il sera possible afin qu'aucun reproche [ne] me soit fait à cet égard.

Le 16 juin 1799 déjà, Charles-Emmanuel de Rivaz relance Michel Dufour qui ne lui a rien fait parvenir à ce sujet, car il dit craindre que le ministre de la Guerre ne s'impatiente<sup>215</sup>. Et ce n'est que le 25 juillet que le préfet peut répondre, fort partiellement d'ailleurs, à la volonté du ministre ; il lui écrit en effet :

J'ai bien tardé à vous transmettre l'état, demandé par votre lettre du 19 mai, des citoyens qui ont servi dans les pays étrangers. La lenteur des agents à fournir les listes en a été cause, et ce n'est qu'aujourd'hui que j'ai eu celui de deux communes du district de Sierre. La case des observations est presque vide parce que les agents les ont entièrement négligées et que ni l'inspecteur ni moi n'avons pu y suppléer, faute de renseignements personnels sur les individus donnés en liste. Veuillez bien, citoyen ministre, recevoir ce travail, tout incomplet qu'il est, et croire qu'il n'a pas tenu à mes instances qu'il ne fût tel qu'il devrait être et que vous le désiriez<sup>216</sup>.

Donnant l'impression de ne pas tenir compte de la situation difficile dans laquelle se trouve le Valais, le gouvernement helvétique, par l'intermédiaire du ministre de la Guerre, demande, le 3 août, d'y procéder à une levée

<sup>215</sup> Voir, respectivement, AV, H, vol. 30, n° 2056, pp. 764 et 765 : de Rivaz à Dufour, Sion, 22 mai 1799, copie ; *ibidem*, n° 2193, pp. 880 et 881 : le même au même, [Sion,] 16 juin 1799, copie.

<sup>216</sup> AF, B, vol. 2941, fol. 217 : de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 25 juillet 1799, orig., et AV, H, vol. 31, n° 2476, p. 144, copie avec quelques variantes mineures. – Le 21 oct. 1799, le ministre de la Guerre demandera un nouveau tableau de tous les Valaisans de moins de 55 ans «qui ont servi chez les Puissances étrangères», tableau qui doit lui parvenir absolument avant le 15 nov. Le 13, le préfet de Rivaz ne peut lui adresser que les rapports des districts de St-Maurice, Sion et Monthey ; le 25, de Rivaz complète le tableau et seuls les renseignements qui concernent le district de Sierre sont encore partiels ; le 2 déc. enfin, il peut expédier au ministre de la Guerre les rapports de St-Maurice-de-Lagues, de Lens et d'Anniviers. (Voir *ibidem*, vol. 31, n° 3106, p. 534, n° 3220, p. 606, n° 3300, pp. 654 et 655, n° 3344, p. 681 : de Rivaz au ministre de la Guerre, [Sion,] les 25 oct., 13 nov., 25 nov. et 2 déc. 1799, copies.)

de 100 hommes destinés à la garde des autorités suprêmes, sans préciser de délai cependant<sup>217</sup>. Le 6, le préfet de Rivaz reçoit la lettre où cette nouvelle exigence est formulée et, le lendemain, il s'adresse à Michel Dufour, qui se trouve alors à Monthey, afin qu'il prenne les dispositions nécessaires à ce sujet. C'en est trop! Le 10 août, dans sa réponse, l'inspecteur laisse éclater sa colère et, avec une grande liberté de ton, il écrit :

J'ai reçu hier la lettre dont vous m'avez honoré en date du 7 courant, par laquelle vous me faites connaître les intentions du ministre de la Guerre [Lanther] qui me charge d'organiser une compagnie de 100 hommes pour relever la garde des autorités suprêmes. Cette troupe doit être bien composée, bien armée et équipée, et prête à marcher au premier ordre.

Il est bien surprenant, citoyen préfet, je ne saurais vous le dissimuler, que le ministre ou le Directoire, qui n'ignore pas, ou du moins ne doit pas ignorer, la triste situation de notre canton, qui sait que toute notre élite est depuis longtemps sous les drapeaux, que la réserve même a été dans le cas de marcher; qui sait combien nous souffrons par le séjour des troupes étrangères, par des réquisitions de tous genres; qui sait, en un mot, que ce canton est depuis quatre mois le théâtre de la guerre et qu'il en éprouve tous les fléaux; il est surprenant, dis-je, qu'il n'obtienne pas plus de soulagement que ceux qui ont le moins souffert, que, au contraire même, il ait plus de charges à supporter. Le Léman, qui a 8000 hommes d'élite dont un tiers et plus est resté tranquille dans ses foyers, ne fournit que 200 hommes pour le tour de service dont il est question, tandis que nous, qui n'avons que 1800 hommes qui, tous, ont été en activité et [ont] beaucoup souffert, en devons fournir 100. Cette inégalité dans la répartition des charges est frappante. Je n'ai pu me dispenser de vous la faire observer. Mais, quoi qu'il en soit, je n'en dois pas moins remplir mes devoirs.

Le ministre [de la Guerre] désire que, pour la formation de cette compagnie, on y admette de préférence les citoyens de bonne volonté. C'est, sans contredit, le parti qui offre le moins d'inconvénients. Je viens en conséquence d'écrire aux commandants d'arrondissement. Je leur ai indiqué et je les ai chargés de faire les démarches nécessaires dans les différentes communes de leur département. Mais je vous avouerai que j'attends peu de cette mesure, vu que personne ne s'intéressera, dans les communes, à ce qu'elle réussisse. Ceux qui ne sont pas obligés de marcher préféreront de rester chez eux, les autres en attendront l'ordre, ils ne sont pas d'ailleurs réfractaires. J'espérerai davantage sur ceux qui sont actuellement en activité. Fatigués [*sic*] par un service pénible, ignorant le terme de leur licenciement, une partie préférera un service qui pourrait être plus long à la vérité, mais beaucoup moins fatigant. Pour les déterminer plus facilement, il serait à propos et même nécessaire de permettre aux volontaires de se retirer chez eux y attendre l'ordre de leur départ et s'y préparer. Cette faveur, dont ils

<sup>217</sup> *Ibidem*, n° 2616, pp. 229 et 230: de Rivaz au ministre de la Guerre, [Sion,] 12 août 1799, copie.

pourraient jouir sans retard, serait, à mon avis, un des meilleurs encouragements. Je ne sais si vous y trouvez quelques obstacles. Je n'ai osé prendre sur moi de le proposer sans vous en prévenir, et c'est le motif qui m'a fait différer d'écrire au bataillon par ce courrier. Veuillez, citoyen préfet, me faire connaître vos intentions à cet égard.

Un autre embarras que j'éprouve, c'est relativement aux tambours dont nous sommes tout à fait dépourvus. Je crains d'en manquer pour cette compagnie. Il eût été bon sans doute d'en former, mais nous n'en avons pas les moyens. Il n'en existe aucun dans notre canton qui connaisse les nouvelles batteries et qui, conséquemment, puisse donner des leçons. Il s'agira cependant de prendre quelques mesures<sup>218</sup>.

Cette lettre illustre quelques problèmes qui se posent à l'inspecteur Michel Dufour, et elle montre combien il tient à cœur sa tâche tout en n'oubliant pas l'intérêt de ses concitoyens. Quant à son style, il est révélateur des états d'âme du Bas-Valaisan : même si elle est adressée à de Rivaz, qui est son cousin, sur la fidélité et la discrétion duquel il sait pouvoir compter, il doit bien penser qu'elle pourrait se trouver sous les yeux de gens moins bienveillants à son égard que le préfet, voire que ce dernier pourrait se croire autorisé à faire part des critiques qu'elle contient au ministre de la Guerre, puisqu'il s'agit d'une lettre officielle.

Ce 10 août, le préfet reçoit une nouvelle missive du ministre de la Guerre, datée du 8, qui ordonne que la compagnie de 100 hommes se réunisse à Martigny le 13 et quitte le Valais pour Berne le lendemain. Le 10 encore, de Rivaz écrit à Lanther afin de l'informer que cet ordre ne peut être exécuté pour la date prévue et il demande à Michel Dufour de mettre sur pied cette troupe le plus rapidement possible<sup>219</sup>. Le 12 août, le préfet de Rivaz s'adresse à nouveau à Lanther pour l'instruire de «l'embarras» dans lequel cette levée de 100 hommes a mis l'inspecteur qui pense ne pouvoir les trouver que parmi les «soldats d'élite encore actuellement sous les drapeaux à Viège»; et il ajoute :

[...] Je n'ai pas osé prendre sur moi l'exécution de cette mesure sans en avoir obtenu votre agrément, incertain, d'ailleurs, si le général Turreau ne mettrait pas quelque opposition à la diminution dudit corps qui n'est plus composé que de 391 soldats effectifs [!].

<sup>218</sup> *Ibidem*, vol. 6, n° 186 : Dufour à de Rivaz, Monthey, 10 août 1799, orig. – Comme nous l'avons indiqué à la note 197 de la p. 77, Dufour s'est préoccupé de l'instruction des tambours sans, à l'évidence, avoir pu encore réaliser son vœu, vu les circonstances. Témoin ces mots que de Rivaz lui adressait le 19 avril 1799 : «J'ai proposé au Directoire le plan dont vous [= nous ?] étiez [= étions ?] convenu[s ?] ensemble pour faciliter l'instruction des tambours du corps d'élite.[...]. Le Directoire, sur mon rapport, m'a autorisé à assigner l'étape ordinaire et [la] demi-paie aux tambours pendant qu'ils seraient en instruction.» (*Ibidem*, vol. 30, n° 1803, pp. 605 et 606 : de Rivaz à Dufour, [Sion,] 19 avril 1799, copie.)

<sup>219</sup> AF, B, vol. 3051, fol. 192 : de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 10 août 1799, orig., et AV, vol. 31, n° 2596, pp. 218 et 219, copie. – Ce 10 août, Michel Dufour, suite à la lettre que le préfet de Rivaz lui a adressée le 7, donne des instructions aux deux commandants d'arrondissement afin d'organiser cette levée de 100 hommes qui, dans la mesure du possible, doit être composée de volontaires. Il souhaite que cela se fasse rapidement, tout en précisant que «cette troupe doit être organisée sur le papier, mais non encore rassemblée». (*Ibidem*, cart. 22, fasc. 11, n° 2 : Dufour à Louis d'Odet, Monthey, 10 août 1799, orig.)

Le 12 août encore, de Rivaz fait part de cette dernière lettre à Michel Dufour, le priant à demi-mot de suspendre toute démarche, dans l'attente de la réaction du ministre de la Guerre, ce d'autant plus que le commissaire Gex-Obussier va écrire aussi à ce dernier, car il lui paraît que le Valais ne peut guère satisfaire à l'ordre du gouvernement en ce moment. Et, quelques jours plus tard, Lanther «contremande la marche de la compagnie qu'il avait demandée pour Berne»<sup>220</sup>.

Ce n'est qu'un répit cependant. Le 22 octobre 1799, le Directoire exécutif décide la création d'«une école d'instruction pour les officiers et les sous-officiers de l'élite», et le Valais est bientôt sollicité d'y envoyer un contingent de 100 hommes. Cette fois cependant, Michel Dufour ne devrait pas avoir trop de peine à le mettre sur pied: le Haut-Valais est alors pacifié, ayant été soumis par la force, le bataillon d'élite a été licencié le 24 septembre 1799 et l'arrêté du Directoire ne manque pas d'être persuasif, puisque «tout officier et sous-officier qui refusera de se rendre à l'école d'instruction sera regardé comme ayant renoncé à son emploi et rentrera dans la classe du simple soldat»<sup>221</sup>.

Michel Dufour se met immédiatement au travail, cherchant à réunir surtout «les sous-officiers, c'est-à-dire les sergents-majors, fourriers et sergents, attendu qu'à ce premier tour il part très peu d'officiers»<sup>222</sup>.

Le 21 novembre, il écrit à Lanther, l'avise que cette compagnie «pourra être prête pour le commencement de décembre», mais il manifeste une certaine mauvaise humeur: il aurait préféré qu'elle ne parte qu'après «la nomination de l'état-major de nos bataillons et de toutes les places vacantes», d'après les listes que le préfet de Rivaz et lui-même sont en train de dresser; de plus, il se permet d'ajouter:

[...] Je vous prie, citoyen ministre, de fixer toujours l'époque du départ à huit jours de la date à laquelle je peux recevoir vos ordres, parce qu'on ne peut faire de rassemblement avec quelque facilité que par les publications du dimanche dans les communes; ce qui exige un intervalle d'une semaine après votre ordre. Sans cela, il serait nécessaire d'envoyer de toutes parts des exprès qui occasionnent beaucoup de frais et avec lesquels on ne fait encore les choses que très imparfaitement. Veuillez avoir particulièrement égard à cette observation.

Je vous prie aussi, citoyen ministre, de vouloir bien me dire si cette troupe doit se procurer ici des armes ou si elles lui seront fournies à Berne<sup>223</sup>.

<sup>220</sup> Voir, respectivement, *ibidem*, vol. 31, n° 2616, pp. 229 et 230; *ibidem*, n° 2621, pp. 231 et 232: de Rivaz à Dufour, [Sion,] 12 août 1799, copie; *ibidem*, n° 2658, p. 251: le même au même, [Sion,] 18 août 1799, copie.

<sup>221</sup> *Ibidem*, vol. 8, n° 183: Dufour à André Ducrue, sous-préfet de Sion, s.l., 12 nov. 1799, orig. Voir aussi STRICKLER, t. V, pp. 170 et 171: arrêté du Directoire du 22 oct. 1799.

<sup>222</sup> AV, H, vol. 8, n° 234: Dufour à Ducrue, Sion, 20 nov. 1799, orig.

<sup>223</sup> AF, B, vol. 3022, fol. 308: Dufour au ministre de la Guerre, Sion, 21 nov. 1799, orig.



Il n'en décide pas moins, pour accélérer celle levée, de rencontrer en divers endroits les sous-officiers qu'il avait décidé de désigner pour aller à Berne et il revient confiant de sa «course» puisque, le 29 novembre, il adresse une lettre optimiste à Lanther: les désirs de ce dernier ne vont pas tarder à être exaucés<sup>224</sup>.

Le 9 décembre 1799, la troupe est mise sur pied, «partie à Martigny, partie à S[ain]t-Maurice»; le 10, elle est à Saint-Maurice, d'où, le 11, elle part pour Berne, via Montreux, Bulle et Fribourg<sup>225</sup>. Mais, au grand dam de Michel Dufour, les sous-officiers qui la forment sont au nombre de 72 au lieu de 100! Si quelques individus ont «des raisons légitimes» pour justifier leur absence, la plupart des autres n'en ont pas. «[...] Le plus grand nombre, écrit l'inspecteur bas-valaisan, se sont découragés et, malgré la parole qu'ils m'avaient donnée, n'ont pas voulu marcher». Et il parle avec franchise au ministre de la Guerre: les raisons qui expliquent leur attitude et, de façon plus générale, le découragement qui règne au sein de la milice valaisanne sont bien réels. On ne veut pas, en tant que sous-officier, aller à Berne avec une solde de soldat; on craint que le séjour, contrairement à ce qui est prétendu officiellement, dure beaucoup plus que deux mois; on se souvient que, durant l'insurrection haut-valaisanne, on a manqué de vivres; et, plus grave, les soldes n'ont pas été payées; et, comme le gouvernement a fait preuve de beaucoup d'indulgence envers les déserteurs, on se dit que l'on n'a quasiment rien à craindre des autorités. Enfin, Dufour se permet encore de rappeler la période difficile que viennent de connaître les miliciens, lors de l'insurrection haut-valaisanne, et de demander qu'ils reçoivent promptement leurs soldes arriérées<sup>226</sup>.

Le ministre Lanther goûte fort peu cette réponse et, le 18 décembre, il écrit une nouvelle lettre à l'inspecteur valaisan où il se montre critique à son égard, si l'on en juge par la réaction de ce dernier qui n'est nullement décidé à se laisser faire. Le 30 décembre 1799, le Bas-Valaisan indique à son supérieur que dix-sept sous-officiers sont en route pour Berne et «que quelques autres encore vont incessamment les suivre». Mais l'essentiel n'est pas là. D'une part, Michel Dufour insiste toujours pour qu'on paie les soldes arriérées dues aux miliciens valaisans et il ose ces mots:

Je sais très bien, citoyen ministre, dans quel état se trouvent nos finances, et personne ne peut l'ignorer, mais les sommes qui leur sont dues ne sont pas considérables et cette dette est sans doute une des premières qui doit être acquittée.

<sup>224</sup> *Ibidem*, vol. 3051, fol. 291: Dufour au ministre de la Guerre, Sion, 29 nov. 1799, orig.

<sup>225</sup> AV, H, vol. 31, n° 3349, pp. 684 et 685: de Rivaz à Dufour, [Sion,] 2 déc. 1799, copie; *ibidem*, n° 3345, pp. 681 et 682: de Rivaz au ministre de la Guerre, [Sion,] 2 déc. 1799, copie.

<sup>226</sup> AF, B, vol. 3051, fol. 292-294.

Et, comme le ministre de la Guerre lui a reproché d'avoir fait partir une troupe incomplète pour Berne alors qu'il aurait mieux valu «remplacer de suite les sous-officiers qui avaient refusé de marcher, afin de compléter la compagnie et [de] faire partir les 100 hommes» ensemble, il lui réplique :

Je vous prie d'observer, cit[oyen] ministre, que ce n'est qu'au moment du rassemblement à S[ain]t-Maurice que j'ai pu m'apercevoir du déficit. Il n'était pas en mon pouvoir de les remplacer de suite et il y aurait eu de l'inconvénient à retarder le départ de la compagnie jusqu'à ce qu'elle fût complète. Je n'ai pas négligé à faire dès lors des démarches pour la compléter, mais elles ont eu peu de succès.

Et, après avoir évoqué les moyens qu'il a mis en œuvre pour tenter de compléter la compagnie de sous-officiers valaisans, il conclut par ces phrases lourdes de sens :

Vous dirai-je, citoyen ministre, que, dans l'arrondissement supérieur, il ne s'en est pas présenté un. Ceux dont je vous ai annoncé le départ sont à peu près les seuls qui aient paru de l'arrondissement occidental, de manière qu'il n'y a pas eu de choix à faire. Voilà une nouvelle preuve du découragement qui règne parmi nos milices<sup>227</sup>.

A l'évidence, Michel Dufour utilise un ton plus cassant que d'ordinaire, car, d'une part, il ne tient pas à ce qu'on le considère comme un inspecteur incapable, et, d'autre part, il est écœuré par l'incompréhension du gouvernement envers la situation qui règne dans son canton et par le peu de considération qu'on y a envers les miliciens valaisans. Lui-même est proche, que l'on nous pardonne l'expression, du ras-le-bol, mais il n'envisage pas, semble-t-il, d'abandonner une fonction qui lui cause tant de soucis et d'irritation.

Il n'est pas au bout de ses peines cependant. En cette fin d'année 1799 et dans les premières semaines de 1800, il est encore assailli par une autre préoccupation. Au cours de 1799, il a dressé, conjointement avec le préfet de Rivaz, plusieurs états des citoyens à proposer pour les places d'officiers dans l'élite et dans la milice de réserve. Le 5 décembre 1799, il achève de dresser, d'une part, «un état militaire des deux arrondissements de la partie française du canton de Valais»; d'autre part, «un état des citoyens proposés [...] pour les places vacantes [d'officiers et de sous-officiers] dans le premier et [le] second bataillon d'élite», divisé en deux tableaux; et il s'empresse de les expédier à Lanther<sup>228</sup>. A partir de ces deux derniers tableaux, le ministre de la Guerre arrête la liste des officiers qui devraient être nommés aux places vacantes et, le 11 décembre, il transmet les trois documents au Directoire exécutif. Celui-ci, voulant s'assurer de la pertinence des choix effectués, soumet les deux tableaux à trois Valaisans, membres du Grand Conseil

<sup>227</sup> *Ibidem*, fol. 298-300: Dufour au ministre de la Guerre, Monthey, 30 déc. 1799, orig. – Nous doutons que le contingent des sous-officiers valaisans destiné à l'école de Berne ait jamais atteint les 100 hommes.

<sup>228</sup> AF, B, vol. 733a, pp. 669-676 et pp. 679-686, copies; voir encore *ibidem*, pp. 663-666: rapport de Lanther à la Commission ex., Berne, 14 janv. 1800, orig.

helvétique, à savoir Léopold de Nucé, Joseph-Emmanuel de Bons et Jean-Marie Lacoste. Le 19 décembre 1799, ils font parvenir leur rapport au Directoire; ce rapport est une condamnation sans nuances du travail accompli par Michel Dufour, ce qui tendrait à prouver que le député de Bons n'a pas l'habitude de sacrifier ses idées à quelques liens de parenté. Qu'on en juge:

Les représentants du peuple de Bons, Lacoste et [de] Nucé ont examiné avec attention les deux états susdits [«les deux états militaires du Valais»]. Ils ont été surpris qu'on ait osé présenter quelque chose d'aussi incomplet à la sanction du Directoire. La moitié des sujets *ne sont pas* proposés; la répartition, que l'équité, la politique et l'émulation prescrivent, y est oubliée. Trop de communes n'ont aucun de leurs concitoyens de placés; trop d'anciens militaires sont négligés; une place de chef de bataillon donnée à un jeune homme de 24 ans [Charles d'Odet, cousin de Dufour,] qui n'a servi que la dernière campagne en Valais, pendant que des officiers et sous-officiers, ayant le double de son âge, du service de ligne, des campagnes, sont désignés pour être capitaines ou même lieutenants.

D'après ces considérations, les repré[sentan]ts du peuple susdits invitent le Directoire exécutif à renvoyer ces soi-disant tableaux à leur auteur, avec ordre d'en présenter de plus complets et de plus justes.

Alors, les repré[sentan]ts soussignés se feront un devoir d'indiquer et [de] contrôler les choix<sup>229</sup>.

Cette condamnation sans appel est communiquée le jour même au ministre de la Guerre par le Directoire qui le prie d'exiger que Michel Dufour revoie sa copie et présente «une seconde proposition de sujets pour la repourvue des places vacantes d'officiers dans les deux bataillons d'élite» du Valais, en tenant compte des remarques faites par de Nucé, de Bons et Lacoste. Et Lanther de s'empresse d'exécuter l'ordre reçu dans une lettre, datée du 27 décembre, où il se contente d'indiquer la volonté du Directoire et les reproches des trois députés<sup>230</sup>. L'envoi du ministre de la Guerre parvient à Michel Dufour en un moment où ce dernier a les nerfs à vif. Fort surpris par les attaques des trois Valaisans, l'inspecteur ne se laisse pas impressionner cependant et, dans sa réponse, il défend son travail avec minutie et fermeté, réussissant à contenir une colère qui ne demande pourtant qu'à éclater. Il écrit:

Citoyen ministre,

J'ai vu avec quelque surprise les observations que vous m'avez fait l'honneur de me transmettre dans votre lettre du 27 décembre, et je m'empresse d'y répondre article par article pour édifier le gouvernement sur les motifs qui m'ont dirigé et sur ce qu'il y a d'inexact dans les rapports qui lui ont été faits.

<sup>229</sup> *Ibidem*, pp. 657-660: rapport de Lacoste, de Bons et de Nucé au Directoire, Berne, 19 déc. 1799, orig., écrit par de Nucé.

<sup>230</sup> *Ibidem*, vol. 3022, fol. 309: le ministre de la Guerre à Dufour, [Berne,] 27 déc. 1799, copie certifiée conforme par Lanther.

Le premier reproche consiste en *ce qu'il y a trop de communes qui n'ont point de leurs concitoyens de placés*. Je puis vous assurer, citoyen ministre, que, au contraire, il n'y en a qu'un très petit nombre qui soient dans ce cas. Les communes qui n'ont pu fournir des officiers pour l'élite en ont eu pour la réserve. Je vous prie de vouloir bien jeter un coup d'œil sur ces deux états et vous serez convaincu qu'un de nos soins a été de répartir ces places autant qu'il a été possible. S'il est des communes où un plus grand nombre d'emplois se trouve réuni que dans d'autres, la raison en est qu'il y avait aussi plus de choix, et ce n'est que par le dénuement absolu de sujets aptes que quelques villages se trouvent n'avoir aucun officier parmi leurs concitoyens.

Le second reproche consiste en *ce que trop d'anciens militaires sont négligés*. Je ne saurais comprendre sur quoi ce reproche peut être fondé. La moitié environ de nos officiers d'élite sont des militaires qui ont plus ou moins longtemps servi dans des troupes de ligne. Plusieurs autres, dans cette classe, avaient été désignés sur les listes de présentation et [...], ayant été nommés, ont renvoyé leurs brevets. La plupart, se trouvant mariés, n'ont pas voulu, quoique appelés aux premiers emplois, accepter du service dans l'élite<sup>231</sup>. Je vous citerai le cit[oyen] François Roduit, ci-devant sergent au régiment de Courten en France. Le Directoire l'avait nommé à la place de chef du 1er bataillon; il l'a refusée. Le cit[oyen] Pont, ancien sergent-fourrier dans le même corps, a été depuis itérativement sollicité par le préfet national et moi pour accepter le commandement de ce bataillon, mais il s'est obstinément refusé à nos instances. Je ne vous rapporte que ces deux exemples, parce que ce sont les plus marquants. Je désire, pour les autres, pouvoir entrer dans des détails ignorés vraisemblablement des représentants du peuple nommés dans votre lettre. Veuillez bien, citoyen ministre, avoir la bonté de leur demander une liste nominative des militaires qu'ils croient avoir été oubliés et, s'il s'en trouve dans le nombre qui m'aient échappé ainsi qu'au préfet nat[ional], nous nous empresserons tous deux de rectifier cette injustice involontaire. Informé par moi de la critique qu'avait éprouvée notre présentation, il vous assure qu'il n'a rien de plus à cœur que de contribuer à la récompense du mérite partout où il se trouve et qu'il ne demande que d'être éclairé à cet égard.

Le troisième reproche porte sur *la nomination d'un jeune homme de 24 ans comme chef de bataillon pendant que des militaires plus âgés,*

<sup>231</sup> Ce que le préfet de Rivaz confirmera quelques mois plus tard en écrivant: «Nous [l'inspecteur et moi] vous observons [...] de nouveau [...] que les anciens officiers ou sous-officiers dont l'expérience aurait été utile pour l'instruction du corps d'élite ont refusé de s'y employer et que nous avons fait, pour les y engager, nombre de tentatives inutiles [...]. L'observation que vous me faites sur les officiers qui ont été recommandés par des représentants du peuple est vraie vis-à-vis de quelques individus, mais ne peut pas nous servir en cette occasion. Ces sujets sont des officiers qui ont servi dans l'étranger et qui ne sont pas attachés au corps d'élite. Aucun d'eux ne voudrait y entrer comme ne leur donnant pas une existence suffisante, mais plusieurs auraient désiré du service dans les troupes soldées de la République, et ils ont vu avec surprise que, dans la distribution de ces places, le canton ait été presque entièrement oublié, tandis que le canton voisin du Léman en a eu un si grand nombre.» (AF, B, vol. 2941, fol. 243-245: de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 7 juin 1800, orig.)

*ayant servi dans des troupes de ligne et fait des campagnes, sont désignés pour être capitaines ou même lieutenants.* Je réponds d'abord qu'il y a deux erreurs dans cet exposé. L'état que j'ai eu l'honneur de vous envoyer ne porte d'autres présentations que celles des officiers de l'état-major des deux bataillons<sup>232</sup>. C'est donc mal à propos qu'on parle d'officiers présentés pour être capitaines et même lieutenants. Ma lettre du 5 décembre [1799] vous énonçait positivement les motifs pour lesquels je m'étais borné pour le moment à ne vous présenter que les places de l'état-major<sup>233</sup>. 2° Il paraît, par les termes de votre lettre, que ceux qui ont examiné cette présentation regardaient la place de chef de bataillon comme donnée à ce jeune homme de 24 ans, tandis qu'il ne fait que partie d'une présentation triple pour cet emploi. L'officier nommé en tête [Pierre-Joseph Blanc] est celui qui nous a paru devoir fixer l'attention du gouvernement à raison de son service dans les troupes de ligne, des campagnes par lui faites, de sa capacité à commander et du sang qu'il a versé pour la patrie<sup>234</sup>. Si on lui a associé deux autres officiers, c'est pour obéir à vos ordres qui exigeaient une présentation triple.

Quant à la présentation d'un jeune officier de 24 ans, le premier motif qui nous y a porté consiste en ce que les officiers du bataillon désiraient et prétendaient que leurs chefs soient pris dans leur corps. J'ai eu l'honneur de vous présenter à ce sujet quelques observations en vous demandant en général des éclaircissements sur le mode d'avancement établi par la loi du 13 décembre 1798. Vos instructions ne m'ayant pas fait connaître une règle fixe à cet égard et, livré à moi-même, j'ai cru devoir à la justice de ne pas faire commander ces bataillons par des officiers qui n'avaient pas fait avec eux la pénible et fâcheuse campagne de 1799, crainte d'y jeter un découragement qui aurait certainement eu lieu dans le cas contraire. D'après ce principe, je n'ai su faire un meilleur choix que celui des trois sujets que j'ai indiqués, dont le premier était adjudant[-major] et les deux autres capitaines; et, quand notre choix aurait pu encore s'étendre à des militaires étrangers à ce corps, je crois pouvoir vous assurer qu'il n'en est point parmi eux qui, disposés à accepter un emploi, méritent la préférence sur ceux-là. Nous avons cru, le préfet national et moi, que l'ancienneté de service ne suffisait pas pour arriver à cette place, mais qu'il fallait quelque instruction, savoir au moins un peu lire, pouvoir, dans le besoin, faire un rapport aux généraux, être capable de maintenir la subordination en montrant le premier l'exemple de la *régularité* dans sa conduite; et nous devons vous avouer que nous sommes très circonscrits par des choix de ce

<sup>232</sup> Dufour a en effet raison : « l'état des citoyens proposés [...] pour les places vacantes dans le premier et [le] second bataillon [...] » comprend un premier tableau intitulé « état des citoyens proposés pour les places vacantes dans l'état-major du premier bataillon d'élite du canton de Valais » et ce sont, dans l'ordre, les noms de Pierre-Joseph Blanc, de Charles d'Odet et de Jean-Joseph Berguerand qui y sont mentionnés pour permettre la désignation du chef de ce bataillon. (AF, B, vol. 733a, pp. 681 et 682.)

<sup>233</sup> Indication qui ne figure pas sur l'état divisé en deux tableaux.

<sup>234</sup> En combattant l'insurrection haut-valaisanne de 1799, Pierre-Joseph Blanc a été légèrement blessé à la tête par un boulet.

genre. Je suis réduit à désirer que les citoyens représentants, chargés de l'examen de mon état, veuillent m'indiquer des sujets plus propres que ceux que j'ai désignés d'après les principes que j'ai cru devoir adopter. Je réitère de nouveau, au nom du préfet et au mien, que nous ne désirons pas mieux que de rendre tous les talents utiles à la patrie; qu'on veuille seulement nous guider en nous indiquant nominativement les personnes que nous avons négligées et les bases sur lesquelles cet avancement doit être fait, et nous nous hâterons de rectifier ce qu'il y aura eu d'erroné dans nos choix. Veuillez bien, citoyen ministre, me faire passer ces renseignements. Je les attendrai pour donner le nouvel état que le Directoire a désiré.

Salut et respect<sup>235</sup>.

Dans le rapport, daté du 14 janvier 1800, qu'il adresse à la Commission exécutive qui vient de remplacer le Directoire, le ministre de la Guerre soutient Michel Dufour: il y reprend les arguments que son subordonné oppose aux «objections» des trois députés valaisans, tout en les résumant et en les simplifiant<sup>236</sup>.

Comment expliquer l'attitude de Lanther qui, jusque-là, n'a pas montré beaucoup de compréhension envers Dufour? Redoute-t-il que celui-ci démissionne? Si c'est le cas, il a dû recevoir divers renseignements qui l'ont persuadé que personne ne ferait mieux que le Bas-Valaisan dans cette fonction d'inspecteur. On peut supposer aussi que son attitude provenait de sa servilité envers le Directoire et qu'elle était pour lui une façon de prouver à ce dernier le zèle qu'il mettait à faire exécuter les ordres reçus, même ceux qu'il savait être irréalistes. Et, peut-être, Lanther juge-t-il à présent que le coup d'Etat du 7 janvier 1800 annonce une ère nouvelle, moins tourmentée, avec un pouvoir exécutif plus conscient des réalités que la majorité des membres du Directoire? C'est peut-être bien l'ensemble de ces hypothèses qu'il faut retenir.

Le 15 janvier, fort probablement à la demande de la Commission exécutive, la lettre de Dufour est communiquée aux trois députés valaisans. Est-ce à dire que les explications données par l'inspecteur n'ont pas satisfait les membres du pouvoir exécutif? C'est possible, quoique ceux-ci aient pu vouloir simplement ménager la susceptibilité des trois députés qui sont, avec l'ancien Directoire, à l'origine de cette affaire, et s'assurer qu'ils n'ont pas à proposer de «sujets», révolutionnaires bon teint, particulièrement compétents, que le préfet de Rivaz et Michel Dufour auraient omis de présenter. Dès lors, l'affaire traîne en longueur: Joseph-Emmanuel de Bons, Jean-Marie Lacoste et Léopold de Nuce restent muets sur cette question, soit qu'ils sont conscients d'avoir été injustes, soit que le coup d'Etat des unitaires modérés du 7 janvier 1800 les a rendus circonspects; quant à la Commission exécutive, dont les préoccupations sont bien évidemment multiples,

<sup>235</sup> AF, B, vol. 3022, fol. 310-312: Dufour au ministre de la Guerre, Sion, 9 janv. 1800, orig.

<sup>236</sup> *Ibidem*, vol. 733a, pp. 663-666.

elle tarde à prendre une décision. Il faudra que, le 3 juin 1800, Lanther demande de nouveau à Charles-Emmanuel de Rivaz une liste d'officiers susceptibles d'être nommés aux places vacantes; il faudra que, le 7 juin, le préfet du Valais renvoie poliment, mais fermement, le ministre aux propositions déjà faites le 5 décembre 1799 et qu'il insiste sur «le grand nombre de places vides qui se trouvent dans nos deux bataillons [d'élite]»; il faudra que le ministre, le 12 juin, presse la Commission exécutive de prendre des décisions à ce sujet pour qu'enfin, le 14 juin 1800, les places vacantes d'officiers et de sous-officiers dans les deux bataillons de l'élite valaisanne commencent à être repourvues, et cela d'après les tableaux dressés par de Rivaz et Dufour<sup>237</sup>. Mais il est un peu tard...

### Le passage de l'armée de réserve par le Grand Saint-Bernard

En 1800, quand Bonaparte s'apprête à passer le Grand Saint-Bernard avec son armée de réserve, le Valais reçoit l'ordre de mettre sur pied 600 hommes d'élite, soit six compagnies, devant assurer, de Saint-Maurice au Grand Saint-Bernard, jusqu'à Saint-Rhémy précisément, «les communications de son armée, escorter ses convois ainsi que les prisonniers de guerre et veiller à la garde de ses magasins», et devant, plus généralement, s'occuper de «la police du pays, précaution indispensable à cause des traîneurs de l'armée et de l'incertitude des événements de la guerre»<sup>238</sup>. Cette demande met en émoi le préfet de Rivaz et l'inspecteur Dufour. Et pour cause. Le 26 mai, Michel Dufour écrit à Lanther:

[...] Dans le moment actuel, le passage des troupes françaises par ce canton occupe presque tous les habitants en état de servir à une corvée ou à une autre. Douze à quinze cents sont à la conduite des chars ou à celle des mulets de transport. 6000 ont été commandés pour monter l'artillerie sur le S[ain]t-Bernard<sup>239</sup>.

<sup>237</sup> *Ibidem*, vol. 2941, fol. 243-245; *ibidem*, vol. 733a, pp. 667 et 668: rapport du ministre de la Guerre à la Commission ex., Berne, 12 juin 1800, orig. – Voir Annexes 13 et 14 qui reproduisent deux lettres de l'inspecteur Dufour écrites durant la période qui a fait l'objet de cette subdivision.

<sup>238</sup> AV, H, cart. 22, fasc. 11, n° 34: de Rivaz à Louis d'Odet, commandant du 1<sup>er</sup> arrondissement de la partie française, Sion, 28 mai 1800, orig., et *ibidem*, vol. 32, n° 4478, pp. 678-680, copie avec quelques variantes mineures; AF, B, vol. 3051, fol. 337 et 339: Wild au ministre de la Guerre, Sion, 22 mai 1800, orig. – Le 25 mai 1800, évoquant cette troupe de 600 hommes, le ministre Lanther écrivait à de Rivaz: «Je me dispense, citoyen préfet, de vous exposer combien il nous importe de remplir et même de surpasser l'attente du héros qui paraît tenir en ses mains les destinées de notre patrie. Il me suffira de vous assurer que, si ce faible secours n'était pas aussitôt donné que demandé, nous serions à jamais déshonorés dans l'opinion générale.» (AV, H, vol. 11, n° 233: le ministre de la Guerre à de Rivaz, Berne, 25 mai 1800, orig.)

<sup>239</sup> AF, B, vol. 3022, fol. 316 et 317: Dufour au ministre de la Guerre, Monthey, 26 mai 1800, orig. – Le même jour, le commissaire Wild affirme «qu'on a commandé dernièrement 1000 mulets, chacun ayant son muletier et, en outre, 6000 paysans pour le transport de l'artillerie [...] à travers le St-Bernard. Joignez à cela les transports de fourrage dans les magasins du Bas-Valais depuis les derniers recoins du pays, enfin 300 colliers [= chevaux de trait], actuelle-

De plus, l'état d'esprit du Haut-Valais, ainsi que la désorganisation et l'indigence qui le caractérisent depuis les insurrections de 1798 et de 1799, sont tels qu'il a été tenu à l'écart de la réquisition des manœuvres et que l'on ne peut songer à y lever ne serait-ce qu'un semblant de compagnie.

Le 26 mai 1800 encore, de Rivaz précise, à l'intention de Lanther, que «notre élite ne consiste qu'en deux bataillons formant une masse effective de moins de 1900 hommes dont la majeure partie est employée à traîner l'artillerie et à transporter avec leurs mulets les subsistances de l'armée»<sup>240</sup>. Aussi ne pense-t-il pouvoir lever que 240 à 250 hommes et prévoit-il, le 28 mai, qu'ils seront mal équipés, qu'ils ne seront guère à la hauteur de leur tâche, et propose-t-il que des miliciens soient enrôlés dans les cantons voisins – celui du Léman, qui doit cependant déjà, à la demande des Français, en mettre sur pied 600, et celui de Fribourg –, miliciens «qui puissent faire plus d'honneur à la République»<sup>241</sup>.

ment à St-Maurice pour les transports, qui occupent 150 hommes». (*Ibidem*, vol. 3051, fol. 341 et 342: Wild au ministre de la Guerre, Sion, 26 mai 1800, orig.) – Alors qu'il était en train d'élaborer son ouvrage intitulé *Bonaparte et ses soldats au Grand-Saint-Bernard*, Neuchâtel, 1978, 170 p., LUCIEN LATHION a eu la surprise de prendre connaissance d'un article que nous avons publié sous le contrôle bienveillant d'André Donnet, à savoir *Sur le passage du Saint-Bernard par Bonaparte en 1800. Témoignage inédit de Charles d'Odet, responsable des manœuvres valaisans*, in *Ann. val.*, 1975, pp. 157-201. Plutôt que de remettre en cause certaines de ses certitudes fondées uniquement sur des sources françaises, Lucien Lathion a préféré rejeter en quelques pages méprisantes le contenu de notre article. Or c'est bien de la confrontation des sources, des témoignages et des travaux que peuvent jaillir, pour le moins, des parcelles de vérité et non du rejet a priori et en bloc de tout ce qui ne confirme pas des certitudes formées de préjugés. N'en déplaise à certain, c'est bien 6000 autochtones que les Français ont demandés pour transporter, entre autres, leur artillerie: cette réalité est attestée par nombre de sources de l'époque se trouvant aux Archives cantonales à Sion (voir notamment AV, H, vol. 11, n° 228; vol. 32, n° 4451, pp. 654 et 655; AV, ABS, tir. 89, n° 139) et aux Archives fédérales à Berne (voir AF, B, vol. 831, dès p. 465, dont deux pièces sont reproduites par STRICKLER, t. V, n° 400/27a et 27b, p. 980; etc.). De plus, on peut lire dans le *Bull. helv.*, n° 23, du 27 mai 1800, t. 13, p. 187: «*Sion 24 mai*. Tout est en mouvement dans ce pays pour les transports militaires par le St-Bernard; 6000 paysans sont occupés à la réparation des chemins et aux charrois des vivres, des munitions de guerre, des bagages et de l'artillerie. On a mis en réquisition à cet effet, dans tout le Valais, une grande quantité de mulets et de chevaux avec les attelages nécessaires.» Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que la tradition, dès 1800 et non «sous le second Empire» comme l'écrit Lathion, p. 140, ait retenu ce nombre, même si, à l'évidence, l'on n'est pas parvenu – il s'en faut de beaucoup – à réunir les 6000 Valaisans exigés. Il n'empêche que le nombre des manœuvres indigènes qui ont travaillé pour les Français est plus important que Lucien Lathion ne veut bien le reconnaître. Sans évoquer ici d'autres divergences encore, nous nous contenterons de dire que, en ce qui concerne les manœuvres valaisans, le témoignage de Charles d'Odet a une valeur historique indéniable, ce que certains documents que nous avons consultés pour la présente étude attestent, souvent avec éclat.

<sup>240</sup> AF, B, vol. 3051, fol. 215: de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 26 mai 1800, orig., et AV, H, vol. 32, n° 4460, pp. 663 et 664, copie. – Deux jours auparavant, de Rivaz, ayant précisé que la réquisition des manœuvres a «épuisé presque toute l'élite et toute la réserve», a écrit que Michel Dufour et lui-même ont «recommandé de faire choix de ce qu'il y aura de mieux parmi les hommes qui sont restés chez eux; mais il n'est pas douteux que les plus disposés ne se trouvent parmi les travailleurs». (AF, B, vol. 3051, fol. 211 et 212: le même au même, Sion, 24 mai 1800, orig., et AV, H, vol. 32, n° 4451, pp. 654 et 655, copie.)

<sup>241</sup> AF, B, vol. 3051, fol. 216: le même au même, Sion, 28 mai 1800, orig., et AV, H, vol. 32, n° 4472, pp. 674 et 675, copie.



Et les lettres que les commissaires helvétiques Gex-Obussier et Wild adressent au ministre de la Guerre vont dans le même sens: ils évaluent entre 230 et 300 le nombre de miliciens valaisans qu'il sera possible de mettre sur pied, et encore seront-ils mal organisés, car nombre de places d'officiers n'ont pas encore été repourvues par le gouvernement, et les armes manquent<sup>242</sup>.

Cette levée se fait difficilement en effet, des communes renâclant à fournir le contingent qui leur est imposé, et de Rivaz doit les menacer d'exécution militaire, avant de passer aux actes parfois. Le gouvernement helvétique finit par accepter que le Valais ne fournisse que trois compagnies, les compagnies Hyacinthe Martinet, Morand et Alexis Bagnoud, et il donne l'ordre à une compagnie de Louis Clavel, chef de brigade commandant les troupes helvétiques en Valais, et à deux compagnies du second bataillon d'infanterie de ligne de venir les aider dans leurs tâches<sup>243</sup>.

Le 5 juin 1800, le commissaire François-Samuel Wild, tout en se réjouissant que le ministre de la Guerre ait prévu d'envoyer incessamment trois compagnies pour compléter les troupes valaisannes, signale au préfet de Rivaz qu'il n'y a guère, pour le moment, que 120 Valaisans qui se trouvent à Martigny – les premiers y sont depuis le 26 mai<sup>244</sup> – dont «la moitié désarmée, sans que nous [Michel Dufour et moi] sachions comment y pourvoir». Le même jour, de Rivaz lui répond:

Quant aux armes à donner à une partie de ces soldats, j'ai prévu l'embaras que cela occasionnerait, les Français ayant gardé toutes celles que les insurgés avaient prises par ici [dans la région de Sion] et, la distribution de celles de l'année passée ayant été faite sans ordre et sans précaution par les municipalités, il faudra recourir encore à la voie de réquisition dans les communes qui en ont encore et le faire avec ordre afin que ces armes se retrouvent après la campagne<sup>245</sup>.

<sup>242</sup> Par exemple, Wild écrit: «Le citoyen commissaire Buxtorf avait requis, le printemps précédent, 400 fusils du Bas-Valais avec promesse de les restituer en bon état, ce qui ne s'est pas fait. Ces armes perdues sont un grand sujet de plaintes de la part des habitants. Chacun cache soigneusement les armes qu'il pourrait avoir encore, et nous ne savons aucun moyen pour nous en procurer. Dans les dizains supérieurs, c'est encore pis, car on a enlevé les armes, de gré ou de force, déjà en [17]98 et il n'en reste plus que cachées dans la montagne.» (AF, B, vol. 3051, fol. 352 et 353; Wild au ministre de la Guerre, Martigny, 5 juin 1800, orig.)

<sup>243</sup> Sollicités de fournir quelques contingents de leurs milices au canton du Valais, le préfet du Léman, Henri Polier, et celui de Fribourg, François Déglise, n'ont pas estimé être en mesure de le faire. (AV, H, vol. 11, n° 238: le ministre de la Guerre à de Rivaz, Berne, 28 mai 1800, orig.)

<sup>244</sup> Le 26 mai devaient se trouver à Martigny 100 miliciens; le 29, à midi, ils ne sont encore que 42! (AF, B, vol. 3051, fol. 346: Wild au ministre de la Guerre, Bex, 31 mai 1800, orig.) – Le 4 juin au soir, 108 miliciens sont à Martigny, «dont la majeure partie est sans armes». (*Ibidem*, fol. 352 et 353.)

<sup>245</sup> Voir, respectivement, AV, H, vol. 12, n° 32: Wild à de Rivaz, Martigny, 5 juin 1800, orig. incomplet; *ibidem*, vol. 32, n° 4542, pp. 729-731: de Rivaz à Wild, [Sion,] 5 juin 1800, copie.

Le 6 juin, Bruno Gay, qui vient d'accepter le commandement du bataillon valaisan au service du Premier consul, indique que les miliciens valaisans sont au nombre de 140 environ, «en bonne partie désarmés» et plus aptes à être réformés qu'à servir<sup>246</sup>. Le 13 juin, Gay revient à la charge: les effectifs des compagnies, loin de se compléter, se voient diminués par les désertions et la compagnie, dont s'occupe Louis d'Odet pour l'instant, est «sans capit[ai]ne et presque sans offic[ie]rs, en un mot point organisée»; et de s'inquiéter de ce qu'il pourra montrer si les responsables français décident de passer en revue les troupes valaisannes: ils verront «des hommes sans armes et plusieurs incapables au service»<sup>247</sup>!

On réussit à trouver quarante-deux fusils dans les districts du Haut-Valais, mais ils sont en si mauvais état que l'on est obligé de les faire réparer par des armuriers à Sion et à Martigny. Le préfet de Rivaz va encore obtenir cinquante fusils supplémentaires provenant de l'arsenal de Lausanne – d'où ils ne sortiront que le 6 juillet –, mais cela ne suffit pas<sup>248</sup>. En effet, le 23 juin 1800, de Rivaz écrit à Bruno Gay:

[...] Je vois par votre lettre qu'il vous faut cent vingt fusils. Il en résulte que plusieurs citoyens des districts non désarmés se sont rendus sans armes à leur destination [à Martigny]. Je vous prie en conséquence de m'en faire fournir une note afin que je les fasse armer par leurs communes mêmes, en requérant au besoin des fusils d'autres soldats d'élite qui ne sont pas en activité<sup>249</sup>.

<sup>246</sup> Voir Annexe 15. – Chef du second bataillon d'élite du canton du Valais, Bruno Gay a démissionné pour raison de santé; il a été ensuite proposé comme commandant de l'arrondissement occidental et il exerce cette fonction sans recevoir son brevet. Le 5 juin 1800, il est averti qu'il a été choisi pour être à la tête du contingent valaisan au service du Premier consul; le 6, il accepte sa nomination et demande à être déchargé de ses «fonctions de commandement d'arrondissement». (AV, H, vol. 32, n° 4546, pp. 734 et 735: de Rivaz à Gay, [Sion,] 5 juin 1800, copie; *ibidem*, n° 4583, pp. 768 et 769: le même au même, [Sion,] 9 juin 1800, copie.) Le 22 juillet 1800, Bruno Gay est à nouveau nommé chef du second bataillon, tandis que, le même jour, Jacques de Bons est désigné pour prendre sa place de commandant d'arrondissement. Nous ignorons si ce dernier a accepté ou non sa nomination.

<sup>247</sup> AV, H, vol. 12, n° 141: Gay à de Rivaz, Martigny, 13 juin 1800, orig.

<sup>248</sup> *Ibidem*, vol. 32, n° 4635, pp. 806 et 807: le préfet de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 17 juin 1800, copie.

<sup>249</sup> *Ibidem*, n° 4693, pp. 844 et 845: de Rivaz à Gay, Sion, 23 juin 1800, copie. – Le préfet de Rivaz, dans son désir de pouvoir «armer en cas de besoin quelques soldats», fera déposer, le 22 août 1800, à Sion, auprès de la Chambre adm., les cinquante fusils provenant de l'arsenal de Lausanne, qui ont été attribués à la compagnie Berguerand; et il ordonnera, plus tard, que les quarante-deux fusils fournis par la Chambre adm. y soient également apportés. Le 4 oct. 1800, il informera Michel Dufour qu'un soldat de la compagnie Martinet a déserté avec l'un de ces quarante-deux fusils, qui lui a été remis par la République, et il demandera à l'inspecteur de tout faire pour retrouver... le fusil! Et, le 4 nov. 1800, il écrira au ministre de la Guerre: «La Chambre administrative pensant, ainsi que moi, qu'il est à peu près nécessaire de laisser ici [l'ensemble de] ces fusils pour armer, en cas de besoin, quelques soldats, vu que presque toutes nos armes ont été enlevées par les Français, je prends la liberté de vous proposer de les laisser ici à notre disposition comme une ressource dans les cas extraordinaires.» (AV, H, vol. 34, [1re partie,] n° 5381, pp. 28 et 29: de Rivaz à Dufour, Sion, 4 oct. [1800], copie; AF, B, vol. 3212, fol. 220: de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 4 nov. 1800, orig., et AV, H, vol. 34, [1re partie,] n° 5607, p. 194, copie.)

Ajoutons à ces problèmes l'attitude du général français Allix, auteur de «vexations insoutenables» contre les Valaisans<sup>250</sup>, les désertions, la malhonnêteté du capitaine Alexis Bagnoud qui, se trouvant à Sembrancher, annonce, vers la fin juillet, qu'il a 92 hommes et a obtenu et obtient autant de rations tandis que, lors d'un contrôle en août 1800, l'on s'aperçoit qu'il n'en a que 73 sous ses ordres et qu'une enquête établira qu'il a reçu, pour le moins, cent soixante-quatre rations de pain et cent soixante-quatre rations de viande en trop<sup>251</sup>; ajoutons encore que les soldes promises par les Français tardent, alors qu'ils se sont engagés à payer les troupes de milice chaque décade – à l'exception de la première à la charge de la République helvétique – et que les soldats, fidèles à leur poste, s'impatientent, craignant de ne pas être payés. D'ailleurs, le 21 juin 1800, de Rivaz écrit au commandant Bruno Gay:

Les communes sont sollicitées par leurs soldats de les relever puisqu'ils ne sont pas payés et d'en envoyer d'autres qui fassent aussi la même corvée. Je n'ai su que faire, sinon les y autoriser, eu égard à ce défaut de solde qui rend la situation du soldat pénible. Je suis instruit que Hérémente et Nendaz vont en profiter et renvoyer d'autres soldats en place de ceux qui y sont<sup>252</sup>.

Dans ce sombre tableau se dessinent bientôt cependant quelques petites éclaircies. Le 1er juillet, tandis qu'Alexis Bagnoud tarde à indiquer l'état de sa compagnie où les désertions ont été nombreuses, Bruno Gay signale au préfet de Rivaz que les compagnies Martinet et Morand comptent, respectivement, 83 et 91 hommes. De plus, il précise que la situation s'améliore: une petite troupe oblige diverses communes à fournir leur contingent – et à remplacer leurs ressortissants déserteurs – et il ajoute: «[...] J'ai vu avec plaisir ces deux compag[nie]s assez bien habillées et passablement exercées, ne manquant que des armes et la solde.»<sup>253</sup> Le 27 juillet, l'officier Benjamin Gross, commandant de place à Bourg-Saint-Pierre, parle avec satisfaction des soldats de la compagnie Morand qu'il commande alors et qui va être licenciée; il affirme en effet:

J'ai été bien satisfait de leur conduite; ils ont été assez attachés au service; il y en a très peu qui aient déserté; je n'ai pas reçu une plainte des habitants dans tous les cantonnements que j'ai faits. Ils ont bien appris à exercer, ce qui leur a fait beaucoup de bien<sup>254</sup>.

<sup>250</sup> *Ibidem*, vol. 12, n° 32.

<sup>251</sup> Sur cette affaire, voir *ibidem*, vol. 33, n° 5072; *ibidem*, vol. 34, [1re partie,] n° 5381 et [seconde partie,] n° 6057; *ibidem*, vol. 35, n° 6194.

<sup>252</sup> *Ibidem*, vol. 32, n° 4675, pp. 832 et 833: de Rivaz à Gay, Sion, 21 juin 1800, copie.

<sup>253</sup> *Ibidem*, vol. 12, n° 174: Gay à de Rivaz, Martigny, 1er juillet 1800, orig.

<sup>254</sup> *Ibidem*, n° 376: Gross à de Rivaz, [Bourg-]Saint-Pierre, 27 juillet 1800, orig.

Malgré tout, cette levée de troupes illustre combien la tâche de Michel Dufour, en tant qu'inspecteur, est ardue dans le contexte des années 1798-1800. Les compagnies Martinet et Morand, les premières à avoir été plus ou moins complètes, après avoir été relevées par des troupes de chasseurs qui se trouvaient déjà en Valais et, semble-t-il, par une compagnie de la milice, la compagnie (Jean-Joseph) Berguerand, seront licenciées vers la fin juillet 1800 tandis que les derniers miliciens valaisans le seront au plus tard le 15 septembre 1800<sup>255</sup>. Mais, alors même que le ministre de la Guerre a ordonné, au début de la dernière décade de juin, que des acomptes sur les soldes soient versés aux ayants droit et que les Français finiront par payer ce qu'ils doivent, les soldats des compagnies Martinet, Morand, Bagnoud et Berguerand n'ont en tout cas pas touché grand-chose avant leur licenciement<sup>256</sup>, même si les compagnies Martinet et Morand ont reçu, avant ce moment, une somme correspondant à leurs dix premiers jours de service, payée par la République helvétique<sup>257</sup>.

Nous avons encore peu parlé de Michel Dufour lors de la levée exigée par le Premier consul. Il faut dire qu'on travaille dans l'urgence et que le préfet, pour gagner du temps, s'adresse directement au commissaire Wild, au commandant d'arrondissement Louis d'Odet et à Bruno Gay, d'abord commandant d'arrondissement de la partie française occidentale, puis chef du bataillon stationné entre Saint-Maurice et Saint-Rhémy. Mais ce qui est frappant, c'est que Michel Dufour ne se montre que peu coopératif, semble-t-il, du moins durant quelques semaines.

Certes, le 24 mai, de Rivaz n'a pas manqué de signaler au ministre Lanther que Michel Dufour, «au premier avis», s'est rendu auprès de lui «avec beaucoup de zèle» afin d'arrêter les premières mesures<sup>258</sup>; certes nous

<sup>255</sup> La compagnie Bagnoud est restée sur pied jusqu'au 18 août probablement. Alors que la compagnie Berguerand a été licenciée le 22 août, il reste cependant quelques petites dizaines d'hommes – des miliciens arrivés au cours du mois d'août auxquels il faut peut-être ajouter certains miliciens qui ont été mis sur pied auparavant – jusqu'au 15 sept. au plus tard, sous le commandement du capitaine Berguerand. – Quant à Bruno Gay, c'est le 18 août qu'il abandonne officiellement sa fonction de chef du bataillon valaisan, dont l'effectif est désormais inférieur à 100 hommes; il a d'ailleurs proposé que les Valaisans encore sur pied soient licenciés, afin de pouvoir «retourner à leurs travaux domestiques», car leur «service» est «très peu actif dans ce moment». (AF, B, vol. 3051, fol. 234: de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 16 août 1800, orig., et AV, H, vol. 33, n° 5054, pp. 320 et 321, copie.)

<sup>256</sup> Le 9 ou le 10 sept. 1800, Louis d'Odet, sollicité par le capitaine Berguerand de licencier ses miliciens, n'écrit-il pas ironiquement au préfet de Rivaz: «Faire rester des Valaisans (dont peu de communes de la première section ont fourni leur contingent) au bourg Saint-Pierre et sur le Grand St-Bernard, sans la paie promise, serait une bonne œuvre au-dessus de mes espérances. Je n'y compte pas et j'attends vos ordres qui auront plus d'effet que les miens.»? (AV, H, vol. 13, n° 233: lettre de Louis d'Odet à de Rivaz, s.l.n.d., reçue le 10 sept. [1800] par son destinataire, orig.)

<sup>257</sup> *Ibidem*, vol. 12, n° 335: l'adjudant-major du bataillon helvétique Pierre-Joseph Blanc, chef par intérim du 1er bataillon d'élite (Bruno Gay étant malade), à de Rivaz, Martigny, 24 juillet 1800, orig.

<sup>258</sup> AF, B, vol. 3051, fol. 211 et 212.

avons la certitude qu'il travaille à cette levée, qu'il rencontre parfois le commissaire Wild ou le préfet de Rivaz, voire les deux ensemble, ce qui s'est passé le 1er juin à Sion; mais quelques documents nous troublent un peu.

Le 26 mai, ignorant encore si le gouvernement helvétique exigera du Valais, malgré que cela lui paraisse impossible, les 600 hommes primitivement prévus, Charles-Emmanuel de Rivaz écrit à Michel Dufour:

J'ai cru devoir vous inviter à vous tenir prêt à mettre en train une nouvelle levée plus ou moins nombreuse, suivant [ce] qu'il sera définitivement ordonné. Si vous veniez, ou ici [à Sion] ou à Martigny, attendre l'issue de notre démarche, nous serions d'autant plus à portée de réparer par beaucoup de célérité le retard que nos représentations auraient apporté dans l'exécution de cette mesure. Si vous ne pouviez pas venir, veuillez en prévenir les deux commandants d'arrondissement [Gay et d'Odet] afin qu'ils se tiennent prêts. Je vous en serais bien obligé<sup>259</sup>.

Or Michel Dufour ne bouge pas puisque, le 28 mai, de Rivaz, s'adressant à Louis d'Odet et à Bruno Gay, déclare: «L'urgence des circonstances ne m'a pas permis de vous faire passer la présente par le canal du citoyen inspecteur qui se trouve actuellement chez lui à Vionnaz.»<sup>260</sup> Le 5 juin, de Rivaz suggère à Michel Dufour de «venir faire une tournée ici» dans la région de Sion afin qu'ils puissent se rencontrer et se concerter<sup>261</sup>. Le 17 juin, il écrit au commandant Bruno Gay et lui demande un état des déserteurs et des «communes qui n'ont pas encore fourni leur contingent», et il ajoute: «J'avais prié l'inspecteur de me le faire passer et, si je l'avais eu, j'aurais déjà usé de la contrainte militaire pour effectuer le restant de cette levée.»<sup>262</sup>.

Que penser de tout cela? Il est difficile de répondre catégoriquement à cette question. Mais, même en tenant compte des considérations faites ci-dessus, même en admettant que Michel Dufour travaille à cette levée sans avoir toujours le temps de répondre aux désirs du préfet et de lui communiquer ses faits et gestes, ne pouvons-nous pas supposer avec quelque raison que Dufour, après avoir pris connaissance, le 24 mai 1800, de la volonté du Premier consul, a eu une réaction plus ou moins semblable à celle qu'il avait eue à propos de l'organisation d'une compagnie de 100 hommes destinée à la garde des autorités suprêmes? Il sait l'impossibilité de réunir 600 hommes, il sait que même une levée de 300, voire de 240 à 250 hommes, se fera avec grande difficulté et il est furieux que le Valais soit tant pressuré – n'oublions pas la réquisition de manœuvres par le Premier consul – alors qu'il a déjà payé fort cher son rattachement à la République helvétique; dès lors, il n'agit qu'avec tiédeur et il est bien content de laisser le devant de la scène à d'autres qui dépensent leur énergie, partiellement en vain, à exécuter un ordre qui lui

<sup>259</sup> AV, H, vol. 32, n° 4461, pp. 664 et 665: de Rivaz à Dufour, [Sion,] 26 mai 1800, copie.

<sup>260</sup> *Ibidem*, n° 4478, pp. 678-680. Voir aussi *ibidem*, vol. 11, n° 239, copie.

<sup>261</sup> *Ibidem*, vol. 32, n° 4539, pp. 726 et 727: de Rivaz à Dufour, [Sion,] 5 juin 1800, copie.

<sup>262</sup> *Ibidem*, n° 4644, pp. 810 et 811: de Rivaz à Gay, Sion, 17 juin 1800, copie.

paraît particulièrement inique. Si cette hypothèse est exacte, il ne fait aucun doute qu'il bénéficie de la compréhension et de la mansuétude du préfet de Rivaz – voire du commissaire Wild – qui ne lui tiendra nullement rigueur de son attitude ignorée par le gouvernement helvétique. Il faut dire que Michel Dufour semble avoir eu la prudence et la sagesse de ne pas manifester ouvertement sa mauvaise humeur contre les autorités centrales et de ne pas être resté en retrait trop longtemps. Mais avons-nous vu juste?

Quoi qu'il en soit, que Michel Dufour ait voulu marquer son mécontentement durant quelques semaines ou qu'il ait été débordé par la tâche à accomplir, la levée des troupes pour faciliter le passage de l'armée française par le Grand Saint-Bernard a confirmé que, en ces temps troublés, l'organisation de la milice valaisanne tient du mythe de Sisyphe. Aussi les soucis ne manquent-ils pas au Bas-Valaisan – dont la possible bouderie n'a duré qu'un temps – comme en témoigne la lettre que, le 19 août 1800, il envoie à Louis d'Odet, commandant de l'arrondissement oriental :

Je me suis rendu hier ici [à Martigny], y écrit-il, pour voir à son passage la compagnie que vous venez de faire marcher pour relever celle qui est en activité dans la vallée du S[ain]t-Bernard. Je l'ai passée ce matin en revue; elle n'est pas des plus brillantes. Cependant, à part quelques-uns que j'ai été dans le cas de réformer, j'espère que les autres se formeront insensiblement, à l'exemple de la compagnie Bagnoud qui est présentement sur un très bon pied. Ce qui m'a surpris, c'est de voir celle-là aussi peu nombreuse. Peu de communes ont fourni leur contingent au complet. Il en est même de celles qui n'ont pas un homme. On m'a fait espérer qu'ils arriveraient aujourd'hui ou demain. J'ai chargé le capitaine Berguerand de vous en faire passer un état par commune. Comme chacune connaît le nombre d'hommes qu'elle doit fournir à la division ainsi que ceux qui en font partie, je vous prierai de vouloir bien leur transmettre une liste de ceux qui seront au corps, avec une invitation pressante de faire marcher ceux qui seraient en retard. Je voudrais pouvoir vous envoyer un extrait de mes derniers rôles qui vous serviraient dans cette circonstance, mais ils ne sont pas encore complets par la négligence de quelques communes dont je n'ai pu encore obtenir les notes que je leur ai demandées sur les remplacements qu'elles avaient été dans le cas de faire<sup>263</sup>.

Notons enfin que, depuis plusieurs mois, Michel Dufour est à diverses reprises qualifié d'«inspecteur des milices du Valais», étant donné qu'aucune ambiguïté n'est possible, le poste d'inspecteur des milices du Haut-Valais n'ayant plus été repourvu depuis la démission de Pierre-Marie de Lavallaz. Est-ce à dire que Dufour doit aussi s'occuper de la partie germanophone du canton? Certes non, car l'on a abandonné l'idée d'y organiser les milices, vu les problèmes du Haut-Valais et l'état d'esprit qui y règne, défa-

<sup>263</sup> *Ibidem*, cart. 22, fasc. 11, n° 42; Dufour à Louis d'Odet, Martigny, 19 août 1800, orig. – Voir Annexe 16 qui reflète d'autres difficultés rencontrées par l'inspecteur Dufour vers cette période.

vorable à tout ce qui a trait à la République helvétique. Le 13 septembre 1800, le préfet de Rivaz n'écrit-il pas au ministre de la Guerre que, à cette époque encore, «les milices de la partie allemande» du Valais ne sont pas sur pied et n'évoque-t-il pas, fort vaguement et sans paraître y croire, le temps où elles «seront dans le cas d'être organisées»<sup>264</sup> ? Il est en effet vraisemblable que cette échéance ne sera jamais de saison sous la République helvétique<sup>265</sup>.

Une fonction qui se rapproche peu à peu d'une sinécure ?

Nous possédons peu de renseignements sur les activités qui occupent l'inspecteur Dufour dès l'automne 1800.

Si nous pouvons raisonnablement penser que les derniers mois de cette année-là sont mis à profit pour tenter d'améliorer l'organisation de la milice du Valais francophone et de régler divers problèmes particuliers soulevés par tel ou tel milicien mis sur pied à la demande de la France, nous supposons que, dès les premiers mois de l'année 1801 en tout cas, les activités de l'inspecteur Michel Dufour deviennent moins accaparantes. Certes, il continue, notamment, à devoir compléter les rangs dans la milice, à proposer des personnes susceptibles d'être nommées à diverses places d'officiers et de sous-officiers vacantes, à passer en revue les troupes, à veiller que les décisions du gouvernement soient connues et appliquées, telle celle du 2 février 1801, qui interdit «aux militaires de jouer des jeux de hasard sous peine de la perte de leur emploi»<sup>266</sup>, à tenter de régler quelques litiges<sup>267</sup> ; mais il s'agit là d'activités que nous pourrions qualifier, à cette époque, de routine. Et ces activités semblent même diminuer peu à peu : le traité de Lunéville, du 9 février 1801, auquel l'Autriche a dû se résoudre, détend la situation internationale et la Suisse n'a plus à craindre d'être le théâtre de guerres extérieures ; le souhait, manifesté par le Premier consul, d'annexer tout ou partie du Valais, puis la décision qu'il prend, le 26 octobre 1801, d'occuper ce canton, suivie de l'arrivée – à Sion – du général Turreau, commandant des troupes françaises en Valais, y créent de nouvelles donnes, et il ne fait aucun doute que Michel Dufour n'a pas dû et n'a pas pu être un inspecteur particulièrement actif dans les mois qui ont précédé la séparation du Valais d'avec la République helvétique et qui sont marqués par diverses tribulations politiques, comme nous allons le voir.

<sup>264</sup> AV, H, vol. 33, n° 5203, p. 476 : de Rivaz au ministre de la Guerre, [Sion,] 13 sept. [1800], copie.

<sup>265</sup> Et c'est une cause supplémentaire de la mauvaise humeur de beaucoup de Valaisans francophones qui constatent que l'on a plus de ménagement pour ceux qui se sont révoltés contre la République helvétique que pour ceux qui lui ont été fidèles...

<sup>266</sup> AV, H, vol. 34, [seconde partie,] n° 6009, p. 201 : de Rivaz à Dufour, [Sion,] 10 fév. 1801, copie. Le texte de cette loi se trouve en AV, H, cart. 22, fasc. 11, n° 55, copie manuscrite, et dans STRICKLER, t. VI, p. 613, texte allemand.

<sup>267</sup> Voir Annexe 17.

*Michel Dufour et le général Turreau*

La mission initiale du général Louis-Marie Turreau, qui se conduit en véritable despote, est de préparer la réunion du Valais à la France. Ceux qui ne sont pas francophiles et qui ont le courage de le faire savoir ont tout à redouter de lui : il n'hésite pas à destituer des fonctionnaires en place qui ne partagent pas ses vues et à les remplacer par ses hommes liges, à imposer aux communes et aux districts récalcitrants des contributions financières et des fournitures pour les troupes françaises qui y sont en cantonnement, à leur faire subir des « vexations continues »<sup>268</sup>, à obliger les patriotes helvétiques à loger des troupes chez eux et à leurs frais et à favoriser, soit ouvertement, soit secrètement, les menées des francophiles, et cela alors même que Napoléon Bonaparte a décidé, le 22 mars 1802, d'ériger le Valais en république prétendument indépendante : le Premier consul espère ainsi calmer les esprits tout en ne doutant pas de pouvoir satelliser cette région dont l'importance stratégique n'échappe à personne. Aussi est-il capital pour les patriotes que « le général n'obtienne pas des actes, en apparence volontaires, pour la réunion parce qu'il s'en prévaudrait pour faire prendre une autre marche aux affaires »<sup>269</sup>.

Durant cette période, Michel Dufour, ainsi que bien d'autres, avec le soutien guère efficace du gouvernement de la République helvétique – qui est dans une situation délicate à l'égard de la France, mais qui n'en continue pas moins de correspondre avec les fonctionnaires légaux, destitués ou non, – s'oppose aux menées de Turreau et des francophiles. Il est du côté des patriotes qui se prêtent main-forte mutuellement, qui ne cessent de se communiquer des informations afin de mieux pouvoir affronter leurs adversaires et qui se tournent souvent vers Charles-Emmanuel de Rivaz, le préfet destitué le 23 janvier 1802, qu'ils considèrent comme légitime encore et représentant l'autorité helvétique, la seule qu'ils reconnaissent et qu'ils pressent de les aider et de les soutenir<sup>270</sup>. Dans un premier temps, celui-ci se montre prudent : le 28 février 1802, il écrit au département de la Justice qu'il lui est difficile de communiquer avec le gouvernement et qu'il lui est impossible « d'exécuter ses ordres » ; il signale que les

fonctionnaires établis par le général Turreau [...] ont retenu plusieurs fois des lettres à nous [les fonctionnaires helvétiques] adressées et m'en ont retenu à moi-même, qui n'étaient point officielles. Depuis quelque temps néanmoins cette inquisition a cessé.

<sup>268</sup> AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, n° 55 : Pierre-Louis Du Fay à de Rivaz, Monthey, 14 août 1802, orig.

<sup>269</sup> AV, H, vol. 36, n° 7022, pp. 373-375 : de Rivaz à Pierre-Louis Du Fay, Sion, 17 avril 1802, copie.

<sup>270</sup> Outre de Rivaz sont notamment destitués par Turreau les sous-préfets Pierre-Louis Du Fay et François-Emm. Joris, ainsi qu'Isaac de Rivaz, membre de la Chambre adm., soit trois beaux-frères de Michel Dufour...



Et il ajoute:

[...] Je n'ose pas écrire de lettres officielles aux diverses autorités pour ne pas attirer l'animadversion du général [Turreau] qui n'entend pas que je fasse aucun acte comme préfet depuis la destitution qu'il a prétendu exercer à mon égard et qui ne manquerait sans doute pas de sévir d'une manière ou d'autre contre moi, si j'agissais ouvertement en sens contraire<sup>271</sup>.

Mais, bientôt, la résistance s'organise et s'amplifie. Le 1<sup>er</sup> avril 1802, de Sion, de Rivaz écrit à Michel Dufour:

Les communes des environs paraissent toutes disposées à différer de quelques jours le paiement de leur contribution et à attendre un commencement d'exécution militaire. On attend aussi une direction de Berne à ce sujet et on est fondé à croire qu'on recevra demain ou après-demain des nouvelles à cet égard. On ne manquera pas de vous les faire savoir aussitôt. Monthey ayant cinq jours dès la notification, son terme n'expire que le 6 de ce mois au matin; ainsi on a le temps d'attendre. Il en est de même des autres communes. Veuillez le dire au citoyen Pignat, greffier de la municipalité. On a vu aujourd'hui quelqu'un venant du sommet du district de Sembrancher et qui assure qu'on attend par là l'exécution avant de payer. Quant à la manière dont les municipalités pourront conférer entre elles, on pourra leur en parler en leur donnant des nouvelles de ce qui sera venu de Berne; en attendant, elles peuvent toujours prendre les mesures de précautions que la prudence suggérera et le faire d'une manière confidentielle et sans bruit. La paix [d'Amiens, du 25 mars 1802,] est certainement signée, mais on ne connaît point les détails.

On vous dira peut-être que Martigny a payé; le postillon a dit ici le contraire. Le châtelain [Jacques de] Quartéry, qui part ce soir, pourra vous en parler plus positivement<sup>272</sup>.

Cette lettre est fort révélatrice d'un véritable réseau d'information et de résistance passive qui s'est mis en place en Valais, dont de Rivaz, le préfet destitué qui garde néanmoins des contacts étroits avec le gouvernement helvétique et ses anciens subordonnés qui sont restés dans le même camp que lui, est le centre. Et, s'il donne des renseignements à Michel Dufour, s'il lui communique ses réflexions, s'il lui adresse un émissaire, c'est, à l'évidence, que celui-ci, comme d'autres tels que son beau-frère François-Emmanuel Joris, est un membre important de ce réseau et qu'il est un des porte-parole de Charles-Emmanuel de Rivaz dans la partie occidentale du Bas-Valais et plus particulièrement dans le district de Monthey.

Durant cette période, Michel Dufour reçoit encore d'autres missives de Charles-Emmanuel de Rivaz<sup>273</sup> et il ne manque pas de transmettre à ce dernier diverses informations comme en témoigne la lettre qu'il lui écrit, le 3 avril 1802:

<sup>271</sup> AV, H, vol. 36, n° 6974, pp. 289-292: de Rivaz au dép. de la Justice, Sion, 28 fév. 1802, copie.

<sup>272</sup> *Ibidem*, n° 7004, pp. 340 et 341: de Rivaz à Dufour, Sion, 1<sup>er</sup> avril 1802, copie.

<sup>273</sup> Telle celle que reproduit l'Annexe 18.

La contribution, dont le général Turreau avait frappé le district de Monthey, ne doit être répartie que sur les communes de Monthey, Val-d'Illiez, Troistorrents et Vouvry. Cette nouvelle disposition du général vient d'être seulement communiquée aujourd'hui à la municipalité de Monthey par le cit[oyen] René Puy<sup>274</sup>. Elle a donné lieu à divers soupçons sur les communes qu'elle exempt, du moins sur le Bouveret et S[ain]t-Gingolph qui, jusqu'ici, avaient paru bien disposés. Ce qui confirmerait ces soupçons, c'est que les municipalités de ces deux communes avaient été invitées à une assemblée des municipalités du district, dont la tenue était fixée aujourd'hui et qui a eu effectivement lieu, mais à laquelle il n'y a paru personne à leur nom. Quelle que soit la manière de penser de ces deux communes, les autres n'en sont pas moins bien décidées jusqu'ici à ne pas céder à de simples menaces. L'opinion, manifestée généralement, est d'attendre l'exécution militaire. Ce mot n'intimide plus autant. Cependant, l'assemblée d'aujourd'hui n'a pris aucune résolution définitive, attendu que le terme du paiement a été prolongé par la lettre du cit[oyen] Puy jusqu'au 9 et que, dans cet intervalle, on espère recevoir quelque direction de Berne. On attribue ce délai au retard qui a été apporté à donner communication de l'arrêté aux communes de Val-d'Illiez], Troist[or]rents] et Vouv[ry] qui, dans ce moment, ne l'ont pas encore reçu. Peut-être le cit[oyen] Joseph-Louis] Pittier se propose-t-il de le faire demain. Il a annoncé, par le canal de [François-Joseph] Zumoffen, à la municipalité de Monthey qu'il se rendrait ici à 2 heures de l'après-midi; il a ordonné que les municipalités des trois autres communes imposées s'y rencontrent. Il en est qui conjecturent qu'il a en vue, peut-être, de composer avec elles; d'autres, qu'il veut seulement assister à la répartition de l'impôt. Mais il serait possible que ces municipalités ne se mettent pas même en peine de savoir ce qu'il désire d'elles.

Depuis dimanche [28 février], le district a été sans troupes jusqu'à hier qu'il est arrivé à Monthey un détachement d'environ 20 hommes. Il a été sollicité, dit-on, par Buegninet [ou Bognonet<sup>275</sup>] et [Louis] Robriquet qui ne se croyaient pas en sûreté ici. Le premier profite de la présence de cette troupe pour parcourir les maisons, mendiant des signatures pour la réunion [à la France]. C'est vraiment l'homme qu'il faut pour cette mission. Il n'a pas fait jusqu'ici beaucoup de prosélytes. Plusieurs de ceux que l'on croyait dévoués au parti qu'il soutient avec tant de zèle l'ont fort mal accueilli, jusqu'à le menacer même du bâton.

<sup>274</sup> Le 25 mars 1802, Turreau exige des «contributions extraordinaires» de certains districts. «Monthey doit s'acquitter de 2000 francs par mois. Mais comme l'arrêté a un effet rétroactif, c'est 8000 francs que doit payer le district. [...] Le 3 avril, René Puy, receveur des districts de St-Maurice et de Monthey depuis la fin du mois de mars, décide que les communes de Vouvry, de Troistorrents, de Val-d'Illiez et de Monthey payeront la contribution entière, à elles seules, jusqu'au 9 avril. Le 21, tout est payé sauf 150 louis pour lesquels on offre des bons de subsistances. Puy les refuse. Le 12 mai, le district achève cependant de payer sa contribution.» (SALAMIN II, pp. 211 et 212.)

<sup>275</sup> Orthographe incertaine. – Ce surnom, qui désigne Jean-Claude Barlatey, est un mot patois qui semble vouloir insister sur le côté fouineur de celui-ci, considéré alors comme une sorte d'espion au service de la France.

Le fameux [Jean-Evangéliste] Baruchet se montre de temps en temps par ici, mais avec beaucoup moins d'arrogance qu'il le faisait il y a quelques semaines. Il a dû se présenter dernièrement au [général] [Turreau] à S[ain]t-Maurice, mais il n'a pas été reçu<sup>276</sup>.

De plus, nous pouvons supposer, sans risque de nous tromper, que Michel Dufour et de Rivaz ne se contentent pas de s'écrire et qu'ils se rencontrent plus ou moins régulièrement.

\*

L'antagonisme qui oppose francophiles et patriotes helvétiques a même des conséquences sur le tribunal cantonal: après que, le 19 février 1802, de Rivaz a noté que, «jusqu'ici l'autorité militaire et son préfet [Pittier ont] dissimulé [leur] ressentiment sur le refus que le tribunal du canton a fait de les reconnaître»<sup>277</sup>, Michel Dufour ainsi que neuf de ses collègues sont destitués de leurs fonctions, le 26 avril, par Joseph-Louis Pittier<sup>278</sup> qui a remplacé le préfet de Rivaz par la volonté du général Turreau. Les motifs officiels en sont «la méconnaissance des juges composant le tribunal du canton et le refus par écrit de leur soumission envers les autorités supérieures».

Aussitôt le tribunal cantonal s'oppose à la décision du préfet inconstitutionnel: après avoir fait remarquer que la nomination de Pittier au poste de préfet n'a pas été «confirmée par le gouvernement helvétique» et que, même si cela avait été le cas, «la destitution des autorités cantonales est réservée» à ce dit gouvernement, il affirme courageusement

que, l'arrêté du citoyen Pittier ne pouvant avoir d'effet légal, le tribunal continuera à remplir ses fonctions jusqu'à ce qu'il en soit empêché par la force, protestant solennellement, tant au nom du peuple qu'à celui du gouvernement helvétique, contre tout acte par lequel on voudrait effectuer cette destitution et les conséquences qui en pourraient résulter.

<sup>276</sup> AV, Rz, cart. 58, fasc. 13, n° 56: Dufour à de Rivaz, s.l., 3 avril [1802], orig.

<sup>277</sup> AV, H, vol. 36, n° 6967, pp. 282 et 283: de Rivaz au dép. de la Justice, Sion, 19 fév. 1802, copie. Voir encore AV, Rz, cart. 57, fasc. 6, n° 10 (recto): Joseph-Louis Pittier au tribunal cant., Sion, 25 janv. 1802, copie, où le préfet, installé par le général Turreau, fait part de sa nomination; et *ibidem*, (verso): réponse du tribunal cant. à Pittier, Sion, 28 janv. 1802, copie. Cette réponse est cinglante: Pittier y est exclusivement qualifié d'«ex-président de la Chambre adm. du canton du Valais» et il y est notamment écrit que «le tribunal, en rendant justice à vos qualités brillantes pour remplir ce poste éminent [de préfet], ne peut cependant vous reconnaître en cette qualité avant la sanction du gouvernement helvétique auquel ses membres ont juré fidélité et obéissance».

<sup>278</sup> Antoine Rion obtient, quant à lui, sa démission, tandis que Joseph-Antoine Barman et Vincent Favre ne sont pas concernés par cette destitution, tous trois trouvant grâce aux yeux du préfet illégal. – Rion a remplacé, le 18 fév. 1802, un des quatre membres de la municipalité de Sion «ayant été destitués par le préfet [Pittier] du général Turreau pour avoir refusé par écrit de le reconnaître en cette qualité», et il en est devenu le président; or la loi rend «incompatibles les fonctions judiciaires et municipales» (AV, H, vol. 36, n° 6967, pp. 282 et 283). A la fin juin 1802, Rion deviendra lieutenant de Joseph-Louis Pittier, à la place d'Hildebrand Schiner.

Le 29 avril 1802, Pierre-Joseph de Riedmatten écrit à de Rivaz pour lui annoncer que le tribunal a décidé de s'ajourner «indéfiniment, en chargeant le greffier [de Torrenté] de faire aviser les parties citées au 30 a[vril], au 4 et 6 mai, que le tribunal ne s'assemblerait pas aux jours indiqués». Et d'ajouter:

Il est sans doute plus que jamais essentiel que les autorités helvétiques expirantes ou expirées marchent de concert et en bon ordre jusqu'au moment de leur enterrement. Je vous invite donc, citoyen préfet, de vouloir bien me dire si vous approuvez les mesures du tribunal et comment je dois me conduire à l'égard des parties qui demanderaient des mandats, et que faire si, par hasard, le cit[oyen] Pittier allait répéter avec le tribunal l'arlequinade de le confirmer en punition, comme je viens d'apprendre qu'il l'a fait avec les braves municipalités d[u] Val d'Illiez. [...] Il me reste à vous conjurer de ne pas nous abandonner et de surseoir à votre éloignement du Valais jusqu'au moment que [= où] nous soyons ou passablement organisés ou désespérés et sans remèdes<sup>279</sup>.

La courageuse attitude du tribunal cantonal ne peut que combler Charles-Emmanuel de Rivaz qui, le 6 mai, écrit à de Riedmatten pour lui faire part

de la sensibilité avec laquelle j'ai appris la conduite aussi ferme qu'éclairée que votre corps a tenue en cette occasion. J'ai transmis au département de la Justice copie du procès-verbal qui en a été dressé, ainsi que de l'arrêté que vous avez pris pour le maintien de vos droits et de ceux du gouvernement helvétique. Je ne doute point qu'il ne partage mes sentiments et ma reconnaissance pour le vrai patriotisme que vous avez manifesté en cette circonstance. Veuillez, lorsque vous en aurez l'occasion, exprimer à vos collègues la satisfaction que j'en ai éprouvée<sup>280</sup>.

Le 7 mai 1802, le général Turreau, malgré l'insubordination provocatrice du tribunal, ayant probablement jugé qu'il serait fort difficile de remplacer les membres destitués par des gens compétents, désapprouve l'initiative de Pittier en cassant l'arrêté qu'il a jugé devoir prendre et décide que «les membres du tribunal du canton continueront leurs fonctions comme par le passé»<sup>281</sup>. Ce même jour, Pierre-Joseph de Riedmatten est informé de la résolution de Turreau par une lettre de Ledoux, officier d'état-major auquel, le 8, il s'adresse en ces termes hautains:

<sup>279</sup> AV, Rz, cart. 57, fasc. 6, n° 12: de Riedmatten à de Rivaz, Sion, 29 avril 1802, orig. – Sur la demande du gouvernement helvétique, de Rivaz doit se rendre à Berne afin de rencontrer, entre autres, le ministre plénipotentiaire français Verninac et afin d'évoquer le sort futur du Valais. Il y arrivera le 13 mai en compagnie, notamment, de Gaspard-Eugène de Stockalper et il quittera cette ville le 12 juin.

<sup>280</sup> AV, H, vol. 36, n° 7036, pp. 394 et 395: de Rivaz à de Riedmatten, Sion, 6 mai 1802, copie.

<sup>281</sup> Un des juges destitués le 26 avril, Bernard-Antoine Cropt, est décédé le jour même et il a été enterré le lendemain à Martigny. Quant à Antoine Rion, il ne semble pas être revenu sur sa démission.

En réponse à votre lettre du 17 floréal [7 mai], dont j'ai donné un reçu au porteur, ainsi que de l'arrêté-communicé du général Turreau, pris sous la même date, j'ai l'honneur de vous dire que j'en ferai part au tribunal du canton à sa première rentrée. Le tribunal apprendra avec satisfaction que, en continuant ses fonctions *d'après son propre arrêté du 26 avril*, il ne sera pas exposé à voir ses opérations entravées par le pouvoir militaire.

Si le général Turreau ne donnera aucune suite à cette réponse qu'il a bien dû considérer comme insolente, il n'oubliera pas qu'il a des adversaires acharnés dans le tribunal cantonal<sup>282</sup>...

Nous devons cependant souligner que c'est Pierre-Joseph de Riedmatten, en tant que président du tribunal, qui s'est le plus exposé et que nous ignorons quelle part Michel Dufour a eue dans la résistance du tribunal et dans ses prises de position. Cette part serait-elle nulle que cela n'empêche pas le Bas-Valaisan, comme tous les autres juges cantonaux restés fidèles à la République helvétique, de sortir grandi de ces péripéties aux yeux de l'ensemble des patriotes.

\*

Le 23 juillet 1802, François-Emmanuel Joris annonce à son épouse Patience que, le 21 juillet, le commandant de la place de Monthey, un officier français nommé Grill, a «fait mettre aux arrêts» Michel Dufour pour «lui avoir représenté que, suivant ses facultés, il ne devait pas avoir quatre soldats en logement qu'on lui avait donnés, tandis que d'autres, plus moyenés, en avaient moins»; et il signale que Pierre-Louis Du Fay a dû également en loger quelques-uns<sup>283</sup>. Le 24 juillet 1802, c'est Hyacinthe de Nucé qui communique cette nouvelle à de Rivaz, précisant que Grill

a fait conduire le cousin Dufour au château avec menaces de le faire mettre au cachot [...]. Il le tutoyait continuellement. Dufour s'en est cependant tiré et est allé le lendemain, avec [Pierre-Louis] Du Fay, auprès du général [Turreau] qui lui a refusé audience, mais il lui a écrit. Je doute qu'il réponde<sup>284</sup>.

<sup>282</sup> Sur l'ensemble de cette affaire, et donc pour les citations dont nous n'avons pas indiqué les références, voir CH.-EMM. DE RIVAZ, pp. 243-247. Cf., également, *Nouvelliste*, n° 36 du 4 mai 1802, pp. 2-4, qui cite l'arrêté du préfet du 6 floréal de l'an X, autrement dit du 26 avril 1802. – Le tribunal cant., après avoir été destitué le 26 avril et après avoir, le 6 mai, envoyé «son décompte final», ne se réunira plus jusqu'au 6 juillet 1802, jour où il s'occupe de Pierre Caldo qui sera condamné le lendemain. (Cf. AV, H, cart. 23, fasc. 7, n° 12: la commission chargée de dresser l'état des réclamations concernant les appointements de tous les fonctionnaires publics du Valais au Conseil d'Etat, Sion, 29 mars 1803, orig. ou copie; et ci-dessus, pp. 63-65.)

<sup>283</sup> JORIS, p. 251.

<sup>284</sup> AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, n° 48: de Nucé à de Rivaz, St-Maurice, 24 juillet 1802, orig. – Comme beaucoup de fonctionnaires destitués, de Nucé, estime être encore un représentant légitime de la République helvétique et il se qualifie de sous-préfet de St-Maurice. Quant à Du Fay, il considère toujours être le légitime sous-préfet de Monthey, comme Joris, celui de Sembrancher.

Ce 24 juillet encore, Pierre-Louis Du Fay, s'adressant également à de Rivaz, affirme:

Mon beau-frère Dufour et moi sommes allés jeudi [le 22 juillet] à S[ain]t-Maurice pour avoir l'honneur de vous voir; il n'y avait que dix minutes que vous étiez parti quand nous sommes arrivés. M. Dufour voulait vous informer des désagréments qu'il a éprouvés de la part du commandant de la place qui s'est conduit à son égard avec une violence et une injustice qui [ont] peu d'exemples. Il est allé deux fois à Bex pour en faire sa plainte au général [Turreau], mais il n'a point pu obtenir d'audience<sup>285</sup>.

Ces divers documents illustrent l'émoi que cet épisode, qui touche Michel Dufour, a causé dans le clan Du Fay, de même que la réalité du réseau qui lie les patriotes valaisans qui ne baissent pas les bras. Ceux-ci ne manqueront pas de donner de la publicité à cette affaire, puisque l'on peut lire dans *Le Nouvelliste vaudois* du 3 août 1802:

Deux compagnies françaises sont stationnées à Monthey, et on se plaint généralement que ceux qui sont le plus prononcés contre la réunion à la France ont le double de soldats que ceux de même fortune qui ne se montrent pas si ouvertement. M. Dufour, juge de canton et inspecteur des élites, s'en étant plaint pour son compte au commandant [Grill], il s'entama une conversation. M. Dufour ne voulut pas répondre sans distinction à cette demande: *Reconnaissez-vous les autorités françaises?* Le commandant le mena jusqu'à la porte de la prison. Mais, sur le refus d'y entrer, il fut conduit au corps de garde où il demeura jusqu'à dix heures du soir<sup>286</sup>.

Alors qu'il en avait été question dès le 27 juin 1802, un acte de protestation est rédigé le 27 juillet: il dénonce l'attitude du général Turreau en contradiction avec la volonté de Napoléon Bonaparte qui a, comme nous l'avons dit, accepté que le Valais puisse s'ériger en république «indépendante», et il dépeint les exactions commises. Cet acte doit être porté au Premier Consul par une députation composée de Gaspard-Eugène de Stockalper, de Jean-Joseph Duc et d'Anne-Louis Tousard d'Olbec. Mais, auparavant, il doit circuler secrètement dans tout le Valais afin que nombre de personnalités autochtones, représentatives des autorités considérées comme légales et porte-parole du souhait de la majorité des Valaisans qui ne

<sup>285</sup> AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, n° 49: Du Fay à de Rivaz, Monthey, 24 juillet 1802, orig. – Turreau a établi son quartier général à Bex, au début du mois de mai, dans la maison de Mme de Rovéréa. C'est «l'hostilité ouverte des communes de Vouvry, de Troistorrents, de Val-d'Illiez et de Monthey» qui a décidé le général «Turreau à quitter Sion pour Bex» (SALAMIN II, p. 222). Quant à de Rivaz, il écrit: «[...] Il paraît que ce changement de domicile avait eu pour principal objet d'être plus à portée de travailler les esprits dans les districts du Bas-Valais, de les diviser et de profiter de cette division.» (CH.-EMM. DE RIVAZ, p. 254.)

<sup>286</sup> *Nouvelliste*, n° 62 du 3 août 1802, p. 4. – Ch.-Emm. de Rivaz, évoquant le commandant Grill d'après ce que lui en a écrit Pierre-Louis Du Fay, affirme qu'«il paraît [...] que c'était une de ces âmes damnées qui se prêtent à tout et qu'on emploie lorsqu'on a quelque tour de force à exécuter». (CH.-EMM. DE RIVAZ, p. 273, note 4)

veut pas de la réunion avec la France, puissent y apposer leur signature. Une trentaine de personnalités vont le signer: l'évêque Joseph-Antoine Blatter, Pierre-Joseph de Riedmatten, président du tribunal cantonal, Joseph de Courten, président du district de Sion, Nicolas Roten, juge du district de Loèche, Jean Devantéry, président du tribunal du district de Monthey, Jacques de Quartéry, président du district de Saint-Maurice et bien d'autres encore dont Michel Dufour. Mais la récolte des signatures ne s'achève que le 10 août 1802 et, la situation ayant évolué comme nous allons le voir, on jugera inutile de faire partir la députation qui devait présenter cet acte à Napoléon Bonaparte<sup>287</sup>.

Durant cette période, d'autres initiatives sont prises. C'est ainsi que, le 4 août 1802, Pierre-Louis Du Fay indique que la plupart des communes du district de Monthey se préparent à rédiger des «protestations» contre la conduite du général Turreau et de ses commettants, et il ajoute:

J'ai cependant reçu celles de S[aint]-Gingolph et [de] Vionnaz: les protestations sont courtes, les signatures sont certifiées véritables par les agents constitutionnels ou helvétiques, et il y est marqué à la fin de ces dites protestations qu'elles seront envoyées au gouvernement helvétique avec prière de les faire valoir où il croira utile<sup>288</sup>.

Nous ignorons si Michel Dufour a participé d'une façon ou d'une autre à la rédaction du texte adressé par la commune de Vionnaz à Pierre-Louis Du Fay; c'est une éventualité qui n'est pas à écarter, vu que plusieurs documents indiquent qu'à Vionnaz les patriotes font tout leur possible pour contrecarrer – avec succès d'ailleurs – les menées des francophiles et vu que Michel Dufour y jouit d'une influence certaine<sup>289</sup>.

Les patriotes bas-valaisans ont même obtenu, grâce à de Rivaz, qu'un commissaire du gouvernement helvétique soit envoyé en Valais: nommé le 27 juillet 1802, Charles Müller-Friedberg, parvient à Sion le 12 août.

Mais comme Bonaparte voulait que la République du Valais fût placée sous la protection des Républiques française, helvétique et italienne, il y eut trois commissaires en Valais. Turreau représentait la France; [Louis] Lambertenghi, la Cisalpine<sup>290</sup>.

Le 18 août 1802, les assemblées primaires vont choisir les électeurs chargés, par district, de désigner les députés à la Diète constituante qui s'ouvrira le 26 août 1802: celle-ci doit notamment adopter la constitution, puis élire les conseillers d'Etat et leurs remplaçants. Les francophiles s'agitent, surtout dans le Bas-Valais, à Vionnaz notamment: ils veulent que le Valais soit réuni à la France; les patriotes – favorables à l'indépendance

<sup>287</sup> *Ibidem*, pp. 310-315. A la page 314, note 1, on trouve «les noms des magistrats respectables» qui signèrent cet acte.

<sup>288</sup> AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, n° 54: Du Fay à de Rivaz, Monthey, 4 août 1802, orig.

<sup>289</sup> Le 4 mars 1802, des officiers municipaux de la commune de Vionnaz ont déjà envoyé aux autorités helvétiques une pétition du même type, mais nous ignorons – là également – si Michel Dufour y a eu quelque influence. (AF, B, vol. 799, pp. 51 et 52, orig.)

<sup>290</sup> SALAMIN II, p. 208.

puisqu'il est impossible à leur patrie de rester dans la République helvétique – tentent de contrer leur influence. Pierre-Louis Du Fay, dressant à l'intention de Charles-Emmanuel de Rivaz, un tableau des «intrigues qui ont eu lieu [dans le district de Monthey] les jours qui ont précédé la tenue des assemblées primaires», écrit notamment :

Le dimanche 15 de ce mois, qui était le patron de Vionnaz [jour de l'Assomption], le commandant de la place [de Monthey, Grill.] s'y est rendu, accompagné de l'agent, de deux de nos municipaux ja[co]bins et de [Louis] Robriquet, Delmonté et J[ean]-Claude Barlatay, nos trois plus mauvais sujets. Il y a été joint par deux ou trois personnes de Collombey, par l'agent général de Muraz, par celui de Vouvry. La bande a été augmentée par les jacobins de Vionnaz. Je ne sais ce qui a été conclu dans leur assemblée où l'on a beaucoup trigaillé [= traîné]. [...] Je priai l'inspecteur Dufour [probablement le 17 août] de se rendre à Vionnaz. Je craignais cette communauté où le parti français s'était accru dans la plaine, dans l'idée où j'étais que les montagnards, extrêmement occupés aux travaux de la campagne, ne vinssent pas à l'assemblée. Je leur fis dire de s'y trouver<sup>291</sup>.

Les craintes de Pierre-Louis Du Fay se révèlent vaines et, le 18 août 1802 déjà, il a pu annoncer à de Rivaz : «L'inspecteur Dufour a été élu unanimement électeur de Vionnaz où les jacobins n'ont pas osé paraître à cause des montagnards qui sont très prononcés»<sup>292</sup>.

Ainsi, Michel Dufour va-t-il pouvoir représenter la commune de Vionnaz à l'assemblée électorale du district de Monthey. Et, comme, d'une manière plus générale, les partisans de l'indépendance l'ont emporté sur les francophiles dans ce dizain comme dans les autres, il ne fait plus de doute que le Valais se dirige sur la voie de l'indépendance, mais d'une indépendance toute relative<sup>293</sup>.

### *Considérations sur Michel Dufour juge, inspecteur et patriote*

Surplombant la scène de l'histoire valaisanne, trois projecteurs s'allument successivement : le premier sur Michel Dufour juge cantonal ; le deuxième sur Michel Dufour inspecteur de la milice ; le troisième sur Michel Dufour patriote.

<sup>291</sup> AV, Rz, cart. 57, fasc. 3, n° 63 : Du Fay à de Rivaz, Monthey, 19 août 1802, orig.

<sup>292</sup> *Ibidem*, n° 61 : le même au même, Monthey, 18 août 1802, orig. – Le 20 août 1802, de Rivaz signale que le général Turreau a dû recevoir «des ordres positifs» de son gouvernement, qui l'ont enfin amené à changer d'attitude : ce 18 août, il a en effet adressé une lettre à Müller-Friedberg, l'assurant «de son empressement à seconder ses mesures» visant à préparer l'accession du Valais à l'indépendance. (AV, H, vol. 36, n° 7121, pp. 499 et 500 : de Rivaz à Du Fay, s.l., 20 août 1802, copie.)

<sup>293</sup> Du 18 août 1802 au mois de juin 1803, Turreau fera «fonction de résident français pour concourir au rétablissement de l'indépendance du Valais et à l'installation de son gouvernement». (SALAMIN I, p. 275, art. *Turreau*.)



Le premier n'éclaire qu'une image imparfaite, aux contours imprécis. Que dire en effet du Bas-Valaisan quand la documentation sur les activités du tribunal cantonal de 1798 à 1802 est lacunaire, quand on ignore le plus souvent quels juges, à l'exception du président, siègent lors des procès? Subjectivité inconvenante: les trois exemples qui ont été développés ci-dessus et qui concernent Louis Robriquet, Ferdinand Venetz et Pierre Caldo, pourraient laisser penser que Michel Dufour siège plus facilement dans ce tribunal quand il doit juger un pauvre quidam que lorsqu'il s'agit de se pencher sur des cas plus épineux en raison de la personnalité de certains accusés et du soutien dont ils peuvent jouir. C'est là une affirmation que nous refusons cependant de soutenir, car il serait malhonnête de tirer une telle conclusion à partir de trois procès seulement.

Passons alors aux certitudes et aux hypothèses qui nous paraissent les plus plausibles.

Ce qui est indéniable, c'est que le Bas-Valaisan n'a pas siégé régulièrement au tribunal cantonal, pour des raisons diverses, comme nous l'avons vu, dont la principale tient à sa fonction d'inspecteur des milices qui accapare, à plusieurs reprises, tout son temps; preuve en sont ces mots que Pierre-Joseph de Riedmatten écrit le 31 juillet 1801: «Le c[itoye]n Dufour a fait beaucoup d'absences à raison de son double emploi et en payant son suppléant»<sup>294</sup>. Et il n'y a pas lieu de s'en étonner: dès qu'il a su qu'il avait été nommé inspecteur, il a pensé abandonner son poste de juge et c'est le ministre de la Guerre Repond qui l'en a dissuadé. Et, peut-être, si le tribunal cantonal n'avait pas été destitué le 26 avril 1799, n'aurait-il pas accepté sa réélection en novembre de la même année; mais, devant le refus du gouvernement de le réhabiliter, il a désiré que les électeurs valaisans lui renouvellent leur confiance. C'est un satisfecit qui a mis du baume sur sa déception et qui, a-t-il espéré en vain d'ailleurs, pourrait amener le pouvoir exécutif à réparer une véritable injustice.

Ce qui est indéniable encore, c'est qu'il y a eu deux périodes principales, de l'été 1798 à la deuxième semaine du mois de février 1799, d'une part, et du début 1801 – voire de l'automne 1800 – jusqu'en août 1802, d'autre part, où Michel Dufour a eu plus de temps pour exercer son mandat de juge, pour s'occuper d'affaires civiles et criminelles diverses. Mais aucun document n'apporte un éclairage quelconque sur le genre de juge qu'il a été. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que ses compétences sont reconnues et qu'elles ne semblent pas avoir été contestées<sup>295</sup>. Mais nous ignorons si le tribunal canto-

<sup>294</sup> AV, Rz, cart. 57, fasc. 6, n° 3: de Riedmatten à de Rivaz, Sion, 31 juillet 1801, orig.

<sup>295</sup> Il est vrai que, dans le rapport qu'il adresse au département de l'Intérieur, le 16 janv. 1802, Ch.-Emm. de Rivaz affirme que Michel Dufour «a étudié le droit qu'il connaît assez bien» (AV, H, vol. 36, n° 6920, pp. 233-243). Mais cette légère restriction n'est que brouille, comparée aux critiques sévères que le préfet a pu formuler envers les compétences d'autres juges, et elle nous paraît même étonnante, à moins que de Rivaz juge les connaissances juridiques de son parent à l'aune des siennes qui sont, il va sans dire, supérieures...

nal, durant cette première période, s'est réuni souvent et nous avons vu que, durant la seconde, alors que sa fonction d'inspecteur laisse plus de temps à Michel Dufour, les juges cantonaux vont être de moins en moins sollicités.

Sous l'image du juge Michel Dufour apparaît en filigrane une esquisse, celle de la justice valaisanne à l'époque de la République helvétique, et nous pouvons dire que le changement brutal de régime politique, imposé de l'extérieur à notre pays en 1798, et les conséquences qui en ont résulté, telles que les dissensions internes et la déplorable situation financière de l'Etat, alors même qu'un monde nouveau est à construire, ont provoqué l'anarchie ou presque et que, dans ces conditions, y rendre la justice est le plus souvent une gageure.

Le deuxième projecteur éclaire nettement l'inspecteur Dufour. Ayant accepté sa nomination, Michel Dufour va faire preuve de courage et de ténacité, particulièrement dans la période qui s'étend de la fin du mois de novembre 1798 à l'automne 1800 où, dans un contexte très pénible, il assume de lourdes responsabilités, s'active à des tâches multiples et souvent décevantes de par les résultats obtenus, allant jusqu'à combattre contre les insurgés haut-valaisans en mai 1799. Malgré quelques mouvements d'humeur – fort compréhensibles – contre des gouvernements qui ne paraissent pas tenir suffisamment compte, dans leurs décisions, de la désolante réalité d'un Valais accablé de toutes sortes de maux et des nombreuses difficultés auxquelles lui-même doit faire face, l'inspecteur Michel Dufour n'a jamais failli aux devoirs de sa charge, tout en cherchant à concilier, dans la mesure du possible, l'intérêt du pays et celui de son canton<sup>296</sup>. Preuve en est qu'il demeure officiellement inspecteur des milices jusqu'au 27 août 1802, c'est-à-dire jusqu'au moment où le Valais est considéré comme détaché de la République helvétique<sup>297</sup>, qu'il a su gagner – ou ne pas perdre, c'est selon, – la confiance des gouvernements et des ministres de la Guerre successifs et

<sup>296</sup> Michel Dufour a été aussi fort attentif aux problèmes rencontrés par les miliciens valaisans quand ceux-ci, par leur comportement, le méritaient. Témoin ces mots que, le 4 avril 1799, il adresse au ministre de la Guerre, après que les troupes d'élite ont été passées en revue : «[...] Je dois vous représenter, citoyen ministre, que ces revues obligent le soldat à se transporter à des distances qui vont jusqu'à six lieues de sa commune, ce qui tient à la situation de notre canton qui est tout en longueur ; qu'une partie est obligée de découcher et qu'un grand nombre n'ont pas le moyen de faire les moindres frais, et il paraîtrait juste que la République accordât, pour les jours de revue, une solde et une étape au soldat. Il y en a qui sont venus de six lieues, qui, après [être] restés une partie du jour sous les armes, sont retournés chez eux sans manger, faute d'avoir de quoi payer. J'en ai été instruit trop tard ; sans cela, j'y aurais pourvu pour cette fois. Vous apprendrez la disposition de la troupe quand vous saurez que cette souffrance même, qu'on pouvait lui éviter, n'a causé aucun murmure. Mais j'ai l'honneur de vous prier instamment, citoyen ministre, de vouloir bien pourvoir à ce qu'à l'avenir la troupe soit soldée et nourrie les jours de revue et, effectivement, ils doivent être regardés comme des jours de service.» (AF, B, vol. 3022, fol. 298 et 299. Voir également ci-dessus, pp. 83.)

<sup>297</sup> Dufour est censé avoir exercé ses fonctions d'inspecteur des milices durant « quarante-cinq mois et sept jours », soit jusqu'au 27 août 1802. (AV, M, vol. 39, p. 317 : lettre du grand bailli Augustini à Dufour, [Sion.] 20 déc. 1805, minute.)

conserver celle de Charles-Emmanuel de Rivaz qui, conscient de la complexité de la tâche à remplir, n'a jamais cessé de le soutenir<sup>298</sup>. Nombre de documents sont d'ailleurs élogieux pour l'inspecteur bas-valaisan qui apparaît travailleur et compétent, malgré les problèmes considérables qu'il rencontre. Déjà, le 6 décembre 1798, le préfet de Rivaz, évoquant les nominations de Lang et de Dufour, écrivait à Repond, le ministre de la Guerre :

[...] Dès que vous avez pris le parti de diviser ces fonctions [d'inspecteur], vous ne pouviez pas choisir des personnes plus intelligentes et plus capables de suppléer par leurs talents en ce qui peut leur manquer d'exercice militaire, et surtout plus affectionnées à notre République.

Le 18 février 1799, s'adressant de nouveau au même ministre, de Rivaz témoigne que Michel Dufour «est plein de dévouement à sa patrie et à la cause qu'il est appelé à servir». Le 20 avril 1799, il écrit à ce dernier pour lui dire

combien j'ai admiré le zèle, l'activité et le dévouement avec lesquels vous avez secondé les vues du gouvernement, et c'est une obligation bien agréable pour moi que d'avoir à vous rendre ce témoignage de ma reconnaissance et de mon estime. Veuillez bien ne pas douter de toute leur étendue.

Le 30 septembre 1799, de Rivaz parle du «dévouement» de l'inspecteur Dufour et de «son influence sur le soldat»; le 12 avril et le 24 mai 1800 enfin, André Ducrue, le lieutenant du préfet, puis de Rivaz évoquent le «zèle» du Bas-Valaisan<sup>299</sup>. Et si les résultats sont loin d'être à la hauteur de ce qu'ils devraient, n'oublions pas que Michel Dufour, théoriquement, n'a pas à exercer sa charge à plein temps; qu'il a vu ses efforts compromis par l'insurrection haut-valaisanne de 1799, par le passage de l'armée de réserve en 1800 qui a entraîné la mise sur pied de nombreux manœuvres valaisans, par les réquisitions de toutes sortes et par le fait que la solde ne parvient que rarement aux miliciens; qu'il bénéficie de l'hostilité du Haut-Valais au nouveau régime, hostilité qui décourage les inspecteurs Casimir Lang, puis Pierre-Marie de Lavallaz d'y atteindre quelque résultat que ce soit, si bien que le préfet de Rivaz et le gouvernement helvétique n'attendent plus grand-chose de cette région dont le dénuement devient d'ailleurs pathétique à la suite de l'insurrection de 1799.

Il n'en reste pas moins que le plus grand mérite de Michel Dufour est peut-être de n'avoir pas choisi la voie de la facilité, c'est-à-dire de n'avoir pas

<sup>298</sup> Ce soutien semble avoir été particulièrement précieux lors des premières semaines qui ont suivi l'arrivée du commissaire Buxtorf en Valais. (Voir ci-dessus, pp. 78-83.)

<sup>299</sup> Voir, respectivement, AV, H, vol 29 bis, n° 834, pp. 626-630: rapport du préfet de Rivaz au ministre de la Guerre, Sion, 6 déc. 1798, copie; AF, B, vol. 3022, fol. 226 et 229; AV, H, vol. 30, n° 1808, p. 608: de Rivaz à Dufour, [Sion,] 20 avril 1799, copie; AF, B, vol. 3022, fol. 249: de Rivaz au ministre de la Guerre Lanther, Sion, 30 sept. 1799, orig., et AV, H, vol. 31, n° 2933, p. 434, copie; *ibidem*, vol. 32, n° 4162, pp. 426 et 427: Ducrue à Dufour, [Sion,] 12 avril 1800, copie; AF, B, vol. 3051, fol. 211 et 212.

démissionné de son poste dans les années 1799 et 1800, quand bien même la présence de Charles-Emmanuel de Rivaz à la tête de l'administration valaisanne n'est probablement pas étrangère à sa noble attitude.

Les images du juge et de l'inspecteur se superposent... N'est-il pas admirable que ce juge que la destitution du tribunal cantonal a déçu, qui attend vainement sa réhabilitation et qui est choqué par le traitement de faveur réservé à Louis Robriquet, de même que par les ménagements, puis la considération dont jouit trop longtemps Jean-Evangéliste Baruchet, soit aussi cet inspecteur qui sert fidèlement la République helvétique? Et son mérite n'en est que plus grand quand on connaît les énormes difficultés qu'il rencontre pour mettre sur pied et organiser la milice valaisanne, quand on sait qu'il n'est que partiellement et irrégulièrement payé pour les doubles fonctions qu'il exerce. Un exemple significatif: en tant que membre du tribunal du canton, Michel Dufour aurait dû toucher, du 16 juillet 1798 au 1<sup>er</sup> mars 1800, 2328 francs un batz et une rappe alors qu'il n'a reçu jusque-là que 360 francs<sup>300</sup>! Et, d'une part, il est fort probable que cette dernière somme ne lui a même pas remboursé la totalité de l'argent qu'il a lui-même versé aux suppléants qui l'ont souvent remplacé durant cette période; et, d'autre part, et plus généralement, nous pouvons certifier que, sous la République helvétique, Michel Dufour n'a été payé que très partiellement pour ses diverses activités publiques et qu'il ne recevra jamais tout l'argent qui lui est dû<sup>301</sup>.

Le troisième projecteur s'allume et c'est le patriote qui apparaît. Nous n'avons pas trouvé de documents où le Bas-Valaisan explique sa position politique durant l'année 1802. Aussi faut-il nous contenter de quelques hypothèses, vraisemblables il va de soi. Michel Dufour, en 1798, a servi le régime helvétique avec enthousiasme. Mais, peu à peu, un désappointement toujours plus vif le gagne: les conditions de vie, en Valais, se dégradent et,

<sup>300</sup> AV, Rz, cart. 72, fasc. 29, recto du fol. 2. – En nov. 1800, le tribunal cant. indiquera que les juges ont reçu 478 francs sur un minimum de 2700 francs qui leur est dû depuis leur entrée en fonction en juillet 1798, ce qui est d'autant plus ennuyeux «que les municipalités ont fait entrer les indemnités dans la supputation de la fortune des juges et [qu'elles] les ont chargés en conséquence» (AF, B, vol. 532, pp. 371-374: le tribunal cant. au Conseil ex., Sion, 25 nov. 1800, orig.). Le 16 mai 1806, le Conseil d'Etat valaisan constatera que «les comptes des fonctionnaires helvétiques sont arrêtés», qu'«elle est énorme la somme que doit l'Etat pour payer des services rendus à un autre gouvernement» et qu'elle se monte à quelque 115 547 francs (AV, M, vol. 6, pp. 225-236: protocole du Conseil d'Etat, séance du 16 mai 1806).

<sup>301</sup> En exécution de l'article 18 du décret du 29 mai 1805 «*qui établit le principe pour les réductions des indemnités des fonctionnaires helvétiques créanciers de l'Etat*», le Conseil d'Etat décide que Michel Dufour touchera 70% des «indemnités arriérées» jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1802 et 10 % de ses «appointements» du 1<sup>er</sup> fév. jusqu'au 27 août 1802 (AV, Rz, cart. 72, fasc. 29, recto du fol. 2; *Lois VS*, p. 5 à 11), ce qui semble confirmer, notamment, que sa fonction d'inspecteur ne lui a guère pris de temps dès fév. 1802 en tout cas. – Michel Dufour ayant affirmé que son traitement d'inspecteur se montait annuellement à 814 francs et quelques batz, le grand bailli pense qu'il a commis une erreur en sa défaveur (AV, M, vol. 39, p. 317); ce qui ne paraît pas être le cas (cf. p. 67, note 174).

plus globalement, la République helvétique, satellisée par la France, connaît des problèmes croissants, devenant même, à un certain moment, l'un des théâtres des guerres européennes. Il en veut probablement plus à la France, agaçante par son ambition, ses prétentions et le peu de cas qu'elle fait de la situation malheureuse de la Suisse qu'à la République helvétique qui n'est que la vassale de sa puissante voisine. Il doit donc déchanter, tandis que le sort difficile de son pays natal le préoccupe de plus en plus : ce n'est pas à un tel Valais qu'il rêvait dans les premiers mois de 1798. La volonté de Bonaparte d'annexer, pour le moins, une partie du Valais et l'attitude despotique du général Turreau finissent de l'exaspérer contre la France, d'autant plus que le général tricolore et ses créatures rendent la vie difficile à de nombreux Valaisans qui sont des connaissances, des amis ou des parents de Michel Dufour et que ce dernier soutient leur position politique légaliste à l'égard de la République helvétique qui apparaît alors comme un moindre mal. Et nul doute que l'on pourrait dire de Michel Dufour ce que Michel Salamin affirme à propos des patriotes valaisans :

A lire les lettres privées de nombre de personnes engagées dans les difficultés administratives et politiques de la «révolution turreau-nienne», on éprouve le sentiment très net que ces gens ont conscience de l'importance de leurs efforts et de leurs sacrifices, de l'intérêt que les pays européens accordent à leur résistance, enfin, de la nécessité qu'il y a de laisser de soi-même, pour la postérité, l'image d'un homme d'honneur.

Par l'enchevêtrement des alliances matrimoniales, les «messieurs» du Valais constituent une caste à l'intérieur de laquelle tout se rapporte, tout se sait. Il ne faudrait donc pas déroger sur le plan de l'honneur. Plus encore : en présence des difficultés sous lesquelles risque de succomber le Valais, les divergences politiques s'estompent entre les anciennes familles aristocratiques et les nouvelles qui aspirent à se donner de l'importance. Il sera suffisamment tôt, quand l'orage aura passé, de cesser d'être Valaisan pour redevenir l'homme de tel dizain, le porte-parole de telle partie du Valais. [...] On est d'abord membre d'un pays qu'il faut maintenir pour qu'on puisse, un jour, en reprendre la direction<sup>302</sup>.

Il semble que, vu sa prudence, Michel Dufour ne soit pas la cible immédiate des foudres de Turreau et de ses sbires. Mais, quand il est certain que Bonaparte s'est décidé à faire du Valais un Etat «indépendant» et que Turreau ne respecte pas la volonté de son maître, Michel Dufour n'hésite plus à monter ouvertement aux abords des premières lignes : il a la certitude d'être dans le bon camp et, peut-être, voit-il dans la prochaine création d'une République valaisanne et la fin des misères pour ses concitoyens et la possibilité de relancer sa carrière. Il n'en supportera qu'avec plus de courage, de fermeté et de dignité les vexations qui ne peuvent que le grandir aux yeux de nombre de ses concitoyens. Quant à la République helvétique qu'il a servie

<sup>302</sup> JORIS, p. 191 (introduction par MICHEL SALAMIN).

conscieusement, il a probablement perdu toute illusion à son égard. Déjà, le 6 août 1801, alors que la Diète valaisanne est réunie dans le but de préparer une constitution cantonale destinée à régir le Valais dans le cadre d'une Suisse fédéraliste, François-Emmanuel Joris n'écrivait-il pas :

Je m'ennuie [à Sion], d'autant plus que je crois et crains que la constitution à laquelle on travaille pour ce canton ne vaille pas davantage que la constitution générale helvétique [dite «de la Malmaison»], c'est-à-dire pas le Diable?

Or, rappelons qu'il souhaite ardemment la venue de Michel Dufour à la Diète qui a déjà commencé ses travaux, car il estime que celui-ci «aurait été très utile»<sup>303</sup>; l'on peut donc admettre que Michel Dufour partage les idées que ceux qui l'attendent avec tant d'impatience et l'on peut même se demander si son retard ne s'explique pas par le fait que, à l'époque déjà, il n'attend plus rien de bon de la République helvétique, quel que soit son type d'organisation. Si cette interprétation est correcte, il ne faut voir dans l'apparent attachement de Michel Dufour à la République helvétique, dans les premiers mois de 1802 notamment, qu'une stratégie destinée à contrecarrer les appétits du Premier consul et le despotisme du général Turreau. Quand il n'a le choix qu'entre le *statu quo* et l'annexion à la France, il choisit ce qui lui paraît le moindre mal, soit le premier terme de l'alternative. Et, quand il est persuadé que le Valais s'achemine, par la volonté de Bonaparte, vers l'indépendance, il ne peut que considérer avec soulagement le fait que sa patrie sera détachée de la République helvétique sans être annexée à sa puissante voisine<sup>304</sup>.

Mais voilà déjà qu'un quatrième projecteur s'allume et que son faisceau rougeoyant éclaire brusquement un village valaisan en ruines...

<sup>303</sup> AV, fonds Joris, P 89, n° 7; voir ci-dessus, p. 38.

<sup>304</sup> A ce sujet, il nous paraît intéressant de citer quatre extraits de lettres rédigées par de Rivaz; la première est adressée à Pierre-Louis Du Fay, sous-préfet de Monthey destitué; la deuxième, à François-Paul Bonvin, secrétaire de la Chambre adm.; les deux dernières, à François-Emmanuel Joris, sous-préfet de Sembrancher, lui aussi destitué. Dans la première, du 17 avril 1802, tout en précisant qu'il faut rester «très circonspect», il écrit : «Il paraît que le parti le plus convenable à prendre sera d'accepter l'indépendance. On a à peu près [la] certitude que la France la laissera garantir par toutes les Puissances contractantes de Lunéville et d'Amiens; qu'on nous laissera contracter une alliance spéciale avec la Suisse [...]. Il paraît encore que plus on se hâtera et meilleures conditions on aura. Nous croyons ici [à Sion] qu'il en faut profiter et qu'une garantie aussi solennelle est assez rassurante pour nous tranquilliser contre le danger de l'influence de la France. Il paraît, d'après des avis venus des sources, que celle-ci sera contente du passage et accordera d'ailleurs à peu près toutes les clauses et protestations que nous croirons utiles à notre sûreté.» Dans la deuxième, du 21 mai 1802, il explique qu'il a, un temps, préféré que le Valais restât dans la République helvétique plutôt qu'il devînt indépendant, car il a «craint que cet isolement ne fût un moyen de nous amener plus facilement à une réunion [avec la France].» Mais, précise-t-il, dès lors que le détachement de l'Helvétie apparaît inévitable, «je n'hésite pas, n'ai jamais hésité et n'hésiterai jamais à conseiller de nous former en Etat indépendant plutôt que de nous réunir à la France, persuadé que, si jamais l'un devait nous conduire à l'autre [= la réunion], il serait toujours utile au peuple valaisan de reculer cette époque le plus qu'il lui sera possible». Dans la troisième, du 31 mai 1802, il affirme : «Le temps n'est vraisemblablement pas loin où les citoyens qui auront été fidèles à leurs devoirs et qui auront montré un

## L'incendie de Vionnaz du 20 août 1800 et ses conséquences

La période de 1798 à 1802 est aussi marquée par un événement fort malheureux: l'incendie qui détruisit la plus grande partie du village de Vionnaz le 20 août 1800, dont trois officiers municipaux font le récit suivant:

Le 20<sup>e</sup> d'août 1800, entre une heure et deux heures de l'après-midi, le feu s'est manifesté dans la grange de Joseph Delseth qui était située au nord du village de Vionnaz. Ce jour fut le dernier d'une grande sécheresse qui avait fait déjà beaucoup de ravages et qui était telle qu'on [n'en] a guère vu de pareilles dans ces contrées<sup>305</sup>; le vent du nord soufflait avec force et le feu s'alluma avec une si grande rapidité que, dans dix minutes, le feu se communiqua non seulement aux édifices voisins, mais il fut porté sur les bâtiments les plus éloignés par les bardeaux enflammés que le vent emportait dans les airs et qui retombaient sur les toits couverts généralement en bardeaux, qu'on appelle vulgairement encelles [ou ancelles], de sorte que, dans moins d'un quart d'heure, les maisons les plus éloignées et le village entier fut embrasé. La voracité des flammes, augmentée par l'ardeur de l'atmosphère, était si terrible que, semblable au feu d'un four déjà chaud, elles n'avaient pas une direction perpendiculaire selon leur naturel, mais elles s'agitaient en travers et en tout sens, de manière que les maisons qui, à part la charpente, pouvaient espérer d'échapper au désastre, par les terrasses et les plafonds les plus solides, ont également été la proie des flammes qui y sont entrées par les fenêtres. La charpente du clocher a brûlé; les cloches et l'horloge sont brisées, le couvert de l'église, en un mot cent et quarante bâtiments ont été consumés<sup>306</sup>; les murs, qui sont de pierres

caractère loyal se trouveront délivrés de l'état d'oppression dans lequel ils sont actuellement. Croyez que nous nous occupons, tous tant que nous sommes ici [à Berne], à accélérer ce moment si désirable». Et, dans la quatrième, du 25 juin 1802, il écrit: «Nous devons [...] nous attendre à voir incessamment des changements favorables et cela doit ranimer le courage des citoyens fidèles. Nous avons également l'agréable perspective de nous voir délivrés des troupes étrangères. Si nous savons nous entendre entre nous, c'est un puissant motif pour nous de vivre en union et concorde. Notre tranquillité à cet égard dépendra de notre bon esprit et de notre bonne intelligence.» (Voir, respectivement, AV, H, vol. 36, n° 7022, pp. 373-375; *ibidem*, n° 7043, pp. 399-401: de Rivaz à Bonvin, Berne, 21 mai 1802, copie; *ibidem*, n° 7050, pp. 409 et 410: de Rivaz à Joris, Berne, 31 mai 1802, copie; *ibidem*, n° 7063, pp. 424-426: lettre du même au même, St-Maurice, 25 juin 1802, copie.) – Ces propos n'auraient-ils pas pu être tenus par Michel Dufour lui-même?

<sup>305</sup> Michel Pignat affirme «qu'il y avait près de cinquante jours qu'il n'avait pas plu». (VEUTHEY II, p. 4.)

<sup>306</sup> Ce nombre est confirmé par Wild qui affirme que «soixante-cinq maisons, septante-cinq granges furent la proie des flammes» (AF, B, vol. 1181, recto du fol. 38: Wild à la population, Bex, 7 mars 1801, adresse imprimée,) et par le préfet de Rivaz (AV, H, vol. 36, n° 6877, pp. 191 et 192: de Rivaz au préfet du dép. du Léman Ange-Marie d'Eymar, Sion, 8 janv. 1802, copie). – Quant à Pierre-Louis Du Fay, il écrit: «[...] Soixante-six maisons, soixante et une granges, deux moulins, deux scies, un battoir, deux raccards, deux forges ont été la proie des flammes et [...] soixante-six ménages se trouvent actuellement sans aide, sans vêtements et sans subsistances». (*Ibidem*, vol. 13, n° 130: Du Fay à de Rivaz, Vouvry, 21 août 1800, orig.)

calcaires, les seules qu'on trouve en cet endroit, sont calcinés et, à peu près généralement, hors de service; une maison [celle de Claude Bres-soud] et trois granges, qui ne se trouvaient pas sous le vent, sont tout ce que le feu a épargné de cet infortuné village. Un homme, trois femmes, deux gros bœufs, plusieurs chevaux et quantité de menu bétail ont péri par le feu. Les habitants se trouvaient presque tous à la campagne, les uns fort éloignés vaquant à l'agriculture (la plupart n'ont pas pu entrer chez eux), d'autres ont à peine sauvé leurs enfants qui étaient enfermés, seuls, et ceux qui étaient chez eux n'ont presque rien sauvé de leurs effets parce qu'ils ont perdu les premiers moments à prendre des mesures pour éteindre le feu, car leurs efforts ont été inutiles: ils ont été contraints d'abandonner la pompe et [de] la laisser brûler. Tous les secours imaginables auraient été nuls parce qu'on ne pouvait approcher les maisons ni résister dans l'intérieur du village à cause de la trop grande chaleur<sup>307</sup>.

Quant à Jean-Maurice Clément, il écrit:

Le 20 août 1800, tout le village et bourg de Vionnaz fut incendié et réduit en cendres, sauf, au plus, deux ou trois maisons, en plein midi, dans l'espace de deux ou trois heures de temps, sans secours, le monde étant alors occupé dans ses travaux en campagne [...]. Il y périt quatre à [sic] cinq personnes, entre autres une sœur de M. le curé et chanoine [Jean-François] Guérin, [Catherine Fournier, née Guérin,] et le respectable ancien métrol Barthélemy Dufour, père de l'avocat et major [...]<sup>308</sup>.

Michel Dufour, à la suite de son mariage, vivait avec sa famille tantôt à Monthey, tantôt à Vionnaz, le village de son enfance et de son adolescence: il y avait son père dont la disparition tragique – il est mort asphyxié par les flammes dans sa maison – a dû profondément l'affecter; il y avait des biens mobiliers et immobiliers, et les pertes matérielles qu'il subit sont importantes, même si elles n'ont pas des conséquences aussi catastrophiques que pour d'autres habitants du village. L'hoirie Barthélemy Dufour, qui possédait la plus grande fortune de la commune, se voit reconnaître la perte de trois

<sup>307</sup> AV, Vionnaz, P 901. – «Toutes les communes voisines sont accourues au secours avec une célérité digne d'éloges, et celles de Vouvry, Monthey, St-Maurice, Bex, Villeneuve, Montreux et Vevey y ont amené leurs pompes», écrit Pierre-Louis Du Fay (AV, H, vol. 13, n° 130). Quant à Hyacinthe de Nucé, il mentionne encore les pompes venues de Chessel et de Lavey (*ibidem*, n° 129: de Nucé à de Rivaz, St-Maurice, 21 août 1800, orig.)

<sup>308</sup> AV, Clément, n° 4, p. 127. – Les deux autres personnes qui ont trouvé la mort dans l'incendie de Vionnaz sont Louise Vannay, née Depraz, et Marie-Josèphe Guérin (cf. Rp de Vionnaz). – Le 7 oct. 1800, de Rivaz écrit à Pierre-Louis Du Fay: «J'ai appris avec peine le malheur arrivé par l'écroulement d'un mur dans les masures de Vionnaz. Cela peut se répéter plus d'une fois si on n'y prend garde, et j'en avais déjà averti les citoyens Delseth et Veuthey à mon dernier passage. J'espère que, instruits par cet accident funeste, ils ne conserveront des vieux murs que ceux qui auront été soigneusement visités et reconnus pour solides. Veuillez bien le leur rappeler le plus souvent que vous le pourrez.» (AV, H, vol. 34, [1<sup>re</sup> partie,] n° 5403, pp. 45 et 46: de Rivaz à Du Fay, [Sion,] 7 oct. 1800, copie.) Il se pourrait que ce texte puisse expliquer pourquoi certains ajoutent une cinquième victime aux quatre premières.



maisons, de trois granges, de dix-neuf chars à foin, de deux chars de litière, de mobilier, de la vendange d'une vigne et des dommages causés à des arbres pour un montant de 13 422 livres<sup>309</sup>.

Les trois citations qui suivent montrent que, notamment, l'incendie de Vionnaz a causé à Michel Dufour des ennuis financiers et a détruit nombre de ses documents.

Le 10 novembre 1800, le préfet de Rivaz s'adresse à Rengger, le ministre de l'Intérieur, en ces termes :

J'ai l'honneur de vous faire passer ci-joint une pétition qui vous est adressée par le citoyen Dufour, juge au tribunal du canton. Je puis certifier la vérité de son exposé pour les pertes qu'il a éprouvées dans l'incendie de Vionnaz, et je le recommande en conséquence aux bontés du gouvernement pour lui accorder le paiement particulier qui fait l'objet de ses sollicitations<sup>310</sup>.

La réponse du ministre est décevante comme en témoigne la lettre que le préfet adresse à Michel Dufour le 5 décembre 1800 :

Je viens de recevoir du ministre de l'Intérieur une réponse à la pétition que vous lui avez adressée par mon canal, le 10 de novembre dernier, relativement au paiement de vos indemnités arriérées, à raison des pertes que vous avez éprouvées dans l'incendie de Vionnaz. Elle porte que le gouvernement a ajourné la décision de cette demande jusqu'à ce qu'il ait obtenu du Conseil législatif l'autorisation de payer (du moins dans de certains cas) les arrérages dus aux fonctionnaires publics avec des créances d'Etat et qu'alors il espère qu'il pourra être obtempéré à votre demande.

Chargé par le ministre de vous faire connaître cette détermination, je vous prie, citoyen juge, d'être bien persuadé de mon très sincère regret de n'avoir pu contribuer à en obtenir une plus satisfaisante pour vous dans les circonstances malheureuses dont vous venez de ressentir le cruel effet<sup>311</sup>.

De plus, nous savons, grâce à la correspondance du préfet, que divers rapports et documents adressés à l'inspecteur Dufour ont « brûlé avec tous les siens propres dans l'incendie de sa maison à Vionnaz »<sup>312</sup>...

<sup>309</sup> AV, Vionnaz, P 902/2. Lors d'un premier état de cette estimation, il est indiqué que l'hoirie Barthélemy Dufour a encore perdu un pressoir et divers effets. (*Ibidem*, P 899.)

<sup>310</sup> AV, H, vol. 34, [1re partie,] n° 5653, p. 228 : de Rivaz au ministre de l'Intérieur, [Sion,] 10 nov. [1800], copie.

<sup>311</sup> *Ibidem*, n° 5748, [1re partie,] pp. 298 et 299 : de Rivaz à Dufour, [Sion,] 5 déc. [1800], copie.

<sup>312</sup> *Ibidem*, vol. 35, n° 6444, pp. 391-393 : de Rivaz au ministre de la Guerre, [Sion,] 26 juin 1801, copie. – Au temps où il sera sous-préfet de l'arrondissement de St-Maurice dans le dép. du Simplon, Michel Dufour, possédera, sur la commune de Vionnaz, vingt-quatre parcelles : des prés, des vergers, des jardins, des vignes, des pâturages, des marais, une forêt, un champ, la montagne de Crettaz, une râpe (= mauvais terrain, souvent rocailleux et couvert de buissons), une flachère (= pré marécageux). Ces parcelles sont de grandeurs diverses et vont de 25 seiteurs, soit un peu moins de 8 hectares (un pâturage sur la montagne de Crettaz), à sept toises, soit 26,6 m<sup>2</sup> (la plus petite de ses vignes). (AV, Vionnaz, P 912.) – Nous ignorons combien de ces

La catastrophe de Vionnaz suscite de multiples élans de solidarité: les villageois reçoivent des dons en numéraire, en denrées et en objets de toutes sortes qui proviennent d'horizons divers et qu'un comité de secours, mis rapidement sur pied, s'occupe de distribuer aux sinistrés. Plusieurs personnes, dont, particulièrement, le préfet Charles-Emmanuel de Rivaz, le commissaire François-Samuel Wild et le curé de Vionnaz Jean-François Guérin, feront tout leur possible pour tenter d'atténuer les conséquences du terrible incendie. Mais la situation économique et les finances publiques sont si mauvaises dans toute l'Helvétie, l'ampleur du désastre est si grande qu'il faudrait que les mouvements de générosité ne s'essoufflent pas des années durant et qu'ils se manifestent dans de nombreuses régions.

Aussi, en février 1801, Michel Dufour et Eugène Cornut sont mandatés par la commune de Vionnaz pour «se transporter dans les lieux où ils pourront espérer des secours pour leurs infortunés citoyens»: leur intention est de se rendre «dans le département français du Léman», puisque le préfet de ce département, Ange-Marie d'Eymar, a promis à Michel Dufour qu'une collecte pourrait y être organisée en faveur de Vionnaz. Le préfet de Rivaz n'a pas osé donner son aval à cette initiative de son propre chef – il n'a donc pas voulu légaliser le «certificat» que ces deux hommes lui ont présenté<sup>313</sup> –, et il s'en est référé, le 13 février, au ministre Rengger qui lui en donne l'autorisation, tout en précisant: «Mais vous devez prendre des mesures pour que ces derniers [Dufour et Cornut] n'en fassent pas usage dans l'intérieur de l'Helvétie, en leur insinuant qu'ils s'exposeraient à des suites désagréables pour eux»<sup>314</sup>.

Il semble que cette collecte tarde à se faire, puisque ce n'est que le 8 janvier 1802 que de Rivaz écrit au préfet du département du Léman pour lui dire qu'il suppose que la rumeur publique lui aura probablement appris l'incendie de Vionnaz et pour solliciter de ses «bontés» «la permission de faire une collecte» dans son département, ajoutant:

[...] Les habitants de cette commune [Vionnaz], qui n'ont jusqu'ici reçu de leurs compatriotes, malheureux eux-mêmes par les suites de la guerre que des secours bien disproportionnés à leurs pertes, éprouvent aujourd'hui plus que jamais les horreurs de la misère qu'un pareil désastre a nécessairement occasionnée<sup>315</sup>.

parcelles faisaient partie de l'hoirie Barthélemy Dufour et, par conséquent, si certaines d'entre elles ont été acquises plus tard par Michel Dufour lui-même, ce qui est probable. Nous pouvons ajouter encore que, en 1811, la fortune de Michel Dufour, que l'incendie de Vionnaz «a détruit» en partie, est évaluée à 50000 francs. (*Personnages du Valais*, p. 206.)

<sup>313</sup> Certificat «qui atteste l'incendie» survenu dans la commune de Vionnaz. (AF, B, vol. 934, n° 465, pp. 254 et 255: le ministre de l'Intérieur à de Rivaz, [Berne,] 18 fév. 1801, copie.)

<sup>314</sup> Voir AV, H, vol. 34, [seconde partie,] n° 6019, p. 222: de Rivaz au ministre de l'Intérieur, [Sion,] 13 fév. 1801, copie, et AF, B, vol. 934, n° 465, pp. 254 et 255, copie.

<sup>315</sup> AV, H, vol. 36, n° 6877, pp. 191 et 192.

Nous ignorons si cette collecte a finalement eu lieu, ce qui n'est guère embarrassant, puisque, de toute façon, il ne nous est pas possible de savoir dans quelle mesure Michel Dufour et sa famille ont bénéficié des diverses aides qui ont été apportées aux habitants de Vionnaz.

\*

Comme si la mort d'un père et les pertes matérielles subies ne suffisaient pas, Michel Dufour doit faire face également à une rumeur qui, quoique peu répandue semble-t-il, n'en est pas moins gravissime et concerne la cause de l'incendie.

Le 21 août 1800, le sous-préfet de Saint-Maurice, Hyacinthe de Nucé, l'attribue à «l'imprudence de jeunes gens qui, avec des armes à feu, ont communiqué le feu à une grange»; l'abbé Clément, quant à lui, évoque simplement l'imprudence d'enfants qui jouaient «avec un pistolet, de la poudre, etc.». Mais le commissaire Wild, dans sa lettre au Conseil exécutif, du 23 août 1800, ne retient aucune de ces explications, allant jusqu'à réfuter la première; il affirme en effet: «On ignore entièrement la cause de cet incendie. On en avait accusé les enfants d'un citoyen, mais lui et sa femme étaient à Monthey et ses enfants hors du village.»

Quant au procès-verbal du 20 septembre 1800, dressé par la municipalité de Vionnaz, il ne retient, lui non plus, aucune de ces causes; on y lit en effet: «On a parlé en diverses manières des causes de cet affreux désastre, mais, jusqu'ici, il n'en résulte encore rien de positif»<sup>316</sup>.

Pourquoi alors s'attarder sur cette question? Parce qu'il est un texte qui nous intéresse au plus haut point. Il se trouve dans un registre tenu par Michel Pignat qui, après avoir donné quelques précisions sur l'incendie et ses effets, écrit: «Ce doit être assuré que c'est les enfants du juge Michel Dufour qui ont mis le feu à leur grange en tirant un coup de pistolet et en badinant en se donnant l'encens avec des tisons allumés.»<sup>317</sup>

Les enfants mis en cause par la rumeur publique sont donc ceux de Michel Dufour!

Dès lors, plusieurs hypothèses sont possibles: soit cette rumeur est fausse, soit elle n'a pas pu être prouvée, et l'on comprend qu'elle soit démentie ou que, officiellement, l'on reste fort prudent en évitant de donner l'identité des éventuels responsables. Soit, elle est vraie, et, alors, à l'évidence, tout a été fait pour protéger Michel Dufour qui n'en pouvait mais, puisqu'il était à Monthey en compagnie de son épouse quand l'incendie a éclaté, et qui a déjà payé lourdement l'étourderie de ses enfants – probablement Louis, Pierre-Marie et Adrien – par la mort de son père et par la perte de biens matériels. N'oublions pas que Charles-Emmanuel de Rivaz, cousin de

<sup>316</sup> Voir, respectivement, *ibidem*, vol. 13, n° 129; AV, Clément, n° 4, p. 127; AV, Vionnaz, P 901.

<sup>317</sup> VEUTHEY II, p. 4.

Michel Dufour, est alors le préfet du Valais, que c'est son beau-frère Pierre-Louis Du Fay qui est sous-préfet de Monthey, que c'est son cousin Hyacinthe de Nucu qui est sous-préfet de Saint-Maurice, que le commissaire Wild, homme fort amène, d'une grande sensibilité, a des contacts fréquents avec le premier, voire avec le deuxième et avec Michel Dufour lui-même, et que ce dernier, après avoir joué un rôle non négligeable dans la révolution bas-valaisanne de 1790, a été major de la bannière de Monthey, a été un personnage en vue lors des débuts de la révolution de 1798 et qu'il est ensuite devenu juge cantonal et inspecteur des milices.

Il va de soi que nous ne pouvons pas savoir quelle hypothèse est la bonne. Mais, même en supposant que la rumeur qui met en cause ses enfants soit fausse, nous pouvons imaginer combien Michel Dufour a dû être affecté par celle-ci et c'est, en ce cas, tout à son honneur d'avoir cherché à soulager la misère des gens de son village. Et si cette rumeur dit vrai, l'on comprend d'autant mieux ses efforts à réparer, si peu que ce soit, les conséquences de l'incendie du 20 août 1800.

\*

Après l'incendie de Vionnaz, la parenté et les amis de Michel Dufour se mobilisent en faveur de celui-ci et de sa famille, pour leur rendre moins douloureuses les conséquences du terrible incendie. Un ami prend quelque temps Adrien chez lui<sup>318</sup>; Charles d'Odet offre une étoffe qu'il vient d'acheter<sup>319</sup>, et il est vraisemblable que les gestes comme ceux-ci ont dû être nombreux.

Désormais, les Dufour vont vivre à Monthey, comme en témoigne la correspondance de François-Emmanuel Joris avec son épouse Patience: d'abord, probablement dans le bâtiment Du Fay de Lavallaz où ils devaient déjà avoir un logement; ensuite dans leur chez soi. En effet, le 8 février 1801, Michel Dufour se porte acquéreur de *la Tour du Mayor* (fig. 9), «avec places, verger et jardin attenants», appartenant à l'épouse de Jean Devantéry, Marie-Elisabeth de Quartéry. Avec le consentement de celle-ci, Jean lui vend le tout au «prix de 16 000 florins, de 4 baches [= batz] pièce», et l'acte de vente stipule ce qui suit:

<sup>318</sup> AV, fonds Joris, P 89, n° 5: François-Emm. Joris à son épouse Patience, Orsières, 5 sept. 1800, orig.

<sup>319</sup> C'est le 22 août 1800 que Charles d'Odet adresse à Michel Dufour cette étoffe, accompagnée de ces mots: «Accablé du même coup et stupéfait comme vous du malheur qui vient de vous frapper, je ne recouvre une partie de mes sens que pour vous offrir une faible marque [qui vous indique] combien je suis sensible à votre perte. Veuillez agréer cette pièce de toile que je viens d'acheter pour mon usage, extrêmement fâché de ne pouvoir vous l'envoyer plus blanche, mais j'ai cru que, dans ces circonstances, elle pourrait également ne vous être pas tout à fait indifférente telle qu'elle est.» (AV, fonds d'Odet 1, cart. 6, liasse 14, n° 53, minute.)

De laquelle somme 6000 seront payables au mois d'avril prochain et le restant dans le courant de la troisième année, savoir: 3000 florins à la foire de Pâques de l'an 1803, 3000 à la foire du mois de septembre suivant, et les quatre autres mille restants à la foire de la Chandeleur 1804 [foire du 1er février], sans intérêts jusqu'alors. Ces différents paiements pourront s'effectuer soit en numéraire, soit en obligations, moyennant que ces obligations soient solides et que chacune n'excède pas la somme de 50 louis.

L'acte stipule encore que Michel Dufour «et les siens» peuvent «jouir» de ces biens «dès à présent et à jamais», si les clauses du contrat sont respectées, et Devantéry, le vendeur, y précise de plus,

dans la vue de prévenir les doutes qui pourraient à la suite survenir au sujet des réparations à faire dans le mur qui sépare [au sud] le verger vendu d'avec celui que je possède conjointement avec mon frère [Edouard], que ce mur fait partie de la vente et que, en conséquence, les réparations sont à la charge de l'acheteur.

Deux ajouts, au bas de l'acte, attestent que le premier versement, soit «60 louis neufs», a été effectué le 22 novembre 1801 et que, en mars 1804, Jean donne «quittance finale du prix ci-dessus convenu», soit 16 000 florins, ayant été «pleinement satisfait»<sup>320</sup>.

Cet achat, s'il peut laisser penser que Michel Dufour a encore quelques réserves financières, le met certainement dans les dettes et il pourrait expliquer pourquoi tous les fils du Bas-Valaisans – au nombre de six – entreprendront une carrière mercenaire: leur père, en effet, n'a plus les moyens de leur payer des études dispendieuses dans quelque université de France ou d'ailleurs.

Cet achat est aussi symbolique d'une page qui se tourne: Vionnaz, lourd de pénibles et douloureux souvenirs, ne sera certes ni oublié, ni même abandonné, mais Monthey va devenir, pour plusieurs décennies, le centre de la vie familiale, parce que c'est là que désormais brillent les lumières du chez soi que les enfants, ayant grandi, quittent avec un brin de nostalgie et retrouvent avec plaisir. Et, bientôt, *la Tour du Mayor* va être connue sous l'appellation de *Villa Dufour*.

<sup>320</sup> AV, Vieux Monthey, P 2777 et BORGEAUD, pp. 431 et 433. – Louis Borgeaud affirme faussement que c'est Joseph-Théodore Devantéry qui a vendu *la Tour du Mayor* à Michel Dufour.

## Quelques commentaires en guise de conclusion provisoire

Durant la période de 1790 à 1802, l'influence politique de Michel Dufour est patente, dans le Bas-Valais surtout, comme en témoigne partiellement Anne-Joseph de Rivaz qui, évoquant la période de la République helvétique, écrit :

Du Trient à Saint-Gingolph, personne n'eut une influence bien marquée, et MM. [Charles-Emmanuel] de Rivaz, [Pierre-Louis] Du Fay, [Jacques de] Quartéry, [Michel] Dufour, d'accord entre eux, continuèrent à y dicter à peu près la loi<sup>321</sup>.

L'année 1790 a permis à Michel Dufour d'acquérir une notoriété certaine et, dès lors, sa carrière publique n'a cessé de prendre de l'envergure. Le hasard – ou, si l'on préfère, le destin – y est pour quelque chose, de même que le clan Du Fay ; mais il y a aussi de l'opportunisme et de l'ambition chez ce natif de Vionnaz : en 1790, il participe à la révolution bas-valaisanne et, après l'échec de celle-ci, il se met au service de la République des Sept-Dizains dont il a combattu l'hégémonie ; au début de 1798, il se bat pour un Valais indépendant où le Bas-Valais serait l'égal du Haut et, sa patrie ayant été intégrée dans la République helvétique, il sert celle-ci, d'abord avec enthousiasme, puis avec de plus en plus d'amertume, mais il la sert néanmoins et se montre même un de ses fervents partisans quand il est question de réunir le Valais à la France. Enfin, lorsqu'il est sûr que sa patrie sera indépendante, il se fait l'un des champions de cette solution<sup>322</sup>. Mais il ne s'agit pas de l'accabler : les temps sont troublés et chaotiques, et le contexte politique change rapidement. De plus, Michel Dufour a fort bien pu penser agir au mieux, dans l'intérêt de sa carrière certainement, mais aussi dans l'intérêt du Valais. D'ailleurs, ce que nous disons de lui, ne pourrions-nous pas le dire de la plupart des notables bas-valaisans de l'époque ? De 1790 à 1802, ce sont souvent les mêmes hommes qui ont pris en marche la révolution de 1790, qui ont servi la République des Sept-Dizains, qui ont été parmi les principaux acteurs de la révolution de 1798, qui ont eu des responsabilités diverses sous le régime helvétique et que l'on retrouvera sous la République « indépendante » et bien au-delà. D'une façon ou d'une autre, ils ont pesé sur l'histoire du Valais sans jamais se défilier. Est-ce que les Valaisans auraient eu un sort plus enviable si ces gens avaient laissé la place à des extrémistes de tous bords, comme certains ont dû le faire sur les injonctions du général Turreau ? Bien sûr que non ; et l'on peut même dire que la

<sup>321</sup> ANNE-JOS. DE RIVAZ, t. I, p. 136. – Le tableau de la p. 12 montre que ces quatre personnalités seront toutes conseillers d'Etat à l'époque de la République « indépendante » et qu'elles appartiennent au clan Du Fay.

<sup>322</sup> Nous avons tenté, ci-dessus, pp. 116-118, d'expliquer son attitude politique de 1798 à 1802.

situation aurait pu être pire. Alors qu'importe que, en servant l'intérêt général, ils n'oublient pas leurs intérêts particuliers puisqu'ils ne sont pas antinomiques, bien au contraire.

De plus, il est incontestable que les atouts de Michel Dufour sont d'importance: c'est un homme intelligent qui, lorsqu'il remplit une fonction, se montre loyal, consciencieux et dévoué; c'est un homme sur qui l'on peut compter, en qui l'on peut avoir confiance; c'est un homme qui, chaque fois qu'il le peut, privilégie le dialogue à la force, qui est un diplomate né<sup>323</sup>. Et certains, voire beaucoup, lorsqu'il s'agira de choisir les autorités politiques et judiciaires de la nouvelle République dite «indépendante», n'oublieront ni ces qualités de sa personnalité ni son dévouement à la cause bas-valaisanne ni son attachement au Valais tout entier – lequel apparaît particulièrement dans les années 1800-1802 – ni ses liens avec le clan Du Fay dont l'influence politique s'est largement accrue sous la République helvétique et qui sort grandi de son opposition au général Turreau.

<sup>323</sup> Ce qui ne semble pas exclure un caractère bien trempé qu'il ne craint pas de manifester quand il le juge nécessaire. Il nous faut cependant rester prudent sur ce point, car la réalité est probablement différente: Michel Dufour est surtout capable de fermeté, voire d'emportements lorsqu'il est poussé à bout, lorsque son orgueil est fortement touché. Il se pourrait en fait qu'il manque de confiance en lui et qu'il aurait par conséquent l'audace dont, paradoxalement, les timides font preuve parfois. Si rien, dans les documents que nous avons utilisés jusqu'à présent, ne nous permet de privilégier cette interprétation, en revanche, il est intéressant de signaler que, en 1811, le préfet Derville-Malécharde, tout en faisant l'éloge de Michel Dufour, alors sous-préfet de l'arrondissement de St-Maurice, dira de lui qu'il est «indécis» et «sans caractère hautement prononcé» (*Personnages du Valais*, pp. 206 et 207). Le Bas-Valaisan peut donc apparaître, dans les années dont traite notre étude, comme un exécutant appliqué, comme un excellent collaborateur qui, cependant, manquerait d'esprit d'initiative et n'aurait pas une personnalité très affirmée, bref comme un type d'homme qui est généralement apprécié par beaucoup de gens.

## Annexes

### 1

*Extrait de la lettre, concernant Louis Robriquet, que le sous-préfet de Monthey, Pierre-Louis Du Fay, adresse au préfet de Rivaz, Monthey, le 27 octobre 1798.*

[...] J'ai l'honneur de vous transmettre les enquêtes qui ont été prises contre Louis Robriquet. Il a été cité, par un mandat qui se publie de quinze en quinze [jours], à comparaître pour se purger des faits à sa charge. Je dois ajouter que le tribunal [du district de Monthey] n'a pas examiné beaucoup d'autres témoins, persuadé qu'il existe suffisamment de preuves contre un homme qui est l'effroi des honnêtes gens. Quoique je sois en particulier l'objet de sa haine, aucun motif de vengeance [ne] m'anime. Qu'on interroge les administrations des communes, les ministres du culte, en un mot les citoyens de Monthey et des environs, chacun vous le représentera comme un sujet des plus dangereux.

Si les dépositions de son épouse, de sa belle-fille et de son beau-fils (il a épousé une veuve ayant deux enfants) pouvaient être admises, vous apprendriez combien cet homme est sanguinaire; tantôt il espère de voir arriver le jour heureux où il pourra fusiller, au pied de l'arbre de la liberté, son épouse et les autorités constituées de Monthey; tantôt il se croit être capitaine d'une compagnie de robespierriens. Dans ses moments de fureur, il tire le sabre contre son épouse et ses enfants qui sont obligés de chercher leur salut dans la fuite et d'abandonner leur maison. Ce n'est pas jusque sur les grands chemins qu'il attaque les passants, ainsi qu'il l'a fait à un capucin du couvent de S[ain]t-Maurice. Non content de tous ces excès et de ces horribles propos, il se permet contre les autorités constituées les calomnies les plus affreuses; il a avancé, avec le ton le plus hardi, dans plusieurs cabarets, que le préfet national du canton du Léman [Henri Polier] lui avait dit de se faire juger par le peuple et non par le tribunal du district [de Monthey] qui était composé d'aristocrates.

Un fait sur lequel il n'a pas été pris des enquêtes et qui est pourtant très grave, c'est d'avoir cherché à abattre à coups de hache le carcan, les premiers jours de la révolution, en une nuit. Si l'on cherchait à faire rentrer cet homme<sup>1</sup>, on aurait tout à craindre que la tranquillité publique en soit troublée et qu'il ne lui arrivât d'être assassiné comme il a failli l'être le printemps passé où on a tiré un coup de fusil à travers de ses fenêtres. Je suis même informé que des citoyens scandalisés de tous ses propos contre la religion

<sup>1</sup> Pierre-Louis Du Fay souhaite donc que Robriquet soit banni perpétuellement du territoire de la République helvétique.



croiraient commettre une bonne action de délivrer la société d'un homme sans mœurs, sans probité, qui est continuellement ivre et d'un vin dangereux.

Soyez bien persuadé, citoyen préfet, qu'il n'y a rien d'exagéré dans le tableau que je fais de ses vices. Je le dois à la sûreté publique et elle exige que de pareils excès ne soient pas impunis. [...]. (AV, H, vol. 1, n° 265, orig.)

## 2

*Pétition de Louis Robriquet au Grand Conseil helvétique,  
Lucerne, le 9 novembre 1798.*

Citoyens législateurs,

Louis Rob[r]iquet, de la commune de Monthey dans le canton de Valais, vous expose avec respect que, du nombre des proscrits du Bas-Valais qui, en 1791, furent obligés de chercher un refuge en France, il vient aujourd'hui implorer votre justice.

L'époque de notre révolution semblait devoir être pour lui, comme pour tous les autres exilés, le terme de ses maux. C'est dans cette ferme persuasion qu'il accourut au bruit de l'approche des armées françaises pour participer, autant qu'il était en lui, à la régénération de sa patrie.

Il apprend que les habitants des Ormonts s'arment pour soutenir l'oligarchie; il se range aussitôt sous les drapeaux des patriotes chargés de les réduire.

Peu de temps après, le Haut-Valais s'obstine à méconnaître la constitution et à provoquer à la guerre civile; il est fait un appel aux amis de la liberté et, avant que la voix de la patrie se fût fait entendre, il lui prêtait déjà secours.

Maintenant, citoyens représentants, – qui pourrait le croire? – je suis accusé d'être un ennemi du nouveau gouvernement. On m'accuse d'avoir tenu des propos injurieux contre les autorités constituées et, surtout, d'avoir profané la *Sainte Religion*.

Et quel est mon crime, citoyens législateurs? Celui d'avoir murmuré, de m'être plaint de ce que les autorités ne sévissaient pas contre un assassin qui m'a tiré un coup de fusil dans ma maison<sup>2</sup>.

On veut m'en faire un procès criminel, et les hommes qui m'accusent et les hommes qui veulent me juger sont les mêmes qui, dans ma proscription, se sont adjugé mes dépouilles<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Ce qui est confirmé par l'Annexe 1.

<sup>3</sup> Voir Annexe 11. – Le juge Luc Deschallen a effectivement « fait partie de la commission qui a persécuté les patriotes »; d'autres, tels que Hyacinthe de Riedmatten, Alphonse Ambuel et Antoine Roten, qui s'est récusé (cf. ci-dessus, p. 47), sont d'anciens gouverneurs; etc. (SALAMIN I, p. 89.)

Citoyens législateurs, un tel tribunal doit être récusé. Mes accusateurs sont mes plus mortels ennemis; ils sont les vôtres. Les témoins impartiaux, seuls, doivent être entendus. En conséquence, je vous prie de décréter que l'acte d'accusation dressé contre moi soit remis au tribunal du district du canton du Léman, le plus voisin du lieu de mon domicile, pour y être jugé.

Salut et respect.

(AF, B, vol. 257, pp. 45 et 46, orig.)

### 3

*Lettre du tribunal du canton du Valais adressée à la Chambre administrative du même canton, datée du 20 décembre 1798.*

Citoyens administrateurs,

Le très mauvais état des chambres d'arrestation et des prisons de *la Tour* de cette commune [de Sion]<sup>4</sup> a déterminé le tribunal de décréter l'urgence de leur amélioration pour ne pas laisser languir plus longtemps les détenus dans les maux de leur captivité, laquelle leur fait éprouver souvent un supplice plus rude que la peine qu'ils ont méritée. Le tribunal, considérant que l'exécution de sa résolution devient un objet de finances, vous invite, citoyens, par la présente, d'effectuer les réparations qui sont de la première nécessité dans le plus court délai possible. Son but est de rendre les séjours des captifs le moins désagréable et le plus sain, autant que leur état de réclusion peut [le] comporter. A cet effet, il est pressant de pourvoir, par des mesures efficaces, que la paille qu'on laisse pourrir sous les prisonniers soit rafraîchie fréquemment.

Les deux chambres d'arrestation au troisième étage sont insupportables par défaut d'air et de jour, qui ne peut [*sic*] pénétrer que par une seule et petite lucarne qui n'a pas un pied en carré et dont l'épaisseur du mur absorbe encore la lueur, de sorte que les [individus] arrêtés sont dans un malaise continu par la vermine qui les ronge et par une infection fétide au-delà de l'expression, et que la chaleur du fourneau augmente encore en hiver. Les exhalaisons qui sortent de ces tristes réduits feraient préférer, à un chacun, le sort des bestiaux dans les écuries à la honte de l'humanité dont les sentiments commandent encore de faire disparaître ces prisons fortes en char-

<sup>4</sup> Cette prison, appelée *la Tour*, est «située à un coin du rempart [au nord] de la ville». (AF, B, vol. 1702, pp. 643-646 : «Etat des prisons de la partie française du canton de Valais, dressé par ordre du citoyen ministre de la Justice [François-Bernard Meyer] contenu dans sa lettre du 28 juin 1799», orig. ou copie.)

penne, vulgairement dites *beuzons* [ou *beutsons*, *boutsons*, *butsons*], où l'on ne peut se tenir debout ni voir le jour, et de les remplacer par des chambres sûres, mais aérées et éclairées<sup>5</sup>.

Le tribunal croit nécessaire d'augmenter le nombre des chambres d'arrestation et désirerait qu'on imitât dans ce canton l'exemple des autres Etats helvétiques les mieux policés soit pour le système des détentions, soit pour le service des détenus<sup>6</sup>.

Salut républicain.

[Pierre-Joseph] de Riedmatten, président  
Pour le tribunal du canton du Valais:

P[ierre]-J[oseph de] Chastonay, greffier

(AF, B, vol. 1702, pp. 333 et 334, copie certifiée conforme à l'original)

4

*Laissons la parole à un étranger qui montre que les prisons de Sion, dans les mois qui ont suivi le constat ci-dessus, n'ont guère ou pas été améliorées. Il s'agit d'un Français, le capitaine Piémontarveau<sup>7</sup>, qui est alors à la tête de la 61<sup>e</sup> compagnie de vétérans nationaux et qui commande la place de Sion. Le 19 thermidor de l'an VIII, soit le 9 août 1800, il écrit au préfet de Rivaz:*

<sup>5</sup> *La Tour* «a quatre étages; celui de dessus a deux chambres murées». (*Ibidem.*) - Le 11 juillet 1799, un rapport précise que ces «deux chambres murées» sont «aérées chacune d'une fenêtre d'un pied en carré», qu'elles sont «séparées par un mur boisé avec un fourneau chauffant» et qu'on peut y «loger aisément six hommes dans chacune»; que, au quatrième étage encore, «à plain-pied, sont deux chambres murées et cachots de bois nullement aérés, pouvant contenir chacun deux personnes». Quant au troisième étage, il comprend «deux chambres en murs dont, dans celle d'occident, est un cachot de bois avec une fenêtre de demi-pied de long et de large, pouvant contenir trois personnes», et dont, «dans l'autre chambre du levant, se trouve un cachot de bois sans fenêtre, pouvant contenir deux personnes». (AV, H, vol. 6, n° 88: rapport de la municipalité de Sion sur le nombre et l'état de ses prisons, 11 et 12 juillet 1799, signé par le greffier municipal Bonvin, orig.)

<sup>6</sup> Vu les difficultés financières de la République helvétique en général et du Valais en particulier à cette époque, il ne semble pas que les vœux du tribunal cantonal aient été exaucés. Tout au plus peut-on penser que quelques réparations mineures ont été faites. A l'époque de la République «indépendante», ces réparations paraissent plus importantes dans diverses prisons valaisannes sans que nous puissions assurer que les conditions de vie des prisonniers aient été améliorées. - Sous la République helvétique en tout cas, il existe encore à Sion «des prisons au vieux château épiscopal»; «deux chambres d'arrêt [...] qui se communiquent d'une à l'autre et qui sont murées» - «il [n'] y a qu'une entrée pour les deux chambres» - ayant chacune «sa fenêtre barricadée d'un pied de diamètre», «dessous l'auberge du *Lion d'Or*, à gauche de la maison communale»; et, «au-dessus de la porte de Conthey, se trouvent deux prisons murées, chacune avec une fenêtre de neuf pouces de long et cinq de large, y pouvant contenir quatre personnes» (AV, H, vol. 6, n° 88, sous la date du 12 juillet 1799). De plus, à la suite de l'insurrection haut-valaisanne de 1799, l'église de Saint-Théodule sert momentanément de prison (*ibidem*, vol. 31, n° 2587, p. 213: de Rivaz au commandant de la place de Sion, [Sion,] 8 août 1799, copie).

<sup>7</sup> Orthographe non garantie.

Citoyen préfet,

D'après les ordres que vous avez donnés devant moi ce matin au sous-préfet [André Ducrue] d'aviser au moyen, avec l'inspecteur des prisons, pour ce qu'il soit pourvu à tout ce qu'il est nécessaire aux prisonniers comme paille, baquets, balais et pelles, il se trouve dans ce moment qu'il n'y a aucun objet ci-dessus mentionné de rendu à la prison. Il est cependant de nécessité urgente que tous ces objets y soient rendus au plus tôt. Le local étant une infection préjudiciable à la santé des détenus, et surtout par une chaleur comme il fait, j'ose vous prier de vouloir bien donner de nouveaux ordres pour que vos intentions et les miennes soient remplies, car l'humanité l'exige impérieusement. Il est encore un objet très essentiel qui est une grande cruche à eau.

Il existe dans ce moment-ci, dans la prison, quatorze déserteurs autrichiens et un vétéran; il n'est pas possible que, par la chaleur qu'il fait, ce nombre d'hommes puisse se passer d'eau.

Quant aux deux citoyens de cette commune qui occupent les deux cachots d'en haut, c'est au citoyen sous-préfet, qui a voulu que les clefs lui soient remises, de pourvoir à leur besoin<sup>8</sup>. [...]

(AV, H, vol. 13, n° 37, orig.)

## 5

*Verdict rendu, le 19 avril 1799, par le Tribunal suprême au sujet de l'appel interjeté par Louis Robriquet contre la condamnation prononcée à son égard, le 1er février 1799, par le tribunal du canton du Valais.*

### Le Tribunal suprême de la République helvétique une et indivisible,

Après un mûr examen de la procédure instruite contre Louis Robriquet fils<sup>9</sup>, du district de Monthey, canton du Valais, lequel est accusé de blasphèmes et d'injures contre les autorités constituées, et après lecture faite de la sentence prononcée contre lui par le tribunal du canton du Valais en date du 1er février dernier;

Ouï les conclusions du citoyen accusateur public [Koller];

Considérant qu'il se trouve un grand nombre de défauts de forme et d'irrégularités dans cette procédure,

arrête

<sup>8</sup> Il s'agit donc de la prison connue sous le nom de *la Tour*.

<sup>9</sup> Le père de ce Robriquet se prénomme Louis(-Marie); originaire d'Arras, il est tailleur à Monthey.

- 1° Que tant la procédure instruite contre Louis Robriquet que la sentence rendue contre lui sont cassées et déclarées nulles.
- 2° Cette affaire est renvoyée au tribunal du canton du Léman, près duquel l'accusateur public intentera de nouveau le procès contre ledit Robriquet. A quel effet ce dernier sera transporté dans ce canton où il subira une détention supportable en attendant la terminaison de son procès.
- 3° La présente sentence sera envoyée au Directoire exécutif et communiquée par copie au tribunal du canton du Valais et celui du Léman<sup>10</sup>.  
Donné à Lucerne le 19 avril 1799.

(AV, H, cart. 19, cahier 10, n° 1, copie certifiée conforme par le préfet de Rivaz, Sion, 28 avril 1799)

6

*Lettre que Joseph-Augustin de Riedmatten, accusateur public auprès du tribunal cantonal du Valais, adresse au Directoire exécutif qui l'a destitué le 26 avril 1799, Sion, le 16 mai 1799.*

Citoyens directeurs,

Sachant que vous recevez, citoyens directeurs, la pétition du dernier patriote helvétique [Louis Robriquet], j'ose me flatter que vous ne dédaignerez pas d'écouter la justification d'un zélé fonctionnaire public qui a eu le malheur de vous déplaire en croyant de remplir les devoirs de sa fonction et qui n'a pas osé se mettre au-dessus des lois en faveur d'un citoyen mal noté comme Louis Robriquet fils, pour lequel ni son père ni sa femme ni aucun de ses parents n'ont intercedé pour lui auprès des autorités du canton.

Ma mortification ne consiste pas dans la déposition d'un emploi pour lequel j'ai reconnu moi-même mon incapacité et dont j'avais prié le citoyen [Charles-Emmanuel] de Rivaz, préfet national, de vouloir me débarrasser lorsque, par une lettre des plus obligeantes en date du 3 novembre p[assé] [...], il m'a sollicité de vouloir continuer mon zèle pour le bien de la patrie. Ce qui m'afflige, c'est d'avoir été rendu odieux aux yeux du public dans le *Bulletin officiel* de Lausanne comme passionné persécuteur de Robriquet, lequel je n'ai pas connu jusqu'à cette époque et qui ne m'a fait le moindre mal.

<sup>10</sup> C'est le 19 sept. 1799 que le tribunal cantonal du Valais accuse «réception de la copie de la sentence» du Tribunal suprême du 19 avril 1799 et lui demande de lui faire «connaître les fautes en quoi il pouvait avoir manqué pour qu'il puisse se justifier là-dessus» (AV, ABS, tir. 245, liasse 7, n° 13, p. 17: le tribunal cant. au Tribunal suprême, Sion, 19 sept. 1799, copie). Et, le 3 oct. 1799, il accuse réception des «conclusions» de Koller, l'«accusateur public» près du Tribunal suprême. (*Ibidem*, pp. 23 et 24: le tribunal cant. au Tribunal suprême, Sion, 3 oct. 1799, copie.) Ces conclusions, traduites en français, se trouvent en AV, Rz, cart. 73, fasc. 27, [pièce 1, fol. 1 à 4, copie.

J'ai toujours plaint et compati [*sic*] les malheureux, autant que je déteste les crimes. J'avoue que j'ai toujours été, comme je le serai toujours, strict observateur des lois et, si j'ai manqué dans ma conclusion de Robriquet, c'est par défaut des lumières et de n'être pas assez éclairé.

Ne croyant pas d'avoir mérité pour cela d'être exposé à la haine et à la vengeance publiques, j'ose espérer que le Directoire exécutif voudra bien ordonner au rédacteur du *Bull[leti]n officie[el]* de Laus[an]ne une espèce de palinodie en ma faveur, [pour moi] qui ne suis rien moins que fanatique, mais défenseur sévère des autorités légitimes, ennemi du désordre et des perturbateurs du repos public.

Salut et respect.

Le command[an]t provisoire de la ville et du district de Sion  
Jos[eph]-Aug[ustin] de Riedmatten<sup>11</sup>

(AF, B, vol. 896, pp. 373 et 374, orig.)

7

*Extraits de la lettre que le préfet de Rivaz adresse à François-Bernard Meyer, le ministre de la Justice, Sion, le 25 mai 1801, relatant la seconde évasion de Ferdinand Venetz, du 23 mai 1801.*

Le nommé Ferdinand Venetz, amené selon vos ordres dans les prisons de cette commune [de Sion], s'en est évadé avant-hier soir à huit heures et le jour même où on lui avait lu la sentence du tribunal de canton qui le condamnait à deux ans de réclusion.

Cette évasion a été favorisée d'une manière très audacieuse par le nommé Joseph Zumoffen, geôlier, qui est allé le sortir de sa prison et l'a emmené ouvertement sous les yeux des gardes qui étaient en sentinelle, en leur disant qu'il avait un ordre de le constituer devant moi. Le geôlier est en fuite, de même que ledit Venetz. J'ai fait circuler leurs signalements dans tout le canton.

<sup>11</sup> Joseph-Antoine Barman, juge suppléant, défenseur de Louis Robriquet, qui a également été destitué le 26 avril 1799 avant d'être élu juge cantonal en novembre de la même année, demandera, dans la seconde moitié de 1801, « de n'être pas regardé comme compris dans l'arrêté directorial du 26 avril 1799 [...] et de pouvoir, en conséquence, toucher ses appointements en entier, sans déduction du temps où le tribunal a été suspendu et non remplacé ». Rengger, le ministre de l'Intérieur, proposera au Conseil exécutif « de lui accorder la moitié des indemnités d'un juge de canton pour le temps de la suspension du tribunal », arguant du fait que le tribunal cantonal du Valais, à la suite de sa destitution, n'a « pas été en fonction pendant plusieurs mois ». Et le pouvoir exécutif de suivre l'avis du ministre sans toutefois réhabiliter officiellement Joseph-Antoine Barman. (Voir, respectivement, AF, B, vol. 532, pp. 381 et 382 : le ministre de l'Intérieur au Conseil ex., Berne, 11 oct. 1801, orig; *ibidem*, pp. 383 et 384 : minute d'une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, s.l., 24 oct. 1801, non signée.)

Quant aux gardes [Louis Bastian, Aloys Lorétan, Jean Meisburger et Jean-Baptiste Merckli] qui se sont rendus coupables d'une négligence aussi impardonnable que celle de laisser partir le prisonnier sous la seule conduite du geôlier et sans l'escorter, je les ai fait interroger par mon lieutenant [André Ducrue]. Ils ont été d'accord à dire que leur consigne était de ne laisser entrer personne dans la prison sans une permission, sauf les employés d'icelle, et que, s'ils entendaient quelque bruit dans l'intérieur de la prison, ils devaient en avertir le lieutenant du préfet [Ducrue]; qu'ils n'ont par conséquent pas manqué à leur consigne et qu'ils ont été trompés par l'assurance du geôlier qui a affirmé avoir un ordre de ma part de m'amener ledit Venetz et leur a dit qu'il n'avait pas besoin d'escorte, qu'il ramènerait bien ce prisonnier.

Ces excuses seraient très peu admissibles vis-à-vis de gardes accoutumés au service, mais celle-ci [*sic*] était prise dans la garde bourgeoise et se trouvait composée de quatre citoyens sans expérience et sans intelligence. J'ai, en conséquence, hésité à les faire arrêter, et j'ai voulu auparavant vous en référer afin que vous vouliez bien déterminer les mesures que je dois prendre à leur égard<sup>12</sup>.

[...] Je dois ajouter que Venetz a laissé sur la fenêtre de sa prison une lettre à mon adresse. Je vous l'envoie pour que vous en jugiez vous-même. Je n'y ferai aucune réponse, à moins que vous n'en décidiez autrement. Quant au défaut de draps dont il se plaint, il est vrai que mon lieutenant les lui a refusés parce qu'il avait usé en guise de corde de ceux qu'il avait lors de sa première détention pour s'échapper par les fenêtres [le 20 juin 1800].

Salut et respect.

(AF, B, vol. 1703, pp. 795-798, orig.;  
AV, H, vol. 35, n° 6322, pp. 258 et 259, copie)

<sup>12</sup> Meyer, le ministre de la Justice, demandera que l'on recherche Venetz et Zumoffen et que le tribunal du canton instruisse «une procédure en contumace» contre ce dernier, «conformément à l'article 116 du code pénal», dans laquelle, d'après ce qu'indique le préfet, les quatre gardes seront entendus comme témoins (AV, H, vol. 35, n° 6352, pp. 292 et 293: de Rivaz au tribunal cant., [Sion,] 1er juin 1801, copie). La teneur de l'article 116 est la suivante: «Tout geôlier ou gardien, qui aura volontairement fait évader ou favorisé l'évasion de personnes légalement détenues et dont la garde lui était confiée, sera puni de la peine de douze années de fers.» (STRICKLER, t. IV, p. 405.) - Quant aux quatre gardes, le ministre de la Justice les renvoie devant les autorités militaires et le préfet de Rivaz écrit au commandant Louis d'Odet: «Vous remarquerez sans doute que, par le paragraphe 3 de cette loi [du 24 nov. 1800], l'officier, commandant d'un corps de troupes, peut punir seul les délits qui n'emportent pas une peine plus grave que celle d'un mois de réclusion. Il paraît que ce texte est applicable au cas présent et que, sans assembler de conseil de discipline, vous pouvez prononcer vous-même telle punition qui vous paraîtra la plus proportionnée au délit ou bien en référer au chef du bataillon d'élite pour qu'il agisse dans le même se[ns] si lesdits soldats de garde sont inscrits dans le corps d'élite» (AV, H, cart. 22, fasc. 11, n° 66: de Rivaz à Louis d'Odet, Sion, 1er juin 1801, orig.; voir aussi STRICKLER, t. VI, pp. 405-412). Nous ignorons si les gardes ont été condamnés ou non.

*Affaire Louis Robriquet. Conclusion de la lettre écrite, probablement par Pierre-Joseph de Riedmatten, président du tribunal cantonal, au citoyen Koller, accusateur public près du Tribunal suprême, s.l.n.d., copie. Cette lettre a vraisemblablement été écrite en novembre ou en décembre 1799.*

Telle est la somme des griefs, tel est le développement des motifs de conclusion de l'accusateur public dont la rédaction présente, du commencement jusqu'à la fin, un esprit de cavillation<sup>13</sup>, de malveillance, de haine réelle ou de commande, et d'une partialité remarquable en faveur d'un sujet [Robriquet] distingué par son immoralité et [sa] perversité, contre deux tribunaux [le tribunal cantonal du Valais et celui du dizain de Monthey] choisis par le peuple votant librement, qui a cru nommer des sujets recommandables par les lumières et par une conduite passée qui s'est attirée de nouveau la confiance des délégués du peuple [en novembre 1799]. Si donc, parce qu'un Directoire se met en tête de protéger un citoyen tel que Robriquet, perturbateur relaps du repos public, convaincu d'avoir attenté à la vie d'un autre citoyen [Nicolas Roten], blasphémateur prouvé, terreur des honnêtes gens, fléau de sa commune, et parce qu'un tribunal ne procède pas avec ce Robriquet dans le sens de cette protection, mais d'après les anciennes lois, tandis que 1° il n'est que tribunal de première instance; 2° les nouvelles lois n'existent pas encore; et si sur un factum d'un accusateur public qui entasse des griefs sans nombre et sans poids, qui, comme l'on verra ci-après<sup>14</sup>, va au-delà de la demande de l'appelant, sur un factum où la malveillance est évidente et qui n'offre pas la moindre trace d'égards ou d'indulgence ou d'équilibre entre le prévenu et ses juges; si, dis-je, pour les raisons ci-dessus, trente-six employés<sup>15</sup> qui ont pour eux le préjugé de l'opinion sont sacrifiés à un Robriquet sans être entendus sur les inculpations qui motivent leur destitution, ho! c'est bien alors que l'on peut dire que c'en est fait de la liberté, [que] c'en est fait de la sûreté individuelle; si les tribunaux de première instance même peuvent juger arbitrairement, c'en est fait des mœurs helvétiques; si le blasphème et, par conséquent, l'athéisme trouvent protection et appui dans les autorités qui devraient prendre des mesures efficaces pour rallier l'ancienne fédération helvétique sous l'unité de croyance en Dieu ou, tout au moins, sous l'unité politique, c'en est fait de la sûreté individuelle et des propriétés; si, par les dégoûts dont on a abreuvé les citoyens probes, les emplois tombent entre des mains ignares et sans moralité pour ne pas dire des scélérats... Mais, Dieu merci, ceci n'est qu'une

<sup>13</sup> Premier sens du mot cavillation: *sophisme*. Second sens: *dérision*.

<sup>14</sup> Pierre-Joseph de Riedmatten fait peut-être allusion au document que l'on trouve sous la cote AV, Rz, cart. 73, fasc. 26, [pièce 4,] fol. 8 à 13.

<sup>15</sup> Les treize juges et les treize suppléants du tribunal du canton, les neuf juges du tribunal du district de Monthey et le sous-préfet de ce même district.



parodie, nous n'en sommes pas là. Il existe un intermédiaire [le pouvoir législatif] entre le Directoire et nous, qui est composé de personnes en qui l'antique probité – honnêteté, franchise, religion – n'est pas éteinte et qui ont ce degré de philosophie qui les guidera dès qu'ils [*sic*] seront libres pour revenir sur les premiers égarements forcés, qui appliqueront les règles d'une saine philosophie à la religion pour aviser aux moyens d'en élaguer ce dont les hypocrites et les fripons l'ont surchargée, à la politique pour nous rendre à la neutralité, aux lois civiles pour les simplifier et les mettre à la portée du sens commun, aux lois criminelles pour en ôter ce que les anciennes offrent d'inconséquent et de barbare, etc.; c'est à ceux-là, citoyen Charbonnier [Koller!], que nous allons nous adresser pour réviser votre conclusion, le jugement du Tribunal suprême [du 19 avril 1799] et l'arrêt du Directoire [du 26 avril 1799]. Il y aurait encore des réflexions à faire sur le reste de votre factum, mais si les fondements sont minés, le toit tombe de lui-même...

Je finis donc en vous présentant le salut républicain, très républicain, archirépublicain, [etc.].

(AV, Rz, cart. 73, fasc. 26, [pièce 3,] fol. 4 à 7, copie;  
la partie citée se trouve au verso du fol. 6 et au recto du fol. 7)

## 9

*Diatribes – sous forme d'apostrophe – contre Koller, l'accusateur public près du Tribunal suprême, qui termine la justification rédigée par le tribunal cantonal du Valais, suite à la destitution qui a été prononcée contre lui le 26 avril 1799.*

Le tribunal du canton de Valais et celui du district de Monthey ne vous suivront pas plus loin dans vos conclusions, c[itoye]n Koller. Tout votre échafaudage s'écroule désormais à l'approche de la vérité. La gravité de vos conclusions ne sert plus qu'à faire ressortir avec plus d'éclat les moyens également faux et ridicules sur lesquels vous les aviez étayées. Paraissez avec les deux tribunaux que vous avez calomniés; paraissez devant les juges suprêmes de tous les fonctionnaires publics, devant les conservateurs de tous les droits individuels; et qu'ils jugent lequel de ces deux tribunaux ou de vous a prévarié dans son office, lequel a créé des crimes à un innocent, lequel a insidieusement travaillé dans l'ombre contre lui et l'a fait condamner sans l'entendre, lequel a altéré ou dissimulé les faits ou écarté l'éclaircissement de ceux qui étaient propres à le disculper, lequel a frauduleusement et ridiculement travesti l'observation constante des formes et de toutes les formes en autant d'irrégularités violatrices des lois, lequel, enfin, a mérité d'être dénoncé à l'autorité pour qu'il soit mis un terme à ses iniquités scandaleuses. Mais votre jugement n'est plus douteux; le moment où la puissance [la France], que vous aviez servie, vous couvrait de son manteau est passé. Vous avez été montré à nu aux yeux de vos concitoyens, et le mépris public ne se séparera plus de votre nom.

(AV, Rz, cart. 73, fasc. 27, [pièce 3,] s.l.n.d.,  
copie, verso du fol. 25 et recto du fol. 26)

*Baruchet, ancien châtelain de Saint-Gingolph, ancien curial du Bouveret, a été détenu à Sion dès le 14 décembre 1793 pour crimes contre l'Etat – on lui reproche d'être francophile, d'avoir des contacts avec des révolutionnaires tricolores, de tenter de répandre les idées nouvelles dans la partie occidentale du Bas-Valais – et usage de faux. Dans la nuit du 29 au 30 janvier 1794, il s'est échappé d'une prison sédunoise par effraction et, en 1794 ou 1795, un «jugement contumaciel» a été rendu contre lui: «il est banni pour 101 ans du pays et de la Confédération», et «ses biens, après acquittement des frais de justice et [des] dettes, [ont été] confisqués au profit de l'Etat»; et, s'il revient «au pays», il «devra être saisi et son procès poursuivi en forme»<sup>16</sup>. Après son évasion, Baruchet s'est établi dans le département du Léman et, lors de la révolution de 1798, il revient en Valais. Lors de la première insurrection haut-valaisanne, il se trouve à la traîne de l'armée française et il parvient à subtiliser divers documents le concernant – et, bien sûr, compromettants pour lui – dans les archives de l'Etat qui avaient été transférées de Sion à Sierre. Dans le courant du mois d'octobre, il accepte de se présenter devant le tribunal du canton du Valais. Il y paraît à plusieurs reprises, avec arrogance et, lors de la séance du 15 janvier 1799, il se permet des «propos indus» contre le tribunal, propos qui choquent fortement Charles Bernardini, le lieutenant du préfet, présent à cette séance à la demande du tribunal, ce qui laisse à penser que les juges ont déjà eu à se plaindre de la fougue verbale de ce révolutionnaire exalté<sup>17</sup>. D'ailleurs, Baruchet ne daigne bientôt plus paraître devant le tribunal, de sorte que celui-ci décide «de ne plus l'admettre à son audience relativement à la procédure au sujet de laquelle il lui avait été fixé un terme péremptoire et surabondant jusqu'au 12 fév[rier] auquel il a fait défaut»<sup>18</sup>. Le 5 mars 1799, retenant l'usage de faux, le tribunal confirme le bannissement de Baruchet et le condamne aux frais de la procédure<sup>19</sup>. Le Bas-Valaisan fait recours au Tribunal suprême, se rend à Lucerne, adresse une pétition au Directoire dont il aurait le soutien de plusieurs membres et a, semble-t-il, des contacts avec Henri Perrochel, le ministre plénipotentiaire français près de la République helvétique, et l'appui de personnalités influentes du département du Léman<sup>20</sup>. Le 9 mai 1799, sa cause est renvoyée devant le tribunal cantonal du Léman. Il saura si bien faire traîner son affaire en longueur – aidé, il faut le dire, par la sympathie, la mansuétude ou la prudence de diverses autorités politiques et judiciaires du gouvernement helvétique et du canton du Léman –*

<sup>16</sup> AV, L 23, p. 790.

<sup>17</sup> AV, H, cart. 19, cahier 5, n° 3: Bernardini au tribunal cant., Sion, 24 janv. 1799, orig.

<sup>18</sup> *Ibidem*, cahier 7, n° 5: Pierre-Louis Du Fay, sous-préfet du district de Monthey, au tribunal cant., Monthey, 2 mars 1799, orig.

<sup>19</sup> *Ibidem*, vol. 4, n° 43: sentence du tribunal cant. contre Baruchet, du 5 mars 1799, copie.

<sup>20</sup> *Ibidem*, n° 172: Baruchet au préfet de Rivaz, dont il se dit le parent, Lucerne, 22 mars 1799, orig.

*que, lorsque, le 24 décembre 1801, le Petit Conseil helvétique exige que la sentence de bannissement contre Baruchet soit exécutée, celle-ci ne sera pas appliquée, le Valais étant alors sous le joug du général français Turreau dont Baruchet est, bien évidemment, un ardent partisan.*

*A propos de cette affaire, voici la lettre que le préfet de Rivaz adresse de Sion, le 17 décembre 1801, au département de la Justice:*

Le c[itoyen] Jean-Evangéliste-Nicolas Baruchet avait été condamné en 1794 [ou 1795?] par l'ancien Etat du Valais à un bannissement perpétuel.

Ce citoyen était rentré après la révolution. J'avais cru devoir l'obliger à garder son ban, à moins qu'il ne purgeât sa contumace [= se présenter devant un tribunal après avoir été condamné par contumace]. Il prit ce dernier parti et se présenta devant le tribunal de canton du Valais.

Ce tribunal ayant maintenu la première sentence, ledit Baruchet s'adressa au gouvernement helvétique pour se plaindre de la partialité de ses juges et, sur sa réclamation, le Directoire, par son arrêté du 9 mai 1799, le renvoya au tribunal du canton du Léman.

Vous trouverez ces faits consignés plus en détail dans la correspondance que j'ai eue à ce sujet avec votre département, mais j'ai cru devoir les rappeler ici sommairement afin de rendre plus intelligible l'exposé que j'ai à vous faire à cet égard.

La procédure devant le tribunal du Léman fut sursise, le 6 décembre 1799, sur la demande du c[itoye]n Baruchet qui exposa qu'il n'avait pas encore reçu ses pièces déposées le 23 mars précédent au Directoire exécutif et, ce sursis ayant été accordé sans fixation de terme, le c[itoye]n Baruchet ne fit plus de démarches pour obtenir la révision de son jugement jusqu'au mois de décembre suivant [1800] qu'il présenta un nouveau mémoire au Conseil exécutif. Celui-ci prit, le 20 décembre, un arrêté par lequel il déclara que, sans s'arrêter aux réquisitions dudit Baruchet, ce dernier était tenu de purger sa contumace à teneur de l'arrêté du 9 mai 1799, dans un mois dès la date de la notification, à défaut de quoi exécution serait donnée à la sentence prononcée contre lui.

Le ministre de la Justice [François-Bernard Meyer], par sa lettre du 23 du même mois [décembre 1800], me chargea de la notification et de l'exécution dudit arrêté. Il fut en conséquence notifié audit Baruchet le 1er janvier [1801] et communiqué au tribunal du canton de Léman. Il s'ensuivit, le 12 février 1801, une prononciation contre ledit Baruchet dont j'ai l'honneur de vous communiquer l'extrait tel que le tribunal me l'a expédié. Vous y verrez qu'il était condamné à subir son premier jugement s'il n'en prouvait l'irrégularité de là au 10 mars et que, ayant appelé au Tribunal suprême, il a été éconduit de son appel.

Cette pièce ayant été envoyée à mon bureau dans le courant de septembre, que [= où] j'étais à Berne, mon lieutenant [André Ducrue] l'adressa au sous-préfet de Monthey [Pierre-Louis Du Fay] pour qu'il la fît signifier, mais celui-ci, n'y trouvant pas une prononciation définitive assez expresse de la

part du tribunal, observa qu'il ne croyait pas devoir la notifier avant que le tribunal eût déclaré positivement que ledit jugement serait mis à exécution. J'en ai fait part au préfet du Léman [Henri Polier, le 10 novembre 1801], en le priant de consulter le tribunal. Celui-ci a répondu, ainsi que vous le verrez dans la seconde pièce que je joins ici, qu'il laissait au pouvoir exécutif à faire ce qu'il jugerait à propos pour l'exécution du jugement du 12 février<sup>21</sup>

Dans cet état de choses, j'ai cru, avant de passer outre, devoir consulter le gouvernement puisque c'est en vertu d'un de ses arrêtés que la question dont il s'agit a été déléguée au tribunal du Léman.

Je crois convenable de vous observer encore que ledit Baruchet a toujours été, depuis l'époque de la révolution, le détracteur des autorités helvétiques et le panégyriste du gouvernement français, qu'il y a grande apparence qu'il bravera les ordres qui lui enjoindront d'évacuer le territoire helvétique et qu'il trouvera peut-être protection dans les autorités militaires françaises qu'il sert vraisemblablement, dans le district qu'il habite, d'une manière conforme à leurs vues. Je me réfère sur cet article aux différents rapports qui ont été précédemment faits à votre département.

Veuillez, après avoir pesé toutes ces considérations, m'indiquer la marche que je dois suivre et, dans le cas où vous vous décideriez à agir, me renvoyer les deux pièces ci-incluses pour que j'en fasse exécuter le contenu<sup>22</sup>.

(AV, H, vol. 36, n° 6754, pp. 73-75, copie)

<sup>21</sup> Voir *ibidem*, vol. 16, n° 174: le préfet Polier au préfet de Rivaz, Lausanne, 28 nov. 1801, orig.

<sup>22</sup> Si nous n'avons pas donné la même importance à cette affaire qu'aux affaires Robriquet et Venetz, c'est que nous n'avons trouvé aucun document la concernant qui fasse allusion aux membres du tribunal cantonal du Valais qui ont rendu leur sentence au début du mois de mars 1799; nous ignorons donc si Michel Dufour y a participé ou si un suppléant l'a remplacé, et il nous est par conséquent impossible d'en tirer quelque conclusion que ce soit pour notre étude. – Nous pouvons nous demander si la condamnation de Baruchet au début de mars 1799 n'a pas conforté le Directoire dans sa volonté de destituer le tribunal cantonal du Valais, ce qui a été fait le 26 avril 1799, comme nous l'avons dit. La réponse n'est pas facile à donner cependant. Certes, au début du mois de fév. 1799, Meyer, le ministre de la Justice, écrit: «[...] S'il [Baruchet] a été condamné pour un crime odieux aux républicains comme à tout homme moral, je veux dire le crime de faux, il ne peut espérer de la révolution une remise trop facile de sa peine» (AV, H, cart. 19, cahier 6, n° 8: le ministre de la Justice au préfet de Rivaz, Lucerne, 3 fév. 1799, copie certifiée conforme par de Rivaz); mais nous avons vu que Meyer n'est pas toujours au courant des intrigues helvétiques! En juillet 1802 cependant, il sera signalé à Vouvry, alors lieu de son domicile, cherchant à y collecter des signatures pour réclamer la réunion du Valais à la France. Mais «cette commune s'ennuya de ce propagandiste et il y fut insulté à coups de pierres». (Voir CH-EMM. DE RIVAZ, p. 135, note, et pp. 303-304.)

11

*Pétition de Louis Robriquet adressée, via le préfet de Rivaz, au Conseil exécutif, Monthey, le 5 octobre 1800. Ce texte porte comme en-tête, non seulement «Liberté» et «Egalité», mais aussi «Honneurs aux mânes de Guillaum[e] Tell».*

Le cit[oyen] Robriquet, natif de la commune de Monthey, canton de Valais, dénué de toutes ressources exceptées celles de son travail que les anciens et ci-devant gouvernants du Valais n'ont pu lui arracher, car ils lui ont pris jusqu'au moindre de ses habillements par leurs barbares procédés dont l'iniquité vous est connue; son innocence ayant enfin été reconnue par les arrêtés supérieurs et par [les] jugements [con]sécutifs des tribunaux neutres et impartiaux<sup>23</sup>, il recourt maintenant à l'autorité et à la justice du Conseil exécutif pour en obtenir à quelle autorité compétente il doit s'adresser pour demander la restitution des effets qui lui ont été pris et autres, de droit en pareil cas. C'est la grâce que vous demande très humblement celui qui, dans cette attente, reste, en faisant bien des vœux au ciel pour le salut et la prospérité de la République et, en particulier, pour la conservation des membres de son Conseil exécutif dont a l'honneur d'être, avec le plus profond respect et la plus parfaite considération,  
très humble et très obéissant  
Louis Robriquet.

(AF, B, vol. 1703, pp. 487 et 488, orig.)

12

*Circulaire de Michel Dufour, inspecteur des milices de la partie française du Valais, adressée à Charles Bernardini, sous-préfet du district de Sion, Monthey, 29 janvier 1799.*

Citoyen sous-préfet,

Le ministre de la Guerre [Repond] vient de m'adresser successivement plusieurs lettres pour m'engager à procéder dans les plus courts délais à l'organisation de la milice. Je me vois en conséquence obligé de vous renouveler mes instances pour que vous veuillez [= vouliez] bien presser, avec toute la vigueur possible, le recensement des citoyens de votre district<sup>24</sup>.

<sup>23</sup> Le Tribunal suprême, celui du canton du Léman et, à nouveau, le Tribunal suprême. – Faut-il comprendre que Louis Robriquet a été finalement acquitté par ce dernier? Nous le pensons.

<sup>24</sup> «Les inspecteurs généraux feront, dans leurs cantons respectifs et par district, le recensement des citoyens de l'âge de 20 à 45 ans révolus [...]» (STRICKLER, t. III, p. 756: loi du 13 déc. 1798, art. VII.)

Je me plais à croire que le travail ne tardera pas à être fini et que je pourrai recevoir les tabelles au plus tard pour le 5 du mois prochain. Un plus long délai pourrait être nuisible à la chose publique et m'attirer des reproches du ministre.

Plusieurs fonctionnaires, chargés de dresser ce recensement, m'ont consulté s'ils devaient y comprendre les domestiques, les étrangers et les citoyens incapables de servir. J'opine pour l'affirmative à l'égard des domestiques qui sont citoyens suisses et des étrangers domiciliés.

Mais je pense, relativement à ceux que des défauts naturels, des infirmités habituelles et connues rendent absolument inhabiles au service militaire, qu'on peut se dispenser de les insérer dans les tabelles, tels que les sourds, les imbéciles, les muets, les aveugles, les manchots, etc. Quant aux autres infirmes, ainsi que tous [les] autres citoyens sans en excepter les fonctionnaires publics, etc., ils doivent être inscrits en suivant l'indication donnée en ma première lettre. Les personnes infirmes, pour obtenir leur exemption, se conformeront à la disposition de l'article 3 de la loi faisant constater leurs infirmités par des médecins assermentés.

Mais, observant que dans ce canton il n'existe pas de médecins jurés et que les attestations délivrées par les médecins non assermentés seraient sans effet, j'ai cru devoir, citoyen sous-préfet, vous inviter à désigner provisoirement dans votre district celui ou ceux qui vous paraîtraient mériter le plus de confiance tant par leurs connaissances que par leur intégrité, et de les faire ensuite dûment [as]sermenter. Vous concevez de quelle importance il est que ces hommes ne soient pas trop faciles à donner des attestations; le choix que vous en ferez me rassure à cet égard. Au reste, il sera facultatif à un chacun de s'adresser indistinctement au médecin qu'il trouvera à propos, soit dans son district, soit dans un autre. Je réfléchis qu'il conviendrait d'observer à ces médecins de n'expédier ces actes que sur papier timbré, conformément à la loi, ce qui pourrait peut-être leur échapper et occasionner des frais inutiles aux particuliers.

Salut et considération.

L'inspecteur général Dufour

*P.-S.* Ayant reçu un nombre assez considérable de tabelles, je vous en fais encore expédier quelques-unes dans le cas où il y aurait quelques défa[uts] à rectifier dans les autres, ce à quoi je vous prierai de donner votre attention.

Vous voudrez bien m'adresser l'envoi des tabelles et vos lettres à Monthey où je suis retenu par une indisposition qui m'est survenue.

(AV, H, vol. 3, n° 210, orig.)

13

*Lettre de l'inspecteur Michel Dufour à Joseph Lanther, ministre de la Guerre, Monthey, le 8 juillet 1799.*

Citoyen ministre,

J'ai reçu les ordres que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 25 juin pour faire exercer les corps d'élite et de réserve tous les dimanches et fêtes sans interruption. Je viens de les transmettre aux différentes communes de mon département et, dès dimanche prochain, les exercices commenceront.

L'instruction de nos milices est sans doute, dans le moment actuel, un objet des plus importants. Il est urgent de les former et de les mettre à même de concourir à la défense de la patrie. Mais, pour y parvenir dans ce canton, vous me permettrez, citoyen ministre, de vous observer qu'il est nécessaire de commencer par l'instruction des commis d'exercice eux-mêmes. Le gouvernement a adopté l'ordonnance sur l'instruction et les manœuvres de l'infanterie française<sup>25</sup>. Il est très peu de nos instructeurs qui la connaissent parfaitement. Les uns ont servi chez une Puissance, les autres ailleurs; chacun, ayant une méthode et des principes différents, fait exercer à sa façon, de manière qu'il ne peut y avoir d'ensemble et d'uniformité. Vous aviez bien prévu ces inconvénients et, pour les éviter, vous aviez, déjà dans le courant de février, résolu de former une école d'instruction pour les commis d'exercice. Il paraît que cet établissement n'exige ni beaucoup de temps ni de grands frais. Dans le nombre de nos militaires, nous en avons quelques-uns très en état de former les instructeurs. Je les ai employés avec succès à l'instruction de nos bataillons d'élite dès qu'ils ont été en activité. On pourrait réunir dans l'endroit le plus central des deux arrondissements qui forment mon département tous les commis d'exercice ou, du moins, un par commune. Avec du zèle et de l'assiduité, ils seront formés sous peu de jours. Il ne s'agirait que de déterminer la solde qu'on doit leur passer et la leur assurer.

Mais un point non moins essentiel pour l'instruction de ces commis est de leur fournir des livres élémentaires ou d'ordonnance, dont aucun n'est encore pourvu. J'ai déjà eu l'honneur de vous en demander à l'époque des premiers exercices de l'élite. J'ai cherché à m'en procurer d'ailleurs, mais je n'en ai pu trouver que chez un libraire, et seulement quelques exemplaires qui, encore, ne sont pas corrects. Je vous prierai instamment, citoyen ministre, de vouloir bien m'en faire parvenir si vous en aviez à votre disposition.

<sup>25</sup> «L'ordonnance sur l'instruction et les manœuvres de l'infanterie française sera provisoirement adoptée pour les milices helvétiques.» (STRICKLER, t. III, p. 764: loi du 13 déc. 1798, art. LXI.)

En attendant qu'il vous ait plu [de] me faire connaître vos intentions sur les observations que je prends la liberté de vous présenter, j'ai cru devoir restreindre les exercices, que j'ai ordonnés d'après votre lettre, aux premiers principes, à la marche et aux quarts de conversion. Le maniement d'armes et les manœuvres m'ont paru des opérations inutiles dès qu'elles n'offraient pas de l'uniformité. J'ose espérer, citoyen ministre, que vous ne désapprouverez pas ces dispositions.

Salut et respect.

(AF, B, vol. 3022, fol. 301 et 302, orig.)

## 14

*Lettre de l'inspecteur Michel Dufour à Louis d'Odet, commandant de l'arrondissement oriental, Vionnaz, 19 avril<sup>26</sup> 1800.*

Citoyen commandant,

La saison où l'on doit commencer à s'occuper de l'instruction de la milice étant déjà très avancée, le ministre de la Guerre [Joseph Lanther], par sa circulaire du 7 courant, m'a transmis les ordres pour faire reprendre le cours ordinaire des exercices sans délai.

Les circonstances malheureuses et multipliées ont été une entrave à cette partie essentielle. Il est d'autant plus nécessaire de réparer le temps perdu par une assiduité redoublée.

Il est aisé de s'apercevoir du mauvais effet qu'a produit cette interruption jointe à d'autres circonstances. Cet esprit militaire, qui caractérise la nation helvétique, n'existe plus. On ne remarque plus ce louable désir de s'instruire et d'acquérir des connaissances, cette noble ambition de parvenir aux grades; une nonchalance molle a pris leur place et chacun fait tout au plus ce que, par devoir, il ne peut se dispenser de faire; encore faut-il souvent l'y contraindre.

Vous sentez, citoyen commandant, combien il est nécessaire de tâcher de ranimer l'émulation militaire. Je vous prie d'employer à cet effet les moyens les plus efficaces que votre zèle et votre dévouement à la chose publique vous fourniront. Veuillez donner les ordres les plus prompts dans toutes les communes de votre département pour continuer le cours de l'instruction. Je vous recommande, d'après les intentions du ministre de la Guerre, de porter surtout votre attention sur l'école des officiers et sous-officiers de l'élite; vous enjoindrez de nouveau aux premiers de se procurer incessamment des *Ecoles du soldat et du [sic] peloton*<sup>27</sup> qui lui sont indispensables. Vous aurez soin de me faire connaître ceux qui s'y refuseront.

<sup>26</sup> Michel Dufour a écrit le 14, puis il a transformé le 4 en 9.

<sup>27</sup> En fait, CHRÉTIEN DE MECHEL, *Ecole du soldat et de peloton*, Bâle, 1799, nouvelle édition, 2 tomes en un vol., 147 p. + 32 p. et 13 planches.



Je pense, citoyen commandant, que, indépendamment de la mauvaise volonté du soldat, vous aurez encore bien d'autres obstacles à surmonter. Plusieurs de vos communes se trouvent sans instructeurs; il en est, dans d'autres, qui, ne connaissant pas la nouvelle ordonnance, sont hors d'état pour le moment de remplir leurs fonctions. Il est urgent de remplacer ceux qui manquent, et je vous prie de vous en occuper. Quant aux autres, s'ils veulent continuer, vous aurez soin de leur indiquer les moyens de s'instruire de ce qu'ils doivent savoir. Ils seront bientôt à même de fonctionner si, ayant du zèle et de la bonne volonté, ils peuvent se procurer *L'école du soldat et de peloton* dont il se trouvera probablement des exemplaires dans chaque commune. Les sous-officiers, qui ont été à l'école à Berne, leur seront pareillement d'un grand secours; ceux-ci pourront, en attendant, conjointement avec eux, être chargés de l'instruction. Mais une mesure qui me paraîtrait ici indispensable de prendre serait de réunir au plus tôt soit les instructeurs, soit les officiers et sous-officiers, afin de connaître la capacité des uns et des autres, et [de] leur donner les instructions nécessaires. Ce rassemblement pourrait avoir lieu, en évitation des frais, un jour de dimanche, de fête ou de marché et sur différents points comme à Sierre et à Sion. Vous ferez au reste, à cet égard, ce que d'après les circonstances vous jugerez le plus convenable.

J'ai déjà fait passer aux communes du district de Monthey l'ordre pour commencer les exercices; les autres de cet arrondissement le recevront dans le courant de la semaine. Dans les premières, l'élite commence à exercer dimanche 27 courant; elle continuera tous les jours de fête et [les] dimanches jusqu'aux revues. La réserve ne sera exercée que de quinze en quinze [jours] à commencer le 4 mai.

Vous pourrez suivre les dispositions, du moins pour l'élite, quant à la revue; dans les communes où elle se trouve désarmée, ne pouvant prévoir l'époque où le gouvernement pourra lui fournir des armes, je pense qu'il est inutile de la fatiguer. J'en rends compte au ministre de la Guerre.

Pour ce qui concerne la méthode à suivre dans l'instruction, je n'en parlerai pas à un ancien militaire<sup>28</sup>. Elle est d'ailleurs clairement tracée dans les livres élémentaires que vous avez été chargé de distribuer; et les instructeurs devront, le plus que possible, s'attacher à suivre les principes donnés à l'école d'instruction à Berne, comme les miliciens les plus simples et les plus propres à former la troupe dans le plus court espace de temps.

Il sera nécessaire de fixer des peines pour ceux qui négligeront de se rendre à l'exercice. Je crois qu'on peut se conformer à cet égard au dispositif de l'art[icle] 7 de l'arrêté du Directoire du 28 février 1799 qui établit une amende de 10 b[at]z pour la première fois, de 20 pour la seconde et ainsi de suite<sup>29</sup>.

<sup>28</sup> Louis d'Odet a été capitaine dans le régiment de Courten au service de France.

<sup>29</sup> Art. 7 de la loi - en fait de l'arrêté - du 28 fév. 1799 qui précise que les montants de ces amendes seront consacrés «au profit des pauvres de la commune ou de l'arrondissement». (AV, H, cart. 18/1, cahier 2, n° 17, affiche imprimée; STRICKLER, t. III, pp. 1261 et 1262.)

Je vous prie de me rendre compte au plus tôt possible des mesures que vous aurez prises pour faire commencer le cours des exercices et continuer à me tenir au courant de son progrès pour que je puisse pareillement instruire le ministre de la Guerre, conformément à ses ordres.

Salut et fraternité.

(AV, H, cart. 22, fasc. 11, n° 28, orig.)

## 15

*Lettre de Bruno Gay, commandant du bataillon valaisan stationné dans la vallée du Grand Saint-Bernard, au préfet de Rivaz, Martigny, 6 juin 1800.*

Citoyen préfet,

En réponse à votre obligeante lettre du 4 courant concernant nos trois compag[ni]es d'élite, je vous dirai que, malgré toutes les peines que je me suis données depuis quinze jours et les ordres réitérés que j'ai donnés dans les communes, il ne se trouve encore que, environ, 140 hommes, lesquels sont en bonne partie désarmés et de réforme. J'ai donné ordre aux trois capitaines de me transmettre la note des manquants de chaque commune afin qu'on puisse les réclamer, mais je dois vous prévenir, citoyen préfet, que, dans la besogne où je me trouve pour disposer les compag[ni]es dans leur cantonnement, pour correspondre avec elles, soit pour leur donner toutes les instructions nécessaires et régler leur service, étant sans secrétaire, il m'est impossible en ce moment de m'occuper de l'office de command[an]t d'arrondissement et de donner des nouveaux ordres dans les communes. Veuillez donc, citoyen préfet, me dispenser de ce travail pour ce moment<sup>30</sup> et prendre des mesures avec l'inspecteur [Michel Dufour] pour faire armer et compléter ces compagnies.

Je dois vous observer en outre que la réquisition des travailleurs au S[ain]t-Bernard, comme aussi la quantité d'hommes employés aux charrois et à [d']autres offices dans l'Entremont et surtout à Martigny, où tout travail, a mis une grande entrave à la levée de ces trois compagnies. Il [en] manque aussi beaucoup [à cause] du peu d'énergie des municipalités et de la mauvaise volonté de la part des soldats.

J'attends avec grande impatience un adjudant-major pour me seconder dans mes fonctions et me décharger de la partie qui [le]<sup>31</sup> concerne.

Dans ce moment viennent d'arriver environ 400 prisonniers autrichiens et on nous [en] annonce 3000 pour demain.

Agréez, cit[oyen] préfet, les saluts respectueux  
du cit[oyen] Bruno Gay.

(AV, H, vol. 12, n° 53, orig.)

<sup>30</sup> Voir ci-dessus, p. 98, note 246.

<sup>31</sup> Gay écrit « lui ».

*Lettre adressée par le préfet de Rivaz, le 2 août 1800, à Joseph Lanther, ministre de la Guerre. Ce dernier, sur la proposition du préfet valaisan faite conjointement avec Michel Dufour, a accordé diverses démissions, notamment à des capitaines de l'élite, et il faut songer à les remplacer, d'où ces considérations confidentielles des deux Valaisans :*

La mesure la plus naturelle pour le remplacement des capitaines serait d'y appeler des lieutenants. Nous proposerons tous ceux qui ont quelque capacité, mais le nombre n'en est pas suffisant. Le peu d'éducation que reçoivent nos gens de la campagne fait qu'il y en a beaucoup, tant parmi eux que parmi les sous-officiers, qui n'écrivent point ou très mal et qui sont hors d'état de se présenter avec les bienséances d'usage devant un officier supérieur ou de faire un rapport lorsque sa [sic] compagnie se trouverait en détachement quelque part.

C'est ce vide que nous pensons à remplir en plaçant directement dans les compagnies vacantes des jeunes gens qui aient reçu de l'éducation, qui aient quelque extérieur, quelque usage du monde pour faire honneur aux rangs qu'ils auraient. Dans ce nombre, nous comptons quelques officiers ci-devant au service du Piémont. Nous avons cru remarquer que le soldat, en général, obéit plus volontiers à des jeunes gens de quelque naissance qu'à des officiers et sous-officiers avec lesquels ils [sic] auraient vécu plus familièrement. L'expérience de l'année passée nous a convaincus du peu de subordination que les capitaines, tirés du corps des anciens soldats au service étranger, avaient maintenu dans leur compagnie: ils buvaient avec eux dans les gargotes, toléraient tout sans rien dire et même s'adonnaient à susciter les mécontentements du soldat sur le retard de la solde, au lieu de les réprimer.

En plaçant des jeunes gens mieux éduqués à la tête de quelques compagnies, ils se disposeront plus volontiers à servir par eux-mêmes, et cela remettra en honneur le service d'élite dont les choix précédents avaient éloigné les familles ci-devant gouvernantes. Presque tous avaient cherché des moyens d'être exemptés ou de se faire remplacer, attendu que la composition du corps des officiers ne leur plaisait pas.

Telles sont les considérations qui nous font pencher à choisir de cette manière. Mais nous sentons que ce choix excitera des clameurs parmi les officiers et sous-officiers laissés, par ce moyen, à l'écart et qui se jugeront, pour la plupart, capables de remplir ces fonctions parce que l'ignorance est souvent accompagnée de la présomption et qu'ils croiront être les victimes d'une injustice.

Veuillez bien avoir la bonté de me donner vos conseils, que j'ai l'honneur de vous demander d'une manière confidentielle. [...] Nous ne désirons rien [de] plus que de prendre le parti le plus sage, le plus profitable à la chose publique ainsi qu'au rétablissement de la discipline militaire, et c'est de vos avis éclairés que nous en attendons les moyens.

*Lettre du préfet de Rivaz au ministre de la Guerre, [Sion.] 26 juin 1801.*

[Citoyen ministre,]

Ayant communiqué à l'inspecteur des milices [Michel Dufour] le contenu de votre lettre du 7 courant, il vient de me répondre que, s'il ne vous a pas fait dans le temps un rapport particulier sur les réclamations du citoyen Pierre-Antoine Vallotton, c'est qu'il avait cru que ce particulier aurait renoncé de lui-même à sa demande, d'après les informations désavantageuses qui existaient sur son compte, mais que, instruit par une lettre que ce citoyen y persistait, il avait redemandé un nouveau rapport par écrit, à ce sujet, au citoyen [Hyacinthe] Martinet, son capitaine, vu que le premier qu'il avait fait se trouvait brûlé avec les autres papiers de l'inspecteur dans l'incendie de Vionnaz<sup>32</sup> et qu'il m'en transmettait le résultat.

Ce rapport dit que, le 5 mai 1799, la compagnie Martinet avait reçu ordre de se poster avec un autre corps de troupes sur les hauteurs d'Isérables, paroisse de Riddes, district de Martigny, pour reprendre les positions qu'on avait quittées la veille. En passant à Saxon, la troupe fit une petite halte. Le citoyen Vallotton profita de ce moment pour se jeter dans un cabaret où il resta à boire jusqu'à ce que son capitaine fût obligé de venir lui-même lui ordonner de sortir. Ce citoyen, déjà pris de vin, s'oublia au point de méconnaître son autorité, en lui disant qu'il n'avait rien à lui commander, et ce ne fut qu'avec peine qu'il le détermina à rejoindre la compagnie. Mais il ne la suivit pas longtemps: à un demi-quart de lieue du village, il disparut derechef, sans qu'on l'ait revu dès lors. Son capitaine conjectura que la crainte des suites que pouvaient avoir pour lui les propos qu'il avait tenus l'avait engagé à désertir. Il fut effectivement porté sur la liste des déserteurs, et l'inspecteur se rappelle de l'avoir lui-même réclamé comme tel auprès de sa commune pour le faire rejoindre. Ce n'a été qu'à son retour d'Italie que le capitaine a appris qu'il [Vallotton] avait été fait prisonnier.

Il résulte de là, selon les observations que m'a faites l'inspecteur, que ce n'est point à la retraite qui s'effectua le même jour que le citoyen Vallotton fut séparé de sa compagnie puisque c'est, au contraire, au moment où elle avançait. L'inspecteur ajoute qu'alors l'ennemi n'avait point encore pénétré dans cette partie ou dans les environs; qu'il en était éloigné au moins de deux lieues, de manière que, si le citoyen Vallotton n'a pas été prisonnier volontaire, comme les circonstances paraissent l'indiquer, il l'a été du moins par sa propre faute. L'inspecteur m'a témoigné d'ailleurs son regret de ce que la conduite dudit Vallotton le prive de la satisfaction de lui être utile. Tout ce qu'il peut dire en sa faveur, c'est qu'il est réellement pauvre et que ce n'est qu'à ce titre qu'il lui paraît avoir droit à la bienveillance du gouvernement.

<sup>32</sup> Voir ci-dessus, p. 121.

En vous transmettant lesdites informations, j'ai l'honneur de vous renvoyer la pétition du citoyen Vallotton qui était jointe à votre lettre, afin que vous puissiez prendre telle détermination qui vous paraîtra plus conforme à la justice.

J'oubliais de vous dire que, si l'inspecteur n'a pas rendu au citoyen Vallotton les papiers qu'il réclamait, c'est qu'ils ont été brûlés avec tous les siens propres dans l'incendie de sa maison à Vionnaz.

(AV, H, vol. 35, n° 6444, pp. 391-393, copie)

## 18

*Lettre de Charles-Emmanuel de Rivaz, préfet destitué par le général Turreau, à Michel Dufour, Sion, 5 avril 1802.*

Citoyen inspecteur,

On a reçu des nouvelles de Berne: elles portent que le Petit Conseil a écrit sur-le-champ au ministre français Verninac pour se plaindre de la contribution que le général [Turreau] avait mise sur ce canton, le prévenir qu'on en écrivait directement au [Premier] consul et l'inviter à la faire suspendre en attendant la réponse du gouvernement français. On écrit en même temps que nos gouvernants montrent toujours les meilleures dispositions pour nous soutenir. Cela est bien bon en général, mais on doute ici qu'on ait réponse de Paris assez vite pour pouvoir l'attendre avant de prendre un parti. D'après cela, il paraît que la plupart des communes se disposent à payer, d'autant plus que le général n'exige point de soumission ni de déclaration comme quoi on reconnaît ses autorités. Il l'a affirmé à la commune de Conthey qui a payé aujourd'hui et s'est formellement expliqué qu'elle n'entendait par là faire aucune reconnaissance contraire aux principes qu'elle a manifestés<sup>33</sup>. Il lui a encore dit qu'elle n'aurait plus de troupes dès qu'elle aurait payé ou, du moins, que celle qui pourrait y être envoyée recevrait régulièrement ses vivres. D'après cela, les communes peuvent se consulter pour se décider d'elles-mêmes sur ce qu'elles veulent faire. Il paraît qu'il sera difficile, non pas de s'exempter de payer, mais même d'obtenir des rabais. Cependant, on peut toujours le tenter, ainsi que d'avoir quelques délais plus longs. En gagnant du temps, on gagne quelquefois des changements utiles.

<sup>33</sup> «Le général, pressé sans doute de recevoir son argent et ne voulant pas créer d'obstacle à sa prompte rentrée, ne fit aucune observation sur cette réserve et déclara, au contraire, aux députés de cette commune qu'il n'exigeait point de soumission ni de déclaration portant reconnaissance de ses autorités. Il fit même le rabais d'un cinquième à cette commune.» (CH.-EMM. DE RIVAZ, p. 190.)

Si on reçoit des avis plus positifs de Berne, on aura soin de vous en informer de suite. D'ailleurs, vous pouvez toujours être assuré que les communes, quoique grevées de ce terrible fardeau, sont disposées à le payer plutôt que de varier dans leurs principes.

On sollicite toujours auprès du gouvernement des mesures pour le soulagement du canton et on espère toujours d'en obtenir d'efficaces. Voilà tout ce qu'on peut dire pour le moment. On se remet d'ailleurs avec confiance à la sagacité et au bon esprit dont vos communes sont animées.

Salut et fraternité.

(AV, H, vol. 36, n° 7009, pp. 350 et 351, copie)

### Principales abréviations

<i>Ann. val.</i>	<i>Annales valaisannes</i>	orig.	original
adm.	administratif	p.p.	propriété privée
cant.	cantonal	publ.	publié
cart.	carton	Rp	registre de paroisse
dép.	département	s.d.	sans date
éd.	édité	s.l.	sans lieu
ex.	exécutif	s.l.n.d.	sans lieu ni date
fasc.	fascicule	suppl.	supplément
fl.	florin	tir.	tiroir
fol.	folio	trad.	traduit
LL. EE.	Leurs Excellences	vol.	volume

## Sources et bibliographie

### *I. Sources manuscrites*

#### **Berne, Archives fédérales (= AF)**

##### Fonds de l'Helvétique (= B)

- B, vol. 257: pétitions et lettres diverses adressées au pouvoir législatif helvétique, Valais, 1798-1801, un vol., 208 p.
- B, vol. 519: Intérieur, autorités cantonales, Thurgovie-Zurich, 1798-1801, un vol., 602 p.
- B, vol. 532: «Bezahlung der Behörden und Beamten», Lucerne-Zurich, 1798-1801, un vol., 490 p.
- B, vol. 733a: sur les milices, Lucerne-Zurich, 1798-1801, un vol., 872 p.
- B, vol. 799: «Actes relatifs à la Séparation du Valais», 1801-1802, un vol., 1088 p.
- B, vol. 831: troupes françaises en Helvétie, Valais, 1798-1801, un vol., 719 p. numérotées.
- B, vol. 895 et 896: instauration de la République helvétique et oppositions qu'elle entraîne, Valais, 1798-1800, un vol., 552 p., et 1799, un vol., 508 p.
- B, vol. 934: ministère de l'Intérieur, «Unterstützungswesen», 1800-1802, un vol., 651 p. numérotées + table des matières.
- B, vol. 1181: «Unterstützungswesen und Armenpflege», Valais-Zurich, 1801, un vol., 297 p.
- B, vol. 1702: correspondance du ministre de la Justice, Valais, 1798-1799, un vol., 888 p.
- B, vol. 1703: correspondance du ministre de la Justice, Valais, 1800-1802, un vol., 1192 p.
- B, vol. 2116: correspondance du ministre des Finances, Valais, 1798-1800, un vol., 287 fol.
- B, vol. 2941: correspondance du ministre de la Guerre, Lucerne-Zurich, 1798-1800, un vol., 336 fol.
- B, vol. 3022: correspondance du ministre de la Guerre, Thurgovie-Zurich, un vol., 422 fol.
- B, vol. 3051: correspondance du ministre de la Guerre, Waldstätten et Valais, 1798-1802, un vol., 443 fol.
- B, vol. 3212: correspondance du ministre de la Guerre, Thurgovie, Waldstätten et Valais, 1798-1801, un vol., 276 fol.

## **Sion, Archives cantonales du Valais (= AV)**

### **1. Archives de la Bourgeoisie de Sion (= ABS)**

ABS, tir. 245, liasse 7, n° 11: registre de la correspondance expédiée par le tribunal cantonal du Valais, de «1798 au 15 avril 1799», un cahier, 46 fol. dont un vierge, copies. Aux pp. 49-52 se trouve la «sentence portée par le tribunal du canton en son grand complet contre Louis Robriquet».

ABS, tir. 245, liasse 7, n° 13: registre de la correspondance expédiée par le tribunal cantonal «depuis l'année 1799 jusqu'à 1800», un cahier, 46 fol., copies.

### **2. Fonds de l'Helvétique (= H)**

H, vol. 1 à 16: correspondance de la Chambre administrative, juin 1798 - 24 janv. 1802, 16 vol.

H, cart. 18/1 et 1 bis: lois, arrêtés, 1798-1801, 13 cahiers, 170 pièces + 3 cahiers de documents à double.

H, cart. 19: correspondance adressée au tribunal cantonal, 1798-1800, 15 cahiers, 263 pièces.

H, cart. 22: correspondance des autorités législatives et exécutives, 1798-1802. Et plus particulièrement:

- fasc. 5: Intérieur, correspondance, 1798-1802, 76 pièces;
- fasc. 11: Militaire, correspondance et imprimés, 1799-1801, 86 pièces;
- fasc. 14: Militaire, expédition aux Ormonts, 1798-1806, 28 pièces.

H, cart. 23, fasc. 7: comptes et indemnités concernant les membres et les employés de la Chambre administrative, 12 pièces.

H, vol. 29 bis - H, vol. 36: correspondance issue presque exclusivement du bureau du préfet national du Valais, Charles-Emmanuel de Rivaz, 16 juillet 1798 - 14 sept. 1802, 8 vol., 5481 p., 7133 lettres, copies.

### **3. Fonds de la Médiation (= M)**

M, vol. 6: recès de la Diète, oct. 1802 - déc. 1806, 306 p. (y compris quelques textes de lois imprimés).

M, vol. 11: protocoles des délibérations du Conseil d'Etat, 6 sept. 1802 - 28 fév. 1803, un vol. avec répertoire, 523 p.

M, vol. 13: protocoles des délibérations du Conseil d'Etat, 1er sept. 1803 - 28 mars 1804, un vol., 461 p. numérotées, suivies de 25 pages blanches, + un répertoire annexé, pp. 462-540.



- M, vol. 15: protocoles des délibérations du Conseil d'Etat, 20 oct. 1804 - 28 juin 1805, un vol, 547 p.
- M, vol. 16 et 17: protocoles des délibérations du Conseil d'Etat, 1er juillet 1805 - 6 fév. 1806, un vol. avec répertoire annexé, 557 p. numérotées.
- M, vol. 27: arrêtés, messages et correspondance du Conseil d'Etat, 2 janv. 1806 - 6 déc. 1806, un vol., 280 p., minutes.
- M, vol. 39: correspondance du Conseil d'Etat, plus particulièrement du grand bailli, Intérieur, janv. 1805 - déc. 1805, minutes, 333 p. + un répertoire dès la p. 333.

#### 4. Fonds des Archives valaisannes

AV, cart. 86, fasc. 3: événements politiques, 1785-1798, 28 pièces.

#### 5. Fonds des familles valaisannes

- AV 107, famille Devantéry, n° 203: généalogie de la famille Devantéry, du XIIIe au XIXe siècle, un cahier divisé en cinq parties, 109 p. dont 8 blanches ainsi qu'une neuvième non comptabilisée dans les 109 p.
- AV 107, famille Dufour, n° 2: lettre de Nicolas Dufour à Plébain, alias Pierre Landry, Bruxelles, 18 nov. 1788, orig.

#### 6. Libri (= L)

AV, L 23: Abscheids 1744-1799, trad. en français par Adolphe de Courten, un vol. (t. VII), VIII + 850 p. dont quelques-unes vierges.

#### 7. Fonds Clément (= Clément)

- n° 4 (= AV, L 452): «*Polygraphia vallesiaca ecclesiastico-civilis, etc., inchoata, seu fragmenta, etc., etc., anno 1807*», un vol., 436 p. dont 385 écrites.
- n° 43: «Recueil de différentes pièces qui ont paru à l'occasion de la fam[euse] et affreuse Révolution française, depuis 1789 à 1793 et 1798 à 1802», un cahier, 184 p. dont 178 écrites.
- n° 72: notes diverses, un cahier, 326 p. dont les 122 premières manquent et dont les pp. 274 à 326 sont blanches.

#### 8. Fonds Joris

Fonds Joris, P 89: lettres de François-Emmanuel Joris à son épouse Patience, 1800-1814, 40 pièces.

## 9. Fonds d'Odet

Fonds d'Odet 1, cart. 6, liasse 14: lettres adressées par diverses personnes à Charles d'Odet, orig., + quelques minutes de celui-ci, 1802-1850, 236 pièces.

Fonds d'Odet 2, P 284: lettre de Charles de Bons à un dénommé Wegener, St-Maurice, 17 août 1798, copie.

## 10. Fonds René de Preux (= de Preux)

de Preux, P 96: lettre de Jean Devantéry à Hyacinthe de Riedmatten, colonel général du Bas-Valais, Monthey, 19 oct. 1796, orig.

## 11. Fonds de Rivaz (= Rz)

Rz, vol. 6 = Anne-Joseph de Rivaz, *Opera historica*, t. 6, VIII + 558 p. + quelques pages blanches.

Rz, cart. 51, fasc. 7: «Lettres écrites à Marie-Julienne de Nucedé, veuve de Charles-Joseph de Rivaz [et mère de Charles-Emmanuel], par Jacques [d']Odet, chanoine régulier de la maison du Saint-Bernard et assistant près le curé de Vouvry», 1782-1791, 20 pièces, orig.

Rz, cart. 55, fasc. 55: lettres de François-Emmanuel Joris à Charles-Emmanuel de Rivaz, 6 mai 1805 et 8 mai 1807, 2 pièces, orig.

Rz, cart. 57, fasc. 3: «Lettres diverses écrites au préfet national du Valais [Ch.-Emm. de Rivaz] par les sous-préfets», 1802, 67 pièces, orig.

Rz, cart. 57, fasc. 6: «Lettres diverses adressées par la Chambre administrative et par le tribunal du canton au préfet du Valais», 20 fév. 1799 - 5 août 1802, 16 pièces, orig. et copies, dont deux manquent.

Rz, cart. 57, fasc. 19: «Lettres diverses du ministre de la Justice de la République helvétique au préfet du Valais», 22 nov. 1801 - 5 août 1802, 18 pièces, orig., et deux annexes, copies.

Rz, cart. 58, fasc. 13: «Lettres diverses adressées par des particuliers au préfet du Valais», 1798-1802, 82 pièces, orig.

Rz, cart. 70, fasc. 10: «Pièces diverses relatives aux troubles qui ont eu lieu dans le gouvernement de Monthey dès le 8 septembre 1790 jusqu'en décembre même année, avec une table insérée à la fin du cahier indiquant les différents actes qui se trouvent dans cette collection. Ces pièces ont appartenu au grand bailli Sigristen; elles ont été achetées de son fils avec d'autres actes relatifs au dizain de Conches.» Recueil factice, de mains et de formats divers, paginé de 1 à 348, avec table des matières et de nombreuses pages blanches. - On trouvera le détail de ce dossier, constitué par Ch.-Emm. de Rivaz, dans DEVANTHEY II, pp. 24-27.

- Rz, cart. 70, fasc. 31 : copie de l'Abscheid de la Diète tenue à Sion, du 3 au 10 déc. 1790, relativement aux troubles du Bas-Valais, un cahier de 10 pages écrites.
- Rz, cart. 72, fasc. 28 : «Pièces relatives à la Diète cantonale tenue au mois d'août 1801», 11 pièces de formats divers, réunies en un cahier.
- Rz, cart. 72, fasc. 29 : «Etat dressé par M. de Torrenté, greffier du tribunal du canton, de ce qui était dû par le gouvernement aux membres de ce tribunal au 1er mars 1800», un cahier de 6 fol. dont 5 écrits, copie.
- Rz, cart. 73, fasc. 26 : «Pièces relatives à la procédure et au jugement rendu par le tribunal du canton contre Louis Robriquet de Monthey», 3 pièces de formats divers reliées en un cahier.
- Rz, cart. 73, fasc. 27 : «Mémoire apologétique du Tribunal du canton de Valais contre l'arrêté de destitution prononcé par le Directoire Helvétique en suite du jugement par lui porté contre Louis Robriquet», 26 fol. manuscrits dont le format n'est pas uniforme, soit quatre pièces reliées en un cahier.
- Rz, cart. 95, fasc. 138 : «Pièces relatives aux troubles élevés à Monthey, en 1790, et à ce qui m'est arrivé personnellement [à Ch.-Emm. de Rivaz] à cette époque...», 13 sept. 1790 - 17 fév. 1791, un cahier de 23 pièces de formats divers, dont une majorité d'orig.

#### 12. Fonds Gaspard de Stockalper (= de Stockalper)

- de Stockalper, cart. 1, n° 2 : «Etat des officiers qui ont servi à l'étranger, à Naples, Rome [et en] Sardaigne» dans la première moitié du XIXe siècle, un cahier, 30 fol. dont un vierge et un non numéroté + 58 fol. dont un vierge + 69 fol., orig.

#### 13. Fonds du «Vieux Monthey» (= Vieux Monthey)

- P 248 : extrait du recès de la Diète de Noël 1791, copie.
- P 272 : notes concernant les événements du 30 sept. au 13 oct. [1798] à Monthey, 5 fol. numérotés à partir de 2 (le premier fol. manque).
- P 2777 : acte de vente passé entre Jean Devantéry et Michel Dufour, 8 fév. 1801 ; le premier nommé vend au second *la Tour du Mayor* et les terrains y attenants, orig.

#### 14. Fonds de la commune de Vionnaz (= Vionnaz)

- P 804 : mandat du juge de Vionnaz Michel Dufour, concernant Joseph Cornut, Vionnaz, 4 mai 1791, 2 fol., orig.
- P 806 : convocation officielle adressée à certains propriétaires de la commune de Vionnaz, par le conseil de ce lieu, Vionnaz, 20 mai 1792, signée par Hy[acinthe] Cornut, «officier substitut», un fol., orig.

- P 808: actes dressés par le notaire J[ean]-F[rançois] Vannay à la suite d'inondations causées par le torrent la Greffaz, Vionnaz, 18 et 30 nov. 1792, suivis d'une attestation de Michel Dufour, du 30 nov. 1792, un fol., orig.
- P 814: «Etat des feux et familles et des âmes de la plaine de Vionnaz, dressé par le Conseil [de Vionnaz] le 3 juin de 1793», 2 fol., minute.
- P 816/1: «mandat», au nom du juge Michel Dufour, interdisant de faire dévaler du bois des montagnes de la commune de Vouvry sur la commune de Vionnaz, Vionnaz, 15 juin 1793, signé par J[ean]-F[rançois] Vannay, «lieut[enant]», un fol., orig. Un autre exemplaire de ce mandat se trouve sous la cote P 816/2, un fol., orig.
- P 832: «mandat» du juge Michel Dufour, concernant Nicolas Vannay, Vionnaz, 20 juillet 1794, suivi de divers ajouts, un fol., (orig.?).
- P 863: avis officiel de la commune de Vionnaz, à propos de travaux à effectuer sur le cours de la Greffaz, publ. le 28 mars 1796, avec une précision de la main de Jean Vannay, «officier substitut», un fol., copie.
- P 899: premier état de P 902/2.
- P 901: «procès-verbal», concernant l'incendie de Vionnaz du 20 août 1800, dressé à Vionnaz, le 20 sept. 1800, par trois officiers municipaux, soit Hyacinthe Cornut, président, Jean Delseith et Raboud, 2 fol., copie.
- P 902/1: «Notes nécessaires pour la distribution du produit des collectes» destinées aux victimes de l'incendie de Vionnaz, s.l.n.d., non signées, un cahier de 10 p. écrites.
- P 902/2: «Estimation des dommages causés par l'incendie de Vionnaz», dressée le 10 oct. 1800 par Hyacinthe Cornut, Jean Delseith et Raboud, un cahier de 12 p. écrites, copie certifiée conforme à l'original par Bonnefoy et Bonvin.
- P 912: état sommaire des contribuables de Vionnaz, s.d. (vers 1811-1813), un cahier de 22 pages, copie.

### **Monthey, Archives communales (= ACM)**

- F 77: décompte des soldes encore dues au contingent de Monthey qui a marché aux Ormonts, s.l.n.d. (1798), minute non signée.
- F 120: lettre de Michel Dufour à Pierre-Louis Du Fay, du camp d'Ottan, 14 mai 1798, orig.
- F 230: nomination, par le comité du district de Monthey, de Michel Dufour comme chef du bataillon qui a été levé dans ce district lors de l'insurrection haut-valaisanne de mai 1798, s.l.n.d. [Monthey, 6, 7, 8 ou 9 mai 1798], minute.
- F 413: procès-verbal de la séance tenue par l'assemblée électorale du district de Monthey dans l'après-midi du 29 juillet 1801.
- F 770: lettre-circulaire du grand bailli Antoine Augustini à Barthélemy Trombert, Sion, 23 juillet 1805, orig.

## II. Sources imprimées

### \* Publications officielles et journaux

*Bull. des lois* = *Bulletin des loix et décrets du Corps législatif de la République helvétique*, puis *Bulletin des loix et décrets du Corps législatif avec les arrêtés et proclamations du Directoire exécutif de la République helvétique*, etc., 1798-1800 (en fait 1798-1801), 5 cahiers (ou vol.).

*Bull. off.*, puis *Bull. helv.* = *Bulletin officiel du Directoire helvétique & des autorités du canton du Léman*, puis *Bulletin helvétique*, 1798-1800, 15 vol.

*Courrier du Valais*, 1844.

*Lois VS* = *Lois et décrets de la République du Valais*, vol. 2, 1805-1810, Sion, 1844, 306 p.

*Nouvel Almanach pour l'An de Grace*, 1798-1810 principalement.

*Nouvelliste* = *Le Nouvelliste vaudois*, 1798-1802 et 1834.

### \* Divers

BARRAS = *Relation de Félix Barras (1779-1842), chanoine du Grand-St-Bernard, sur sa participation aux combats de 1799 en Valais et à quelques autres événements militaires remarquables*, éd. et annotée par GRÉGOIRE GHICA, in *Ann. val.*, 1993, pp. 115-143.

CLÉMENT = *Le récit de la révolution bas-valaisanne de 1790 de l'abbé J[ean]-M[aurice] Clément, vicaire du Val-d'Illiez*, publ. par PIERRE DEVANTHEY, in *Vallesia*, t. XIX, 1964, pp. 315-366.

*Code pénal*, 1794 = *Code pénal pour le Bas-Vallais imprimé par ordre de LL. EE. du Vallais*, Sion, s.d. [1794?], 100 p.

DE COURTEN = *La double relation de Louis-François-Régis de Courten sur l'insurrection de 1799*, publ. par MICHEL SALAMIN, in *Pages militaires sierroises*, 1962, pp. 53-80.

DEVANTHEY I = *Dossier du procès relatif à la conjuration dite «des Crochets», à Monthey, en 1791*, publ. par PIERRE DEVANTHEY, in *Vallesia*, t. XXV, 1970, pp. 1-412.

DONNET I = *Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798*, publ. par ANDRÉ DONNET, I: *Procès-verbaux et actes du comité général de Saint-Maurice (3 février-16 mars 1798)*, in *Vallesia*, t. XIX, 1964, pp. 1-188.

DONNET II = *Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798*, publ. par ANDRÉ DONNET, II: *Documents relatifs à l'activité de Mangourit, résident de la République française en Valais (16 novembre 1797-25 juin 1798)*, in *Vallesia*, t. XXXII, 1977, pp. 1-246.

- GABR. GUERRATY I = GABRIEL GUERRATY, *Gloses du notaire Gabriel Guerraty sur le récit de la révolution de 1790 par l'abbé Clément*, publ. par PIERRE DEVANTHEY, in *Vallesia*, t. XXIII, 1968, pp. 69-107.
- GABR. GUERRATY II = «*Note en brouillon sur la Révolution du Valais à la fin de janvier 1798*», écrite par GABRIEL GUERRATY, de Monthey, et publ. par ANDRÉ DONNET, in *Pages Montheyssannes*, n° 8, déc. 1966, pp. 505-522, (*Bulletin du «Vieux Monthey»*).
- JORIS = *Correspondance du sous-préfet Joris durant le régime Turreau (5 décembre 1801-18 août 1802)*, publ. par MICHEL SALAMIN, in *Vallesia*, t. XXI, 1966, pp. 189-278.
- Personnages du Valais* = *Personnages du Valais fichés par l'administration française du département du Simplon (1811). Trois exemples de la «Statistique morale et personnelle» de l'Empire*, publ. par ANDRÉ DONNET, in *Vallesia*, t. XLI, 1986, pp. 193-308.
- ANNE-JOS. DE RIVAZ = ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publ. par ANDRÉ DONNET, Lausanne, 1961, 3 vol. (*Mémoires et Documents publiés par la Société d'Histoire de la Suisse romande*, 3e série, t. V-VII).
- CH.-EMM. DE RIVAZ = CHARLES-EMMANUEL DE RIVAZ, *Mémoires historiques sur l'occupation militaire en Valais par le général Turreau*, publ. par [PIERRE-ANTOINE] GRENAT, Sion, 1890, IV + III + 385 p.
- STRICKLER = *Actensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik (1798-1803)*, publ. par JOHANNES STRICKLER, vol. I à XI, 1886-1911, 11 vol.

### III. Bibliographie

#### \* Ouvrages généraux

- DHBS = *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, Neuchâtel, 1921-1934, 7 vol. et un supplément.
- Nouvel Armorial* = *Nouvel armorial valaisan/Neues walliser Wappenbuch*, Saint-Maurice, 2 vol., 1974 et 1984, 267 et 270 p.
- DIERAUER = JOHANNES DIERAUER, *Histoire de la Confédération Suisse*, trad. de l'allemand par AUG[USTE] REYMOND, t. V, *De 1798 à 1848*, première partie: 1798-1813, Lausanne, 1918, VIII + 377 p.

#### \* Etudes particulières

- BORGEAUD = LOUIS BORGEAUD, *Nos anciennes maisons bourgeoises*, in *Pages Montheyssannes*, n° 7, déc. 1963, pp. 423-447 (*Bulletin du «Vieux Monthey»*).
- DEVANTHEY II = PIERRE DEVANTHEY, *La Révolution bas-valaisanne de 1790*, Martigny, 1972, 476 p. (*Bibliotheca Vallesiana*, t. 11).

- DONNET III = ANDRÉ DONNET, *La Révolution valaisanne de 1798*, Martigny, 1984, 2 vol., 321 et 366 p. (*Bibliotheca Vallesiana*, t. 17 et 18).
- DONNET IV = *Sur la jeunesse d'Alexis Joris chef militaire de la Jeune Suisse. Vingt-trois lettres inédites (1819-1830)*, publ. et annotées par ANDRÉ DONNET. Avec quelques documents biographiques relatifs à sa famille, in *Ann. val.*, 1970, pp. 3-103.
- GRAVEN = JEAN GRAVEN, *Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan jusqu'à l'invasion française de 1798 [...]*, Lausanne, 1927, 537 p.
- WOLFG. GUERRATY = WOLFGANG GUERRATY, *Aperçu historique sur le Pays de Monthey. Des origines à 1798*, in *Pages Montheyssannes*, éd. par l'Association du Vieux-Monthey, n° 12, 1987, pp. 125-156.
- IMESCH = D[IONYS] IMESCH, *Die Kämpfe der Walliser gegen die Franzosen in den Jahren 1798 & 1799*, Sitten, 1899, XI + 152 p.
- JUNOD = LOUIS JUNOD, *Berne et les troubles du Bas-Valais en 1790*, in *Vallesia*, t. XI, 1956, pp. 107-153.
- MICHELET = HENRI MICHELET, *L'inventeur Isaac de Rivaz (1752-1828). Ses recherches techniques et ses tentatives industrielles*, Martigny, 1965, 395 p. (*Bibliotheca Vallesiana*, t. 2).
- PAPILLOUD = JEAN-HENRI PAPILLOUD, *Le pouvoir et les hommes*, in *Société et culture du Valais contemporain*, t. III: *Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914)*, Sion, 1979, pp. 12-91.
- RIBORDY = LOUIS RIBORDY, *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du canton du Valais*, Sion, 1885, 410 p.
- SALAMIN I = MICHEL SALAMIN, *Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802)*, in *Vallesia*, t. XII, 1957, pp. 1-281 (Thèse, Lettres, Fribourg).
- SALAMIN II = MICHEL SALAMIN, *Monthey sous l'occupation du général Turreau (novembre 1801-août 1802)*, in *Ann. val.*, 2e série, t. VIII, 1952-1953, pp. 203-222.
- TAMINI = JEAN-EMILE TAMINI, *Petit essai d'histoire de Monthey*, publication tirée du *Bulletin paroissial* de Monthey (jusqu'en 1928) par LOUIS BORGEAUD, Monthey, avril 1957, 199 + 5 p. dactylographiées. Un exemplaire se trouve aux Archives cantonales à Sion.
- TAMINI et DÉLÈZE = J[EAN]-E[MILE] TAMINI et PIERRE DÉLÈZE, *Nouvel essai de Vallesia christiana*, Saint-Maurice, 1940, 528 p.
- VEUTHEY I = GUY-ANDRÉ VEUTHEY, *Une fondation scolaire valaisanne au XVIIIe siècle*, in *Pages Montheyssannes*, n° 8, déc. 1966, pp. 529-550 (*Bulletin du « Vieux Monthey »*).
- VEUTHEY II = [GUY VEUTHEY], *Vionnaz-notre-commune*, in *...Mine de rien*, [1979, n° 3,] pp. 3-5.

## Table des matières

### *La carrière publique de Michel Dufour (1768-1843) jusqu'en 1810*

#### PREMIÈRE PARTIE (1768 - AOÛT 1802)

<b>Remarques liminaires</b> .....	3
<b>Des liens familiaux étendus</b> .....	4
<b>1790-1798: des débuts prometteurs</b> .....	14
Tourmente politique sur le Valais .....	14
Une carrière qui prend corps .....	22
Considérations sur le Michel Dufour de cette période .....	25
<b>Sous la République helvétique</b> .....	26
Les premiers mois de 1798: le temps d'une certaine exaltation ...	26
Juillet 1798 - août 1802: le temps des soucis et de l'adversité ....	37
Michel Dufour, membre du tribunal du canton du Valais ...	39
L'affaire Robriquet .....	40
L'affaire Venetz .....	52
Une fonction peu considérée .....	58
Le jugement de Pierre Caldo .....	63
Michel Dufour, inspecteur général des milices .....	66
Nomination de Michel Dufour .....	67
Les premières activités de l'inspecteur Dufour .....	71
L'insurrection haut-valaisanne de 1799 .....	78
Problèmes divers .....	85
Le passage de l'armée de réserve par le Grand-Saint-Bernard	95
Une fonction qui se rapproche peu à peu d'une sinécure? .	103
Michel Dufour et le général Turreau .....	104
Considérations sur Michel Dufour juge, inspecteur et patriote .	112
<b>L'incendie de Vionnaz du 20 août 1800 et ses conséquences</b> .....	119
<b>Quelques commentaires en guise de conclusion provisoire</b> .....	126
<b>Annexes</b> .....	128
<b>Principales abréviations. Sources et bibliographie</b> .....	150